



Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12564 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine SAMEDI 22 JUIN 1985

Fin de règne au Québec

M. René Lévesque, finalement, a cédé. Après des semaines de tergiversations, le premier ministre québécois s'est rendu aux arguments de ceux qui, au sein même de son propre parti, et de plus en plus ouvertement, lui conseillaient de s'effacer.

Le destin politique de cet homme attachant, au franc-parler parfois déconcertant, était si indissociable de celui du Parti québécois qu'il était malaisé, jusqu'à une date récente, de parler de sa succession. Une telle audace apparaissait comme une mise en question de l'existence même de la formation qu'il avait fondée en 1968 pour réaliser l'indépendance de la province francophone. Ces temps de vénération sont révolus. L'après-Lévesque a commencé.

A l'heure du bilan, que restait-il de l'œuvre de celui que ses adversaires, dans les années 60, surnommaient, fort injustement, le « Castro » du Québec ? A son passif, deux échecs retentissants : celui en 1980 du référendum sur la souveraineté québécoise dans le cadre d'une association économique avec l'ensemble canadien ; défaite douloureuse qui devait être suivie, en 1981-1982, par l'humiliation d'être exclu de l'accord conclu entre M. Trudeau, le premier ministre fédéral de l'époque, et les neuf provinces anglophones, d'une part, et la Grande-Bretagne, d'autre part, pour le rapatriement de la Constitution du Canada, un acte qui scellait définitivement l'indépendance de ce pays.

Ces deux revers avaient brisé la trajectoire de M. Lévesque en lui interdisant la voie d'un grand destin national. Il ne devait jamais s'en remettre.

Force est pourtant de reconnaître que, si M. Lévesque fut souvent l'objet de vives contestations, et pas seulement de la part de ses détracteurs, son action réformatrice, engagée il y a une vingtaine d'années dans le cabinet du libéral Jean Lesage, a contribué à transformer profondément la réalité du Québec. Grande figure de la « révolution tranquille » entreprise à cette époque, il a été l'artisan, avec pragmatisme et détermination, de la nationalisation du secteur hydroélectrique, fondement indispensable d'une certaine autonomie économique.

Le vote, en 1977, de la loi 101, qui a fait du français la seule langue officielle du Québec, a certes eu momentanément l'inconvénient de créer une véritable panique dans les milieux anglophones. Mais elle a eu l'immense mérite d'ancrer durablement dans le droit la volonté des Québécois de maintenir en vie une identité francophone dans cette partie du monde et de donner à cette ambition les moyens de se développer. M. René Lévesque a réussi à insuffler aux Québécois la confiance en eux dont ils ont tant manqué dans la compétition culturelle et économique qui les oppose depuis deux siècles à leurs concitoyens anglophones.

Bien sûr, l'indépendance reste un rêve. Mais, ennemi déclaré de tout dogmatisme, M. René Lévesque ne s'est jamais fait d'illusions à ce sujet. Derrière la vigueur du verbe, il préférait, sans le dire ouvertement, l'aménagement du système fédéral à la rupture avec ce dernier. Au moment où il s'efface de la vie politique, son amertume doit être tempérée par le fait que la spécificité québécoise est désormais reconnue jusque dans la capitale fédérale canadienne.

(Lire nos informations page 5.)

M. HERNU ET LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Paris et Bonn ont en commun des « intérêts de sécurité »

La France et l'Allemagne fédérale ont fait un pas en avant sur la voie d'une communauté de défense renforcée de part et d'autre du Rhin. En déclarant que les deux pays avaient « des intérêts de sécurité qui sont communs », le ministre français de la Défense s'est attiré, à l'occasion d'une manœuvre combinée des deux armées, jeudi 20 juin, à Münsingen, des remerciements de son collègue ouest-allemand pour le fait que la France ne considère plus l'Allemagne fédérale « comme son simple glacis ».

En quelques mots, MM. Charles Hernu et Manfred Wörner ont ainsi enterré une discordance doctrinale entre les deux pays vieille de plusieurs lustres, et ils ont réussi, à leur manière, à donner un nouveau départ au dialogue franco-allemand en Europe.

C'est devant une assemblée de militaires de chaque pays que les deux ministres ont scellé cette alliance, en s'adressant plus spécialement aux corps d'armée - l'un de 50 000 hommes pour le compte de la France, l'autre de 80 000 au titre de la Bundeswehr - qui sont appelés à s'entraîner ensemble et à concevoir des plans d'engagement communs le cas échéant.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 4.)



LA LETTRE DU PREMIER SECRÉTAIRE AU COMITÉ DIRECTEUR

M. Jospin affirme la « souveraineté » du PS face au chef du gouvernement

M. Lionel Jospin est sorti du silence qui, paradoxalement, avait fait éclater le conflit qu'il oppose à M. Laurent Fabius sur la conduite de la campagne des élections législatives et sur la stratégie des socialistes.

Dans une lettre adressée à chacun des membres du comité directeur du PS, convoqué pour le 6 juillet, le premier secrétaire indique qu'il remettra son mandat en jeu devant cette instance. Il le fera en demandant à ses amis de se prononcer sur les conceptions qu'il a de la nature du Parti socialiste, de la stratégie politique du PS et de la conduite de la campagne électorale. Il estime que le PS ne peut être conduit « de l'extérieur », fût-ce par le chef de gouvernement ; qu'il doit rester attaché à l'union des forces populaires et ne pas se dissoudre dans un « Front républicain » ; qu'il doit conduire la campagne des élections législatives et sur ses propres thèmes.

M. Jospin conteste que le premier ministre incarne la majorité puisque celle-ci, de son point de vue, se constitue au moment de l'élection présidentielle. Il estime que la distinction entre la majorité et le Parti socialiste est « peu opératoire » dans la période actuelle puisque le PS et la majorité ne sont qu'un. Distinguer entre « chef de la majorité » et « chef du Parti socialiste » risque d'entraîner, selon lui, une confusion des fonctions, de « superposer les espaces politiques ».

M. Jospin s'oppose également à l'idée selon laquelle le Parti socialiste devrait se fonder dans un « Front républicain » afin de mieux rassembler aux élections législatives de 1986. Il explique cette prise de position en avançant deux arguments : « d'abord rassembler les siens avant de gagner les autres » ; « maintenir pour les électeurs communistes une perspective ». Plus que d'un conflit conjoncturel, il s'agit là, à son avis, d'un débat sur la « tâche historique » des socialistes pour les dix ou vingt ans à venir.

Le contenu de cette grande lettre paraît bien confirmer que le différend Jospin-Fabius n'est pas né d'une réaction de « susceptibilité » de la part du premier secrétaire du PS pour la seule conduite de la campagne électorale. M. Jospin développe, en effet, une analyse originale sur le fonctionnement des institutions de la V^e République - tel, du moins, qu'il s'est inscrit dans les faits depuis 1962 - en n'accordant au chef du gouvernement qu'un rôle de gestionnaire des affaires du pays, à l'exclusion de toute autorité sur une majorité qui ne serait pas la sienne mais celle du chef de l'Etat. Il confirme aussi les analyses selon lesquelles M. Fabius et lui auraient des conceptions sensiblement différentes du socialisme.

(Lire nos informations page 8.)

Discordes

par ANDRÉ FONTAINE

On croyait que la campagne pour les législatives commencerait à la rentrée. C'était sous-estimer la fureur passionnée que mettent à s'entre-déchirer les Français du moins ceux qui aspirent à faire leur bonheur. Sous-estimer aussi les effets d'une réforme électorale qui aboutit à confier plus que jamais aux états-majors des partis le soin de désigner à l'avance, dans une large mesure, les élus et les battus.

La tâche est particulièrement ardue pour les socialistes. Ils ne seraient pas au pouvoir si le scrutin d'arrondissement ne leur avait pas permis de bénéficier au second tour des reports de voix communistes. En imposant la proportionnelle, François Mitterrand a pris le risque de ramener la représentation du PS au niveau de sa représentativité réelle : actuellement un gros quart des Français. Et le tour pris par les rapports avec le PC laisse sceptique quant aux chances de voir l'union de la gauche reprendre vie un jour.

Il faudrait un vrai miracle, dans ces conditions, pour que le Parti socialiste échappe à l'an prochain à la défaite qu'annoncent tous les sondages. Peu importe que dans l'ensemble les directions prises soient raisonnables, que beaucoup de ministres fassent bien et courageusement leur travail, que le président de la République ait montré, en nombre de circonstances, son sens de l'Etat : la foule qui manifestait sa joie au soir du 10 mai 1981 attendait évidemment autre chose que cette gestion prudente d'une crise qui s'atténue. La loi qui veut que les expériences de gauche dans ce pays soient rares et éphémères - ce qui ne veut pas dire qu'elles ne laissent pas d'importantes traces - est en passe, une fois de plus, de se vérifier.

Quand la tempête s'approche, il faut une main ferme au gouvernement. On peut penser que le chef de l'Etat, le moment venu, prendra ses responsabilités. Force est de constater que pour l'instant il laisse se développer, à l'intérieur du parti qu'il a ressuscité, une querelle qui pour être sans doute inévitable n'en est pas moins dévastatrice. A l'impossible ménage à trois de la droite répond maintenant à gauche un autre ménage à trois - Fabius, Jospin, Rocard - dont on sent, malgré les sourires forcés, l'incompatibilité d'humeur.

(Lire la suite page 8.)

LA RÉUNION MONÉTAIRE INTERNATIONALE DE TOKYO

La principale cause du chômage

par PAUL FABRA

Les ministres de l'économie et des finances de onze pays industrialisés, réunis en conférence à Tokyo ce vendredi 21 juin, ont estimé que « la structure fondamentale » du système monétaire international « demeure valable ». Cependant, l'instabilité des cours de change n'est que le signe le plus visible d'un système monétaire déréglé. Ce qui devrait être remis en cause, c'est le formidable détournement des ressources d'épargne au profit des placements à court terme. La pénurie de capital productif qui en résulte à l'échelle mondiale engendre le chômage.

Dû à une initiative française dont l'origine remonte au sommet de Versailles de juin 1982, le coup d'envoi de ce qui sera peut-être une longue négociation sur une (nouvelle) réforme du système monétaire international est donné, ce vendredi 21 juin, à Tokyo, où se sont réunis les ministres de l'économie et des

finances - M. Pierre Bérégovoy pour la France - du groupe des Dix, qui rassemble les principales puissances financières du monde industrialisé (1). Le moins qu'on puisse dire est que cette conférence, qui sera suivie d'une discussion plus large en octobre prochain à Séoul, où se tiendra l'assemblée générale du FMI, s'est déroulée dans un climat de scepticisme, voire d'indifférence. La façon dont les participants de la réforme présentent leurs thèses n'est guère de nature à remonter le courant. Pour M. Mitterrand, la conclusion d'un nouveau Bretton Woods (2) est l'« affaire d'une génération ». L'enjeu est pourtant considérable et immédiat, même s'il est vain d'en chercher la formulation dans les déclarations et les textes officiels.

Prenant la parole récemment devant la chambre de commerce américaine de Paris, le gouverneur de la Banque de France, M. Michel Camdessus, a dit qu'« il n'y avait

rien » dans le rapport préparé par les « suppléants » (hauts fonctionnaires du Trésor) du groupe des Dix dont les ministres viennent de se saisir. En d'autres termes, les participants, et notamment les Américains et les Français dont les points de vue s'opposent le plus, se sont contentés de répéter leurs arguments respectifs et en sont restés là.

Il est bien vrai qu'on peut discuter à perte de vue, comme on l'a encore fait pendant une bonne demi-douzaine de sessions de travail, du point de savoir si l'instabilité monétaire est un moindre mal dont il faut s'accommoder ou bien si elle constitue, comme le pensent les Français, un obstacle au développement des échanges et à la croissance. A quoi, les Américains ont beau jeu de répondre : voyez les Etats-Unis, la hausse vertigineuse du dollar ne les a pas empêchés de connaître la reprise de loin la plus forte du monde ; quant au commerce international, il a enregistré en 1984 une très vive progression. Du reste,

ajoutent-ils, les marchés ont inventé de nouvelles formules pour se couvrir contre les fluctuations des monnaies, des taux d'intérêt, des cours de Bourse, etc.

Cette argumentation s'appuie sur une donnée de fait considérée comme intangible : les marchés des changes sont de plus en plus dominés par d'amples mouvements de fonds qui se déplacent d'un pays à l'autre, tels les 35 milliards de dollars de capitaux japonais qui sont allés l'année dernière s'investir, surtout à court terme, aux Etats-Unis.

(Lire la suite page 21.)

(1) Etats-Unis, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon. La Suisse est récemment devenue membre à part entière du groupe, qui rassemble donc en réalité onze pays.

(2) La conférence de Bretton-Woods (petite localité de New-Hampshire, aux Etats-Unis) en juillet 1944, a jeté les fondements du système monétaire de l'après-guerre, qui s'effondra de 1971 à 1973.

AU JOUR LE JOUR

Calcul

La guerre des étoiles a mal commencé. Jeudi, la navette américaine Discovery devait, à la demande du Pentagone, servir de cible à un rayon laser (sans danger !) émis depuis la Terre. Une confusion entre le mille terrestre anglo-saxon (1 609 m) et le mille marin (1 852 m) a fait pitoyablement échouer l'expérience.

Cette erreur humaine peut être considérée comme rassurante. On se prend à espérer qu'en cas de conflit réel les stratégies, en proie au stress, s'emmèleront dans leurs calculs et que, à force de confondre kilomètre, mille, mille, lieue, il ou verte, ils recevront sur la tête les missiles qu'ils nous destinent.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

- 3. LIBAN
M. Nabih Berri accepte la médiation de la Suisse.
- 11. POLICE
Le commissaire Ambrosi, l'homme aux deux visages.
- 20. ÉCONOMIE
Les conséquences du dérapage de la masse monétaire.
- 22. SOCIAL
Sept cent mille préretraités coûtent plus cher que l'ensemble des chômeurs.
- 24. EL SALVADOR
Washington accroît son aide militaire, après la mort de six Américains dans un attentat.

La "Success story" d'un géant de l'industrie automobile américaine.

IACOCCA

par Lee IACOCCA

avec la collaboration de William Novak

collection "VECU"

ROBERT LAFFONT

débats

La paix ne peut être imposée par des tiers

Il faut pleurer les morts mais les vivants ont aussi droit au respect

par MICHEL CALVO (*)

LIBAN

Chaque jour apporte son lot d'informations tragiques sur le processus d'écartèlement de ce pays du Proche-Orient. Pour Michel Calvo, la solution ne peut passer que par une négociation entre les seules parties concernées. De son côté, Boutros Hallaq pense que le danger est de vouloir isoler les chrétiens arabes - comme cela a été fait pour les juifs arabes - de leurs solidarités naturelles.

Aider les chrétiens

Ne pas voir le drame du Proche-Orient à travers l'opposition schématique musulmans-non-musulmans

par BOUTROS HALLAQ (*)

UNE parole vraie ne peut prendre racine que dans une analyse objective de la situation. Une solidarité qui fait fi de cette analyse tombe dans le fanatisme. Or ce n'est pas de cela que les Libanais, chrétiens et musulmans, ont besoin. S'agissant ici de solidarité avec les chrétiens du Liban, il faut bien se convaincre que les aider c'est d'abord comprendre ce qu'ils sont : caractérisés géographiquement, historiquement et culturellement dans le monde arabe et dans une entité nationale qui est le Liban.

Ce ne sont pas, par conséquent, des gens importés là dans les vallées de je ne sais quel général ou marchand ; ils ne sont pas non plus réduits à leur seule dimension de chrétiens - sociologiques ou pratiques - car ce sont d'abord des citoyens ; autrement dit : contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, la société civile existe bel et bien au Liban, même si elle intègre une dimension communautaire. D'ailleurs, c'est ainsi que la grande majorité de ces chrétiens se perçoivent eux-mêmes. Une fois cela compris, il ne faut plus chercher à leur trouver un protecteur venu de l'extérieur.

Une triple erreur

Aider les chrétiens, c'est enfin réaliser que le problème actuel du Liban, né de la tragique expulsion des Palestiniens en 1948 par Israël, ne peut trouver un dénouement définitif en dehors d'un règlement acceptable pour ceux-ci par le recouvrement d'une patrie en Palestine. En ces temps de souvenir, il serait indécent, voire criminel, d'imposer l'annexion sur ce point capital.

Mais, au-delà de la réaction des autorités ecclésiastiques, il est capital de comprendre que si, au lieu d'une analyse honnête de la situation, un certain Occident continuait, au mépris de l'histoire, à utiliser les chrétiens arabes (Libanais ou autres) comme simple prétexte contre l'islam et pour la défense d'un sionisme à tout crin, il commettrait l'œuvre d'un colonialisme écoulé qui s'est acharné à dissoudre l'enra-

(*) Agrégé d'arabe. Universitaire.

(1) 31, rue Frimot, 75014 Paris.

LA méconnaissance et le mépris des droits de l'homme conduisent, au Liban, comme ailleurs, à des actes de barbarie qui devraient révolter la conscience de l'humanité. L'idée d'utiliser les forces des Nations unies tombe sous le sens, et il ne faut pas s'étonner, qu'après dix ans de guerre civile, d'angoisses, de souffrances et de morts, des voix s'élèvent pour demander une augmentation considérable de ses effectifs.

Cette idée générique ne pourrait être appliquée qu'à la demande et avec l'accord du gouvernement libanais. Les membres qui le composent étant également dirigeants des différentes fractions et milices qui se combattent, un accord devrait intervenir, préalablement, entre ces dirigeants. Les forces des Nations unies ne pourraient donc maintenir la paix interne que lorsque ces dirigeants ou leur quasi-totalité l'auront décidé, avec la bénédiction de la Syrie, ce qui en réduit singulièrement les possibilités.

Le précédent dramatique dans lequel se sont trouvés engagés les États membres de la force multinationale qui avaient envoyé des troupes pour s'interposer entre les fractions rivales semble interdire politiquement toute intervention des forces des Nations unies. Il ne peut, en effet, être exclu que ces dernières ne deviennent à leur tour une cible privilégiée de telle ou telle fraction. L'idée d'utiliser les forces des Nations unies comporte donc de nombreux risques et peut difficilement être retenue.

Division

dans chaque communauté

Enfin, l'utilisation de ces forces en vue du maintien de la paix et de la sécurité interne du Liban ne peut être justifiée que par la compétence des Nations unies. Les Nations unies ont pour but de maintenir la paix et la sécurité internationale. Les forces de la FINUL ne devraient en principe être déployées que pour séparer des États belligérants. Fort probablement, le Liban est considéré par les Nations unies comme un cas de « problèmes internes », comme ce fut déjà le cas du Cameroun, de l'Afghanistan et de la Pologne, pour ne mentionner que trois exemples.

On ne peut donc faire appel qu'aux dirigeants libanais. Cet appel devrait être principalement un appel des Libanais envers leurs propres dirigeants. Il faut regretter et pleurer les morts, certes, mais les vivants, eux aussi, ont droit au respect. Pour l'assurer, il faut aller au cœur du problème. Dire qu'Israël est la source de tous les maux dont les Libanais et le Proche-Orient souffrent et en faire le bouc émissaire revient à transposer et donc à fausser les données de la question.

Les chrétiens ont été massacrés bien avant l'existence de l'État d'Israël. C'est semble-t-il lorsque Israël se retire que les massacres reprèn-

ent de plus belle de part et d'autre.

La guerre civile entre Libanais existe depuis dix années. Il faut se rendre à l'évidence qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre des communautés ethniques différentes, mais que chaque communauté est elle-même gravement divisée. Cette guerre est antérieure à l'opération « paix en Galilée » ressemblant à un moment, par la population chiite du Sud, comme une libération. Il ne peut être contesté que les Palestiniens « avaient au Liban un quasi-État » et que « c'est la structure politico-sociale du Liban et la guerre civile entre Libanais qui ont permis à l'OLP de se renforcer dans ce pays (1) ». L'existence d'Israël n'a rien à voir avec les conflits opposant l'Irak à l'Iraq, le Yémen du Nord à celui du Sud, le Maroc au Polisario, la Libye au Tchad, l'Éthiopie à la Somalie, l'Irak aux Kurdes, avec la rivalité Syrie-Irak et les problèmes saoudiens du Koweït. Les Israéliens et les Arabes palestiniens n'ont rien à voir avec la révolte, en 1982, des Frères musulmans à Hama en Syrie ni avec la répression exercée par l'armée syrienne, qui aurait causé la

mort de vingt à trente mille hommes, femmes et enfants.

Il faut voir la réalité et l'affronter. De la même manière, les Israéliens et les Arabes palestiniens devraient trouver un terrain d'entente. Les Arabes palestiniens ne sont pas tous des terroristes : le royaume de Jordanie recouvre 82,81 % du territoire de la Palestine du mandat britannique, sa population est à plus de 60 % composée d'Arabes palestiniens, plusieurs ministres de ce royaume sont des Arabes palestiniens. Les Arabes palestiniens de la rive occidentale ne sont pas tous des terroristes eux non plus. Ce qui paraissait insupportable à un moment donné ne l'est plus à un autre, la paix entre Israël et l'Égypte en est un exemple.

Il appartient aux parties concernées de se mettre autour de la table, de négocier et de parvenir à une entente. Il semble que la solution au problème israélo-arabe ne puisse être trouvée en l'absence de la Jordanie et de la Syrie. Selon le Dr Hussein, « vérité c'est que la Jordanie c'est la Palestine (2) », alors que, comme l'aurait déclaré le mi-

(*) Avocat à la cour.

nistre syrien des affaires étrangères, « le problème palestinien est un problème arabe, et syrien en particulier, puisque historiquement la Palestine était le sud de la Syrie, dont celle-ci a été amputée lors de la création de l'État d'Israël (3) ».

Une paix durable ne peut être imposée par des tiers. L'histoire le démontre. Il ne faut pas oublier que les États sont souverains en droit international, et que l'ONU est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres. La solution des problèmes propres à ses membres ne saurait donc leur être imposée. C'est ce que l'Égypte et Israël ont compris. Il est temps que les États arabes en conflit entre eux et/ou avec Israël reprennent cet exemple.

(1) Camille Massour : les Palestiniens après la guerre du Liban - « Politique étrangère », IFRI 2/1983, pages 447 et 449.

(2) An-Nahar Al Arabi W'Al-Doulat - quotidien arabe paraissant à Paris - du 26 décembre 1981.

(3) Bassama Kodmani la Syrie : l'heure de la revanche - « Politique étrangère », IFRI 2/1983, page 602.

« LA CITÉ GRECQUE », d'Henri Van Effenterre

Communauté et liberté

C'EST à une reconsidération sévère de notre culture historique que nous convie, en des pages brillantes, l'historien H. Van Effenterre. Notre civilisation se conçoit dans l'Antiquité hellénique et a reconnu dans la cité grecque le germe de cette liberté civique qui est essentielle à nos républiques. Mais qu'en est-il au juste de la vérité du modèle ?

Face au despotisme oriental, Athènes, la suite de philosophes politiques qui ne respectent pas toujours l'histoire et parfois la fabrique, est érigée en symbole. Or la cité grecque n'est pas la seule Athènes du cinquième siècle : on la retrouve dans maintes communautés qui ne sont pas loin de remonter à la préhistoire. Et c'est peut-être, au cœur de cette Méditerranée où l'histoire fut pourtant si discontinuée, que ce sont affranchies ces cravates de citoyens. Non pas, comme on le croit, par un affranchissement délégué de l'individu à l'égard de contraintes ancestrales, ni par la conquête d'un régime démocratique donnant à tous le pouvoir, mais par la coexistence recherchée d'une condition de soumission libre et dévouée, d'une part, et une condition de responsabilité, de commandement et de

pouvoir sans privilège injustifié, d'autre part.

On le voit : la liberté civique du Grec est autre chose que l'exercice d'un quelconque droit naturel de l'homme, reconnu et consacré par l'institution démocratique, et bien plutôt le fruit d'une culture politique acquise par une communauté plus soucieuse d'identité et de cohésion que de régime. Cohésion et identité qui s'affirment dans des cadres géographiques préparés par l'environnement des topographies méditerranéennes au voisinage de l'Égée, et qui ont un air de famille dans leur aspect cellulaire où se rencontrent la plaine, le coteau, la mer. La disposition implique, quant à l'ampleur des communautés, une grande variété. Mais la finalité est partout la même, marquée du souci d'une organisation des relations humaines - y compris le statut de l'étranger - propre à assurer, par la conservation jalouse d'une autonomie interne qui de fait et de tradition est d'un équilibre entre les divers membres du corps social, l'existence et la sécurité du groupe.

Ceux qui déploient le débattement des vieilles communautés élémentaires, lesquelles laissent le champ libre aux abus de l'État, reconnaîtront dans la cité telle

que la décrit Van Effenterre un haut modèle : une cité qui ratifie la géographie en respectant l'esprit des lieux. Le fait d'avoir institué la première « et système » pour la première fois, même la plus évoluée vers la démocratie, pour la notion, barbare depuis 1789, de « peuple souverain ». L'héritage politique de l'hellénisme se situe ailleurs : dans une idée du temps qui maintient au rythme annuel des saisons sa place dans la durée indéfinie de la communauté humaine... « une idée de la relation aux autres qui concilie un certain respect de leur autonomie et un sentiment profond des multiples appartenances communautaires ».

La leçon est d'actualité au moment où notre République se réorganise, où s'agissent les problèmes des collectivités locales, ainsi que les débats entre l'individu et l'État, entre l'écologie et le fait, et dans un temps où le citoyen est à la fois sollicité de retrouver ses paroles et menacé d'une mondialisation péremptoire.

MAURICE LE LANNOU.
★ La Cité grecque, des origines à la décadence de Marathon, par Henri Van Effenterre, Hachette, 1983, 340 pages, 150 F.

COURRIER DES LECTEURS

Pas de foyer pour l'intégrisme

A la suite de plusieurs articles consacrés par notre journal à la situation libanaise, M. Mohsen Slim, avocat à Beyrouth, notable de la communauté chiite et vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme, nous a adressé ses réflexions, dont nous extrayons les passages suivants.

(...) Les chrétiens du Liban sont la raison d'être du Liban et l'essence même de ce pays. Porter atteinte à cette raison d'être ou à son essence, c'est commettre un sacrilège contre la nation elle-même.

Le Liban est un tout. En défendant ce tout (dans le cadre de l'identité libanaise), on défend les chrétiens et les musulmans à la fois. Jamais le Liban ne sera un foyer pour l'intégrisme musulman ou chrétien. Les représentants de cet intégrisme aujourd'hui sont des mercenaires, tout le monde le sait. Or un mercenaire peut s'imposer pour un temps, mais il n'a aucune chance de s'implanter pour toujours.

Au Liban, il y a des Libanais anti-intégristes, qui refusent et refuseront tout changement dans la raison d'être du Libanais et leur manière de vivre.

Le terrorisme, arme de guerre

Le terrorisme n'est pas le fait de quelques individus agissant individuellement, il est devenu une arme de guerre, soutenue par une organisation de guerre pour atteindre des buts de guerre.

En effet, terroriser un individu ou un groupe d'individus, c'est ne leur laisser aucune chance d'échapper à une mort certaine et souvent cruelle si les exigences des terroristes, aussi exorbitantes soient-elles, ne sont pas satisfaites dans des délais très courts.

Arme de marché, mais d'une redoutable efficacité, ne demandant que des effectifs et des moyens réduits en fonction du but visé, elle est devenue l'arme des faibles contre les États puissants. (...)

Le terroriste est en fait un soldat qui, comme tous les soldats du monde, se bat pour une cause qui lui est chère et pour laquelle il est prêt à sacrifier sa vie. Il dispose d'une arme redoutable qui surprend les armées classiques, qui n'ont pas encore trouvée une parade efficace à lui opposer.

Colonel ROGER TRINQUIER (Paris).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine
Anciens directeurs : Robert Ruess-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 300.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur : Bernard Woutas.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

Imprimé au Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-9.
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

RP 507 09
75421 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 069 F 1 300 F
IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez nous l'indiquer d'urgence : tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PROX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 336 F CFA ; Danemark, 100 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Lituanie, 3 200 Lt. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 1,80 M. ; Roumanie, 110 md.

MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

OMBRES et LUMIÈRES SUR LE SOLAIRE

L'activité industrielle, liée à l'équipement solaire, a progressé en 1984. Un effort à poursuivre.

HAUTE MONTAGNE

Le solaire à portée de la main

MARDI 25 JUIN
DANS « LE MONDE »
DATE 26

LA ROUTE BLEUE

Des millions d'automobilistes sur les routes entre juillet et septembre...

Mais attention aux bouchons

Un entretien avec Jean-Pierre Beltoise

Le point de vue de Christian Gérard

Le chef du mouvement...
Washington souhaite sans donner

REFUSANT A PRÉSENTE

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

Washington souhaite sans donner

étranger

L'AFFAIRE DES OTAGES AMÉRICAINS A BEYROUTH

M. Berri accepte la médiation offerte par la Suisse

Amorce de solution dans la crise des otages de Beyrouth ? Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri a affirmé jeudi 20 juin qu'il acceptait une offre du ministre des affaires étrangères helvétique, M. Pierre Aubert, qui a proposé que « les négociations nécessaires pour mettre fin à la crise du Boeing 727 américain de la TWA se déroulent sur le territoire suisse ». Cette proposition, qui a été transmise au chef du mouvement chiite Amal par l'ambassadeur de Suisse au Liban, M. Paul André Ransmay, a été qualifiée par M. Berri « de plus important développement sur cette affaire ».

À GENEVE, le département fédéral des affaires étrangères a confirmé que M. Aubert avait fait connaître à M. Berri, dans un message envoyé mercredi, « la disponibilité » du gouvernement fédéral helvétique pour aider les différentes parties en cause à trouver une solution à la crise. On a également confirmé au DFAE que par « disponibilité », il fallait entendre à la fois une action de bons offices proprement dite, mais aussi la possibilité qu'un éventuel échange de prisonniers et d'otages ait lieu sur le territoire suisse.

À JÉRUSALEM, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès est sorti jeudi de la réserve qu'il s'était imposée depuis le début du détournement en déclarant clairement qu'« Israël n'est pas responsable du sauvetage des otages » et que cette affaire « concerne avant tout les États-Unis ».

À BEYROUTH, M. Akéf Haidar, membre du bureau politique du mouvement chiite Amal, a implicitement reconnu que les passagers ayant des noms à consonance juive avaient été séparés des autres au début du détournement. « Les pirates de l'air, a-t-il dit, ont pensé qu'il y avait des sionistes et des israéliens parmi les passagers. Ils ont d'abord été séparés, mais maintenant il n'y a plus de différence. Les passagers ayant des noms à consonance juive ne sont pas moins bien traités que les autres ».

À ATHÈNES, le boycottage de l'aéroport préconisé par le président Reagan continue de susciter un vif ressentiment dans les milieux officiels grecs et préoccupe sérieusement les responsables du tourisme hellénique. Le secrétaire général de l'Office national hellénique, M. Nicos Skoulas, a ainsi appelé

les touristes, américains essentiellement, à ne pas suivre « la campagne de diffamation inacceptable » contre la Grèce. D'ores et déjà, de nombreux voyages organisés au départ des États-Unis ont été annulés à la suite de cette campagne, qui répond selon lui « à des intérêts politiques et économiques dirigés contre la Grèce ».

LA GUERRE DES CAMPS PALESTINIENS DE BEYROUTH, assiégés tout au long du mois de Ramadan par la milice chiite Amal, semble s'étendre discrètement sous la supervision d'officiers syriens. Le cessez-le-feu conclu lundi à Damas entre Amal et les organisations palestiniennes hostiles à M. Yasser Arafat est respecté depuis mardi malgré quelques fusillades sporadiques. Pour la première fois depuis le début de la guerre des camps, MM. Walid Joumblatt, chef du Parti socialiste progressiste (druze) et M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, ont tenu jeudi une réunion au domicile du chef chiite. À l'issue de cette rencontre, M. Joumblatt a déclaré que « la question de la sécurité de Beyrouth-Ouest ne pouvait être abordée avant que soit mis au terme définitif à la guerre des camps ».

À TRIPOLI, au nord du Liban, les équipes de secours fouillaient toujours ce vendredi matin les débris de la confiserie détruite mercredi soir par l'explosion d'une voiture piégée, qui a fait selon les estimations de cinquante à soixante-quinze morts. Toutefois ce bilan pourrait s'alourdir et des recherches se poursuivent dans les eaux du bassin du port où des corps ont été projetés par le souffle de l'explosion.

À PARIS, plusieurs organisations et personnalités ont décidé de se joindre à l'appel lancé jeudi matin par l'hebdomadaire l'Événement du jeudi à une manifestation prévue lundi 24 juin à Paris en faveur des quatre Français détenus illégalement au Liban. La CFTD, la direction du syndicat FO, Médécins du monde, la Ligue des droits de l'homme, les Amis de Témoignage chrétien, l'Union internationale des journalistes de la presse de langue française, l'Association de la presse latino-américaine, le journal de l'immigration Sans frontières, l'Association des Français de confession musulmane, figurent parmi les organisations qui soutiennent la manifestation. — (AFP, AP.)

SE REFUSANT A PRÉSENTER FORMELLEMENT A ISRAËL UNE DEMANDE D'ÉCHANGE

Washington souhaite parvenir à un compromis avec les chiites sans donner l'impression de céder au chantage

Washington. — L'entretien qu'est en cours à la Maison Blanche M. Reagan et le président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Alexander Hay, a débouché sur l'annonce d'une initiative nouvelle dans l'affaire des otages de Beyrouth — totalement au point mort, vue de Washington.

Sortant du bureau ovale, M. Hay a simplement réaffirmé que le CICR serait disposé à intervenir pour favoriser une solution, mais à condition, a-t-il ajouté en précisant que ce n'était pas le cas, — que « toutes les parties concernées [nous le] demandent ».

A en croire M. Hay et les porte-parole américains, M. Reagan lui-même se serait abstenu de soulever une médiation du CICR et se serait contenté de s'enquérir des possibilités qu'aurait l'organisation internationale de rendre visite, comme elle l'a fait récemment, de la faire, aux otages américains.

Il est de fait très plausible que M. Reagan ne soit pas allé, au cours de cet entretien prévu avant le détournement du Boeing de la TWA, au-delà de cette seule démarche, car les dirigeants américains maintiennent très fermement leur refus officiel d'envoyer la moindre concession.

De notre correspondant

Il n'en reste pas moins que Washington place, depuis le tout début de cette affaire, la plus grande partie de ses espoirs dans une libération garantie d'une manière ou d'une autre par la Croix-Rouge des sept cents chiites détenus en Israël, et dont l'annonce permettrait un dénouement préalable des otages.

Le Washington Post indiquait ainsi jeudi matin, en affirmant que ces informations lui avaient été confirmées de source officielle, que le gouvernement américain avait, en demandant l'aide du CICR, tenté d'organiser vendredi dernier, au premier jour du détournement, une libération des otages en territoire algérien contre celle — consécutive — des chiites du camp d'Atlit. L'opération avait échoué lorsque les pirates avaient, dimanche matin, fait redécoller l'avion pour Beyrouth, après, d'une part, que la presse américaine eut fait état de l'envoi d'unités de commando en Méditerranée et que le gouvernement israélien, d'autre part, ait subordonné tout échange à la demande expresse de Washington.

« Une cynique exploitation »

Une semaine après, cette demande n'a toujours pas été formulée, et les responsables américains vont répétant qu'elle ne le sera pas. C'est ce refus des États-Unis de faire au grand jour des concessions au terrorisme qui bloque, ou, contrairement au moins, le compromis auquel la Maison Blanche souhaite en réalité aboutir.

Le CICR n'est, en effet, guère pressé de s'avancer sans l'accord des Israéliens et de M. Berri (qui veut toujours un échange simultané), tandis que le gouvernement de Jérusalem, lui, se refuse à céder en lieu et place des États-Unis, ne souhaitant

tant pas prendre à son compte la faiblesse qu'ils refusent d'avouer.

C'est ce que le ministre israélien de la Défense, M. Rabin, avait brutalement exprimé mercredi soir en déclarant qu'il s'agissait là d'une « affaire américaine » et en demandant aux États-Unis d'« assumer leurs responsabilités ». Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Spokes, lui a répliqué, jeudi, que le terrorisme était « un phénomène mondial qui nécessite la coopération de tous les États ». On n'aurait su mieux admettre que la tension est aujourd'hui grande entre Jérusalem et Washington.

Le ton a monté d'un cran aussi contre M. Berri depuis l'organisation de la conférence de presse au cours de laquelle cinq des prisonniers américains ont demandé qu'Israël relâche les chiites qu'il détient. « Une cynique exploitation des otages », a-t-on déclaré à la Maison Blanche, qui s'efforce — vainement — de faire comme si cette affaire n'était qu'un dossier parmi d'autres et qui a vu le chef d'Amal utiliser avec succès la presse pour renforcer l'aspect émotionnel du drame. Cela tombait particulièrement mal pour M. Reagan, au moment où certaines familles d'otages commencent à lui reprocher de ne pas tout faire pour donner satisfaction à M. Berri.

Le président américain, qui poursuit imperturbablement une tournée de meetings en faveur de son projet de réforme fiscale, a fait une sévère déclaration contre les attentats de la veille à San-Salvador et à l'aéroport de Francfort, et l'affaire de Beyrouth. « Cela ne peut continuer (...), nos limites ont été atteintes », a-t-il déclaré, en annonçant que le vice-président Bush avait été chargé d'étudier avec les alliés des États-Unis, au cours du voyage en Europe qu'il entreprend dimanche, les mesures « militaires et autres » qui pourraient être prises de concert contre le terrorisme. M. Reagan a néanmoins mis en garde contre toute réaction de « colère aveugle ».

BERNARD GUETTA.

Le CICR visite régulièrement les détenus chiites en Israël

De notre correspondante

Genève. — À défaut d'avoir été officiellement sollicités pour tenter de faire libérer les otages du Boeing de la TWA, détenus à Beyrouth, les délégués du CICR, tant en Israël qu'au Liban, sont prêts à faciliter et à accélérer la libération des chiites détenus dans le camp d'Atlit.

Depuis les 3 et 4 avril, dates auxquelles le CICR avait protesté auprès des autorités israéliennes contre le transfert de prisonniers libanais en territoire israélien, il a procédé à des visites régulières, chacune d'une durée de deux jours, au cours desquelles ses délégués ont pu s'entretenir sans témoins avec les détenus, effectuer des examens médicaux et se charger de la transmission de messages à leurs familles. Plusieurs libérations ont déjà eu lieu par son intermédiaire : trente-deux prisonniers d'Atlit ont été libérés le 11 avril, cent cinquante et un le 2 mai et deux cent quarante-neuf le 30 mai.

Chaque fois que les autorités israéliennes avaient décidé de renvoyer dans leur pays des détenus, elles prévenaient le CICR quarante-huit heures à l'avance et remettaient à ses délégués les listes de ceux qui devaient quitter le camp d'Atlit. La

délégation du CICR se rendait alors sur les lieux et demandait à chaque prisonnier s'il était prêt à être rapatrié. Ensuite, les prisonniers libérés étaient conduits à la frontière où, du côté libanais, une autre délégation du CICR les attendait, contrôlait leur identité et vérifiait s'il ne manquait personne. Après quoi, des autobus et des voitures de la Croix-Rouge internationale les conduisaient vers leurs villes ou villages d'origine.

Aucune publicité n'avait été faite autour de ces libérations, considérées par le CICR comme des opérations habituelles, en vertu de son mandat. On avait, jamais douté à Genève qu'après le retrait de ses soldats du Liban, Israël allait relâcher la totalité des détenus du camp d'Atlit mais on prévoyait bien que ce ne serait fait que par étapes.

En somme, on y estime que le détournement du Boeing a eu pour principal effet de retarder cette évolution, à laquelle le CICR est toujours prêt à apporter son soutien sur le plan tant humanitaire que logistique.

ISABELLE VICHMAC.

LA « CONFÉRENCE DE PRESSE » DES CINQ DÉTENU

« Maintenant que nous sommes des pions dans une guerre des nerfs... »

Beyrouth (AP). — Une table dressée, comme pour la réception de trente-huit convives : nappes blanches, petites assiettes, verres et couverts ; cinq otages américains ont tenu jeudi à la TWA, ont tenu, jeudi 20 juin, à l'aéroport de Beyrouth, une conférence de presse surréaliste.

Plus de cent cinquante journalistes et photographes, ainsi qu'une dizaine d'équipes de télévision avaient été consignés pendant une heure dans le salon de transit par les miliciens d'Amal, en attendant l'arrivée des otages.

Des serveurs en veston blanc se déplaçaient dans la lumière des flashes et des projecteurs pour mettre la table, tandis que des miliciens, armes à la main, montaient la garde devant les portes.

À l'arrivée des otages, nerveux et pâles, escortés par leurs gardiens ayant pistolet à la ceinture, caméramen et photographes se sont rués, provoquant une violente réaction des miliciens. Ceux-ci ont frappé les journalistes qui se pressaient trop autour des otages, brisant plusieurs appareils de photos, et ont fait sortir les cinq hommes. Brandissant leurs fusils, les miliciens hurlaient : « Khalas, khalas ! » (terminé, terminé).

Après que la presse eut enfin été parquée derrière une barrière de chaînes, les otages ont été ramenés dans le salon par le porte-parole d'Amal. Les miliciens ont voulu les portes, tandis que toutes les lignes téléphoniques de l'aéroport étaient coupées, pour empêcher quiconque de téléphoner avant la fin de la « conférence de presse ».

L'un des cinq otages, Ailyn Conwell, trente-neuf ans, cadre pétrolier travaillant au Proche-Orient, s'est adressé aux nombreux journalistes au nom des quarante Américains. « J'ai été choisi pour parler par mes camarades otages qui ont pris le vol 847 et sont détenus ici à Beyrouth », a dit M. Ailyn Conwell. « Nous avons accepté de vous parler ce soir d'abord pour dire à nos familles, à nos concitoyens, à nos amis, que nous sommes tous en bonne santé, qu'on prend soin de nous. » MM. Vincente Garza, du Texas, Arthur Toga de Saint-Louis, Peter Hill, de l'Illinois, et le père Thomas Dempsey, de l'Illinois, accompagnaient M. Conwell et ont également adressé des messages à leurs familles.

M. Conwell a lu à haute voix les noms des trente-sept passagers détenus à Beyrouth et dans la région — trois membres de l'équipage sont otages à bord du Boeing — en assurant qu'il les avait tous vus et avait pu vérifier que « tous étaient en bonne santé ».

Il a lu ensuite une déclaration manuscrite : « En tant que groupe, nous insistons pour demander au président Reagan et à nos concitoyens de s'abstenir de toute forme d'action militaire, héroïque ou non, pour assurer notre sécurité. » M. Conwell a poursuivi : « Cela ne ferait à notre avis que de causer des morts inutiles parmi des innocents. Nous espérons, maintenant que nous sommes des pions dans cette dure guerre des

• Libération du vice-président de la MEA. — Quatre mois et demi après sa disparition, le vice-président de la compagnie libanaise d'aviation MEA, M. Sami Rababy, a été relâché sain et sauf. Il avait été enlevé sur la route de l'aéroport, tout comme les deux ressortissants français disparus depuis un mois, MM. Michel Sourat et Jean-Paul Kauffmann. — (Corresp.)

UN DOCUMENT D'UNE GRANDE ACTUALITÉ

Joël Weiss

DES ENFANTS A SAUVER

Le Sarmant/FAYARD

COLLECTION LES ENFANTS DU FLEUVE

168 pages 49F

imposée par des tiers

unauté et liberté

Le Monde

LE PROCHE-ORIENT

VOYAGE EN URSS DU PRÉSIDENT ASSAD

Les convergences demeurent entre Moscou et Damas sur le rôle de M. Arafat

Moscou. — La Pravda de ce vendredi 21 juin publie une déclaration des « partis communistes et ouvriers des pays arabes » qui dénonce l'accord jordanien-palestinien du 11 février dernier. « En collaboration avec Israël et les régimes réactionnaires arabes, les États-Unis cherchent à liquider le problème palestinien. L'accord d'Amman sert cet objectif (...) en refusant à l'OLP le droit de représenter elle-même le peuple palestinien », affirme ce texte. Le roi Hussein et M. Arafat ont proposé, le 11 février, la formation d'une « délégation commune jordanienne-palestinienne » pour préparer l'opposition d'Israël et des États-Unis à une participation de l'OLP. C'est précisément cette solution que repoussent vigoureusement les partis communistes arabes.

Le texte publié par la Pravda exige « la participation indépendante et en toute égalité de l'OLP en qualité d'unique représentant légitime du peuple palestinien ». La déclaration demande, d'autre part, « le règlement immédiat de la crise au sein de l'OLP et le rétablissement de l'unité dans ses rangs ». Les PC arabes expriment enfin leur inquiétude devant la « recrudescence des accrochages armés entre Libanais et Palestiniens à Beyrouth », font l'éloge de la « ligne anti-impérialiste et antisioniste » de la Syrie, et exhortent les peuples

De notre correspondant

arabes à « approfondir la coopération avec l'URSS et les autres forces de libération à travers le monde ».

Le quotidien soviétique précise que ce document a été adopté « au début juin », lors d'une conférence des représentants des partis communistes et ouvriers arabes. Cette publication coïncide avec le séjour en URSS du président Assad. Le dirigeant syrien, qui a été reçu mercredi par M. Gorbatchev, reste en effet à titre privé quelques jours supplémentaires dans la capitale soviétique, vraisemblablement pour y subir un traitement médical.

Une méfiance réciproque...

Tass a donné jeudi un compte rendu de ces entretiens, mais n'a pas publié les toasts prononcés mercredi soir au cours du dîner au Kremlin. Un communiqué commun n'a d'autre part toujours pas été rendu public. Les divergences entre Soviétiques et Syriens à propos de l'OLP sont vraisemblablement la cause de ce retard. Moscou continue de soutenir M. Arafat, alors que la Syrie cherche à se débarrasser du dirigeant actuel de l'OLP.

La déclaration des PC arabes va dans le sens souhaité par la Syrie,

puisqu'elle dénonce l'accord d'Amman comme un bradage des intérêts palestiniens et une préparation à des « règlements séparés » avec Israël. Sa publication par la Pravda est sans doute destinée à apaiser les inquiétudes éventuelles de la Syrie après les consultations soviéto-américaines sur le Proche-Orient qui ont eu lieu à Vienne en février dernier. Damas craint en effet que Moscou n'accepte un jour, pour pouvoir participer à un règlement global au Proche-Orient, une solution jordanienne-palestinienne qui remettrait en selle M. Arafat.

La Syrie est le seul point d'appui de l'URSS dans la région, et les deux pays ne manquent pas une occasion de célébrer l'excellence de leurs relations. Il y a cependant une méfiance réciproque sur les intentions à long terme de chacun. Damas et Moscou se soupçonnent de vouloir traiter un jour directement avec les États-Unis à propos du Proche-Orient. La publication par la Pravda de la déclaration des PC arabes, à défaut, ou dans l'intention, d'un communiqué commun soviéto-syrien, vise à dissiper cette mauvaise impression. Elle met, d'autre part, probablement fin au dialogue qui s'était ébauché ces derniers mois entre Moscou et certains pays arabes modérés, tels que la Jordanie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Haro sur le porc

Israël

De notre correspondant

de mettre le porc « hors la loi » en demandant au Parlement d'interdire une fois pour toutes la commercialisation des cochonnailles, y compris dans les restaurants.

Leur projet de loi était donc examiné mercredi en première lecture. Ce fut l'occasion d'un débat houleux, riche en invectives et ponctué de quelques francs éclats de rire. Le rabbin travailliste Menahem Hacohen, favorable à l'amendement, souligna que la « culture nationale » devait prévaloir sur la « liberté individuelle ». « Il ne s'agit pas d'une simple législation religieuse », renchérit M. Avraham Shapira, chef d'Agoudat Israël, mais du respect de la Torah et de la survie du peuple juif. Il invoqua même, à propos du porc, le spectre de la « croix gammée ».

Pour M^{me} Shulamit Aloni, ardente évocatrice de la gauche laïque, une telle loi serait impossible à faire respecter. Elle prédit l'apparition de « patrouilles noires » — allusion à la couleur du caftan des orthodoxes — prêtes à lancer des raids contre les boucheries suspectes à la recherche de la vile chair.

Combien de députés favorables à la loi sont des amateurs invétérés de la viande de porc ? », a demandé avec malice M. Yossi Sarid, l'un des chefs de file du camp laïc. Il n'obtint pas de réponse.

L'amendement recueillit une confortable majorité : 57 voix (dont 13 travaillistes, parmi lesquels le premier ministre, M. Shimon Peres) contre 23. Deux autres lectures seront nécessaires avant qu'il prenne force de loi. Soucieux de ménager les partis religieux, alliés obligés de toute future coalition, les deux partenaires gouvernementaux — travaillistes et Likoud — leur ont offert une facile victoire, dont ceux-ci n'auraient pas osé rêver en d'autres temps. Qui se souvient que l'union nationale devait, entre autres vertus, mettre fin au chantage des groupuscules religieux ?

Si les intégristes obtiennent finalement gain de cause, nombre d'Israéliens risquent de se trouver en état de manque. En effet, la production nationale de viande de porc, destinée en partie à l'exportation, atteint 3 500 tonnes par an. Les amateurs continueront-ils au restaurant de commander discrètement leur « mouton allemand » ?

J.-P. LANGELLIER.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran propose la constitution d'un tribunal international

Téhéran (AFP). — La constitution d'un tribunal international chargé de juger l'Irak en tant que « responsable de la guerre » avec l'Iran pourrait être le moyen de mettre un terme à ce conflit, a souligné jeudi 20 juin l'hodjatoleslam Hachemi Rafsanjani en s'adressant à l'ensemble du corps diplomatique présent en Iran. Cette démarche exceptionnelle du représentant de l'imam Khomeiny au sein du Conseil supérieur de défense — la première de ce genre depuis le déclenchement des hostilités en 1980 — s'adressait à tous les gouvernements avec lesquels l'Iran entretient des relations.

C'est au siège du Majlis (Parlement islamique) que M. Rafsanjani a reçu les ambassadeurs et chargés d'affaires pour leur exposer le point de vue de l'Iran. Celui-ci n'a pas changé et les conditions générales pour mettre fin à la guerre restent les mêmes, la « punition de l'agresseur » étant toujours la principale revendication. Cependant, c'est la première fois que la mission d'un tel tribunal international, dont la création avait déjà été évoquée, a été quelque peu explicitée.

« Nous n'avons peur d'aucun tribunal international. Notre divergence avec ceux qui nous proposent cela est que l'Irak doit être au préalable reconnu par les gouvernements et les organisations internationales comme l'agresseur », a déclaré l'hodjatoleslam Rafsanjani. « Le tribunal doit alors se réunir pour fixer la punition de l'agresseur », a-t-il ajouté.

« Nous ne cherchons pas à imposer notre point de vue à ce tribunal, mais il est indiscutable pour nous que la personne responsable de tant de sang versé et de tant de destructions doit connaître la même punition que celle qu'a infligée le monde

à Hitler », a poursuivi l'hodjatoleslam.

Il a remis un message destiné aux gouvernements des pays islamiques qui expose cette position et souligne que « ce tribunal est mis en place pour établir la punition du parti Baas d'Irak et non pour déterminer qui est l'agresseur ». « A notre avis, la peine minimale est la disparition de ce parti », ajoute ce texte remis aux journalistes.

[A l'issue de sa rencontre avec les diplomates étrangers, l'hodjatoleslam Rafsanjani a quitté Téhéran pour la Libye, qui est, avec la Syrie, l'un des principaux soutiens de l'Iran au sein du mouvement de libération du Koweït. La Libye joue un rôle très important pour le transit de certaines armes destinées à l'Iran, et il est fort possible que l'un des objectifs du voyage du président du Parlement iranien, qui est en même temps le représentant de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de défense, soit l'acquisition de missiles sol-air destinés à assurer la défense des villes iraniennes contre les bombardements israéliens. En ce qui concerne la « proposition de paix » de l'hodjatoleslam Rafsanjani, elle n'a pratiquement aucune chance d'être acceptée par les Irakiens puisqu'elle soulève la demande de « châtiment de l'agresseur » et exige en outre la « disparition » du parti Baas.]

● Manifestation à Paris des Moudjahidines du peuple. — Quelques deux mille membres ou sympathisants du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple ont manifesté jeudi 20 juin à Paris contre le gouvernement iranien et à la mémoire des cinquante mille martyrs ainsi que des cent quarante mille prisonniers politiques en Iran. Les Moudjahidines avaient appelé à cette manifestation pour célébrer le quatrième anniversaire d'une manifestation de leurs militants qui avait été réprimée par les forces de l'ordre iraniennes, le 20 juin 1981 à Téhéran.

DUVAL
Spécialiste du convertible
Robuste et peu encombrant,
1 ou 2 places
(litrage 0,65 - 0,80
120 et 140) Matelas
buitex, latex ou polyether. Style ou moderne. Grand choix en exposition.
37, Avenue de la République
75001 PARIS Tél. 357.46.35
DISTRIBUTEUR MOTO: PARMENTIER

Au sommaire du n° 15 de la revue
PROCHE-ORIENT
et
Tiers - Monde
Dossier
JÉRUSALEM
(sous la direction de Charles Saint-Prot)
176 p. Vente en kiosques ou par correspondance :
CPO : 10, rue Saint-Marc - 75002 Paris (50 F franco)

DIPLOMATIE

Paris, Bonn et la défense européenne

(Suite de la première page.)

Si l'instant était solennel, les paroles des deux ministres n'étaient pas moins, et, en la circonstance, les propos de M. Hernu visaient à tenter de résoudre une contradiction permanente de la politique militaire de la France vis-à-vis de son allié le plus proche et le plus important. Cette contradiction tient à l'existence de deux positions extrêmes qu'il n'est pas aisé de synthétiser ou de rapprocher, mais que l'on peut schématiser.

Pour les uns, la France doit manifester son indépendance, en amonçant clairement que sa dissuasion nucléaire protège le seul donjon

national et que son armée classique se tient en réserve de l'OTAN, en seconde ligne. C'est le temps de paix et, a fortiori, en période de tension internationale ou de guerre, la France partage avec son allié d'outre-Rhin des « intérêts de sécurité », une sécurité commune qui impose à sa propre armée de n'être plus une simple réserve statique de l'OTAN, sans pour autant tenir en permanence un « créneau » où elle serait intégrée à la frontière germano-tchécoslovaque. Ce que M. Werner traduit immédiatement — avec raison — par le fait que la France n'utilise plus l'Allemagne fédérale comme un glacis derrière lequel elle s'abriterait des premiers coups de la bataille en Europe.

Le symbole de cette rénovation doctrinale est le nouvel outil militaire que représente la force d'action rapide, engagée ou non avec la 1^{re} armée française (les trois corps d'armée) dès les premiers « clignote-

ments » d'une crise affectant la sécurité de l'Allemagne, et donc, directement, celle de la France.

Comme les manœuvres de vocabulaire sont importantes dans la pédagogie militaire, il convient de noter que « les intérêts de sécurité » ne sont pas « les intérêts vitaux », même s'ils peuvent les inclure. S'ils venaient à être attaqués, « les intérêts vitaux » de la France, laissés à l'appréciation du chef de l'Etat, seraient protégés par la riposte nucléaire. Ce qui veut dire que la France n'abandonne pas a priori son intention de mettre sa force nucléaire à la disposition de l'Allemagne (« Du reste », admet M. Hernu, aucun parti politique ouest-allemand ne le réclame), qu'il n'y a donc pas automatiquement la dissuasion, mais que tout demeure ouvert dans cette nouvelle relation de la France à la sécurité européenne.

En bref, un adversaire doit savoir que la force d'action rapide n'a pas d'armes nucléaires, mais que, en se tenant à elle lorsqu'elle vole au secours de l'Allemagne fédérale, il court le risque d'attaquer un Etat nucléaire qui a le sens des solidarités.

Une telle conception de la sécurité nationale élargie au territoire ouest-allemand peut intéresser, en France, bien des responsables de l'opposition au gouvernement socialiste. A commencer par ceux, au RPR, qui veulent dépasser la notion trop rigide de la « sanctuarisation » nucléaire, ou par ceux, à l'UDF, qui ne sont pas partisans d'une réintégration totale dans l'OTAN.

En revanche, il y a fort à parier que les communistes trouveront là matière à dénoncer une politique socialiste des « petits pas » qui conduit, selon eux, à des abandons de souveraineté.

Colombo obtient une

Une économie

Le parti communiste des Philippines a obtenu la victoire aux élections législatives du 15 mai 1985. Le parti a obtenu 385 sièges sur 400. Le président Ferdinand Marcos a été élu à la présidence de la République pour un mandat de six ans.

Le parti communiste des Philippines a obtenu la victoire aux élections législatives du 15 mai 1985. Le parti a obtenu 385 sièges sur 400. Le président Ferdinand Marcos a été élu à la présidence de la République pour un mandat de six ans.

Le parti communiste des Philippines a obtenu la victoire aux élections législatives du 15 mai 1985. Le parti a obtenu 385 sièges sur 400. Le président Ferdinand Marcos a été élu à la présidence de la République pour un mandat de six ans.

Le parti communiste des Philippines a obtenu la victoire aux élections législatives du 15 mai 1985. Le parti a obtenu 385 sièges sur 400. Le président Ferdinand Marcos a été élu à la présidence de la République pour un mandat de six ans.

De notre envoyé spécial

allemandes, françaises, américaines et canadiennes. Cette grande messe de la solidarité, M^{me} Woerner et M. Hernu l'ont servie en personne, avec solennité et bonhomie à la fois. Mais, aussi, avec la volonté politique appuyée de faire passer un message sur le front des troupes : au-delà de la nécessaire aptitude des troupes françaises et ouest-allemandes à combattre ensemble et à préparer, dès le temps de paix, des plans d'engagement commun, il y a l'affirmation qu'une menace grave sur la sécurité de l'Allemagne affecterait la sécurité de la France.

Message reçu

« L'Allemagne fédérale est le plus proche de nos alliés, à tous points de vue, a expliqué M. Hernu, et c'est avec elle que nous entretenons les relations les plus intenses dans le domaine de la défense et de la sécurité. La France et l'Allemagne fédérale partagent des intérêts de sécurité qui sont communs. Les nombreux accords qui nous lient, la présence de près de cinquante mille hommes en RFA, la production en commun d'un grand nombre d'armements et la concertation permanente et intensive organisée par la commission franco-allemande créée en 1982 constituent autant de concrétisations des dispositions du traité de l'Elysée du 22 janvier 1963. La création récente de la Force d'action rapide vient ajouter à ces liens multiples la possibilité d'un engagement français dès lors que le gouvernement français l'aurait décidé, sur des axes ou conjointement avec le 2^e corps d'armée français en RFA ».

Message reçu, a semblé répliquer M. Woerner, qui, en réponse à cette déclaration rédigée à la dernière minute par son collègue français, a tenu à improviser sa contribution sur le même ton.

Après avoir affirmé que « la France et l'Allemagne fédérale constituent le cœur de l'Europe », le ministre ouest-allemand de la défense a ajouté : « Je vous remercie d'avoir dit que, pour la France, l'Allemagne fédérale n'est pas un

simple glacis. Il existe entre nous une communauté de la défense qui tient debout en temps de paix et qui résisterait dans l'hypothèse d'un conflit militaire. La France est pour nous le voisin le plus immédiat en Europe. Sans une étroite collaboration, il n'y aura jamais d'Europe importante, capable d'être un partenaire à égalité avec d'autres. La France est une alliée dont le destin est aussi le nôtre. Il dépendra de nos deux peuples de savoir si l'Europe peut avoir une identité qui, nous l'espérons, pourra un jour réunir les peuples de l'Ouest et les peuples de l'Est dans la liberté. Rien ne pourra jamais nous séparer. Nous sommes décidés à continuer sur ce chemin comme citoyens, comme hommes politiques et, à conclure M. Woerner, comme citoyens sous l'uniforme ».

J. I.

JACQUES ISNARD.

POUR COMPRENDRE

Chrétiens,
Druzes,
Chiites,
Palestiniens,
une cohabitation
sanglante...

**LIBAN
GUERRES
OUVERTES**

Ramsay 92F

Cinq bombes en

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

L'un de

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

Le 11 septembre 1985, cinq bombes ont explosé à Beyrouth, tuant 23 personnes et en blessant plus de 100. Les responsables de ces attentats ont été identifiés comme étant des membres du mouvement d'opposition iranien des Moudjahidines du peuple.

ASIE

AMÉRIQUES

Canada

APRÈS LA DÉMISSION DE M. LÉVESQUE

Le Parti québécois devra combattre la désaffection croissante de l'opinion

De notre correspondant

Montréal. — Dans un texte laconique rendu public jeudi 20 juin, peu avant minuit, le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, a annoncé qu'il démissionnait de la présidence du Parti québécois. Il demeurera cependant quelque temps encore à la tête du gouvernement, mais il n'a pas précisé ses intentions exactes à ce sujet. Dans une lettre de deux paragraphes adressée à la vice-présidente du parti, M^{me} Assimpopoulos, M. Lévesque l'invite à « mettre en marche le processus de remplacement qui est prévu dans les statuts ». Il laisse entendre qu'il ne participera pas à la réunion du conseil national du Parti québécois qui doit justement examiner, samedi, les problèmes posés par la contestation dont il est l'objet au sein de sa propre formation politique. Il conclut son message en remerciant « tous ceux et celles qui n'ont cessé de payer depuis tant d'années de leur personne et de leur portefeuille pour bâtir, enricher, maintenir ce projet si sain et démocratique que nous avons dessiné ensemble pour notre peuple ».

Le successeur de M. Lévesque à la tête du parti devrait être désigné par les militants d'ici trois mois. Tous les membres du parti auront droit de vote. Dans l'intervalle, il est probable que M. Lévesque continuera à diriger le gouvernement. Son successeur pourrait ne pas déclencher d'élections avant le printemps prochain, mais il devra, impérativement, le faire avant le 13 avril, un mandat ne pouvant, en aucun cas, excéder cinq ans. Or, le dernier scrutin a eu lieu en avril 1981.

Plusieurs candidats potentiels sont connus, en particulier le ministre de la justice, M. Pierre-Marc Johnson, celui des relations internationales, M. Bernard Landry, enfin celui des finances, M. Yves Duhaime. Jusqu'à sa démission du Parti québécois, au début de l'année, l'ancien ministre des finances M. Jacques Parizeau — le plus indépendantiste de tous — apparaissait comme le successeur le plus probable. Il a annoncé la semaine dernière qu'il ne serait pas candidat et qu'il souhaitait même la défaite de son ancien parti pour permettre un retour aux sources.

Les difficultés économiques et la lassitude des Québécois face aux querelles stériles entre Ottawa et Québec sont largement à l'origine de la décision de M. Lévesque. Si le premier ministre reste encore populaire auprès de l'électorat, son parti, en revanche, a perdu les deux tiers de ses membres en quatre ans. Les

sondages sont de plus en plus désastreux pour le Parti québécois tandis que les libéraux dirigés par l'ancien premier ministre, M. Bourassa — réélu le 3 juin député à l'Assemblée nationale après une longue traversée du désert — obtiennent des scores impressionnants.

Le « tournant fédéraliste »

Convaincu qu'il est essentiel de rester au pouvoir pour préserver les conquêtes sociales et culturelles, M. Lévesque avait décidé, en novembre dernier, de mettre une sourdine à la revendication indépendantiste de sa formation et de chercher des accommodements avec le successeur de M. Trudeau à Ottawa. Le nouveau premier ministre conservateur, M. Brian Mulroney, avait répondu favorablement à ces avances sans pour autant se précipiter car il savait que le Parti québécois risquait de perdre le pouvoir à court terme.

Le « tournant fédéraliste » de M. Lévesque, en effet, n'a pas été du goût de tout le monde au sein du Parti québécois. Sept ministres, et non des moindres, ont démissionné, ces derniers mois, pour marquer leur désaccord avec le premier ministre que certains n'hésitent pas à qualifier de « fessoyeur de l'indépendance ». Un congrès spécialement convoqué pour départager les deux camps, en janvier, s'était terminé par le départ de plus d'un tiers des députés. M. Lévesque l'avait emporté, mais à quel prix ! Les dissidents ont formé, le 4 mars, le Rassemblement démocratique pour l'indépendance, qui, trois mois plus tard, apparaît toutefois encore bien fragile.

Malgré ces départs, les pressions sur M. Lévesque pour le pousser à la démission devaient vite prendre de l'ampleur. Sous le couvert de l'anonymat, ses amis politiques et même certains ministres se répandaient en déclarations dans la presse pour dire qu'il n'était « plus l'homme de la situation ».

A la mi-mai, M. Lévesque avait déposé un « projet constitutionnel » qui avait été plutôt bien accueilli. Ce document reprend les revendications traditionnelles du Québec. Ce sera le testament politique de M. Lévesque, dont on présentait déjà qu'il ne souhaitait pas vraiment participer, sur ce sujet, à de nouvelles négociations avec Ottawa qui l'aurait obligé à faire des concessions au gouvernement fédéral.

BERTRAND DE LA GRANGE.

APRÈS QUARANTE-DEUX ANS DE RÈGNE CONSERVATEUR

Le chef du Parti libéral dirigera le gouvernement de l'Ontario

De notre correspondant

Montréal. — Bouleversement à la tête de la province de l'Ontario : après quarante-deux ans de règne conservateur, la direction du gouvernement sera confiée, la semaine prochaine, au chef du Parti libéral, M. David Peterson. Il succèdera, à la tête de la province la plus riche et la plus peuplée (8,5 millions d'habitants) du Canada, à M. Frank Miller, mis en minorité, mardi, au Parlement.

Mal élu avec 37 % des suffrages et 52 sièges sur 125 à l'Assemblée législative provinciale lors du scrutin du 2 mai, M. Miller ne pouvait faire illusion très longtemps. Lors de son accession à la tête du Parti conservateur en janvier, il avait défendu un programme plus marqué à droite que celui de son prédécesseur, M. Davis, au pouvoir de 1971 jusqu'au début de cette année. Sans doute croyait-il pouvoir profiter du vent de conservatisme qui soufflait depuis quelques années en Amérique du Nord.

Une « révolution tranquille »

Mais, en envoyant quarante-huit députés libéraux au Parlement et vingt-cinq sociaux-démocrates, les Ontariens devaient montrer qu'ils n'étaient plus les électeurs les plus conservateurs du Canada. Dès le départ, le gouvernement minoritaire, formé par M. Miller, était donc voué à l'échec. La présentation à l'Assemblée législative d'un programme de réformes — sur l'environnement, sur l'égalité des salaires pour les hommes et les femmes, etc. — en totale contradiction avec sa plateforme électorale ne pouvait lui éviter la disgrâce.

Le futur premier ministre libéral, M. Peterson, qui est devenu en quelques semaines la coqueluche des Canadiens, a mis en garde le NPD contre toute tentative d'exercer des pressions indues sur le gouvernement, notamment en matière de dépenses budgétaires.

Les changements en cours en Ontario, que certains n'hésitent pas à comparer à la « révolution tranquille » des années 60 au Québec, semblent inquiéter un peu les milieux d'affaires de la province. M. Miller a décidé d'exploiter ces appréhensions en accusant son successeur d'être « manipulé par les socialistes du NPD », qui, selon lui, vont faire fuir les investisseurs comme ce fut le cas lors de l'arrivée au pouvoir des indépendantistes au Québec en 1976.

B. L. G.

Népal

Cinq bombes explosent à Katmandou : sept morts, vingt blessés

Une série d'attentats à la bombe dans le centre de Katmandou ont fait sept morts et une vingtaine de blessés, jeudi 20 juin. La veille, le roi Birendra avait annoncé devant l'Assemblée sa volonté de s'opposer à toute tentative « pour saper la paix et l'ordre », et dénoncé ceux qui « cherchent à créer une atmosphère d'instabilité en semant inutilement la confusion sur le système de représentation choisi par le peuple ».

Un mouvement de désobéissance civile a été lancé par la principale formation politique, le Congrès népalais, interdit au même titre que les autres partis politiques depuis 1960.

L'un des dix pays les plus pauvres du monde

De notre correspondant en Asie du Sud

New-Delhi. — Cinq bombes déposées par des inconnus en différents points de Katmandou, dont une devant le palais royal et une autre à l'entrée du Parlement, ont fait sept morts et une vingtaine de blessés, jeudi 20 juin, dans la capitale népalaise. Un député et deux étrangers figurent au nombre des victimes. Quatre autres députés ont été blessés.

Peu après l'attentat, les communications avec l'extérieur ont été temporairement coupées, tandis que le Parlement se réunissait dans la soirée en session extraordinaire. Selon les premiers témoignages, la première bombe aurait explosé au début de l'après-midi dans le hall d'un grand hôtel (l'Annapurna), propriété de la famille royale, et les quatre suivantes à une demi-heure d'intervalle entre chaque détonation. Le ministre de l'Intérieur, M. Jog Mehar Shrestha, a déclaré qu'un « terroriste » avait été tué par l'un des explosifs à Pokhara.

L'attentat, le premier du genre depuis des lustres au Népal, n'a pas été revendiqué, et la police n'écarter pas la culpabilité éventuelle d'« étrangers dans cette tentative de déstabilisation ». Une chose est sûre cependant : le nombre de mécontents dans la « vallée sou-

riante des dieux » n'a fait que croître ces derniers mois. Le parti du Congrès népalais venait tout juste de lancer une vaste campagne de désobéissance civile. Les dirigeants du parti ont immédiatement suspendu leur mouvement, car dans leur esprit celui-ci « doit rester pacifique ». L'objectif de l'agitation, soutenue par le Parti communiste local (pro-soviétique), était — et selon toute probabilité demeure — « le retour à un système de représentation parlementaire et la restauration complète de la démocratie ». L'actuel système, dit des Panchayats, a été établi en 1962 par le roi Mahendra, père de l'actuel souverain.

Les quinze millions d'habitants du royaume (7,5 millions d'électeurs) élisent au suffrage universel des candidats « apolitiques » pour les conseils de village, ces derniers choisissant ensuite des grands électeurs qui élisent à leur tour cent députés, vingt-trois autres étant nommés directement par le roi. Aucune candidate ne peut se réclamer d'un parti ni former un groupe après son élection.

Selon le vieux Congrès népalais, qui n'a jamais disparu pour autant

et qui a même pu tenir une grande convention en avril dernier à Katmandou, le système des Panchayats « a favorisé le développement du fonctionarisme (en opposition au nationalisme), du népotisme et de la corruption dans le pays ». Les chefs de file de l'organisation rendent également le système responsable du sous-développement économique endémique : le royaume est l'un des dix pays les plus pauvres du monde et survit essentiellement grâce à l'aide internationale. Le Congrès a lancé une grande campagne de mobilisation qui a recueilli trois cent mille signatures à travers cinquante des soixante-quinze districts du pays. Un manifeste fut présenté au roi Birendra, mais le monarque s'est jusqu'ici contenté de renvoyer légèrement, le mois dernier, son gouvernement.

Mécontentement populaire

Le mécontentement populaire s'est étendu aux quarante mille étudiants népalais — dont une majorité se reconnaissent dans le Congrès, — qui ont tenté de lancer une grève générale le 19 mai. Les instituteurs font également la grève du zèle

depuis de nombreux mois pour obtenir des hausses de traitement et de meilleures conditions de travail.

Nommé en juillet 1983, après que le roi eût introduit un processus de responsabilité gouvernementale devant le Parlement (1), le premier ministre actuel, M. Lokendra Bahadur Chand, bénéficiait les premiers temps d'une réputation de probité qui tranchait avec celle des autres membres du gouvernement et de ses prédécesseurs. Depuis la révélation, au début de cette année, d'un scandale financier international (2) dans lequel les plus hautes autorités bancaires du pays étaient mêlées, l'image du gouvernement s'est sérieusement détériorée.

PATRICE CLAUDE.

(1) En 1980, le référendum national sur l'opportunité d'abolir les Panchayats s'était soldé par la défaite des partisans de la démocratie parlementaire : ces derniers avaient cependant obtenu 2 millions de voix (contre 2,4 millions), et le roi avait promis de prendre certaines de leurs idées en compte.

(2) Il s'agissait, en gros, d'emprunter au nom du Royaume 1 milliard de dollars à 8,5 % et de remplacer immédiatement ces fonds à 11 % dans un établissement londonien.

Sri-Lanka

Colombo obtient une aide de près de 500 millions de dollars

Les pays donateurs occidentaux et les institutions formant le groupe d'aide à Sri-Lanka, réunis le 20 juin à Paris, sous l'égide de la Banque mondiale, se sont engagés à accorder une assistance d'un montant

de 488 millions de dollars pour l'année budgétaire 1985-1986 (contre 475 millions de dollars l'année précédente) à ce pays, dont le développement économique est aujourd'hui freiné par la guerre civile.

Une économie ruinée par la guerre civile

De notre correspondant en Asie du Sud

à quelques années, a découvert, dans l'indiscipline la plus totale, les exigences de la contre-guérilla. Ses besoins, en hommes et en matériel de guerre, ont décuplé.

Six patrouilles rapides ont été commandées à Israël, des hélicoptères aux États-Unis, des blindés légers à la Grande-Bretagne, et des armements divers au Pakistan, à la Chine, et même, dit-on, à l'Afrique du Sud. Tout cela coûte cher : depuis 1977, le budget de la défense a été multiplié par dix pour atteindre aujourd'hui quatre milliards de roupies (une roupie = 0,60 francs). Sans compter les rallonges exceptionnelles votées, au coup par coup, par un Parlement aux ordres.

La hausse des prix, que le gouvernement était parvenu à endiguer ces dernières années (35 % en 1980, 10 % l'an dernier), risque de repartir en flèche. Les zones de pêche et de rizières, du nord et de l'est, étant virtuellement interdites d'exploitation par l'insécurité, Colombo s'est vu contraint d'importer du poisson japonais et d'augmenter ses achats de riz chinois.

Le seul secteur qui n'a pas souffert des combats est celui du thé, le plus important de l'économie. D'abord, parce que les exploitations sont situées dans le centre montagneux du pays, ensuite parce que, en dépit des efforts des sécessionnistes tamouls pour gagner à leur cause les Tamouls « indiens » qui forment l'essentiel de la main-d'œuvre, cette communauté est restée largement en dehors des confrontations. Ironie de l'histoire, ce sont ces immigrés, derniers venus de l'Inde et les plus misérables de l'île, qui ont ainsi sauvé l'économie de la débâcle totale.

Mais, rien ne dit que l'entreprise des militants tamouls de Jaffna ne finira pas par réussir, tandis que par ailleurs les cours du marché international du thé, après l'extraordinaire envolée de 1984, ont tendance à retomber. « Si la tendance à la baisse se poursuit », disait encore M. de Mel en avril dernier, « nous subirons une marque à gagner d'environ deux milliards de roupies cette année ». Depuis, la Chine est revenue sur le marché du thé de Ceylan et a accru ses achats.

P. C.

SOUS L'ÉGIDE DE LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE

les mus^e de Cartier
ORGANISENT UNE VENTE
DE BIJOUX ET OBJETS "HORS COLLECTION"
A PRIX RÉDUITS.

LE SAMEDI 22 JUIN 1985 DE 9H A 18H30
A PARIS, SALONS FRANCE-AMÉRIQUE
9-11, AVENUE FRANKLIN-D.-ROOSEVELT
PARIS 8^e

BORDEAUX LES FOYERS DU GRAND THÉÂTRE DE BORDEAUX. PLACE DE LA COMÉDIE. BORDEAUX, LILLE LES HESPIRIDES. 92, RUE ROYALE, LILLE. MARSEILLE HÔTEL SORTEL, SALON PROTIS, VIEUX PORT 36, BD CHARLES-LIVON. MARSEILLE 7^e, IVON PALAIS DU COMMERCE, SALLE DES PORTRAITS, PLACE DE LA BOURSE, IVON 2^e. NICE HÔTEL PLAZA CONCORDE, SALON MONTALBAN, 12, AVENUE DE VERDUN, NICE.

LE PROFIT DE CETTE VENTE SERA VERSÉ À LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE
POUR LE SOUTIEN DE SON ACTION EN FAVEUR DES ENFANTS
MALHEUREUX EN FRANCE ET DANS LE MONDE



Sur le porc

Le porc est l'un des animaux les plus élevés en France. Il est élevé dans des élevages spécialisés, souvent en plein air. Les porcs sont élevés pour leur viande, qui est consommée sous diverses formes : charcuterie, viande fraîche, etc. Les éleveurs de porcs doivent veiller à la santé de leurs animaux et à la qualité de leur viande. Ils utilisent souvent des médicaments vétérinaires pour traiter les maladies des porcs. La consommation de porc est importante en France, et les éleveurs de porcs jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement du pays en viande porcine.

Défense européenne

La défense européenne est un sujet d'actualité importante. Les pays européens travaillent ensemble pour renforcer leur défense collective. Ils ont créé l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour se protéger contre les menaces extérieures. Les pays européens ont également créé l'Union européenne de la défense (UED) pour coordonner leurs efforts de défense. L'UED vise à améliorer la coopération entre les armées des pays européens et à réduire les dépenses militaires. Ces initiatives sont essentielles pour assurer la sécurité et la stabilité en Europe.

Le partage

Le partage est un processus complexe qui implique la répartition des ressources entre différents groupes ou individus. Il peut s'agir du partage de la terre, des richesses, du pouvoir, etc. Le partage est souvent le résultat de négociations, de conflits ou de décisions politiques. Il est important de trouver des solutions équitables et durables pour éviter les tensions et les conflits. Le partage est un défi majeur pour les sociétés humaines, et il nécessite une approche réfléchie et collaborative.

POUR COMPARER

Comparez les prix des produits de la grande consommation chez les différents détaillants. Vous trouverez les meilleurs prix pour vos achats quotidiens.

POUR CHOISIR

Choisissez le magasin qui vous offre le meilleur service client et la plus grande variété de produits. Votre satisfaction est notre priorité.

POUR GAGNER

Gagnez des points de fidélité en achetant chez nos partenaires. Ces points peuvent être échangés contre des produits ou des services de valeur.

POUR ÉCONOMISER

Économisez en achetant en gros ou en utilisant nos cartes de réduction. Nous avons des offres spéciales pour vous.

POUR ÊTRE SÛR

Assurez-vous que vos achats sont de qualité et respectent les normes de sécurité. Nous sélectionnons soigneusement nos fournisseurs.

POUR ÊTRE ÉCARTÉ

Écartez les mauvaises affaires et les produits de mauvaise qualité. Nous vous recommandons les meilleures options.

POUR ÊTRE SÉRIEUX

Soyez sérieux dans vos achats et respectez les règles de nos programmes de fidélité. Nous apprécions votre engagement.

POUR ÊTRE ÉCARTÉ

Écartez les mauvaises affaires et les produits de mauvaise qualité. Nous vous recommandons les meilleures options.

POUR ÊTRE SÉRIEUX

Soyez sérieux dans vos achats et respectez les règles de nos programmes de fidélité. Nous apprécions votre engagement.

de M. de La Madrid et mexicain

Le ministre mexicain des Affaires étrangères, Carlos Salazar, a déclaré à Madrid que le Mexique ne se laisserait pas entraîner dans une aventure militaire en Iran. Il a souligné que le pays cherchait à maintenir une position d'équilibre et à éviter toute implication directe dans le conflit du Golfe.

leure indépendante des Etats-Unis

Le président américain Ronald Reagan a déclaré que les États-Unis soutiendraient la lutte pour la liberté en Iran. Il a affirmé que le pays ne pouvait pas rester indifférent face à l'occupation illégale du pays par les forces iraniennes.

Le secrétaire d'État américain George Shultz a déclaré que les États-Unis étaient prêts à dialoguer avec l'Iran pour résoudre le conflit du Golfe. Il a souligné que le pays cherchait à trouver une solution pacifique à la crise.

Le président iranien Ayatollah Khomeini a déclaré que l'Iran était prêt à négocier avec les États-Unis pour résoudre le conflit du Golfe. Il a affirmé que le pays cherchait à trouver une solution pacifique à la crise.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a déclaré que l'Iran était prêt à négocier avec les États-Unis pour résoudre le conflit du Golfe. Il a affirmé que le pays cherchait à trouver une solution pacifique à la crise.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a déclaré que l'Iran était prêt à négocier avec les États-Unis pour résoudre le conflit du Golfe. Il a affirmé que le pays cherchait à trouver une solution pacifique à la crise.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a déclaré que l'Iran était prêt à négocier avec les États-Unis pour résoudre le conflit du Golfe. Il a affirmé que le pays cherchait à trouver une solution pacifique à la crise.

Norvège

La sévérité de la condamnation d'Arne Treholt confirme l'importance de ses activités d'espionnage

De notre correspondant

Oslo. — A l'unanimité, les sept jurés de la cour d'assises d'Oslo ont condamné, jeudi 20 juin, l'ancien diplomate norvégien Arne Treholt à vingt ans de prison pour espionnage en faveur de l'Union soviétique et de l'Irak (le Monde du 21 juin). Le tribunal n'a retenu aucune circonstance atténuante et a suivi la réquisition de l'avocat général. Il a condamné également l'accusé à restituer au Trésor public les 52 000 dollars déposés sur le compte n° 55830 PH à la Swiss Bank Corporation ainsi que 700 000 couronnes norvégiennes (environ autant de francs français), sommes qu'il avait en grande partie reçues du KGB et des réseaux de renseignement irakiens en échange de ses services.

Une partie des attendus du jugement, qui avait trait notamment aux méthodes employées par le contre-espionnage norvégien pour établir la culpabilité de l'accusé, a été exposée à huis clos. Arne Treholt n'a été déclaré innocent que sur un seul point. Au mois d'août 1983, il n'a pas, à la demande de l'officier des services secrets irakiens Radhi Mohammed (diplomate en poste à Paris la même année et chargé sans doute de la coordination européenne du renseignement irakien), fourni une liste de personnalités norvégiennes susceptibles de travailler pour Bagdad.

Arne Treholt était donc bel et bien un espion et non le diplomate de charme désireux d'entretenir des contacts informels avec des agents étrangers, afin de jeter un pont entre l'Est et l'Ouest pour la bonne cause de la paix et d'une meilleure compréhension entre les blocs. Aux yeux de la défense, qui avait réclamé l'acquiescement et qui va maintenant faire appel devant la Cour suprême, ces activités étaient imprudentes, certes, mais elles ne portaient pas préjudice à la sécurité du Royaume.

« Des dommages considérables »

La Cour n'a accordé aucun crédit à cette version de l'affaire échauffée par Arne Treholt. Si l'homme qui, entre 1972 et 1983, a exercé successivement les fonctions de secrétaire politique du ministre du droit de la mer, de secrétaire d'Etat au commerce, de conseiller de la mission permanente norvégienne à l'ONU et, enfin, de chef du service de presse du ministre des Affaires étrangères à Oslo avait réellement mené une diplomatie personnelle et originale, il en aurait sûrement averti ses supérieurs hiérarchiques ou ses collègues. Or aucun des six autres et onze témoins cités n'était au courant de ces rencontres et déplacements secrets à Vienne, Helsinki et Paris.

En revanche, les jurés estiment qu'Arne Treholt — membre du parti

Suède

PREMIER MINISTRE DE 1946 A 1969

Tage Erlander est mort

L'ancien premier ministre Tage Erlander est décédé, vendredi matin 21 juin, dans un hôpital de Stockholm, où il avait été admis il y a une quinzaine de jours à la suite de troubles cardiaques.

Le bon géant du socialisme suédois

Né avec le siècle, fils d'instituteur, Tage Erlander avait été profondément marqué par la sévère crise économique qui affecta la Suède dans les années 20. Diplômé de l'université de Lund, où il a étudié les mathématiques, la statistique et l'économie, il adhéra dès 1928 au Parti social-démocrate, et se fit connaître par des articles publiés par le journal de cette formation, dans lesquels il critiquait vivement l'incapacité du gouvernement à réduire le chômage.

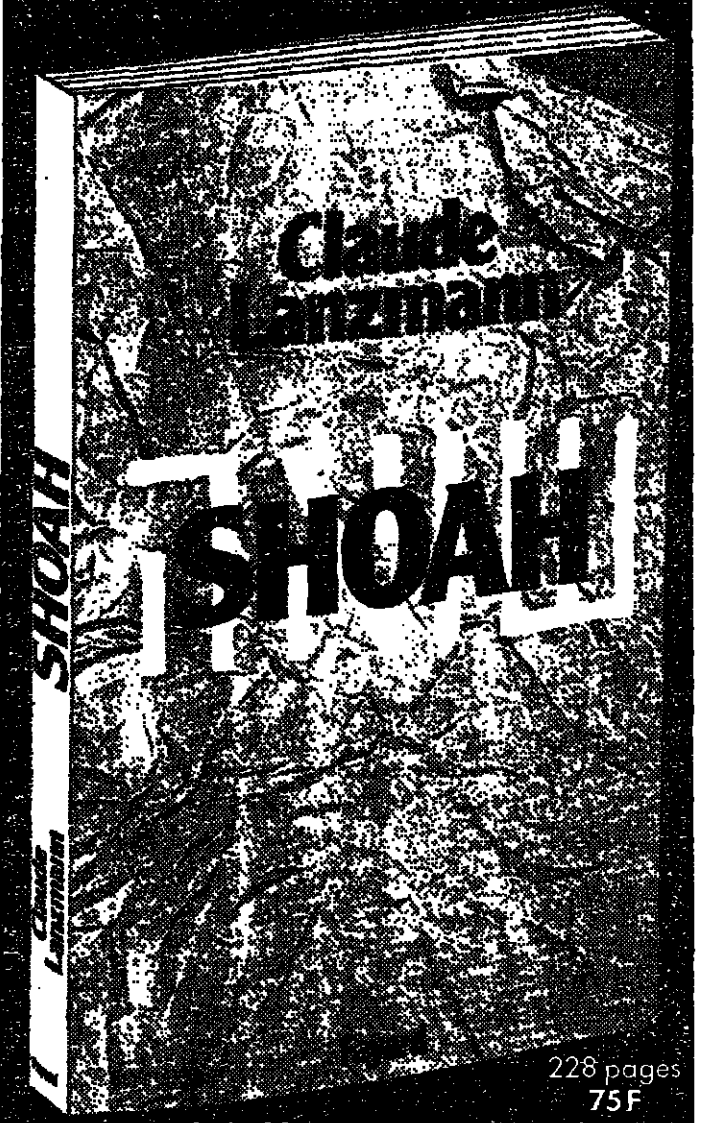
Il entra pour la première fois au Riksdag en 1932, à l'occasion d'élections qui donnèrent une large victoire aux sociaux-démocrates, et continua à se spécialiser dans les affaires sociales, se concentrant sur les problèmes de l'emploi. En 1944, il est ministre sans portefeuille ; en 1945, il se voit confier celui de l'éducation nationale et du culte.

Sa véritable carrière commence un an plus tard : le premier ministre, Ter-Arne Hanström, meurt subitement. Les sociaux-démocrates optent pour le renouvellement des générations. A quarante-cinq ans, Tage Erlander prend la tête du gouvernement. Il conservera ce poste sans interruption pendant vingt-trois ans.

Son activité pendant ces deux décennies va profondément marquer son pays, et c'est à juste titre qu'on le décrira comme le « père du socialisme à la suédoise », l'homme des réformes, le gestionnaire d'un « État providence » auquel les Suédois doivent une paix sociale et un bien-être enviable longtemps de toute l'Europe. Plus qu'un théoricien, c'est un homme d'action et de dialogue qui, tout en menant à bien son programme, s'applique avec succès à maintenir de bonnes relations avec le capitalisme privé. « Nous sommes en train de parvenir, nous

Une grande œuvre. Un pur chef-d'œuvre.

Simone de Beauvoir / Le Monde



228 pages 75F

Une œuvre admirable ! Claude Roy / Le Nouvel Observateur

Une immense orchestration de la remémoration... Un monument évocatoire. Colette Audry / L'Unité

Aussi fideles que nous puissions être, et aussi savants sur l'histoire de la catastrophe, nous avions besoin de cet aide-mémoire monumental et incandescent. Il fallait que nous soit adressée à tous, juifs et non juifs, cette inachevable lettre sur l'humanité, ce fleuve de cendres. Elizabeth de Fontenay / Les Nouveaux Cahiers

"SHOAH"... une interrogation pour l'humanité. Alain Finkielkraut / Le Quotidien de Paris

Le film de Claude Lanzmann est construit comme une série de fugues de Bach : chaque thème initial est repris par plusieurs voix et se modifie en cours de route sans cesser d'être reconnaissable, et les voix conjuguées créent des harmonies nouvelles, inouïes. Catherine David / Le Nouvel Observateur

Un événement cinématographique et historique... Annette Levy-Willard et Laurent Joffrin / Libération

9 heures haletantes, 9 heures de suspense (en 2 époques). Maurice Szalman / Le Point

Un film immense ! L'Express

Jamais images n'ont été filmées avec autant de rage et d'amour pour atteindre une si définitive perfection. C'est là le génie de LANZMANN. Edgar Reichmann / L'Arche

"SHOAH" le film qu'il faut voir et supporter de voir sous peine de se déshonorer. Pierre Murat / Télérama

Ce film, le plus tragique et le plus bouleversant qui ait été réalisé sur l'holocauste, est un événement essentiel : ne le manquez pas ! Michel Schiffrès / Le Journal du Dimanche

Courez voir "SHOAH". Emmenez vos enfants. Vos élèves... C'est une œuvre d'art. Bernard Frederick / L'Humanité

Un jour, ce livre là, "SHOAH", on le placera à côté des plus grands : ceux qui appartiennent au monde du sacré et du légendaire, ceux qui contiennent et expriment la beauté et l'horreur, et les transcendent, ceux pour lesquels il est vain de parler de littérature parce qu'ils sont la source même de l'écrit. Max Gallo / Le Matin

FAYARD

AFRIQUE A TRAVERS LE MONDE

Burkina

DES ETUDIANTS SYNDICALISTES DENONCENT UN « TERRORISME D'ETAT »

Les relations entre les autorités burkinabé et les syndicats, qui se sont nettement dégradées depuis l'adoption par le régime du capitaine Thomas Sankara de mesures d'austérité (le Monde du 23 février), continuent d'empoisonner le climat politique à Ouagadougou.

Selon les représentants de l'UGEB (Union générale des étudiants burkinabés) à Paris qui, avec ceux du syndicat des magistrats, ont tenu une conférence de presse, jeudi 20 juin, les « violations graves des libertés élémentaires et des droits de l'homme » sont devenues aujourd'hui monnaie courante au Burkina. Parlant d'une « situation d'insécurité généralisée » et d'un « terrorisme d'Etat » orchestré par les comités de défense de la révolution (CDR), les responsables de l'UGEB, notamment M. Bary Harounah, ont affirmé que des « raptus » et des arrestations arbitraires avaient lieu périodiquement.

Une vingtaine de syndicalistes seraient ainsi actuellement incarcérés, la plupart ayant été arrêtés à la suite de la publication, le 28 janvier, d'une déclaration signée par onze syndicats condamnant la politique économique et sociale du régime. L'UGEB dénonce également l'intervention des forces de l'ordre lors des réunions syndicales, les « mesures de bannissement », ainsi que les « agressions physiques, les bastonnades, les expulsions de syndicalistes de certaines provinces du pays et les contraintes à des travaux forcés ».

RFA

L'ATTENTAT DE FRANCFORT REVENDEQUE. — Une Organisation arabe révolutionnaire a revendiqué le jeudi 20 juin à Beyrouth l'attentat à la bombe qui a tué deux personnes et en a blessé quatre-vingt-trois à l'aéroport de Francfort (RFA). Dans un communiqué en langue arabe remis à une agence de presse étrangère dans la capitale libanaise, cette organisation affirme que cet attentat a été perpétré en représailles aux actions des « services secrets allemands contre les militants arabes à l'intérieur et hors d'Allemagne ».

L'Organisation arabe révolutionnaire ne s'était jamais manifestée jusqu'à présent. La police ouest-allemande avait déjà reçu plusieurs revendications pour cet attentat, mais n'en considérait aucune comme authentique.

République Sud-africaine

LE CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU CONDAMNE PRETORIA. — Les quinze membres du conseil de sécurité des Nations unies se sont prononcés — à l'unanimité — jeudi 20 juin, en faveur d'une résolution condamnant « l'utilisation par Pretoria du territoire namibien comme base pour lancer des attaques contre l'Angola et soutenir l'occupation sud-africaine de certaines parties du territoire angolais ».

Le texte souligne que l'Angola a droit à des réparations financières pour les dommages subis du fait des agressions sud-africaines. D'autre part, M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central du PCF, a

adressé une lettre au premier ministre pour lui demander de prendre « sans délai » des sanctions à l'égard de l'Afrique du Sud, à la suite du raid sud-africain au Botswana.

URSS

M. ZAMATINE RELEVÉ DE SES FONCTIONS ? — L'un des porte-parole de la direction de la diplomatie, M. Léonid Zamiatine, a été relevé de ses fonctions de chef du département du comité central pour l'information internationale, affirme, jeudi 20 juin, l'AFP en citant des sources soviétiques à Moscou.

Selon l'AFP, cette mise à l'écart pourrait coïncider avec la suppression pure et simple du département qui dirigeait M. Zamiatine (qui fut le porte-parole attitré de Léonid Brejnev et de Iouri Andropov), ainsi que la suppression du département qui traite le courrier adressé au parti. La direction d'un troisième département, celui de la propagande, jusqu'à présent dirigé par M. Boris Stoukalin, serait renouée.

Pressions sur M. Jedynak

A Varsovie, la femme de M. Tadeusz Jedynak, membre de la direction clandestine de Solidarité, récemment arrêtée par la police politique (le Monde du 21 juin), a fait savoir que son mari avait refusé de céder à un chantage des autorités, qui lui ont offert sa libération en échange d'une apparition à la télévision dans laquelle il aurait recueilli Solidarité. M. Jedynak avait été amené par des policiers depuis son domicile de Silesie jusqu'au ministère de l'intérieur, où on l'a mis pendant quelques minutes en présence de son mari, dans l'espoir qu'elle le persuaderait d'accepter ce marché. M. Jedynak, qui est menacé d'une inculpation pour « tentative de renversement du régime par la force » et de « trahison », s'est borné à répondre : « J'ai fait mon choix en 1980, et je le revivrai pas là-dessus. » (AFP, AP, UPI, Reuters.)

Preface de J. Soustelle

Les Premiers Mexicains

Michael D. Coc

Un foisonnement de civilisations originales (Olmèques, Toltèques, Aztèques...) qui se sont mêlées en une prodigieuse synthèse.

"Civilisations", un vol. : 75 F

ARMAND COLIN

politique

LE DIFFÉREND ENTRE M. FABIOUS ET M. JOSPIN

« Comment vas-tu ? » « Ça va, ça va ! »

« Comment vas-tu ? » « Ça va, ça va ! » La conversation entre M. Laurent Fabius et M. Lionel Jospin s'est arrêtée là, jeudi 20 juin à 18 h 6, dans les salons de l'hôtel Matignon, où les deux hommes se sont rencontrés à l'occasion de la traditionnelle réception offerte par le premier ministre pour marquer la fin de la session parlementaire de printemps.

Une grosse bise sur la joue de M^{me} Françoise Castro-Fabius, l'épouse du chef du gouvernement, un sourire si large qu'il paraissait un peu crispé, une poignée de mains entre le premier secrétaire du Parti socialiste et le premier ministre, et chacun s'en est allé vaquer à ses préoccupations.

Dans le parc de l'hôtel Matignon, M. Jospin, très entouré, a fait savoir aux journalistes qu'il n'avait pas eu le temps de lire le rapport de M. Fabius. Il s'est défilé très rapidement. Quant au premier ministre, il a fait silence : « Ne me parlez pas de cela, j'ai dit ce que j'avais à dire mercredi soir à la télévision. »

« Le congrès de Toulouse tranchera »

Rarement poignées de mains avant d'être si étroitement, soudain, que celle échangée jeudi à l'hôtel Matignon. Mais chacun a bien compris que ce salut banal ne changerait rien au fond de l'affaire qui continue de susciter de multiples prises de positions plus ou moins claires, plus ou moins biaisées, selon le degré de liberté de parole et les arrière-pensées de leurs auteurs.

Ainsi, M. Jean-Michel Baylet, ministre, mais membre du MRG et

non du PS, affirme-t-il sans ambages qu'il est « naturel » que le premier ministre, « chef de la majorité », mène le combat des législatives. Ministres aussi, mais membres du PS, MM. Jean-Pierre Chevènement et Paul Quilès ne peuvent se permettre de trancher publiquement.

Le premier s'en tire par une pirouette littéraire et lance, après André Gide : « Je me refuse à choisir, car, en choisissant, je me prive de ce que je ne choisis pas. » Pour M. Chevènement, il est « normal » que M. Jospin rassemble autour de son parti, et tout aussi « normal » que M. Fabius pense à « rassembler au-delà ». M. Quilès, avec le bon sens mûri d'un paysan de Paris, estime que « chacun doit trouver sa place », ce qui va se faire « très vite, probablement dans les semaines qui viennent ».

Avec M. André Billardon, président du groupe parlementaire socialiste de l'Assemblée nationale, qui répondit jeudi 20 juin au « Parions France » de M. Fabius, l'engagement est plus net.

M. Billardon, qui reconnaît la réalité du « problème » et la nécessité de « le traiter rapidement », ajoute : « Le parti a pour responsabilité de rassembler à gauche, de préparer son congrès, d'élucider la réflexion sur le devenir de notre société, et cela, c'est la responsabilité du premier secrétaire. »

Quant au premier ministre, « il gère », et « doit valoriser le bilan » qui est bon — et préparer l'après-1988. Même si M. Billardon se défend d'avoir voulu choisir entre les hommes, cette définition-là du partage des rôles entre M. Fabius et M. Jospin ressemble comme une petite sœur à celle qu'en donne M. Jospin lui-même.

Reste le fond. Divergences ou pas ? « Pas de divergences sur le fond », répond M. Billardon.

Voire, rétorque M. Mauroy. Pour l'ancien premier ministre, si « les difficultés sont d'ordre stratégique (...) », c'est au congrès de Toulouse que les choses devront être tranchées.

Directeur de l'Unité, M. Claude Estier estime que M. Fabius doit « expliquer » pour « rassembler (...) le plus grand nombre de Français », tandis que M. Jospin doit « mobiliser toutes les énergies du parti, de ses militants et sympathisants ». Pour autant, « on ne saurait parler de guerre des chefs (...) ». Lionel Jospin et Laurent Fabius ne sont pas des rivaux. Ouf, on avait eu peur...

De toute façon, pour M^{me} Colette Goeuriot, qui répondait, au nom du PCF, à M. Fabius, la vraie question est d'ordre économique.

Objectif 5 %

Curieusement, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, ne jubile pas. Il estime que le désaccord Fabius-Jospin porte « surtout sur le but que le PS doit poursuivre dans la campagne électorale ». Situation « tout à fait inquiétante », car « aujourd'hui la majorité ne se réduit plus qu'au PS (...) ». Et si cela continue, le gouvernement n'aura même plus son appui. M. Mitterrand devrait donc « régler de toute urgence » la question, « sinon on peut se demander qui gouvernera la France et sur quelle majorité parlementaire ».

Pour une fois, les socialistes pourraient presque tomber d'accord avec M. Toubon. Pendant la réception de Matignon, tous, à

des degrés divers, disaient leur incompréhension et leur inquiétude sans, la plupart du temps, l'humour glacé de ce parlementaire qui lançait : « Objectif 5 % ! Après tout, c'est après qu'on ait fait 5 % avec Defferre qu'on a commencé à se redresser... » (1). Incompréhension, notamment au CERES où l'on se demande pourquoi M. Jospin est subitement sorti de « sa boîte », alors qu'on juge que pendant quatre ans il n'a guère affirmé l'existence et l'autonomie de son parti, inquiétude et grogne chez les mitterrandistes « historiques », les anciens conventionnels.

Même si le conflit s'apaise, tranché ou non par M. Mitterrand, les socialistes devront désormais compter avec l'existence, dans leurs rangs, des « fabusiens » et des « jospinistes », puisque certains membres du PS commencent maintenant à se ranger d'eux-mêmes dans l'une ou l'autre catégorie.

Si le congrès de Toulouse doit faire la démonstration de l'unité du PS, les socialistes devront faire du chemin d'ici le mois d'octobre. D'autant que, sans doute pour ajouter une touche unitaire à l'ambiance sereine qui règne aujourd'hui au PS, les amis de M. Mauroy doivent demander (dans une conférence de presse que tiendront la semaine prochaine deux de leurs parlementaires) que certaines des réformes promises et non réalisées — comme la question du cumul des mandats — soient maintenant mises en chantier...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Allusion au score obtenu par M. Gaston Defferre à l'élection présidentielle de 1969, au pire moment de la V^e République, pour les socialistes.

Fabius-Barre même assise !

M. Fabius n'aime pas qu'on le compare à M. Giscard d'Estaing. Il l'a dit, jeudi matin 20 juin, aux anciens élèves de l'école des Hautes études commerciales qui l'avaient invité à leur petit déjeuner : « J'ai souvent dit, et je le répète, que la calvitie n'est pas un critère suffisant de comparaison politique. »

En revanche, M. Fabius admet qu'on puisse, d'une certaine façon, le comparer à M. Barre puisque, de son aveu même, la comparaison n'est pas, si l'on ose dire, sans fondement. Le chef du gouvernement, en effet, a confié à son auditoire le secret d'Etat suivant : « Je n'ai pas pu, à Matignon, reprendre la chaise de Mauroy. Il a les jambes plus longues que les miennes et je n'étais pas bien dans cette chaise. J'ai alors demandé qu'on recherche toute une série de chaises où je puisse m'asseoir correctement. Finalement, j'en ai essayé plusieurs et j'en ai choisi une. Terrible ! Trois mois après l'un des huissiers m'a dit : « Ah ! vous avez repris la chaise de M. Barre... »

Pour couper court à toute interprétation le premier ministre a tenu

à ajouter : « Plus fondamentalement je ne sais pas ce qu'est le barisme. Car il y a beaucoup de confusion mentale. Entre la théorie et la pratique nous avons vu, à cette époque, qu'il y avait beaucoup de différence. C'était une politique qui était, théoriquement, anti-inflationniste. Or cela n'a pas été le cas. De même, cette politique devait donner des possibilités d'action fortes aux entreprises pour qu'elles investissent. Or tout montre que cela n'a pas été le cas. Les concepts sont difficiles à rapprocher de la réalité... »

M. Fabius a d'ailleurs souligné que, personnellement il n'avait pas échappé à une certaine évolution sous l'effet de son « apprentissage » de la conduite des affaires du pays : « Mes convictions ne se sont pas modifiées mais elles se sont frottées sur le terrain dur de la réalité. On s'aperçoit qu'il y a des choses possibles et d'autres qui ne le sont pas. Je suis là pour dire les choses telles qu'elles sont. »

Ah ! la vertu pédagogique des fauteuils de l'hôtel Matignon !...

A. R.

Des radicaux et des socialistes s'associent

Contribuer au « renouveau du mouvement démocratique » en France : telle est la mission que se sont donnée plusieurs parlementaires, universitaires, fonctionnaires et responsables socio-économiques réunis dans une association, l'ARLIDEF (1), qui vient d'être créée. Ces personnalités, n'acceptent pas que l'opposition conservatrice « s'approprie à ce point le vocabulaire républicain » et que s'affirme ainsi progressivement un clivage « contre nature » entre « socialistes » et « républicains ». Lieu de rencontre qui entend transgresser les frontières partitiques, l'association s'est fixé pour objectif de vivifier le centre gauche. Parmi les douze membres du conseil de direction, figurent des députés — MM. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), François Massot (PS, Alpes-Hautes-Provence) et Raymond Julien (MRG, Gironde), — des personnalités du MRG — l'un de ses vice-présidents M. François Luchaire, — des élus locaux et des universitaires, comme Michel Soulié ou Claude Nicolet.

Une première liste des membres du comité de soutien a été rendue publique : sont signataires notamment MM. Pierre Bérégovoy, Jean Béranger (MRG, sénateur des Yvelines), Philippe Marchand (PS, député de Charente-Maritime), Jean Rigal (MRG, député de l'Aveyron), M^{me} Colette Chaigneau (MRG, députée de Charente-Maritime), Costa Gavarras, cinéaste.

(1) ARLIDEF : Association pour le renouveau du mouvement démocratique en France, 268, boulevard Raspail 75014, Tél. : (1) 297-67-20.

Cumul des mandats

DÉSACCORD PERSISTANT ENTRE LE PS ET LES DÉPUTÉS SOCIALISTES

Les députés socialistes, dans leur majorité, n'ont guère apprécié la décision du bureau exécutif de leur parti, qui a pris position contre un amendement qu'ils avaient préparé pour limiter le cumul des mandats. Rendant compte de la réunion du groupe du mardi 18 juin, M^{me} Véronique Neierzy, députée de Seine-Saint-Denis, a expliqué que le président de la commission des lois, M. Raymond Forni, avait fait part de sa déception et qu'il avait été soutenu par plusieurs parlementaires.

En l'absence de M. Lionel Jospin, c'est M. Bertrand Delanoë qui a exposé les arguments de la direction du PS. Il ne s'agit pas, a-t-il affirmé, d'un refus de principe mais de la constatation de la difficulté à se lancer dans une telle affaire sans qu'elle soit très sérieusement préparée. Or, le groupe de travail, constitué autour de M. Marcel Debarge, sénateur de Seine-Saint-Denis, n'avait pas achevé ses travaux.

Les députés ne désespèrent pas que l'affaire revienne à l'automne, soit dans un projet de loi spécifique, soit par le biais d'un amendement à un texte sur le fonctionnement des conseils régionaux.

« Le Mouvement gaulliste populaire (proche de la majorité) — se félicite de la volonté — exprimée par M. Fabius à Marseille de constituer « un rassemblement des forces de progrès, sans exclusive autour du président de la République » et ajoute : « Il est grand temps que le Parti socialiste assume ses responsabilités de principal parti de la majorité et qu'il abandonne son attitude actuelle qui est celle du carré des batteurs. »

LE PREMIER SECRÉTAIRE MET SON MANDAT EN JEU

Le PS doit conduire la campagne électorale et refuser de se dissoudre dans un « Front républicain »

« Mon mandat de premier secrétaire est entre vos mains », écrit M. Lionel Jospin dans la lettre, datée du jeudi 20 juin, qu'il a adressée aux membres du comité directeur du Parti socialiste, convoqué pour le 6 juillet.

M. Jospin livre à ses amis les éléments du débat qui l'oppose au premier ministre. Il donne ses propres réponses :

— Conception du parti : Le Parti socialiste est un parti souverain et démocratique ; il ne peut être conduit, à tout moment, que par ses instances élues, au plan national comme au plan de ses fédérations ;

— Conception stratégique : Le PS reste attaché à la stratégie d'union des forces populaires ; il ne croit pas souhaitable, ni d'ailleurs possible, de se dissoudre dans un « Front républicain ». Il entend être à l'occasion des élections législatives la force motrice d'un vaste rassemblement de gauche ;

— Conduite de la campagne : Le Parti socialiste dirigera lui-même, sur ses thèmes, sa campagne. Le premier secrétaire du PS observe que « le chef du gouvernement décide librement de ce que sera son rôle dans la bataille des élections législatives ». Le parti, écrit-il, lui apportera, sans subordination quelconque, une entière collaboration. Cela implique, dans l'esprit de M. Jospin, que la campagne des socialistes sera conduite par le PS « dans tous ses aspects » : thèmes politiques, mots d'ordre, alliances, décisions d'organisation et mobilisation des moyens nécessaires (meetings, matériel de campagne, affichage, etc.).

Dans la première partie de sa lettre, M. Jospin explique pourquoi il a jugé opportun de réagir ainsi, après le meeting organisé à Marseille par le premier ministre. Il observe que cette réunion publique a été interprétée comme le lancement de la campagne électorale et comme le signe que le premier ministre la conduirait. « Mettre ma réaction au compte de la susceptibilité ne peut être qu'une explication un peu mince », estime-t-il, en réponse à l'entourage de M. Fabius.

« Je ne suis disponible pour aucune guerre des chefs », écrit M. Jospin. « Je ne veux pas constituer à telle future fonction ? Je déclare vouloir régenter l'action gouvernementale ? Non ! »

« Le Parti socialiste doit-il rester un parti indépendant, conduit par ses dirigeants élus, ou doit-il être coiffé par le premier responsable gouvernemental, en particulier pour la campagne électorale, et donc, être dirigé de l'extérieur ? ajoute-t-il.

« Sur quelle stratégie et avec quel instrument mène-t-on la campagne ? Voici la deuxième question qui me préoccupe. Sur ces points, le premier ministre m'a déclaré qu'il n'avait aucune divergence. Je veux alors vous donner clairement mon analyse.

« J'ai entendu développer avec insistance depuis plusieurs semaines l'idée selon laquelle il faudrait substituer au Parti socialiste un « Front républicain ». C'est à cette idée que je veux répondre. Qu'il faille rassembler, c'est clair. Mais, pour cela, faut-il « dissoudre » le Parti socialiste ou, au contraire, mener campagne autour de lui ? Faut-il « quelque chose d'autre » moins le Parti socialiste ou le Parti socialiste plus quelque chose ? J'ai choisi. C'est autour du PS, d'un PS ouvert, accueillant à cette idée que je veux rassembler, affirmant son identité et son thème comme force socialiste, qu'on peut gagner en 1986. Parce qu'il faut d'abord rassembler les siens avant de gagner les autres. Parce qu'il faut maintenir pour les électeurs communistes une perspective, au moment où la crise du PC nous offre un champ plus vaste pour un grand parti de gauche. Parce que c'est ainsi que nos militants se mobiliseront.

« Et puis n'oublions pas le passé et l'avenir. Le Parti socialiste français, désigné par l'alliance à droite, éliminé et affaibli, est redevenu, sous la direction de François Mitterrand, un grand parti. C'est ce parti que l'on m'a confié et c'est celui-là que je veux faire vivre pour que nous le portions plus loin. Nous n'avons pas fait tout ce chemin depuis quinze ans pour le parcourir maintenant en sens inverse. La tâche historique qui est devant nous est de construire, dans les dix ou vingt ans qui viennent et comme dans plusieurs démocraties d'Europe, une grande force socialiste. Front républicain ou grand parti socialiste (certains peuvent même dire, s'ils le veulent : social-démocrate) ? Ce sont deux stratégies différentes. Je choisis la seconde. Car agir pour le socialisme suppose d'en vouloir l'instrument. A propos de l'ouverture des listes présidentielles par le PS aux élections législatives, M. Jospin estime qu'elle sera « forcément limitée ».

ANDRÉ FONTAINE.

Lisez
de l'Éducation

Grosses voix

Le débat sur le cumul des mandats a été l'occasion pour M. Jospin de faire entendre sa voix. Il a déclaré que le Parti socialiste devait rester un parti indépendant, conduit par ses dirigeants élus, et non être coiffé par le premier responsable gouvernemental. Cette position a été saluée par certains membres du parti, mais elle a aussi suscité des réserves. M. Jospin a insisté sur le fait qu'il ne voulait pas constituer à telle future fonction, mais qu'il déclarait vouloir régenter l'action gouvernementale. Cette déclaration a été interprétée comme un message clair : le Parti socialiste doit rester un parti indépendant, et non être absorbé par le gouvernement.

Le débat sur le cumul des mandats a été l'occasion pour M. Jospin de faire entendre sa voix. Il a déclaré que le Parti socialiste devait rester un parti indépendant, conduit par ses dirigeants élus, et non être coiffé par le premier responsable gouvernemental. Cette position a été saluée par certains membres du parti, mais elle a aussi suscité des réserves. M. Jospin a insisté sur le fait qu'il ne voulait pas constituer à telle future fonction, mais qu'il déclarait vouloir régenter l'action gouvernementale. Cette déclaration a été interprétée comme un message clair : le Parti socialiste doit rester un parti indépendant, et non être absorbé par le gouvernement.

Le débat sur le cumul des mandats a été l'occasion pour M. Jospin de faire entendre sa voix. Il a déclaré que le Parti socialiste devait rester un parti indépendant, conduit par ses dirigeants élus, et non être coiffé par le premier responsable gouvernemental. Cette position a été saluée par certains membres du parti, mais elle a aussi suscité des réserves. M. Jospin a insisté sur le fait qu'il ne voulait pas constituer à telle future fonction, mais qu'il déclarait vouloir régenter l'action gouvernementale. Cette déclaration a été interprétée comme un message clair : le Parti socialiste doit rester un parti indépendant, et non être absorbé par le gouvernement.

LISTES D'UNION OU

Les discussions entre l'UDF

Après une réunion à huis clos, jeudi 20 juin, à l'Assemblée nationale, les discussions entre les membres de l'UDF ont repris. Les membres de l'UDF ont discuté de la stratégie à adopter pour les élections législatives de 1986. Certains membres de l'UDF ont proposé de constituer une liste d'union avec le Parti socialiste, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de rester une force indépendante.

Après une réunion à huis clos, jeudi 20 juin, à l'Assemblée nationale, les discussions entre les membres de l'UDF ont repris. Les membres de l'UDF ont discuté de la stratégie à adopter pour les élections législatives de 1986. Certains membres de l'UDF ont proposé de constituer une liste d'union avec le Parti socialiste, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de rester une force indépendante.

Après une réunion à huis clos, jeudi 20 juin, à l'Assemblée nationale, les discussions entre les membres de l'UDF ont repris. Les membres de l'UDF ont discuté de la stratégie à adopter pour les élections législatives de 1986. Certains membres de l'UDF ont proposé de constituer une liste d'union avec le Parti socialiste, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de rester une force indépendante.

Après une réunion à huis clos, jeudi 20 juin, à l'Assemblée nationale, les discussions entre les membres de l'UDF ont repris. Les membres de l'UDF ont discuté de la stratégie à adopter pour les élections législatives de 1986. Certains membres de l'UDF ont proposé de constituer une liste d'union avec le Parti socialiste, tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité de rester une force indépendante.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Grosses voitures et cinéma fiscalement avantagés

Les possesseurs de Rolls, Jaguar et autres voitures de plus de 16 CV - qui toutes sont de marque étrangère - devraient pouvoir se faire rembourser une partie de la « super-vignette » qu'ils paient depuis 1983. Quant aux particuliers et aux entreprises qui souhaitent investir dans la production cinématographique, ils devraient bénéficier dès cette année de confortables avantages fiscaux, conformément à ce qu'avait annoncé le premier ministre le mois dernier. Tout cela est le résultat de deux amendements déposés par le gouvernement, lors de la discussion en deuxième lecture du projet portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le jeudi 20 juin à l'Assemblée nationale.

Ces deux nouveaux ajouts à un texte déjà qualifié de « fourre-tout » n'ont guère été appréciés par la totalité des députés, non pas tant à cause du fond que de la précipitation. Aussi, une réunion impromptue de la commission des finances les a repoussés. C'est aussi ce qui est arrivé en séance publique à celui sur la vignette. Voyant cela, M. Henri Emmanuelli a fait lever la séance juste avant que ne soit discuté l'amendement sur le cinéma. La suite de la discussion a été renvoyée à la séance de lundi après-midi ; d'ici là, il est raisonnable de penser que les députés auront le temps d'étudier les conséquences de ces deux textes, de revenir sur leur vote contre le premier, et, pour les socialistes, d'être convaincus par M. Fabius de la nécessité d'aider la production cinématographique.

Le premier ministre tient en effet énormément à cette disposition. C'est pourquoi il a voulu qu'elle entre en vigueur dès 1985, et non pas simplement en 1986, comme cela avait été un temps envisagé. Seulement, la Rue de Rivoli était très réticente devant les avantages tout à fait exorbitants du droit commun évoqués par M. Fabius. Les négociations ont été longues et difficiles et ne se sont achevées qu'en début de soirée jeudi.

Le texte gouvernemental propose finalement que l'aide transite par des sociétés qui devront avoir pour seule activité le financement en capital d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, et être agréées par les ministères des finances et de la culture. Les particuliers qui leur apporteront des fonds pourront les déduire en totalité dans la limite de 25 % des sommes déclarées pour le calcul de l'impôt ; les sociétés pourront-elles, dès la première année de leur investissement, « pratiquer un amortissement exceptionnel égal à 50 % de leur souscription dans la limite de la moitié des sommes effectivement versées ».

C'est la cour de justice des Communautés européennes qui contraint le gouvernement à faire un cadeau aux possesseurs de voitures de grosses cylindrées. Elle a en effet estimé, le 9 mai dernier, que puisqu'il n'y a pas de voitures françaises de plus de 16 chevaux, la taxe spéciale qui leur était imposée depuis 1963 était une discrimination pour les voitures étrangères, et donc contraire au traité de Rome. Obligé de s'y plier, le gouvernement propose que le coût de la vignette pour ces voitures progresse au même rythme que celui pour les véhicules de moindre puissance. Ceux qui ont trop payé pourront se faire rembourser si le Parlement avalise cela.

Au cours de la discussion de ce projet, il a été décidé, pour permettre à Gaz de France de réaliser l'opération que le Monde a annoncée dans ses éditions datées de vendredi, d'autoriser les établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial à émettre des titres participatifs. Pour le reste, si les députés ont accepté quelques modifications apportées par les sénateurs, ils en ont rejeté beaucoup d'autres, notamment celles ayant trait au droit des sociétés, estimant qu'elles n'avaient pas leur place dans un tel projet, et celle autorisant les sociétés privées à émettre,

comme les sociétés publiques ou coopératives, des titres participatifs. De même, l'Assemblée, contrairement au Sénat et au souhait de M. Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine), a décidé que les banques seraient entièrement soumises à la commission de la concurrence, comme l'avait promis M. Pierre Bérégovoy. Dans les mêmes conditions, elle a approuvé la prise directe par la Caisse des dépôts du rôle d'une des filiales, la Caisse de prêts aux organismes HLM, dans le financement des logements sociaux.

Par 277 voix (PS) contre 205 (RPR, UDF et PC), elle a accepté l'amendement proposé par le gouvernement dans l'affaire de la régulation de la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales : elles recevront 377 millions de francs, comme promis par M. Pierre Joxe, et non pas 1 207 millions, comme le mode

de calcul jusqu'alors en vigueur leur permettait d'obtenir.

Contrairement aux sénateurs, les députés n'ont pas voulu imposer à l'Etat une révision générale des valeurs locatives servant au calcul des impôts locaux en 1987. A la demande du gouvernement, ils ont aussi légèrement atténué les conditions du monopole qu'ils avaient accordées en première lecture aux experts en automobile.

Les députés socialistes ont ce même jeudi approuvé, en deuxième lecture, la loi de règlement du budget de 1983 que les sénateurs avaient repoussée (le Monde des 23 mai et 7 juin 1985). M. Gilbert Gantier (UDF, Paris) a, sans succès, demandé que ce texte soit jugé contraire à la Constitution, le gouvernement n'ayant pas le droit, d'après lui, d'appliquer à son vote la procédure d'urgence prévue pour les lois de finance.

Th. B.

Aménagement urbain et navires abandonnés

L'Assemblée nationale a définitivement adopté le jeudi 20 juin deux projets de loi.

● **L'aménagement urbain** : En quatrième et dernière lecture les députés sont restés fidèles aux grands principes qu'ils avaient approuvés en première lecture il y a un an (le Monde des 23 et 24 juin 1984). Ce texte accroit les pouvoirs des communes en matière d'aménagement urbain et leur permet de faire jouer leur droit de préemption pour l'achat de biens immobiliers. Les députés ont tenu compte d'un des souhaits émis par le Sénat : les chambres des métiers pourront exercer certains droits sur les communes lorsqu'il s'agit de réaliser des équipements commerciaux et artisanaux.

Ce texte autorise la construction sur les anciennes fortifications de Lille et de Paris - donc la ZAC Champeret - et l'ouverture de débits de boisson dans les cités HLM.

● **Navires abandonnés** : En deuxième lecture les députés ont

accepté l'intégralité du texte voté par les sénateurs, ceux-ci n'ayant d'ailleurs en rien remis en cause les principes essentiels de ce projet (le Monde des 18 avril et 11 mai 1985). Ce texte accorde des pouvoirs étendus à l'administration pour mettre fin au danger que peut représenter la présence de navires ou d'engins flottants abandonnés.

● **Urbanisme au voisinage d'aéroports** : Les deux chambres du Parlement n'ont pas pu encore se mettre d'accord sur ce projet qui limite l'urbanisation dans les communes voisines des aéroports (le Monde des 16-17 décembre 1984 et 24 mai 1985). En troisième lecture les députés ont adopté des solutions transactionnelles sur les deux points restant en discussion : la marge de manœuvre de l'administration pour la limitation de la zone la plus éloignée des aéroports a été réduite ; la composition de la commission consultative pouvant être créée pour chaque aéroport a été précisée par la loi.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

« Nous subissons une certaine occupation » affirme M. Dick Ukeiwé

De notre correspondant

Nancy. - « Nous ne pouvons pas accepter le plan Fabius. Créer quatre régions en Nouvelle-Calédonie, c'est arriver, dans les faits, à l'application d'un apartheid total », a déclaré jeudi 20 juin à Nancy M. Dick Ukeiwé, invité par le Club 89. De retour en métropole, le président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie a ajouté : « Le gouvernement veut enrichir et fait miroiter tout ce qui peut faire plaisir aux indépendantistes, puisqu'il les a même laissés aller jusqu'au crime en toute impunité. Depuis 1981, nous subissons ce que la métropole a subi en d'autres temps. Une certaine occupation ».

M. Ukeiwé estime que, pour l'instant, il n'y a aucune raison pour que le nouveau haut commissaire, M. Bernard Wautaux, soit mal accueilli dans le territoire, s'il s'en tient strictement à sa mission « qui est d'appliquer les lois de la

République dans les compétences de l'Etat ». M. Ukeiwé a alors rappelé que, selon lui, M. Pisani n'a jamais rempli sa mission : « Il était donc indigne de représenter la République. Je n'aurai jamais de relations avec M. Pisani, dit-il, même en tant que ministre, dès lors qu'il ne se situe pas dans la légalité républicaine. Le mot d'indépendance entre lui et moi est un cadavre qui ne nous permettra plus de nous rencontrer ».

Le président du gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie a conclu en réaffirmant sa volonté de voir s'organiser un référendum d'autodétermination si, en 1986, la gauche perd les élections législatives : « Si les Calédoniens veulent rester français, il n'y aura plus lieu de les chatouiller tous les six mois en voulant leur imposer un nouveau statut ».

J.-L. B.

EN BREF

● **Rencontre Marchais-Aalto**. - MM. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, et Arvo Aalto, président du PC de Finlande, se sont rencontrés le mercredi 18 juin, à Paris, et, dans une déclaration commune, ils soulignent, notamment, « la pleine actualité de l'acte final [d'Helsinki], des principes de la coexistence pacifique (...), des engagements pris par tous les Etats participants pour la détente, la sécurité et le désarmement, la coopération économique et culturelle, et les droits de l'homme ».

● **Le PCF et l'Afrique du Sud**. - M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, a adressé au premier ministre une lettre dans laquelle il proteste contre l'accroissement du volume des échanges entre la France et l'Afrique du Sud, en 1984, et réclame des sanctions contre ce dernier pays à la suite de l'entrée de ses troupes au Botswana et de ses initiatives en Namibie et dans la province anglaise de Cabinda.

Gérard Beaudoin
Les Dogons du Mali
Des agriculteurs, célèbres dans le monde entier par les masques richement travaillés que portent leurs danseurs.
"Civilisations", un vol. : 69 F
ARMAND COLIN

LISTES D'UNION OU LISTES SÉPARÉES

Les discussions s'engagent entre l'UDF et le RPR

Après une réunion à huis clos qui, jeudi 20 juin, a rassemblé à l'Assemblée nationale quelque trois cents élus et responsables de l'UDF pour traiter de la préparation des élections législatives et régionales, M. Jean Lecanuet, président de la confédération, a rappelé les « objectifs de l'UDF : faire gagner l'opposition nationale en dépit de la proportionnelle imaginée par le chef de l'Etat. La meilleure réponse à apporter, a-t-il souligné, c'est l'entente RPR-UDF ». Cette entente est « la condition du succès » pour M. Lecanuet qui a insisté sur « l'attente profonde » des Français, « leur demande d'union ». Reste le choix de la méthode. Listes d'union ou listes séparées ? L'UDF exprime une nette préférence pour la première solution. « Il y aura beaucoup plus de listes d'union que de listes séparées », a prédit M. Lecanuet au moment où de nombreuses voix au RPR plaident en faveur de listes séparées. Si l'UDF préfère les listes d'union, elle reste néanmoins « disponible pour les deux stratégies », a ajouté M. Lecanuet qui juge d'autre part, que cette question doit être discutée dans le cadre des négociations souhaitées par M. Jacques Chirac pour aboutir rapidement à l'élaboration d'une plateforme commune de gouvernement. L'UDF est d'accord pour, selon les termes employés par M. Jean Lecanuet, « ouvrir un dialogue confiant et amical avec le RPR avant la fin de ce mois ou le début de l'autre ». Mais il s'agit de bien lier les deux réflexions : celle qui porte sur « les grandes lignes d'action pour l'avenir » et celle qui a trait aux « choix électoraux dans les départements ». M. Toubon, secrétaire général du RPR souhaiterait, pour sa part, que vers la mi-juillet les noms des têtes de listes soient publiés par quatre-vingts départements environ sur cent.

M. Barrot, CDS ; M. Rossinot, rad. ; M. Mestre, adhérents directs ; M. Lamassoure, clubs Perspectives et Réalités ; M. Santini, PSD), cette commission, placée sous l'autorité de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déjà examiné deux tiers des régions. Elle pense pouvoir commencer les négociations avec le RPR dès la fin du mois de juin, mais ne juge pas utile, à la différence du RPR, de publier tout vite les noms des têtes de listes.

Au RPR, la commission constituée lors du congrès extraordinaire du 1^{er} juin pour donner des investitures, se réunira à partir de la semaine prochaine. Présidée par le secrétaire général du RPR, elle comprend les présidents des groupes parlementaires (MM. Labbé et Pasqua), le secrétaire national aux élections (M. Charttron), deux anciens secrétaires généraux (MM. Pons et Bord), un représentant des cadres du mouvement (M. Borotra), un représentant des députés (M. Bergelin, Haute-Saône) et le secrétaire national chargé des relations avec les mouvements de l'opposition (M. Roger Romani, sénateur de Paris).

C. F.-M.

PIANOS DAUDE
LOCATION 280 f/mois
VENTE 252 f/mois
CREDIT CREG jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

LU
« UNE CERTAINE IDÉE DU CENTRE », d'Olivier Stirn

Une nécessité

La centre existe, Olivier Stirn l'a rencontré. Gaulliste, ménédiste, l'ancien ministre de Georges Pompidou et de M. Valéry Giscard d'Estaing tire la leçon de ses vingt-cinq ans de vie politique : une union large est plus conforme au « génie national » des Français qu'une « artificielle coupure entre la gauche et la droite ». A ceux qui lui reprocheraient ou se moqueraient de ses allégeances successives et variées - hier dans l'opposition, aujourd'hui bien proche de la majorité - le député non inscrit du Calvados offre une défense et illustration de sa démarche sur le thème : ce n'est pas moi mais les autres qui changent. N'est-ce pas le gaullisme et la radicalité qui l'ont, dit-il, convaincu de la nécessité du progrès économique doublé du dialogue social, de la défense des droits de l'homme en prenant en considération des droits nouveaux, du sens de l'Etat accompagnés de la volonté de créer des régions ?

Le centre, plaide-t-il, est « nécessaire », aux hommes politiques, à la France et aux citoyens qui sont fascinés par les extrêmes aux propositions simplistes et lassés des querelles entre une droite qui se radicalise et une gauche qui se divise.

Tenter de construire le centre en voie de réhabilitation est légitime après les déceptions engendrées par les expériences de droite et de gauche. C'est ce qu'Olivier Stirn propose en expliquant la démarche qui l'a conduit à fonder, il y a un peu plus d'un an, l'Union centriste et républicaine, censée servir de « liaison avec le centre droit, la tendance gaulliste authentique et la fraction réformatrice de l'UDF ». Ce futur centre, il ne le conçoit nullement comme « un compromis sans saveur », mais « une série d'options fondamentales, une manière d'être, d'évoluer, la société et de faire vivre une civilisation ».

A. Ch.
* Albin Michel, 183 pages, 65 F.

● **Création de Mairie 2000**. - L'association Mairie 2000, qui vient d'être créée sous l'égide de l'Association des maires de France, de la Caisse des dépôts et consignations et de la Caisse pour l'équipement des collectivités locales, est destinée à « la valorisation de la formation et de l'information des élus ». Présidée par M. Marc Bécan, sénateur RPR Finistère, maire de Quimper, Mairie 2000 a pour mission « de promouvoir des actions de formation s'appuyant sur des initiatives locales, de favoriser la sensibilisation des élus aux techniques nouvelles de gestion et de communication et d'apporter une contribution financière aux opérations de formation ou d'information initiées par les associations départementales des maires ».

● **L'ambassadeur soviétique à Colombey - les - Deux - Eglises**. - M. Youli Vorontsov, ambassadeur de l'Union soviétique en France, a déposé, le mercredi 18 juin, une gerbe sur la tombe du général de Gaulle, au cimetière de Colombey-les-Deux-Eglises, à l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme et du quarante-cinquième anniversaire de l'appel du 18 juin. L'ambassadeur était accompagné par une délégation du Comité soviétique des anciens combattants, dirigée par le général Giorgi Zakharov, qui commandait la 33^e division aérienne, au sein de laquelle a combattu l'escadron français Normandie-Niemen.

KOLAKOWSKI
Qu'en serait-il si Dieu n'existait pas ?

L'ESPACE INTERIEUR
LESZEK KOLAKOWSKI
PHILOSOPHIE DE LA RELIGION
traduit de l'anglais par Jean-Paul Londeix
FAYARD
304 pages 98 F

société

NOUVEAUX DÉBATS SUR LE PASSÉ DE M. LE PEN EN ALGÉRIE

Le président du Front national poursuit « Libération »

On ne prend pas les mêmes, mais on recommence : le procès en diffamation intenté par M. Jean-Marie Le Pen au quotidien *Libération* ne diffère pas tellement de celui que le président du Front national avait engagé contre le *Canard enchaîné* et qu'il devait perdre le 18 avril (*le Monde* du 20 avril). Si, au banc des prévenus, M. Serge July succède à M. Roger Fresco, si les témoins cités d'un côté comme de l'autre ne sont pas non plus toujours les mêmes, le fond de l'affaire demeure, lui, identique. Il porte toujours sur les activités en Algérie de M. Le Pen, à l'époque où il était lieutenant au 1^{er} régiment étranger de parachutistes (1^{er} REP), et sur sa participation ou non à des tortures infligées à des suspects au temps de la bataille d'Alger, entre janvier et mars 1957.

Cependant, les deux numéros de *Libération* du 12 février et du 20 mars 1985, dans lesquels furent présentées successivement deux longues enquêtes sur le sujet, et dont il faut bien dire qu'elles firent durant quelques jours l'événement, portent contre l'ancien officier une accusation complémentaire. Aux déclarations de quatre Algériens sur lesquelles s'appuyait déjà le *Canard enchaîné*, elles ajoutent celles d'un cinquième, M. Mahfoud Abdelhak, selon lequel M. Le Pen exécuta sommairement un jeune homme d'une balle de revolver.

C'est en cela que diffèrent les deux procès. Car si M. Le Pen, tout en niant avoir été personnellement un tortionnaire, a pu déclarer que, s'il avait reçu l'ordre de recourir à la torture, il l'aurait obéi, en revanche, il n'a jamais tenu de propos pouvant justifier d'une façon ou d'une autre une exécution sommaire. Dès lors, le tribunal au moment du jugement pourra-t-il sur ce point très précis reprendre l'argumentation de son arrêt du 18 avril dans l'affaire du *Canard*, argumentation qui consistait à dire que l'on ne peut se sentir atteint dans son honneur par une accusation de torture dès lors qu'on approuve le principe et la pratique de cette torture. Reste alors évidemment l'excuse de la bonne foi.

Cette bonne foi, *Libération* l'invoque, et M. Serge July, son directeur de publication et directeur de la rédaction, indiquant au passage qu'il

n'a pas « la réputation d'un imbécile », a bien précisé les raisons des enquêtes menées par ses journalistes. Il ne s'agissait pas de faire le procès de la torture en Algérie, qui est un fait acquis. Il ne s'agissait pas davantage de viser M. Le Pen pour ses activités présentes de président du Front national, « car on peut être d'extrême droite et même xénophobe sans approuver la torture ». Non, il s'agissait simplement de faire connaître le passé d'un homme politique, aujourd'hui député européen, qui prend de l'importance et brigue ouvertement la présidence de la République. Donc pas d'ambiguïté.

Reste alors la valeur de l'enquête sur ce passé. Parmi les témoins de M. Le Pen, qui, cette fois, avait fait venir MM. Edouard Frédéric-Dupont, député, Olivier Lefèvre d'Ormesson et le colonel Triquar, adjoint du général Massu en 1957 à Alger, il en est un, M. Michel Glaser, ancien capitaine au 1^{er} REP, qui est venu dire que c'était lui l'auteur de l'une des interpellations que M. Jacques Chevalier, ancien maire d'Alger, dans un document reproduit par *Libération* et déjà cité lors du procès contre le *Canard enchaîné*, attribue au lieutenant Le Pen.

Multiples vérifications

Pour le reste, on a écouté longuement M. Lionel Duroy, journaliste à *Libération*. Il a exposé par le menu la façon dont il conduisit son enquête, les multiples vérifications et recoupements auxquels il se livra, tant à Alger, où il vérifia dans leurs moindres détails l'authenticité des déclarations qu'on lui faisait, qu'à Paris, où il rencontra le général Massu et d'autres personnalités qui, à l'époque, eurent à jouer des rôles militaires ou politiques.

Il précise que certains témoignages furent volontairement écartés, faute de certitudes suffisantes. Il prit même le soin de retrouver un ancien légionnaire du 1^{er} REP, M. Wilhelmus Vaal, citoyen néerlandais qui, à la barre, confirma en tous points ce qu'il avait déclaré au journaliste et attesta de l'exacte reproduction par ce dernier de ses propos. Sur une question du

substitut, M. Philippe Bilger, M. Duroy précisa qu'il avait entrepris son travail sans a priori et que, si les personnes interrogées avaient infirmé les accusations, il aurait rapporté leurs propos de la même façon. Il resta à entendre les témoins algériens.

Tout au long de cette audience, M. Le Pen n'est pas intervenu, laissant à son avocat, M. Georges-Paul Wagner, le soin de contre-interroger. Il est vrai que le président du Front national s'était fait remarquer dès le début de l'audience. Durant une suspension, il s'en était pris brusquement au substitut, M. Bilger, lui jetant à brûle-pourpoint : « Dites donc, vous, vous n'auriez pas milité par hasard dans mon parti ? ». Et comme M. Bilger avait relevé le propos, le jugeant inadmissible, M. Le Pen avait réchappé par une phrase sibylline sur le passé du père de M. Bilger, ce qui évidemment n'arrangeait rien.

Le représentant du ministère public ayant porté l'incident à la connaissance du tribunal, en disant que, dans ces conditions, il se demandait s'il pourrait faire l'effort suffisant pour requérir objectivement, on put croire que M. Bilger allait céder la place à un autre magistrat du parquet. Après palabres en coulisse, M. Le Pen consentit une excuse : « Je n'ai voulu outrager à aucun moment M. le substitut ». Ayant dit, il demeura coi, et l'audience ainsi poursuivait son chemin.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

UN COLLOQUE DE L'INSTITUT DE CRIMINOLOGIE DE PARIS

Les espions sont partout

L'espion d'aujourd'hui ne s'intéresse pas seulement aux secrets militaires, mais à tout ce qui fait la réputation d'un pays et sa puissance, de la robe de haute couture au micro-processeur. Contre ce fléau, les États modernes ont tendance à exagérer leur protection. Réflexe naturel, mais périlleux pour les libertés car, à la longue, l'espionnage peut miner la démocratie.

Cette inquiétude a souvent affleuré lors du colloque organisé les mercredi 19 et jeudi 20 juin à l'Institut de criminologie de Paris. Ces Treizièmes journées d'étude avaient pour thème « la protection des secrets de la nation », et leurs conclusions sont décourageantes : les espions sont partout. Ils sont partout, parce que, pour un pays industriel, tout est utile. Il y a quelques années, a raconté M. Elie Vannier, rédacteur en chef de RTL, les Soviétiques s'intéressaient beaucoup à certains jeux vidéo vendus dans le commerce aux États-Unis.

Il avait raison, les circuits électroniques utilisés pour ces jeux servaient aussi à fabriquer des missiles militaires : en moissonnant tout ce qui leur tombait sous la main, du gadget à l'ordinateur domestique, les Soviétiques auraient ainsi gagné sept ans de recherches.

Dans cette quête du sensationnel ou de l'inédit, l'ordinateur est l'arme presque absolue. Une myriade d'informations éparse sont le plus souvent indéchiffrables, mais enragées dans une mémoire informatisée qui les trie et les hiérarchise, elles deviennent explicites. C'est trop peu.

C'est pourquoi les services spéciaux attachent tant d'importance à cette forme de collecte, que M. Henri Dutenneville, avocat général à la Cour de cassation, a appelée « le ramassage des feuilles mortes ».

A compiler ainsi les renseignements anodins, les secrets les mieux gardés finissent par être perçus à jour. De là une méfiance maladroite illustre la multiplication des documents classés « confidentiel-défense », « secret-défense » et « très secret-défense » : tellement maladroite que la classification finit par ne plus impressionner personne, a remarqué M. François Cailleteau, directeur de la fonction militaire et des affaires juridiques au ministère de la Défense.

Le retard de la loi

Pour autant, il faut se garder de tout angélisme. Le perfectionnement des techniques de l'espionnage et la diversification de son champ d'action justifient une vigilance de tous les instants. Mais, comme cela arrive souvent, les textes de loi ont du retard. Les tribunaux vivent toujours sous le régime de l'ordonnance de 1960, qui réprime les délits contre la sûreté de l'État. Démarquages du code pénal de 1810, la trousse d'articles qui leur sont consacrés manifestent une préoccupation presque exclusive de la défense nationale. Un seul de ces articles sanctionne « les infractions économiques essentielles » de la nation. C'est trop peu.

On s'active au ministère de la justice à revoir ces articles (*le Monde* du 7 mai), mais, sous prétexte de moderniser des textes pleins de lacunes, il ne faudrait pas tomber dans l'excès inverse qui serait une société sous haute surveillance, où le fichage informatisé des individus serait systématique, où la libre circulation de l'information serait entravée, un danger qui préoccupe M. Jacques Robert, directeur du Centre d'études et de recherche de la Défense. A suivre cette pente, on empêcherait vite toute publication de revues scientifiques.

Le dilemme, a résumé M. Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie de Paris, est le suivant : « Peut-on concilier le respect des libertés publiques et la protection des secrets à la fois plus nombreux et plus menacés ? ». C'est une faiblesse des démocraties que de se laisser piller ; c'est aussi une preuve de leur capacité d'innovation et un hommage à la liberté dont bénéficient leurs citoyens, mais il ne faudrait pas, à la longue que cette tolérance devienne trop hétéroclite.

B. L. G.

● Un nouveau directeur à l'Institut de criminologie de Paris. — M. Jean-Claude Soyter, qui est professeur de droit pénal et fut l'un des inspirateurs de la loi « sécurité et liberté » devrait succéder à la prochaine rentrée à M. Jacques Léauté, ancien directeur de l'Institut de criminologie de Paris. M. Léauté, à un an de sa retraite universitaire, a décidé de devenir avocat.

ÉDUCATION

Le projet de loi sur l'enseignement professionnel

- Toutes les formations techniques seront révisées
- Trois nouveaux baccalauréats à la rentrée
- Les universités de technologie pratiqueront la sélection

Le gouvernement n'a pas chaboté depuis le soir du 22 mai dernier où M. Fabius a annoncé, dans son quart d'heure télévisé, « Parlons France » qu'il préparait une « loi-programme sur l'enseignement technique ». Après des discussions menées tambour battant, le premier ministre a rendu en début de semaine les derniers arbitrages — en particulier financiers, — et le projet de loi, qui compte seize articles, est maintenant prêt. Il est actuellement en discussion au Conseil économique et social et devrait être soumis au conseil des ministres le 3 juillet. Il serait aussitôt déposé à l'Assemblée nationale, pour être discuté à la session d'automne. Le coût total de la réforme est estimé à 10 milliards de francs.

Si cette rapidité d'exécution retient l'attention, c'est qu'elle touche un projet dont l'ambition est considérable et dépasse de loin une simple réforme de l'enseignement

professionnel. C'est en fait à un réajustement général de l'enseignement français que s'achève le projet. Les auteurs et en particulier M. Roland Carraz, secrétaire d'État chargé de l'enseignement technique et technologique, de façon à accorder celui-ci à la mission de modernisation de l'économie nationale que s'est fixée le nouveau gouvernement.

Il faut noter aussi que ce projet a pu être conduit aussi rapidement grâce à l'important travail de réflexion mené en même temps par la « mission Bloch » sur les relations entre l'éducation et l'entreprise, qui a permis aux représentants de l'enseignement et des milieux professionnels d'étudier l'ensemble des problèmes posés.

Trois filières équivalentes

Trois principes généraux inspirent cette réforme :

1. Introduire la technologie et notamment l'informatique dans l'ensemble de l'enseignement, depuis les classes élémentaires jusqu'aux universités. Cela a commencé avec le « plan informatique » dans les classes primaires et les collèges. L'effort sera poursuivi dans les lycées.
2. Offrir aux élèves à la sortie du collège (après la troisième) le choix entre trois filières de formation ayant un attrait et un statut équivalents : — l'enseignement général, qui conduit (en trois ans) aux baccalauréats d'enseignement général, puis aux études supérieures longues ; — l'enseignement technologique, qui conduit (en trois ans) aux baccalauréats technologiques (les actuels bacs de technicien), puis aux études supérieures courtes (instituts universitaires de technologie, brevets de technicien supérieur) ; — l'enseignement professionnel, qui conduit (en quatre ans) aux futurs baccalauréats professionnels, en passant par le BEP (brevet d'enseignement professionnel) ou les CAP (certificats d'aptitude professionnelle). Ces nouveaux baccalauréats permettront théoriquement l'accès aux études supérieures, mais leur finalité sera essentiellement professionnelle et ils doivent déboucher sur un métier.
3. Accroître considérablement le nombre des lycées — qui devront passer de 1 200 000 actuellement à 1,4 million en 1990 et 2 millions en l'an 2000 — et des diplômés (80 000 élèves devraient atteindre le niveau du baccalauréat professionnel en 1990 et 180 000 en l'an 2000).

Cette conception globale conduit les auteurs de la réforme à proposer une révision de l'ensemble des formations technologiques et profes-

sionnelles. Il est précisé dans le projet de loi que celles-ci seront « soumises à une procédure d'évaluation » et que « leurs contenus seront périodiquement actualisés ». Concrètement, cela signifie que toutes les formations existantes devront être réexaminées pour voir si elles correspondent aux réalités de l'emploi et des techniques. Cette révision a commencé cette année pour les BEP et les CAP de la mécanique. Elle touchera l'an prochain ceux du bâtiment et du secteur textile. Elle devra s'étendre, dans les cinq ans à venir, à la totalité des diplômés de l'enseignement technique court et aux baccalauréats techniques.

Un soin particulier sera apporté à la création des nouvelles formations pour qu'elles correspondent à des spécialités précises. M. Carraz souhaite en particulier que ces créations soient l'occasion de mettre au point des styles de formation entièrement nouveaux et mieux adaptés aux intérêts des élèves. Une part importante, variable selon les branches, sera assurée directement en entreprise, en situation de responsabilité.

Un bac de dépanneur

Quelques baccalauréats professionnels (de trois à cinq) pouvant servir de modèles seront créés dès la rentrée prochaine dans des domaines où les formations sont déjà présentes : l'entretien et le dépannage des appareils électroménagers (par transformation d'un diplôme créé par la profession et existant depuis cinq ans) ; la carrosserie automobile ; la maintenance des systèmes de reproduction automatisée ; la vente et la représentation ; la maintenance des réseaux télématiques. Trois ou quatre nouveaux bacs professionnels seront ensuite créés chaque année, pour aboutir à une vingtaine en 1990.

Les diplômés de l'enseignement technologique et professionnel pourront s'acquies par la formation initiale et continue. Un élève abandonnant ses études sans diplôme se verra remettre « une attestation des connaissances et compétences acquises », lui permettant de les reprendre ultérieurement, le but étant, explique M. Carraz, qu'« aucun jeune ne sorte de l'école sans rien en poche ».

Les formations professionnelles sont données dans les lycées professionnels, qui proviendront de la transformation progressive des actuels lycées d'enseignement professionnel (LEP).

Au moins cinq universités de technologie seront créées pour assurer les formations des nouveaux ingénieurs, dont le nombre passera de 7 700 à 10 000 d'ici à 1990. Ces établissements recruteront sur concours ou sur dossier, après le baccalauréat ou après le premier cycle universitaire. Seront également créés des centres polytechniques universitaires, qui auront le statut d'écoles internes aux universités.

FREDERIC GAUSSEN.

UN NOUVEAU CORPS DE PROFESSEURS

A enseignement nouveau, personnel nouveau. M. Carraz prévoit de créer un nouveau corps d'enseignants pour exercer dans les lycées professionnels. Dans ces établissements, qu'il souhaite de haut niveau, le secrétaire d'État estime nécessaire que l'enseignement soit dispensé par des professeurs certifiés comme cela se fait dans les lycées d'enseignement général. Il prévoit donc la mise en place d'un nouveau concours de recrutement, le certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel (CAPEP), qui permettrait aux candidats admis de bénéficier, comme leurs collègues certifiés des lycées, d'une année supplémentaire de formation.

Le secrétaire d'État estime que deux types de recrutement devraient exister pour l'accès à ce nouveau corps. Un concours externe serait ouvert aux titulaires d'une licence, d'un titre d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent. Mais il existerait aussi un concours interne réservé aux actuels professeurs de lycées d'enseignement professionnel (LEP). Il s'agit donc de permettre à ces enseignants de postuler à une qualification supérieure, non pas par une simple promotion à l'ancienneté, mais par la préparation et l'obtention d'un concours. C'est une situation nouvelle dans l'éducation nationale, où traditionnellement la création de cycles de formation s'accompagnait quasi-systématiquement d'une réorganisation de la situation des personnels.

S. B.

Le double outrage de Coluche

Michel Colucci, dit Coluche, a été condamné, jeudi 20 juin, à deux mois de prison pour avoir outragé un gardien de la paix, auquel il devra verser 3 000 francs de dommages intérêts en réparation du préjudice moral.

Le 2 février 1985, Coluche avait abrevé d'injurier un policier qui avait pourtant pris la peine de l'inviter courtoisement à retirer sa voiture d'un couloir d'autobus pour éviter une mise à la fourrière. Devant tant d'ingratitude, le fonctionnaire releva le délit d'outrage et Coluche fut cité à comparaître devant la 14^e chambre correctionnelle de Paris.

Distraction d'artiste ? Mépris de la justice, ou crainte de croquer M. Le Pen, qui occupait les débats de la chambre d'en face ? Coluche n'est pas venu. « Je suis déçu », soupire M. Jean Grimaldi, substitut du procureur de la République. Mais l'absence du prévenu doublait l'outrage, et le magistrat fustigea son comportement envers le policier : « Lorsqu'il est sorti du tribunal, il devient un citoyen comme tout le monde, il n'a plus le droit de se conduire comme un voyou ». Fiellement, le substitut révéla que le parquet « avait été patient » en classant sans suite deux affaires similaires et que, de plus, Coluche avait déjà une condamnation à son casier pour délit de fuite.

La modernisation de la police

M. PIERRE JOXE OBTIENT LES CRÉDITS DEMANDÉS

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a obtenu le feu vert du gouvernement pour le financement du plan de modernisation de la police qu'il a mis au point au cours des deux derniers mois (*le Monde* du 20 juin). Après avoir été soumis à l'examen du Conseil d'État, le projet de loi élaboré par M. Joxe sera présenté au conseil des ministres du 26 juin.

Pour ce plan à court, moyen et long terme sur cinq et dix ans, le ministre de l'intérieur avait demandé un financement de 1 milliard de francs pour la première année d'application, en 1986.

Après de laborieuses discussions avec les services du ministère de l'économie, des finances et du budget, M. Joxe, qui avait estimé que le minimum indispensable pour le démarrage de son plan était d'environ 800 millions de francs, a obtenu des crédits qui devraient se situer entre 900 millions et un milliard de francs.

En évoquant la série d'injures scatologiques énumérées par le président Jacques Duclos, le substitut a qualifié Coluche de « La Bruyère des vespasiennes », en précisant avec regret : « J'aurais aimé lui dire que c'était facile de porter le badge ». Touché par ce mot, mais qu'il fallait avoir le respect des autres et ne pas faire de racisme antipolicière, j'ai très vite dans mes réquisitoires. La vedette, l'idole, est un exemple. Je vous demande d'infliger trois mois de prison, dont deux avec sursis.

Le tribunal a été plus loin encore dans son jugement, en prononçant deux mois de prison ferme et en accordant la somme que M. Christine Sigaut-Corneaux avait réclamée au titre des dommages intérêts pour le fonctionnaire outragé.

Coluche dispose de dix jours pour interjeter appel du jugement.

M. P.

● Poursuivi pour homicide involontaire, M. Louis Jung est relaxé. — M. Louis Jung, sénateur du Bas-Rhin (UC), a été relaxé par le tribunal correctionnel de Saverne devant lequel il était poursuivi pour homicide involontaire (*le Monde* du 15 juin). Le jugement estime que le sénateur ne peut pas être considéré comme gérant de fait de la société dont il s'occupe.

Le parc d'attractions Paradialand, à Berg (Bas-Rhin), où, en avril 1982, un adolescent âgé de quatorze ans, Jean-Georges Brua, était mort, brûlé vif, dans un accident de travail. En revanche, la gérante de la société, M^{me} Emma Rieger, a été condamnée à six mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende, ainsi qu'à de nombreuses amendes pour infraction au droit du travail. Le principal employé du parc d'attractions, M. Camille Tassch, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 3 000 F d'amende. — (Corresp.)

LE PARADIS C'EST LES AUTRES...

Rude matinée, mercredi 19 juin, pour les candidats à l'épreuve de français du baccalauréat dans plusieurs académies de l'ouest de la France. Un des trois sujets proposés consistait à résumer un texte extrait d'Albert Camus. Il était écrit, sur l'imprimé distribué aux candidats : « L'artiste sait que rien n'est simple et que l'autre n'existe pas... » Camus avait écrit : « L'artiste sait que l'autre existe ».

L'administration a fait rectifier cette erreur une heure après le début des épreuves. Ces dernières ne seront pas annulées, mais les différents recteurs « demandent aux jurys de tenir compte du fait que les candidats n'ont eu que trois heures au lieu de quatre pour composer ».

ANGLAIS COVENT GARDEN LONDRES

Débutants à élèves avancés. Cours longs et courts. Nous nous occupons de l'hébergement.
Sels College
Londres
Agréé par le British Council
84-85 Long Acre, London WC2E 9JH (Angleterre)
Tél. : (44) 1-240 2581, Téléc. : 288312 Wescom Selscol
6 A 9 ETUDIANTS PAR CLASSE COURS INDIVIDUELS

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS DISQUES BBCE
8, rue de Béri - 75008 Paris

le nouvel
Observed

هكذا من الأهل

SOCIÉTÉ

RELIGION

Le cardinal Ratzinger et Vatican II

La publication du livre-interview du cardinal Joseph Ratzinger (le Monde du 19 juin), dans lequel le préfet de l'ex-Saint-Office dresse un bilan négatif du concile Vatican II, commence à susciter diverses réactions. Le Père Jean-Robert Armogathe approuve chaleureusement l'analyse du cardinal, qu'il replace dans « vingt siècles d'espérance, par un retour aux

sources authentiques », alors que le professeur Jean Delumeau constate, au contraire, que l'auteur est « mal à l'aise avec l'histoire, qu'il maltraite ou qu'il gomme ». Ce débat ne fait que commencer, dans la perspective du synode extraordinaire de novembre prochain, convoqué par Jean-Paul II pour faire précisément un bilan du concile.

L'intelligence de la vérité

par JEAN-ROBERT ARMOGATHE (*)

L'ENTRETIEN du cardinal Ratzinger sur la foi est sans doute un événement : il n'en est pas moins intéressant pour autant. D'abord, par l'effort de présentation de la foi catholique qui s'y trouve tenté ; et ensuite par l'écoute des réponses proposées. Il est clair que l'enjeu n'est plus de parler « du Concile », mais de prendre acte de la vitalité renouvelée de l'Eglise, montrée dans les cinquante dernières années comme dans vingt siècles d'espérance. Vatican II appartient à l'héritage de la foi : nous vivons le temps de l'inventaire, dans une Eglise d'héritiers, sans ressentiment ni nostalgie.

L'âge des médias permet de retrouver cet art du dialogue, où la pensée occidentale reconnaît ses origines. Et, après Jean-Paul II dialoguant avec André Froese, voici que Joseph Ratzinger s'entretient avec Vittorio Messori. Sans doute l'entretien est truffé de textes écrits, notes et articles du théologien Ratzinger, et la traduction, au style un peu précaire et désuet, affligée d'hésitations typographiques, ne rend pas toujours justice à un original italien-allemand. Il reste que, si les questions sont parfois agaçantes, les réponses sont directes. Ratzinger vise toujours au centre, négligeant une approche plus fleurie ou plus diplomatique. C'est la vérité qui libère, tandis que la complaisance, les compromis, les demi-mesures asservissent et oppriment. Aussi Ratzinger, en un sens, offre à chacun sa vérité. Ce qui peut surprendre ou blesser : il reste que seule l'Eglise de Jésus-Christ peut se per-

mettre d'avoir avec le monde ce dialogue de vérité, comme instance critique des idéologies. Loin de réduire quiconque au silence, cet entretien prolonge des voies de dialogue.

Ratzinger, en effet, ne se contente pas du ressassement intégriste ; faisant éclater tous les conformismes, il renouvelle l'intelligence de la foi par un retour aux sources authentiques : l'écriture, si souvent mise à mort sous prétexte de dissection, la vie du peuple chrétien, dans ses saints et ses pauvres, si souvent méprisés par un vain souci d'archéologisme, le dessin porteur du salut, enfin, offert à tous dans la vérité. Le théologien Ratzinger possède désormais, dans ses fonctions curiales, une expérience mondiale de la foi : il sait bien ce qu'est, au sens strict, la catholicité de l'Eglise « romaine », et l'énergie de son discours intellectuel prend, dans ses entretiens, une vigueur nouvelle, comme accrue par les urgences de la planète. Ainsi pour la morale, où la perte du fondement, la référence à l'universel, entraînent les pires dérives et justifient les pires oppressions. Ainsi pour la liturgie, dont le sens retrouvé libère des formalismes. L'Eglise, enfin, où Ratzinger voit les racines de la crise : peuple de Dieu, sans doute, mais au sens où il est convoqué par Dieu, voulu de Lui, sauvé par Lui. Cette

(*) Prêtre, maître de conférences à l'Ecole des hautes études, professeur associé à Oxford.

unité de l'origine est l'unique moyen de maintenir une communion qui ne soit ni feinte ni contrainte, mais « lien de charité ».

Le primat de vérité choisi par Ratzinger élève souvent l'entretien bien au-dessus des préoccupations sectorielles de certains : évêques, théologiens, laïcs, prêtres, missionnaires, chacun va chercher avec anxiété ou agacement ce qui est dit de chacun d'eux. Ce qui signifie s'exposer, une nouvelle fois, à la myopie de ses petites vérités. Il est salubre, du reste, de se les entendre dire. Mais ce serait réduire l'ampleur de l'entretien que d'y voir une série de répliques de comptes. Le seul compte que Ratzinger considère, c'est celui qu'il se rendra de sa mission. D'où ce rappel exigeant des vérités, certaines dans le symbole : définir l'Eglise n'est pas la fermer, mais la rendre visible, afin que son identité affirmée permette à chacun de la rejoindre pour y être heureux. Ce discours volontiers austère se situe bien au-delà des modes et des hésitations. Il prend acte avec émerveillement des signes de l'Esprit dans le monde, « au-delà d'une nouvelle Pentecôte ». Si l'est clair que les sociétés, après le temps des crises, vivent celui de la réforme, voici que Ratzinger, à l'évidence, montre comment l'Eglise catholique trouve dans la restauration spirituelle une rénovation de tout son corps. Vieille femme au visage d'enfant, l'Eglise des origines, après deux mille ans d'existence, peut encore passionner, comme le montre Ratzinger, ceux qui veulent comprendre pour croire.

L'histoire maltraitée

par JEAN DELUMEAU (*)

Le christianisme est doctrine. Mais il est aussi histoire. Héritier et continuateur de l'ancienne alliance, il est une religion du Dieu incarné parmi les hommes. Or à lire l'ouvrage récent de Joseph Ratzinger, on découvre avec étonnement que l'auteur est mal à l'aise avec l'histoire. Il la maltraite ou il la gomme. D'où quelques questions que j'oserais lui poser.

Il écrit (p. 92) : « Dans une hypothèse évolutionniste du monde (celle à laquelle correspond en théologie un certain « tellurisme »), il n'y a évidemment place pour aucun péché originel ». Cette affirmation, lourde d'ambiguïtés, nous ramène-t-elle au fixisme et à Cuvier ? Le cardinal s'aligne-t-il sur les fondamentalistes américains qui demandent qu'on n'enseigne pas l'évolution dans les écoles ? Un catholique est-il obligé, pour croire à la Rédemption, de nier la théorie scientifique de l'évolution ?

Joseph Ratzinger déclare (p. 50) que « les structures fondamentales de l'Eglise » sont voulues par Dieu lui-même, et donc intouchables ». De quelles structures s'agit-il ? Aujourd'hui, dans l'Eglise romaine, le pape nomme les évêques du monde entier. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. En 458, le pape saint Léon le Grand écrivait à l'évêque de Narbonne : « On ne peut pour aucun motif empêcher un évêque de quitter ceux qui n'ont pas été élus par le clergé, demandés par le peuple, consacrés par les évêques de la province, avec la décision du métropolitain ». La centralisation romaine pour la nomination des évêques, commencée avec la réforme grégorienne (dixième siècle), ne s'affirma pleinement qu'à l'époque des papes d'Avignon (quatorzième siècle) quand on vit apparaître pour la première fois la formule : « Evêque par la grâce de Dieu et du siège apostolique ».

Le cardinal se méfie des conférences épiscopales qui, dit-il, « n'ont pas de base théologique ». Elles n'ont qu'une fonction pratique et concrète (p. 67). Je ne me prononce pas sur la « base théologique ». Mais je sais que le fondement historique des conférences épiscopales se trouve dans la tradition conciliaire de l'Eglise. Les Pères de Trente demandèrent que des

conciles provinciaux se tiennent tous les trois ans (sess. XXIV, canon 2). Auparavant, Latran IV (1215) avait prescrit une réunion annuelle de ces conciles. Les Pères de Nicée avaient même prévu une réunion semi-annuelle. Joseph Ratzinger (p. 137) fait l'éloge de la spiritualité dite de « la fuite du monde ». Mais, ce faisant, il retombe dans la confusion, si lourde de conséquences pastorales, entre les deux sens du mot « monde » - terme renvoyant tantôt à l'univers du péché, tantôt à la planète où Dieu nous a placés. Il ne dit pas qu'une assimilation se produisit entre retraits monastiques hors du monde (*juga mundi*) et mépris du monde (*contemptus mundi*) conseillé à l'ensemble des fidèles. Devons-nous faire nôtre des formules telles que celles-ci : « C'est vraiment une grande misère de vivre sur terre... Manger, boire, veiller, dormir, se reposer, travailler, être assujéti à toutes les nécessités de la nature, c'est vraiment une grande misère et une grande affliction pour l'homme pieux qui voudrait être quitte et délivré de tout péché... » Ces phrases sont extraites (I, ch. 22) de l'imitation sur laquelle s'appuie précisément le cardinal pour faire l'éloge de la « fuite du monde ». Heureusement, l'imitation ne se réduit pas à ce pessimisme.

A la page 85 d'Entretien sur la foi figure le diagnostic suivant : « Le lien entre la Bible et l'Eglise a été cassé. Cette rupture a été commencée dans les milieux protestants depuis l'époque des Lumières au dix-huitième siècle... ». Lien cassé, qu'est-ce à dire ? Cette « cassure » date-t-elle vraiment du dix-huitième siècle ? Et est-elle d'abord imputable aux protestants ? Le concile de Trente n'avait pas interdit de traduire et de lire la Bible en langue vulgaire. Mais les Index de 1559 et de 1564 bannirent cette interdiction. Est-ce que celle-ci ne « cassait » pas le lien entre la Bible et les fidèles, c'est-à-dire l'Eglise ? Un lien que Vatican II s'est efforcé de rétablir.

Enfin, le cardinal est convaincu que c'est l'interprétation « laxiste » du dernier concile qui a conduit à l'actuelle « crise de la foi » : ce qui

laisse entendre que tout allait bien dans l'Eglise romaine avant Vatican II. Alors, comment expliquer la tiédeur religieuse du Trégor dès 1789, la déchristianisation de la Creuse au dix-neuvième siècle, le nombre considérable des mariages civils dans le 20^e arrondissement de Paris aux alentours de 1900 ? En France les ordinations sacerdotales ont commencé à baisser... en 1901, les vocations religieuses à se tasser dans les années 30. Si Jean XXIII voulut réunir le concile, c'est parce qu'il avait acquis la conviction qu'il y avait une crise grave - et inédite - il fallait apporter des réponses neuves.

Les évêques canadiens ont coutume de dire actuellement : « Une vieille maison en rénovation ressemble longtemps à une maison en ruine ». Au pessimisme de Joseph Ratzinger, je préfère, en tant qu'historien, leur lucidité et leur robuste optimisme.

(*) Professeur au Collège de France.

SCIENCES

DES ASTRONOMES FRANÇAIS METTENT EN ÉVIDENCE LA COURBURE DE L'UNIVERS

Un objet céleste lointain, le quasar « triple » PG1115+08, dont on observe trois images dans les télescopes, n'est pourtant qu'un seul quasar vu sous trois angles différents en vertu d'un phénomène de mirage gravitationnel. Ce phénomène, qu'on soupçonnait depuis 1979, vient d'être prouvé par une équipe d'astronomes français travaillant à l'observatoire de Paris-Meudon et au télescope Canada-France-Hawaii installé dans cette île du Pacifique.

Les quasars (contraction de quasi star) sont les objets célestes les plus lointains qu'on puisse observer. On a récemment découvert un quasar dont le rayonnement mettrait plus de dix milliards d'années à nous parvenir.

Sur de telles distances, l'observation de la courbure de l'univers à des effets importants. Si une galaxie massive et sombre est située entre le quasar « triple » et la Terre, la lumière qu'il émet peut la contourner par trois chemins différents, donnant les trois images distinctes qu'on observe. L'équipe française a pu mesurer les variations d'éclat des trois images et montrer qu'elles étaient identiques à un décalage de quelques semaines près, prouvant ainsi que c'était trois images d'un seul objet. La mesure du décalage devrait permettre d'évaluer la masse de la galaxie invisible située entre le quasar « triple » et la Terre.

« Spartan-1 largué par Discovery ». - Après avoir correctement mis sur orbite les trois satellites de télécommunications dont elle était porteuse, la navette Discovery a largué un quatrième satellite, Spartan-1, jeudi 20 juin. Il s'agit d'un petit satellite d'astronomie qui doit observer les rayons X émis par diverses galaxies, en particulier par le centre de la nôtre. Spartan-1 est un satellite réutilisable, il va accomplir une orbite voisine pendant quarante-cinq heures, puis sera récupéré et ramené au sol pour examen des observations faites et réemploi lors d'un autre vol de la navette.

FAITS DIVERS

LE MEURTRE DE BERNARD LAROCHE

Reconstitution sans révélation

De notre envoyée spéciale.

Epinal. - Jeudi 20 juin, à Aumontey, du chemin sortant du bois s'avance, jusqu'à la maison des Laroche, Jean-Marie Villemain, amaigri et bardé d'un gilet pare-balles. Ainsi commencent vers 15 heures la reconstitution du meurtre de Bernard Laroche, commis le 29 mars. Sous la protection de cent cinquante gendarmes, les protagonistes du drame prennent place : Marie-Ange Laroche, la veuve

enceinte de quatre mois, au bord de l'évanouissement, Lucien Boile son frère, M. Jean-Michel Lambert le juge d'instruction, le substitut, les enquêteurs du service régional de police judiciaire de Nancy et ses avocats des deux parties. A 16 h 30, sans que la reconstitution ait apporté la moindre révélation, le rideau tombe à Aumontey : l'accusé inculpé d'assassinat avait reconnu les faits depuis longtemps.

La suite se passe à Epinal, dans le cabinet du juge d'instruction : pendant deux heures et demie, Jean-Marie Villemain est pressé de répondre aux questions des avocats de M^{me} Laroche. A celle-ci, notamment : le meurtrier de Gregory, son fils, pouvait-il être autre que Bernard Laroche ? Jean-Marie Villemain répondra : « Impossible ! ». Il confirmera aussi qu'il avait eu l'intention d'enlever la femme et l'enfant de Bernard Laroche, ce même 29 mars. « Mais je ne leur aurais pas fait de mal, je voulais seulement obliger les enquêteurs à réentendre Muriel », Muriel s'était rétractée après avoir chargé Bernard Laroche, son beau-frère.

D. R.

Deux cent mille Français contre la torture

Près de deux cent mille Français, parmi lesquels de nombreuses personnalités de tous bords politiques et idéologiques (1), ont signé l'engagement suivant, proposé par l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) : « J'affirme que la torture est inacceptable en toutes circonstances et j'engage selon mes moyens pour qu'elle ne soit plus pratiquée ». Les résultats de cette campagne, menée par l'ACAT en février, ont été présentés par la présidente de l'association, M^{me} Jacqueline Westercamp, le 18 juin à l'ONU. Un comité de l'ACAT, comprenant la présidente et les vice-présidents (catholique, protestant et orthodoxe), sera reçu pour la même raison à l'Élysée le

24 juin et au Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 8 juillet.

Fondée en France en 1974, comptant des membres dans vingt-trois pays, l'ACAT soutient qu'aucun idéal politique, aucun patriotisme ou nationalisme ne peut justifier la pratique de la torture. Avec l'ACAT, humanistes et chrétiens affirment que « la personne humaine est première et demeure sujet de droits inaliénables face à l'État et sa raison ». Le sens du devoir ne va pas jusqu'à l'obligation d'obéir, sans esprit critique, les ordres d'un chef, sous prétexte que ce sont des ordres.

(1) Parmi les signataires se trouvent 7 ministres ou anciens ministres, 6 sénateurs, 14 députés et 27 évêques catholiques.

Un vol habité américano-soviétique vers Mars ?

De notre envoyé spécial

Houston. - Ce ne sont que des rumeurs, mais il n'est pas exclu que les Soviétiques et les Américains s'entendent pour effectuer un vol habité vers la planète Mars. Ne rêvons pas : une opération de cette ampleur n'est pas pour demain. Elle coûterait excessivement cher et ne pourrait donc s'effectuer en dehors d'une coopération entre les Deux Grands.

Cette mission pourrait donner lieu à un voyage aller et retour vers Mars de six cent quarante jours, dont environ soixante-dix consacrés à l'étude de la planète. Un équipage d'une trentaine de personnes serait néces-

saire. D'autres scénarios, moins gourmands en énergie mais plus longs dans le temps - deux ans et huit mois - sont aussi envisagés.

Les Américains ont proposé aux Soviétiques de les rencontrer à Washington pour en discuter. Moscou n'a pas dit non. Une réunion, à laquelle l'astronaute français Jean-Loup Chrétien devrait assister, aurait lieu le 18 juillet prochain, à l'occasion du dixième anniversaire de la mission américano-soviétique Apollo-Soyouz.

J.-F. A.

DÉFENSE

LA BELGIQUE ACHÈTE À LA FRANCE MILLE MISSILES ANTI-AÉRIENS

Bruxelles (AFP). - Le gouvernement belge a décidé jeudi 20 juin d'acheter mille missiles sol-air français Mistral et cent cinquante postes de tir pour une valeur de 3,7 milliards de francs belges (560 millions de francs français). La décision du gouvernement belge va être notifiée à la firme Matra, qui construit ce système de défense anti-aérienne à courte portée (6 000 mètres), contre les avions et les hélicoptères.

Selon les autorités belges, la réalisation du contrat s'étendra sur cinq ans, les industries belges recevant des compensations « de l'ordre de 100 % », sous la forme de charges de travail réalisées sur place ou de commandes françaises à l'industrie belge.

L'ensemble du système (missile, équipement de visée infra-rouge et caméra spéciale pour le tir de nuit) pèse 20 kilogrammes et peut être transporté par deux hommes. Le Mistral peut aussi être installé sur des véhicules terrestres, des hélicoptères ou des bâtiments de surface.

L'ARMÉE DE TERRE EN BLEU

A la suite d'un rapport d'études de la commission dite de la tenue militaire, qui lui avait été commandé en 1983 et qui vient d'aboutir à plusieurs propositions, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, annonce prochainement son intention de rationaliser les uniformes dans les trois armées, c'est-à-dire, concrètement, de faire abandonner sa tenue kaki à l'armée de terre pour un uniforme bleu, proche de celui de la marine ou de l'armée de l'air. Cependant, aucune date de mise en place de cette décision n'a encore été fixée et on indique, au ministère de la défense, que son application se fera progressivement.

Le changement d'uniforme ne concerne cependant pas les tenues de combat, ni les bérets, ni les képis, ni les foulards propres à chacune des trois armées et, à l'intérieur de chaque armée, les différents grades qui la composent. Seules sont, en principe, concernées la tenue de sortie quotidienne et, pour ceux qui peuvent l'acheter, la tenue officielle dite de gala.

Dans l'Allier

COLLISION ENTRE UN POIDS LOURD ET UN CAR : VINGT-CINQ BLESSÉS

Vingt-cinq personnes, dont dix-huit enfants de l'école primaire de Langeron (Nièvre), ont été blessées, le jeudi 20 juin en fin de matinée, lors de la collision d'un car scolaire avec un poids lourd semi-remorque transportant des engrais toxiques. Quatre enfants sont dans un état grave.

Il était près de 11 heures lorsque le conducteur du car scolaire transportant les enfants, âgés de cinq à onze ans, pour leur voyage de fin d'année, a voulu doubler deux camions qui se suivaient sur une route à trois voies, la RN 7, à la hauteur de Toulon-sur-Allier, en direction de Moulins (Allier). Pour une raison inconnue, le camion qui roulait en deuxième position a brusquement dévié. Le car scolaire, pour l'éviter, s'est déporté sur la troisième voie où il a heurté un semi-remorque transportant du soléil, ce qui l'a exposé au soleil, puis une voiture particulière.

La plupart des enfants ont réussi à sortir du car par leurs propres moyens, sauf quatre d'entre eux, grièvement blessés. Le chauffeur du semi-remorque est indemne. Le conducteur de la voiture particulière, sérieusement atteint, a été hospitalisé.

30 ANS D'AMITIÉ

Frank Tenot et Daniel Filipacchi présentent

ELLA FITZGERALD
OSCAR PETERSON
JOE PASS

THE PAUL SMITH TRIO
NIELS PEDERSEN MARTIN DREW

Lundi 24 Juin 1985 à 19h. et 22h.
au Palais des Congrès

Prix des places : 180 à 240 F. Location ouverte

Institut privé de Préparation aux Études Supérieures
16, rue du Chêne Noir - 75004 Paris - 325.63.30

ipésup

1^{re} classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

médecine pharmacie

→ stages de préparation en Septembre

→ Enrichissement annuel par ateliers

MÉDECINE... PHARMACIE... SCIENCES-PO... HEC... ESSEC

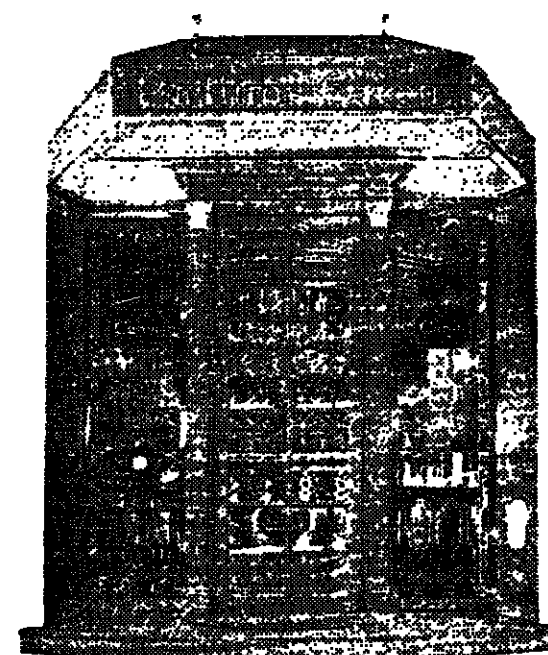
20 1350



Pour un Homme
de Caron.

Hier, aujourd'hui,
demain.

1934. Les salles de bains
Arts décoratifs fleurissent
bon la vanille et
les plus fines lavandes.
L'eau de toilette masculine
est née.
Discrètement ambrée,
raffinée.
Intemporelle.
Les hommes de goût
lui sont restés fidèles.
Ils l'utilisent aussi
aujourd'hui en atomiseur,
baume après rasage,
gel de douche ou savon.
Pour un Homme de Caron.
Le grand classique.



34, Avenue Montaigne. Paris.

SPORTS

FOOTBALL

Deux grands clubs de Sofia dissous par le PC bulgare

Les équipes de football du Levski Spartak Sofia et du CSKA Sofia qui occupent respectivement les première et deuxième places du championnat de Bulgarie à trois journées de la fin de la compétition, ont été dissoutes, jeudi 20 juin, au lendemain d'une rencontre au cours de laquelle trois joueurs avaient été expulsés et six autres avaient reçu des avertissements. Une résolution du secrétariat du Comité central du Parti communiste bulgare prévoit que les ministères de l'intérieur, et des transports et de l'armée, dont dépendaient ces clubs, ne pourront plus créer d'équipes. Les entraîneurs et les responsables des clubs seront licenciés et n'auront plus le droit d'occuper de poste à responsabilité dans le football. Le comportement des joueurs membres du parti communiste sera examiné au cours des prochaines réunions des organisations du parti.

La rapidité et la sévérité des sanctions déjà prises ou qui pourraient l'être à l'encontre des joueurs qui composent l'ossature de l'équipe nationale, peuvent surprendre au moment même où la Bulgarie est en passe de se qualifier pour la phase finale de la coupe du monde pour la première fois depuis 1974. Ces sanctions viennent, en fait, après la tentative d'assassinat du football bulgare, décidée par le bureau politique du Parti communiste (le Monde du 4 mai). Un rapport rendu public dénonçait des « déformations sérieuses » dans la gestion et l'organisation, « des manifestations de corruption et des phénomènes étrangers à la morale socialiste ».

comme des pots de vin et des accords sur l'issue de matches, ou encore des « interventions dans le domaine du football de responsables du Parti, de l'Etat et de l'économie », afin de « privilégier certaines équipes », notamment celles des grands ministères.

La tragédie du Heysel

L'UEFA SANCTIONNE LIVERPOOL, LA JUVENTUS ET LA FÉDÉRATION BELGE

La commission de sanction et de discipline de l'Union des associations européennes de football (UEFA) s'est réunie, le 20 juin à Zurich, pour examiner les conclusions de la commission d'enquête mandatée à la suite de la tragédie du Heysel, au cours de laquelle 38 personnes avaient été blessées. Elle a décidé que la fédération belge de football ne pourra plus organiser sur ses stades de finales de la coupe des clubs champions ou de la Coupe des clubs vainqueurs de coupe pendant dix ans. D'autre part, la Juventus de Turin devra jouer ses deux prochains matches de Coupe d'Europe à huis clos et le Football-Club de Liverpool sera suspendu de toutes les compétitions de l'UEFA pour trois années, qui s'ajouteront à la suspension à durée encore indéterminée décidée à l'encontre de tous les clubs anglais.

CYCLISME

CRÉATION D'UNE LIGUE PROFESSIONNELLE

Des représentants du Rassemblement des organisateurs de courses cyclistes (ROCC), du Groupement des organisateurs français de compétitions cyclistes (GOFCC), de l'Association des constructeurs 2000 (AC 2000) et de l'Union nationale des cyclistes professionnels (UNCP) ont créé le 19 juin à Paris la Ligue nationale du cyclisme professionnel qui s'inspire de celle du football. Son président provisoire, M. Félix Lévis, a déclaré qu'il s'agit « d'obtenir une représentation plus affirmée au sein de la Fédération française de cyclisme ».

Le président de la FFC, M. Germain Simon, qui n'avait pas été informé de la création de cette ligue, a noté que « tous les organismes ayant participé à cette réunion sont représentés à la commission nationale du cyclisme professionnel et que rien de constructif ne pourra se faire hors du cadre de la Fédération française de cyclisme qui a en charge le sport cycliste tout entier ».

D'un sport à l'autre

BOXE : Championnat d'Europe des moyens. Depuis la défaite du poids lourd Lucien Rodriguez, en novembre 1984, aucun pugiliste français ne détiendait de titre européen. Le poids moyen d'origine martiniquaise Pierre Joly n'est pas parvenu à combler cette lacune : le 20 juin, à Copenhague, l'arbitre l'a renvoyé dans son coin à la huitième reprise de son combat contre le Danois d'origine ougandaise Ayub Kalule, ancien champion du monde, qui a ainsi récupéré le titre laissé vacant par le Britannique Tony Sibson.

TENNIS : tournois d'Eastbourne et de Bristol. - La Française Pascale Paradis a été éliminée en quarts de finale du tournoi d'Eastbourne, le 20 juin, par l'Australienne Wendy Turnbull, 3-6, 6-4, 7-5. A Bristol, les deux derniers Français en lice ont également été battus : Henri Leconte est tombé face à l'Américain Roger Knapp, 6-4, 6-2, au troisième tour ; Guy Forget, qui avait passé l'Américain Tim Gullikson 6-2, 6-3, s'est ensuite incliné en quarts de finale devant son compatriote Brian Teacher, 2-6, 7-6, 6-4.

CARNET DU Monde

Décès

- M. et M^{me} Jacques Kukawka, M. et M^{me} Pierre Kukawka, ses enfants et petits-enfants.

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Stella KUKAWKA.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Bagneux le 19 juin 1985 dans l'intimité.

- Guy et Ritha MILLOT, Cécile Millo, M^{me} Jean Millo, M^{me} Ever Stankin.

Paroissiens, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Aime Valérie,

survenu le 15 juin 1985.

Une cérémonie religieuse aura lieu le 24 juin, à 15 heures, en l'église de Brumetz (Aisne).

- La Fédération loisirs et culture (FLEC).

Le Comité international pour la diffusion des arts et des lettres par le cinéma (CIDALC).

Le Centre national français du film pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ).

L'Union nationale d'associations de vocation artistique et culturelle (UNAVAC).

ont la tristesse de faire part du décès de leur président et trésorier,

Henri PIALAT,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, Médaille d'Or de la jeunesse et des sports,

survenu le 18 juin 1985 en sa soixante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 25 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Moufflard, Paris-5^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Communications diverses

- L'Amicale des anciens déportés juifs de France, résistants, internés et familles de disparus (AADJF) vient de lancer une enquête relative à la situation des anciens déportés de France, actuellement citoyens français mais étrangers au moment des faits dommageables.

Cette initiative a été prise afin d'essayer de faire valoir leurs droits, ce qui impliquerait une modification de l'article L. 203. Les intéressés sont priés de se mettre en contact avec M. Etienne Rosenfeld, 99, boulevard Wilson, 06160 Juan-les-Pins.

- La Fédération nationale des victimes et rescapés des camps nazis du travail forcé, que préside M. Jean-Louis Forest, organise le dimanche 23 juin un rassemblement au Mémorial national du cimetière du Père-Lachaise. Le rendez-vous est fixé à 10 heures, place Gambetta, d'où partira le cortège.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-III, samedi 22 juin à 8 h 30, salle L.-Liard, M. Mohamed Serghini. « L'exposé critique de la pensée musulmane à travers Ibn Sab'In ».

- Université Paris-III, samedi 22 juin à 14 heures, salle Bourjau, M^{me} Françoise Sirnaus, née Bernheim. « Les personnes dans l'œuvre d'Al-Jalili ».

- Université Lille-4, lundi 24 juin à 14 h 30, salle des Thèses, M. Didier Cornu. « L'évaluation des politiques du logement local ».

- Université Paris-1, mardi 25 juin à 9 heures, salle C. 2204, M. Christian Ottav. « La politique des revenus. Fondements monétaires et procédés fiscaux ».

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21-06-85 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 21 juin à 0 heure et le samedi 22 juin 1985 à minuit.

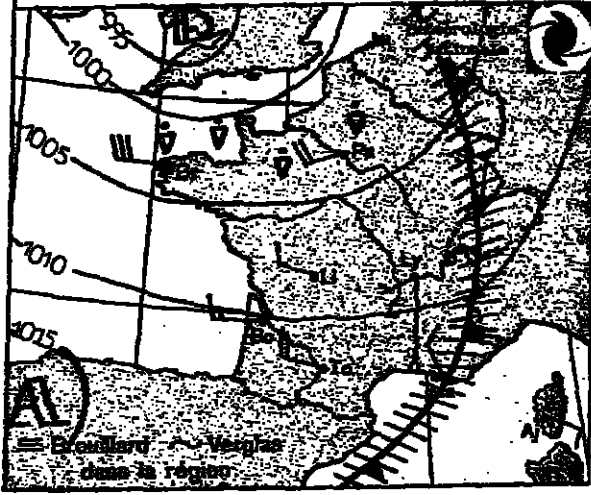
La France reste dans un courant perturbé d'ouest avec des passages pluvieux assez marqués.

Samedi matin, des résidus pluvieux sur l'est de la France, le Jura, les Alpes, la Provence et la Corse. Des averses sur les régions au nord de la Loire, l'Île-de-France et le Nord. Ailleurs quelques brouillards locaux, puis un ciel nuageux avec quelques éclaircies.

Les températures, de 8 à 11 degrés sur la plupart des régions, atteindront 13 à 15 degrés en bord de Méditerranée mais resteront à 6 à 7 degrés dans le Centre.

Le vent d'ouest soufflera encore assez fort en Manche. Au cours de la journée la zone de pluie se décalera vers la Corse. Les averses du nord-ouest vont se décaler vers le quart nord-est. Au nord de la Loire le ciel restera nuageux. Sur les autres régions ciel variable, les éclaircies seront plus belles en bord de

PRÉVISIONS POUR LE 22-06-85 DÉBUT DE MATINÉE



Méditerranée. En soirée sur la côte atlantique nouvelle arrivée de pluie.

Les températures évolueront entre 15 et 16 degrés sur les côtes de la Manche et 23 degrés en bord de Méditerranée.

Dimanche : les pluies venant de l'océan vont traverser le pays d'ouest en est. Le temps se couvrira en toutes régions. La moitié est bénéficiera de quelques éclaircies matinales. Les températures évolueront très peu.

Pression atmosphérique à Paris : 1 012,7 millibars, soit 759,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juin ; le second, le minimum dans la nuit du 20 au 21 juin) : Ajaccio, 24 et 11 degrés ; Biarritz, 21 et 13 ; Bordeaux, 21 et 12 ; Bourges, 19 et 10 ; Brest, 17 et 14 ; Caen, 19 et 13 ; Cherbourg, 17 et 12 ; Clermont-Ferrand, 20 et 9 ; Dijon, 19 et 6 ; Grenoble-St-M., 18 et 7 ; Grenoble-St-Germain, 18 et 6 ; La Lisse, 18 et 6 ; Lyon, 18 et 8 ; Marseille-

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

Dimanche 23 juin

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale.

« Cent tombeaux divers à Passy », 14 h 45, angle avenue Paul-Doumer et place du Trocadéro (V. de Langlade).

« Les jardins secrets de la rue Denfert », 15 heures, 92, avenue Denfert-Rochereau.

« Galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, angle rue Radziwill et 1, rue des Petits-Champs (A. Ferrand).

« Le vieux Belleville qui disparaît », 15 heures, métro Place-des-Frères.

« A Montmartre, les curieuses sépultures du cimetière Saint-Vincent », 14 h 30, métro, Lamarck-Caulaincourt (M. Bannaut).

« L'hôtel de Souabe, les Archives nationales, la vie à la cour de Louis XIV », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (L. Hanlier).

« De la vallée de l'Espe à la forêt de Lyons, de nombreux châteaux », 8 h 30, inscriptions : (1) 526-26-77.

« Au cœur de la Remise, les châteaux de Villepreux, de Molems et des Condeux », inscriptions : (1) 526-26-77.

« Journée à Reims », inscriptions : (1) 555-87-93 (D. Bouchard).

« Les collines de la Comédie-Française », 19 h 15, entrée administration.

« De La Nain à Wattiau », 10 h 30, musée du Louvre, porte Jaurégu (P. Y. Jaurégu).

« La saint Jean d'été, coutumes et traditions. Le symbolisme des fleurs ».

CONFÉRENCES

11, rue des Prouvaires, 1^{er} étage droit, 15 heures : « La saint Jean d'été, coutumes et traditions. Le symbolisme des fleurs ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du vendredi 21 juin :

UN DÉCRET

« Relatif au Conseil national de l'enseignement agricole ».

UN ARRÊTÉ

« Modifiant et complétant, pour ce qui concerne les classes de première, l'arrêté du 29 décembre 1981 relatif à l'organisation et aux horaires dans les classes de première et les classes de terminale des lycées, des enseignements sanctionnés par le baccalauréat de l'enseignement du second degré ».

DES LISTES

« Des candidats admis aux épreuves d'admissibilité du 18 avril 1985 du cycle préparatoire au concours interne de l'Ecole nationale d'administration ».

« D'admissibilité aux concours d'admission à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr en 1985 ».

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 22 juin NOUVEAU DROUOT

14 heures : poupées, jouets.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 22 juin

Argenteuil, 14 h 15 : bibelots, objets d'art, meubles ; Compiègne, 14 heures : vins ; Corbeil-Essonnes, 14 heures : meubles, bibelots, postes de TSF ; Pontoise, 9 heures : véhicules utilitaires et de tourisme ; Verrières-le-Buisson, 14 h 15 : meubles modernes.

Dimanche 23 juin

Bernay, 14 heures : céramiques, argenterie, tableaux, meubles ; Dreux, 14 h 30 : étains, meubles, argenterie ; Evreux, 14 h 30 : bibelots et sculptures modernes ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux anciens, bijoux, meubles, arts nouveaux, arts déco ; Versailles, Chevre-Leger, 14 h 15 : art 1900, 1930, 1950.

PLUS LOIN

Samedi 22 juin

Aubagne, 14 h 30 : tableaux modernes, bibelots, meubles ; Bourges, 14 heures : affiches ; Dijon, 14 heures : cartes postales, timbres ; Evreux, 14 h 30 : armées, livres sur le thème de la chasse ; Joigny, 14 h 30 : vins ; Lille, 14 heures : meubles, objets d'art ; Orléans, 14 h 30 : tableaux modernes ; Palavas-les-Flots, 14 h 30 : meubles, argenterie, bibelots, bijoux, tableaux ; Poitiers, 14 heures : vente sur le thème de la guerre 1914-1918.

Dimanche 23 juin

Anzures, 14 h 30 : art primitif ; Avignon, 14 heures : bijoux, argen-

terie, objets d'art, tableaux modernes, meubles ; Belfort, 14 h 15 : objets d'art, argenterie, tableaux anciens et modernes, meubles ; Caudebec, 14 h 30 : tableaux, meubles, objets d'art, argenterie ; Castres, 14 heures : bijoux, orfèvrerie, tableaux, meubles ; Charleville-Mézières, 14 heures : meubles, tableaux, argenterie, bijoux, objets d'art, orfèvrerie, meubles ; Châteauneuf, 14 h 30 : objets d'art sur le thème de la chasse ; Gien, 14 heures : mobilier d'une propriété ; Houdouville, 14 h 30 : vins ; La Flèche, 14 heures : meubles, objets d'art, tableaux anciens, tableaux modernes ; Lançages, 14 heures : objets d'art, argenterie, tableaux, meubles ; Pau, 14 h 30 : meubles

Extrême-Orient, bronzes, argenterie, céramique ; Rochefort-sur-Mer, 14 h 30 : meubles, objets d'art, bronzes ; Romans (Drôme), 14 heures : objets d'art, meubles, tableaux, argenterie, bijoux ; Vendôme, 14 h 30 : objets de collection.

FOIRES ET SALONS

Le Croisic, Nice (Etoile), samedi seulement ; Paris, square des Innocents ; Rouen, Villain-sous-Lacs (72).

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde Loisirs » page XIV

EN BREF

SANTÉ

MYOPATHIES ET MALADIES MUSCULAIRES.

Le premier centre de soins pluridisciplinaire - intitulé « groupe myogène » - pour la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies atteintes de myopathie ou d'autres maladies musculaires - vient d'être mis en place à Paris. Installé dans le service de génétique de l'hôpital des Enfants-Malades (professeur Jean Fénelon), il est le premier à offrir aux malades et leurs familles une telle consultation, réunissant une dizaine de spécialistes de ces affections.

* Hôpital des Enfants-Malades, 149-161, rue de Sévres, 75015 Paris ; tél. : (1) 558-21-53.

TIERS-MONDE

LES CAVALIERS DE L'APOCALYPSE.

A l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse, le comité français pour l'UNICEF a édité un ensemble de onze panneaux destinés à être exposés pour sensibiliser les jeunes aux grands problèmes contemporains : faim, guerre, maladies, etc. Pour chaque problème retenu, des solutions sont proposées et de nombreux exemples d'actions positives sont donnés. Sur deux panneaux blancs les jeunes peuvent faire leurs suggestions ou raconter leurs expériences. Ces panneaux existent en grand format (plastifié ou en papier) et en petit format. Ils sont disponibles gratuitement sur demande, mais uniquement dans but de diffusion et d'exposition.

* Comité français pour l'UNICEF, 35, rue Fédéric-Darv, 75781 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 524-60-60.

TROISIÈME AGE

ACCUEIL HOSPITALIER.

Les hôpitaux de l'assistance publique disposent d'un certain nombre de lits destinés à l'accueil des personnes âgées invalides pendant un des trois mois d'été, ce qui peut permettre aux familles de partir en vacances en toute sécurité. Le prix de la journée est de 471 F. La Sécurité sociale prend en charge 147 F si le titre du forfait est de 324 F. Les 324 F restants sont à la charge de la personne âgée ou de sa famille. Mais, sous certaines conditions, l'aide sociale peut être accordée.

* Assistance publique. Bureaux des établissements de long séjour, 3, avenue Victoria, 75004 Paris. Tél. : (1) 277-11-22, P. 31-53, 37-51 et 31-56.

VACANCES

DE L'AIR - Du 1^{er} juillet au 30 août, durant les congés scolaires, la Ville de Paris organise deux types d'accueil dans les divers centres aérés de la capitale pour les enfants de trois à quinze ans, domiciliés ou scolarisés à Paris. Des centres journaliers (quarante et un en juillet, trente-sept en août), pouvant recevoir environ

Le soutien de

neuf mille enfants par jour. Des centres hebdomadaires, situés dans la grande périphérie, et des mini-colonies dans la Lot, la Côte-d'Or et le Lot-et-Cher. Dans le premier cas, la participation demandée est de 17,10 F par jour comprenant repas et gîte, dans le deuxième cas de 43,50 F, mais des réductions pouvant aller jusqu'à la gratuité peuvent être accordées en fonction des ressources familiales.

* Direction des affaires scolaires. Sous-direction des centres périodiques. Tél. : (1) 277-15-50, poste 39-26.

Le lancement d'une campagne nationale sur la prévention des maladies coronariennes

« BOUGE TON CŒUR »

Le secrétaire d'Etat chargé de la santé et le Comité français d'éducation pour la santé lancent à partir du 24 juin une campagne nationale sur la prévention des maladies coronariennes. Intitulée « Bouge ton cœur », cette campagne sera principalement axée sur les facteurs de risques les plus liés au mode de vie : le tabac, les excès ou erreurs nutritionnelles et le sédentarisme. Des spots télévisés seront diffusés du 24 juin au 23 juillet sur les trois chaînes. Dès le début du mois de juillet, on pourra se procurer auprès du Comité français d'éducation pour la santé (1) des dépliants et des autocollants. Enfin, afin de décentraliser cette action, des « accords cœur » seront passés dans chaque département. Signés avec les directions départementales de l'action sanitaire et sociale, ces accords permettront à des municipalités, des entreprises ou des associations de prendre, à l'échelon local, des initiatives destinées à promouvoir la prévention des maladies coronariennes.

(1) - 9, rue Newton - 75116, Paris.

RONNE

Le soutien de

neuf mille enfants par jour. Des centres hebdomadaires, situés dans la grande périphérie, et des mini-colonies dans la Lot, la Côte-d'Or et le Lot-et-Cher. Dans le premier cas, la participation demandée est de 17,10 F par jour comprenant repas et gîte, dans le deuxième cas de 43,50 F, mais des réductions pouvant aller jusqu'à la gratuité peuvent être accordées en fonction des ressources familiales.

* Direction des affaires scolaires. Sous-direction des centres périodiques. Tél. : (1) 277-15-50, poste 39-26.

Le soutien de

neuf mille enfants par jour. Des centres hebdomadaires, situés dans la grande périphérie, et des mini-colonies dans la Lot, la Côte-d'Or et le Lot-et-Cher. Dans le premier cas, la participation demandée est de 17,10 F par jour comprenant repas et gîte, dans le deuxième cas de 43,50 F, mais des réductions pouvant aller jusqu'à la gratuité peuvent être accordées en fonction des ressources familiales.

* Direction des affaires scolaires. Sous-direction des centres périodiques. Tél. : (1) 277-15-50, poste 39-26.

Le soutien de

neuf mille enfants par jour. Des centres hebdomadaires, situés dans la grande périphérie, et des mini-colonies dans la Lot, la Côte-d'Or et le Lot-et-Cher. Dans le premier cas, la participation demandée est de 17,10 F par jour comprenant repas et gîte, dans le deuxième cas de 43,50 F, mais des réductions pouvant aller jusqu'à la gratuité peuvent être accordées en fonction des ressources familiales.

* Direction des affaires scolaires. Sous-direction des centres périodiques. Tél. : (1) 277-15-50, poste 39-26.

culture

MUSIQUE

« LE COURONNEMENT DE POPPÉE », à Nancy, par Gustav Leonhardt

Une vision austère

Le public de Nancy a chaleureusement acclamé le *Couronnement de Poppée*, de Monteverdi, dans la production ambitieuse de l'Institut Jorran des musiques anciennes et de l'Opéra-Théâtre de la ville, donnée sous la direction de Gustav Leonhardt et dans la mise en scène de Jean-Marie Villégier (*le Monde* du 6 juin) : ce très beau spectacle a donc atteint son but. Pourquoi n'avons-nous pas retrouvé le chaleur unique de cette œuvre, l'enthousiasme qu'elle provoque à chaque représentation et les souvenirs que nous laissent les réalisations exemplaires, si différentes cependant, de Corboz et Erlo à Lyon, d'Harmoncourt et Ponnelle à Zurich, de Malgoire et Martigny à Tournai ?

Le décor de Carlo Tommasi et ses costumes tournaient qu'engendrent pour chaque scène des espaces nouveaux et fascinants, sous les profonds éclairages de Philippe Arlaud, ne sont pas en cause, ni les costumes de Patrice Cauchetier (mise à part les robes de fillette, fort laides, des amours). La mise en scène de Jean-Marie Villégier se déploie comme une haute couture de drame antique, pensée et dessinée avec art, riche en belles attitudes et nobles idées, à peine gênée aux entournures de temps en temps par le respect de la durée musicale (comme celle de Chéreau pour *Lucio Silla*) ; plus

proche sans doute de la pièce de Buscaglione que de la musique, elle atteint parfois à un miraculeux accord. Quant à Gustav Leonhardt, il a fait avec les chanteurs un admirable travail de technique vocale comme on peut l'imaginer.

Et pourtant, le courant ne passe qu'en de rares occasions : c'est le mystère de cette soirée. Sans doute doit-on en chercher l'origine dans la conception très rigoureuse, voire puritaine, de Leonhardt, qui voit dans cette œuvre une « pièce de théâtre recitée », où « le rôle des instrumentistes est extrêmement modeste ». Selon lui, c'est avec Cavalli que le texte sera « repoussé au second plan » et « le rôle de la musique », évolution qui allait « à l'encontre » de la pensée de Monteverdi, mais « ne pouvait plus être arrêtée. Les oreilles qui avaient été charmées par les sonorités suaves du bel canto ne se laisseraient plus priver de ce plaisir indélébile et facile ».

Il a donc voulu retrouver « la pièce de théâtre chantée » en réduisant la musique à la portion congrue. Un continuo limité à l'extrême, où il tient lui-même l'un des deux claviers avec une grande subtilité ; de rares interventions d'une « poignée d'instrumentistes à cordes et à vent » (pas de trompette, bien entendu) ; une déclamation nue, sur quelques

accords de clavier : un style vocal si décharné qu'il ne reste pas grand-chose du lyrisme capiteux de Monteverdi. Il coupe les ailes aux phrases, à l'ornementation baroque, à la simple générosité de la langue italienne, pour rester tout près de la diction. On dirait que la voix et le chant s'épuisent dans la parole au lieu de la prolonger et de la magnifier.

Exsangue

La rigueur musicologique ne saurait être mise en doute, mais le fait est là : ce Monteverdi exsangue, avec ces voix qui tombent dans le vide, dépourvues d'aura, paraît aux antipodes des interprétations d'un autre paragon de la « nouvelle musique ancienne », Nikolaus Harnoncourt. Cela tient sans doute, également, à l'interprétation profonde du grand clavicembaliste, qui ne le prédispose pas à une véritable direction dramatique.

L'austérité de cette conception s'étend bien entendu aux personnages, qui restent très en deça des comédies débridées et impudiques de Ponnelle et de Martigny. Si John Elwes, à la voix blonde et feutrée, dessine un Néron étonnant, fantasque, visqueux, vindicatif, ivre de sensualité, la Poppée de Marie Duit, belle et touchante, a un air de pureté qu'on ne peut guère voir en elle la courtisane ; à genoux,

maines jointes, comme en prière, après la mort de Sénèque, c'est une sainte en son ardeur ; et lorsqu'elle accède enfin à la couronne, la gourmandise triomphante ressemble plutôt à une jeune fille de la bonne société très émue le jour de son mariage. La voix possède un charme mystérieux, mais elle est chaste et droite comme celle d'une enfant.

Le reste de la distribution est de qualité. On remarque surtout l'outon d'Henri Ledroit, à la voix tourmentée comme une flamme qui palpite au vent, Jennifer Smith (la Vertu, Pallas, Drusilla), qui ne peut s'empêcher de chanter avec munificence, avec une prenante vibration intérieure et puis l'Octavie, sculpturale et assez dure, de Gloria Banditelli, Ivan Matishik qui épouse peu à peu son personnage travesti d'Annaïa, la nourrice comique et rusée, Harry Van der Camp, encore à mi-chemin du Sénèque de Monteverdi, le grand personnage et le pédant conjugués, la gentille Demoiselle de Monique Zanetti, et tous les autres.

On se dit qu'il s'en faudrait d'un rien parfois pour que le spectacle s'enflamme et nous comble.

JACQUES LONCHAMPT.

* A l'Opéra-Théâtre de Nancy, les 20 et 21 juin ; au Théâtre municipal de Nancy, le 26 (20 h 30) et le 30 juin (15 heures).

PHOTO

« METROPOLIS », au Palais de Tokyo

Des trouées de lumière

La force du plaisir serait si intense, à la découverte de ces photos de tournage de *Metropolis* de Fritz Lang, qu'il en deviendrait mystérieux, et qu'on serait tenté de considérer ces photos comme des objets sacrés, de se remettre dans un état primitif de la vision. Comment comprendre la provenance de ce plaisir ?

De loin, ces photos ne sont que des à-plats plutôt indistincts, bouchés de noir, des répétitions inégales d'ombres massives et de rares clartés. De

n'existe plus, que toutes ces copies ont été détruites et que ces photos de tournage sont maintenant le seul moyen d'en prendre connaissance. Manque le poulx du film : sa durée, ses suspensions, ses souffles et ses dilata-tions, ses retractions de secondes-lumières.

Robert Delaire a eu l'idée astucieuse, pour le catalogue comme pour les panneaux, de faire concourir en petit les photos de plateaux et en plus grand les photos correspondantes des épi-



là vient le plaisir premier : du repérage des trouées de lumière, petites taches blanches ou cré-neaux, chaires ou fenêtres qui sont aussi des diaphragmes autour desquels peut s'organiser l'éche-lon des gris. On s'approche : des matières affleurent à la surface plane de l'image, elle se strie de gouttelettes, s'enfle de vapeurs, s'embrune, comme sa brume pour désigner ses détails. La dis-proportion entre des figures de premier plan et des silhouettes de fond nous indique des dis-tances, des niveaux ; des courbes déclinantes ouvrent, dans l'aplomb des costumes, des trappes. Des traits fins s'assemblent pour construire des avions, les colonnades d'un palais, une fausse tour de Babel, un fondu-enchaîné mèlerait l'eden à l'enfer.

Selon la position qu'on adopte devant la photo, ou la norme d'éléments qu'elle s'accorde à laisser poindre, on va du plus abstrait au plus figuratif, du plus emblématique au plus encombré. Parfois la photo se détache de tout récit et se stabilise dans un superbe tableau noir et blanc. En cinq ou dix minutes, chrono-logiquement, on parcourt la trame narrative de *Metropolis*, comme la maquette d'un livre de photographies déployées, des cartons légendés nous aident à suivre le fil. On dirait, malgré le poste vidéo éteint qui s'apprête à le projeter, que le film de Lang

sodes du film pour lesquels le photographe (il s'agit du beau-frère du réalisateur, Horst von Harbou, souvent génial) a dû fon-dre son objectif au plus près du cadre défini par celui de la caméra.

Une chose est troublante : pour les scènes de foule, la photo, qui fixe ce que le mouve-ment du cinéma subtilise, pour-rait faire office de dénouement, trahir la distraction ou le désin-vestissement d'un des cinq cents figurants massés autour des héros. On a beau scruter, pas un seul visage n'est désincarné ou déshabité par la tension collec-tive. Les photos de plateaux, cependant, dévoilent des na-rrages de constructions aberra-tives qui étaient loin, semble-t-il, de pouvoir donner confiance. Mais chaque main tendue, cha-que corps déguisé, le plus minu-cule facies, paraissent s'incliner devant le rêve et la folie de l'œuvre. On trouve là, galvanisé autour de Fritz Lang, ce dont Godard a souvent regretté le manque à l'issue d'un tournage : que les acteurs qui battent pour de bon sur le plateau - ceux des techniciens aussi - fassent bat-tre en même temps le cœur du film.

HERVÉ GUBERT.

* 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16e. Jusqu'au 9 sep-tembre. Catalogue de l'exposition dans la collection « Photocopies ».

ROCK

Le classicisme de Dire Straits

Après une pause de deux ans, Dire Straits a fait son retour au studio d'enregistrement pour le bel album *Brothers in Arms*. Il a également commencé le 1^{er} mai une gigantesque tournée à travers vingt-cinq pays, qui prendra fin le 30 mars 1986 à Darwin, en Australie. En concert dans les régions depuis près d'un mois, le groupe de Mark Knopfler affiche complet dimanche 23, lundi 24 et mardi 25 juin au Palais omnisports de Bercy.

La manière dont Dire Straits offre depuis huit ans la musique, avec fraîcheur, sincérité et sans enroulement, détonne un peu dans un monde où le star-system, avec ses artifices et son opportunisme de papouille, a été érigé en valeur absolue. Mark Knopfler, compositeur,

guitariste et chanteur, a réconcilié un rock pur et dur avec la clarté, la limpidité et la douceur des classi-ques de la guitare à six cordes - lignes mélodiques et swing se combi-nent heureusement dans des climats en demi-teintes, déconcertés.

Synthèse à sa manière des années 70, la musique de Dire Straits est un peu comme un bien public qu'on aime ou déteste. Le rock ici ne se penche pas sur son passé, ne s'écrit pas à l'imparfait. Mais sous la forme d'un beau divertissement classique, d'un tremplin vers la nostalgie et le rêve, la musi-que, chemin faisant, retrouve les empreintes de J.-J. Cale, d'Eric Clapton, de Bruce Springsteen et de Bob Dylan.

Durant l'entracte de deux années accordé à Dire Straits, Mark Knopfler a produit *Infields*, l'avant-dernier album de Dylan et imaginé plusieurs musiques de film (*Cal, Comfort and Joy*). Le retour au groupe ne s'est pas fait sans change-ment de personnel. Hal Lindes (guita-rie rythmique) est parti. Le noyau de Dire Straits se compose désormais de Mark Knopfler, du fidèle John Illsley à la basse, d'Alan Clark aux claviers et de Terry Williams à la batterie. Viennent en renfort pour la scène Jack Sornai à la guitare, Guy Fletcher aux claviers et Chris White au saxophone. La présence sur le plateau de treize différents claviers permet aussi à Knopfler lui-même de donner libre cours à ses recherches musicales.

Roméo et Juliette reste l'un des plus beaux titres de Dire Straits, l'un des plus proches de l'idée origi-nelle du groupe, de la manière de « tenir » le son. Cette ballade romantique voisine avec des chansons-fresques, du blues à la guitare acoustique, une musique qui joue sur la fougue et la sérénité avant de rouler dans des envolées lyriques grâce à la guitare étonnamment fluide de Mark Knopfler.

Car, évidemment, toute la magie de Dire Straits tient dans le jeu de Knopfler, dans la puissance tran-quille avec laquelle il alterne les ins-tants de bonheur et de réverie et les moments d'angoisse contenus.

CLAUDE FLEOUTER.

* Album et disque compact Phono-gram 824 499 1/2.

Un inédit de Freud retrouvé

Un manuscrit inédit de Sigmund Freud qu'on croyait perdu à jamais vient d'être publié par les éditions Fischer de Francfort.

Le texte retrouvé récemment par hasard à Londres par Mme Ise Grubich Simits, psychiatre de Francfort et initiateur de la correspondance de transfert (*Uebertrags- und Uebertragungsneurosen*), est l'une des

douze études de métapsychologie que le père de la psychanalyse a écrites entre 1900 et 1915 pour fixer les principaux points de sa théorie.

Seuls cinq textes, dont le *Refoulement* et *l'Inconscient* ont été publiés. Les autres, dont on avait connaissance par la correspondance de Freud, étaient considérés comme disparus.

Les prix du printemps du Théâtre

Le jury du Printemps du théâtre a attribué son prix au *Paradis sur terre*, de Tennessee Williams, dans la mise en scène d'Elisabeth Chail-loux (à l'Aquarium jusqu'au 23 juin). Le public a également voté pour cette tragédie secouée d'humour vénéneux, où dans l'atmosphère spongieuse du Sud pauvre, trois épaves - un tuberculeux impuissant flanqué d'une ex-starlette détruite et un mélo alcoolique - s'affrontent et se dévorent. Si la mise en scène reste en deçà de la

pièce, Christiane Cohendy, grandiosement farouche, donne au spectacle sa vraie dimension de folie. Elle a reçu le prix de la meilleure actrice, Denis Lavant (*le Triomphe de l'Amour* par Frederic Klepper), celui du meilleur comédien.

Le *Paradis sur terre* sera accueilli au Festival d'Avignon et, avant de partir en tournée, *Météorologie* de Pascal Rambert, à l'Espace Cardin (jusqu'au 22 juin), ira au Festival de Chicago.

Pascal Rambert, vingt-deux ans, décrit, en plaisantant, des souve-nirs d'adolescence, en enchaînant les gambades et les jeux insoucians d'une bande de copains et de copines. Par l'esprit, *Météorologie* res-semble aux films « teen » avec gar-çons boueux et filles délurées qui remplissent les salles aux Etats-Unis. Chez Pascal Rambert, garçons et filles sont plutôt bien de leur per-sonne, comme ils le courent sans cesse mais parlent peu, il n'y a pas d'ob-stacle à leur succès américain.

COLETTE GODARD.

MORT DU SCULPTEUR ERWIN PATKAI

Le sculpteur Erwin Patkai est mort à Paris, le 18 juin, des suites de brûlures accidentelles. Il était âgé de quarante-huit ans.

(Né en Hongrie en 1937, E. Patkai avait quitté l'école des arts décoratifs de Budapest au moment des événements de 1956, et était venu à Paris poursuivre ses études. Sculpteur remarqué aux biennales de Paris de 1961 et 1963, il avait en très tôt le souci de réaliser une œuvre monumentale en rapport avec l'environnement, comme l'a montré la fontaine réalisée pour le village olympique de Grenoble, en 1967.)

Cette préoccupation des lieux, la recherche d'un espace urbain qualitatif où les sculptures pourraient intervenir dès la conception de l'architecture, sans toutefois s'y perdre, l'avait conduit ces dernières années à travailler pour les villes nouvelles (Marne-la-Vallée, Saint-Quentin-en-Yvelines, l'Isle-d'Abeau). Cela généreusement, en ouvrant le champ aux autres artistes, et en négli-geant quelque peu sa carrière person-nelle.

Patkai avait exposé personnellement en 1974 au château de Versailles, à la maison de la culture de Saint-Etienne, à celle d'Orléans (rétrospective itiné-rante), et en 1979 au musée de Reims. — G.L.]

Le soutien de Philips

La tournée mondiale de Dire Straits est sponsorisée par Philips. Pas de slogan. Dans chaque pays visité par le groupe, le message est simple, en anglais dans le texte, sans déclinaison du produit : « Philips compart avec vous Dire Straits live in 85 (1) ». Pour le leader de la lecture au laser (en France, Philips représente environ 50 % d'un parc de cent mille platines pour disques compacts ; près de dix points de mieux à l'échelle internationale), il s'agit de développer un marché qui repose essentiellement sur les amateurs de musique classique, « une clientèle qui va traditionnellement à l'avant de ce qui se fait en matière de haute fidélité. Il faut donc à présent viser au-delà de ces conviviaux de la première heure : faire évoluer le marché - les prix (actuellement un peu moins de 4000 F) ne baisse-ront que si les cadences de production augmentent, - c'est l'ouvrir aux jeunes en leur proposant des titres qui répondent à leur attente. Pour les séduire sans effaroucher leurs aînés, il faut un groupe qui auto-rise une transition en douceur. La musique de Dire Straits se prête aux démonstrations techniques sans som-brer dans l'exercice de style, et ses ventes sur le format compact sont une performance (sept mille pour l'avant-dernier, déjà dix mille pour le dernier sorti depuis un mois).

Si l'image de Philips est encore associée au disque (parce que les gens ont chez eux des enregistre-ments sur ce label), en réalité l'ac-tivité phonographique est depuis long-temps le domaine réservé de Polygram (Polydor, Phonogram, Barclay), filiale du groupe néerlandais. Les trois cinquièmes des quel-ques cinq mille titres disponibles en disques compacts, appartenant aux catalogues Polygram, l'avenir passe fatalement par des accords et des prises de conscience communes.

Il n'empêche que la décision de sponsoriser un groupe de « pop

music » n'a pas été facile à faire passer. Pour les « traditionnels » Philips habitués à vendre réfrigérateurs et machines à laver, c'est une opération osée, bien loin des actions promo-tionnelles classiques des commer-ciales. Une cellule spéciale s'est crée à Eindhoven, siège de la mai-son mère aux Pays-Bas, pour s'occu-per de ce type de sponsoring : jusqu'à présent, on restait en la matière directement impliqué sur le produit, les autoradios dans les ral-lies par exemple. Etrangement, là où on est en droit de penser que se trouve un public naturel, Philips est présent pour la première fois dans les lieux de concerts.

Facilité par Polygram, qui distribue (via Phonogram) leurs disques, le choix porté sur Dire Straits est né de l'enthousiasme de Mark Knopfler (« l'âme du groupe ») pour le produit. Chez Philips, on pense que la définition de disque compact, qui augmente la qualité du son, est pour les jeunes un meilleur argument de vente que sa pérennité (inusable).

Appuyée par une campagne télé-visée et cinématographique (le film mêle le produit au groupe, l'idée étant que l'énergie émanant de Dire Straits donne naissance au disque compact « de pureté à pureté »), une action qui privilégie la modulation de fréquence pour la qualité sonore, un show laser à la fin du spectacle, l'opération semble porter rapidement ses fruits. Selon les tests réalisés après les concerts, l'attribu-tion à la marque (quel est le leader du marché ?) est de 80 %. A Tou-louse, le lendemain du passage de Dire Straits, la FNAC était en rupture de stock. Il est loin le temps (pas si lointain) où le sponsor Gini avait failli coûter la carrière de Pink Floyd en France.

ALAIN WAIS.

(1) Le disque compact Philips présente Dire Straits sur scène en 1985.

M. Mitterrand à Athènes

François Mitterrand participe ce vendredi 21 juin aux cérémonies qui font d'Athènes la capitale euro-péenne de la culture. Il est accom-pagné de M.M. Jack Lang, ministre de la culture, et Jacques Delors, président de la commission euro-péenne ainsi que de Michel Deon,

de l'Académie française, Jacques Lacarrière, du claviériste Costa-Gravas, et de Maurice Bejart.

Le président de la République inaugurera le samedi 22 les expo-sitions Rodin et Delacroix à la pinacothèque d'Athènes.

La polémique autour du Grand Louvre

UN NOUVEAU CONTRE-PROJET

Le *Figaro* du jeudi 20 juin publie un article de l'architecte mexicain Pedro Ramirez Vasquez, où celui-ci présente son contre-projet pour l'aménagement du Grand Louvre. Pedro Ramirez Vasquez est notam-ment l'auteur du Musée anthro-pologique de Mexico, et M. Biasini, président de l'établisse-ment public du Grand Louvre, lui avait demandé d'étudier cer-tains aspects de la muséographie du projet de Ieoh Ming Pei. L'ar-chitecte mexicain propose au-jourd'hui comme principale modi-fication le remplacement de la pyramide par une « assiette trans-lucide d'eau ». Le *Figaro* omet toutefois d'indiquer que ce projet - un parmi de nombreux autres élaborés depuis celui de Ieoh Ming Pei - a plus d'un an d'exis-tence, et que M. Vasquez est membre fondateur de l'Associa-tion pour le renouveau du Louvre.

De son côté, Jean-Marie Tasset s'étonne, dans le même numéro, que l'établissement public n'ait pas répondu aux vingt-cinq ques-tions publiées voici deux mois et demi par M. Michel Guy, pré-sident de l'Association pour le re-nouveau du Louvre (*le Monde* du 3 avril), questions que notre confrère fait siennes.

M. Biasini nous a fait savoir que les réponses attendaient M. Michel Guy à l'établissement public si celui-ci en faisait la de-mande directement, et non par l'intermédiaire de la presse.

L'exposition du Grand Palais

LES MANUSCRITS DE LA MER MORTE ÉTAIENT VENUS A PARIS EN 1968

Plusieurs lecteurs, simples ama-teurs ou spécialistes, nous ont écrit pour regretter comme « le Monde des arts et des spectacles » du 13 juin 1985, que les originaux de manuscrits bibliques de la mer Morte *stricto sensu* ne soient pas présentés au Grand Palais (jusqu'au 28 juillet) à l'exposition « De la Bible à nos jours ». La plupart de nos correspondants ont insisté sur le fait que, contrairement à ce qu'ont offi-ciellement annoncé les organisateurs de la manifestation, « ce n'est pas la première fois que des manuscrits de la mer Morte sont exposés à Paris ». « La seule fois où ils ont été présentés en France », soulignent même M^{me} Crous-Vidal (Boulogne-Billancourt) et M. Slimane Zeghi-dour, chercheur, ce fut lors de l'exposition israélienne de 1968 au Petit Palais (*le Monde* du 9 mai 1968), au cours de laquelle fut notamment montré un manuscrit authentique de la grotte de Qoum-ran, le rouleau d'Habacuc, l'un des douze prophètes mineurs. Il s'agi-sait là d'un texte biblique d'avant Jésus-Christ méritant pleinement l'appellation de « manuscrit de la mer Morte ».

Nos correspondants s'expliquent mal que le ministre de la culture lui-même, ait pu signer, dans le cata-logue de l'exposition de cette année au Grand Palais, un texte indiquant : « Pour la première fois nous décou-vrons en France des collections uni-ques, en particulier avec la présen-tation des précieux rouleaux de la mer Morte, retrouvés il y a qua-rante ans à peine. »

J.-P. P.-H.

STERN

GRAVEUR

depuis 1840

Pour votre Société

papiers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHARLOT (704-24-24)
19 h, Les Dames, de J. Lossy, 21 h, La Cinéma-thèque de la danse présente : Nuit du flamenco, avec C. Vargas.

BEAUBOURG (278-35-57)
17 h, Hommage à J.-H. Lewis : Bataillon de fer, 19 h, Cent Jours du cinéma espagnol : Maman a cent ans, de C. Saura.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Franco-Egyptien) : Épée de Bois, 5 (337-57-47) ; Champs-Élysées, 6 (544-57-34) ; Colisée, 8 (359-29-46).

A. K. (Fr.) : Logos, 5 (354-42-34) ; Olympia petite salle, 14 (544-43-14).

AMADEUS (A. v.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; George-V, 8 (562-41-46) ; V.F. : Montparnasse, 14 (522-44-21).

ANTARCTIC (Jap.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11 (700-89-16).

L'ARRÊTÉ SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15 (554-46-85) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

ASSOUPISSE (Jap. v.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Olympia, 14 (522-44-21).

L'AVENTURE DES EWOKS (A. v.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (Br. v.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Olympia Saint-Germain, 6 (222-47-23) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Pagode, 7 (705-12-51) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Gaumont Berlioz, 2 (742-60-33).

LE MÉSE SCHITROUMPF (Belge) : Tempeliers, 3 (772-94-56) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

HERDY (A. v.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Hauffeulle, 6 (633-79-38) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; V.F. : Paris, 14 (320-12-06).

BRAZIL (Br. v.) : Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

CARMEN (Esp. v.) : Calypso, 17 (380-30-11).

LE CONSUL (A. v.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (574-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; V.F. : UGC Boulevard, 9 (574-94-94) ; UGC Convention, 15 (574-94-94).

COTTON CLUB (A. v.) : Studio de la Contrecoeur, 5 (325-78-37).

LA DÉCHIRURE (A. v.) : Cinéma, 6 (633-10-32) ; Publicis Marignan, 8 (359-92-82) ; V.F. : Paris Ciné 1, 10 (770-21-71).

DÉTECTIVE (Fr.) : Studio Cujas, 5 (254-89-22).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : Gédé, 19 (245-66-00).

ELECTRIC DREAMS (A. v.) : Espace Galilé, 14 (327-95-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; V.F. : Paris Ciné 1, 10 (770-21-71).

LES ENFANTS (Fr.) : St-Amand-des-Arts, 6 (326-58-00) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

ESCALIER C. (Fr.) : Forum, 11 (297-53-74) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8 (562-41-46) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; V.F. : Paris Ciné 1, 10 (770-21-71).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

LE FILM DE BEVERLY HILLS (A. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Biarritz, 9 (526-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

BAILEY (A. v.) : V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; Napoléon, 17 (267-63-43).

masse Pathé, 14 (522-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (522-12-06) ; Gambetta, 20 (636-10-96).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cub. v.) : Denfert (Hap.), 14 (321-41-01).

KAOS, CONTE SITIENS (It. v.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (326-58-00).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind. v.) : Olympia Beaubourg, 3 (271-52-36) ; 77-77.

MARCEAUX A L'OMBRÉ (Fr.) : Gaumont Hallé, 11 (297-49-70).

MARIA'S LOVERS (A. v.) : Tempeliers, 3 (772-94-56).

MARJORIE (A. v.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Monte Carlo, 8 (225-09-43) ; Action Lafayette, 9 (329-79-89).

MASK (A. v.) : Gaumont Hallé, 11 (297-49-70) ; Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Elysées Lincoln, 8 (359-36-14) ; Ambassade, 8 (359-36-14) ; Bienvient Montparnasse, 15 (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.F. : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (574-94-94).

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.) : Tempeliers, 3 (772-94-56).

MISHIMA (A. v.) : Saint-Germain Richelieu, 2 (233-56-70) ; Gaumont Hallé, 11 (297-49-70) ; Espace Galilé, 14 (327-95-94).

MONSIEUR DE FOURCAUGNAC (Fr.) : Laiton, 9 (278-47-86).

NASSIDE HODJA AU PAYS DU BUSINESS (Fr.) : Studio 43, 9 (770-63-40).

NOSTALGIA (It. v.) : Bonaparte, 6 (326-12-12) ; UGC Marbeuf, 6 (561-94-95).

LA NUIT PORTE-ARRÊTÈLES (Fr.) : Clichy, 6 (633-10-32) ; République Cinéma, 11 (805-31-33).

PARIS, TEXAS (A. v.) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-95).

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 15 (574-94-94) ; George-V, 8 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz, 9 (526-20-40).

PATROUILLE DE NUIT (A. v.) : Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARIS, TEXAS (A. v.) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-95) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 15 (574-94-94) ; George-V, 8 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz, 9 (526-20-40).

PATROUILLE DE NUIT (A. v.) : Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARIS, TEXAS (A. v.) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-95) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 15 (574-94-94) ; George-V, 8 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz, 9 (526-20-40).

PATROUILLE DE NUIT (A. v.) : Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARIS, TEXAS (A. v.) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-95) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 15 (574-94-94) ; George-V, 8 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz, 9 (526-20-40).

PATROUILLE DE NUIT (A. v.) : Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARIS, TEXAS (A. v.) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-95) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 15 (574-94-94) ; George-V, 8 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Biarritz, 9 (526-20-40).

PATROUILLE DE NUIT (A. v.) : Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARIS, TEXAS (A. v.) : UGC Marbeuf, 6 (561-94-95) ; Parisiennes, 14 (335-21-21) ; 320-12-06.

PARKING (Fr.) : Forum Orient Express, 15 (574-94-94) ; George-V, 8 (562-41-46) ; François, 9 (770-33-88) ; Parisiennes, 14 (335-21-21).

PARTIR, REVENIR (Fr.)

COMMUNICATION

A TITRE D'ESSAI

Europe 1 émet sur la FM parisienne

Europe 1 a fait le saut ! Sans masque et sans fard, la voix qui diffuse intégralement ses programmes depuis une quinzaine de jours sur la modulation de fréquence parisienne. Certes, la fréquence choisie (105,2 MHz) est sans grand danger : située sur la bande 104-108, elle est théoriquement indisponible pour les radios locales privées, puisqu'elle appartient à l'armée. Certes, également, la faible puissance d'émission - une cinquantaine de watts - ne risque pas d'occasionner de trouble ou de gêner quelques voisins difficiles : les émissions ne sont captables que sur un rayon de quelques centaines de mètres autour de la station.

Mais l'émission sur la bande FM est subordonnée à une autorisation de la Haute Autorité, et, en brûlant ainsi un feu qui, malgré quelques signes récents, s'obstine à demeurer rouge, la radio s'expose au courroux des pouvoirs publics. « Un simple test, explique-t-on à Europe 1. Une opération inoffensive pour permet-

tre au personnel de la station d'écouter sa radio en FM. »

Des essais techniques également dans l'attente d'une autorisation d'émettre sur la modulation de fréquence dans la plupart des grandes villes de France, que la direction d'Europe 1 affirme « imminente » : « Tout le monde, de la Haute Autorité au gouvernement, est à présent conscient de la pénalisation que subissent aujourd'hui les radios grandes ondes, dont les conditions de réception se dégradent de plus en plus. Nous ne demandons qu'à émettre dans des conditions normales. Et normales en 1985, cela signifie modulation de fréquence et pourquoi pas stéréo. » En tout cas, le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, qui n'a guère apprécié d'apprendre par la presse cette émission pirate d'Europe 1, se disait « stupéfait » jeudi soir 20 juin par l'« audace » de la station et cherchait une réponse appropriée... qui ne saurait tarder.

A. C.

LA LOI SUR LES DROITS D'AUTEUR

Quarante comédiens adressent une lettre au président de la République

Alors que la commission mixte Sénat-Assemblée nationale se réunit, ce vendredi 21 juin, pour mettre au point la version finale du projet de loi relatif à la protection du droit des auteurs et artistes, une quarantaine de comédiens (le Monde du 19 juin) rendent publique la lettre qu'ils ont adressée, le 10 juin, au président de la République. On y lit notamment :

« M. Lang, ministre de la culture, s'est attaché à ce que cette loi amène cette nouvelle protection au meilleur niveau par rapport aux autres pays industrialisés, qui nous avaient longtemps distancés. Depuis que ce projet est en discussion au Parlement, il a subi bien des modifi-

cations, le mettant pratiquement en cause sur des dispositions essentielles pour nous.

« Des voix se sont élevées dans les milieux de la production cinématographique, annonçant une apocalypse bien étrange à la réalité du projet de loi présenté par le ministre de la culture et à ce que nous voulons. Pourtant, les solutions proposées, fruit d'une longue concertation et de concessions mutuelles, sont réalistes et conformes à l'évolution des techniques et à leurs utilisations.

« Aussi nous adressons-nous à vous, monsieur le président, afin de nous soutenir pour l'obtention d'une loi équilibrée, moderne, qui reconnaisse la plénitude de nos droits matériels et moraux, notamment sociaux et fiscaux. »

PUBLICATION JUDICIAIRE

Sur poursuites de l'Office central interprofessionnel de logement (OCIL), assisté de M^{me} Sauveur Vaissé, avocat au barreau de Paris, poursuites relatives à un article et à un dessin illustrant cet article publiés dans le journal l'Humanité du mardi 27 septembre 1983 en page 11 et intitulé « Du rififi à l'OCIL ».

La onzième Chambre des appels correctionnels de Paris a, le 17 avril 1985, condamné le directeur de la publication du journal l'Humanité, M. Lajou, M. Picant, journaliste, et M. Gherman, dessinateur humoristique, dans les termes essentiels suivants : « Considérant qu'est définitive les passages incriminés, un dessin illustrant l'article, le tout répliqué, dans le contexte, comportant, aux yeux du lecteur moyen de cet article, l'allégation, sous une forme plus ou moins déguisée et par voie d'insinuation, de manipulations ou de détournements de fonds commis par la partie civile poursuivante, l'OCIL.

« Considérant qu'est dès lors établie la faute reprochée à chacun des défendeurs et constitutive d'une diffamation publique envers un particulier, que cette faute a été commise par André Lajou, son auteur principal comme étant directeur de publication du journal l'Humanité, et par Alain Picant, journaliste, et Alain Gherman, dessinateur, ont commis, le premier comme auteur principal, les deux autres défendeurs comme complices, une faute constitutive d'une diffamation publique envers un particulier, à savoir l'Office central interprofessionnel de logement (OCIL), ce à raison (pour les deux premiers) des passages incriminés et ci-dessus résumés, contenus dans un article publié dans le journal l'Humanité du mardi 27 septembre 1983 en page 11 et intitulé « Du rififi à l'OCIL », et à raison (pour le premier et le troisième défendeur) du dessin illustrant cet article.

« En conséquence, condamne solidairement les trois défendeurs à payer à l'OCIL la somme de 1 franc à titre de dommages-intérêts.

« Ordonne, à titre de réparation complémentaire, la publication par extraits du présent arrêt dans un quotidien et un hebdomadaire au choix de la partie civile et aux frais solidaires des trois défendeurs, sans toutefois que le coût de chaque insertion puisse excéder la somme de 6000 F.

« Condamne, en outre, solidairement les défendeurs à payer à la partie civile la somme de 5000 F sur le fondement de l'article 475.1 du Code de procédure pénale. »

POUR EXTRAITS, Cabinet VAISSE, LARDIN et associés, avocats à la Cour.

MORT DU JOURNALISTE

LAURENT GODDET

Laurent Goddet, qui avait été rédacteur en chef de la revue Jazz-Hot de 1970 à 1980, s'est donné la mort, à Paris, à l'âge de trente-huit ans. Il avait publié récemment le Jazz dans tous ses éclats (Rocheville 1983) ; producteur à France-Musique depuis 1978, il avait été collaborateur de nombreux journaux (Rock and Folk, le Nouvel Observateur, Jeune Afrique, le Quotidien de Paris). Il était responsable du centre d'information du jazz au CENAM, où il défendait avec efficacité et passion une musique qu'il aimait plus que toutes les autres.

Les obsèques auront lieu le mercredi 26 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin à Paris.

Lisez le livre des PHILISTINES

Le Tennis

M. Laurent Fabius l'a promis pour la fin du mois, « avant les congés d'été ». La décision gouvernementale sur la télévision privée ne devrait donc plus tarder. Et pourtant, un mois après la remise du rapport de M^{me} Jean-Denis Bredin, le débat autour de la création de nouvelles chaînes ne semble pas avoir beaucoup progressé.

Au contraire : chacun s'est attaché à corriger, amender, retoucher le rapport Bredin. La Haute Autorité ne jure que par les télévisions locales, la presse régionale souhaite les contrôler, les candidats à la liberté d'émettre refusent le partage des fréquences entre chaînes nationales et stations locales, rejettent le monopole de Télédiffusion de France, se plaignent des quotas de programmation et des taxes destinées à alimenter le fonds de soutien. Le Parti communiste repousse en bloc les conclusions du rapport parce qu'elles ouvrent la porte au grand capital, les partis d'opposition font de même pour des raisons diamétralement opposées.

Le bel édifice construit par M. Bredin n'était sans doute pas sans défauts, mais il avait une qualité essentielle : construire le paysage audiovisuel français dans ce sens : Europe 1 et l'association Gaumont-NRJ. Le reste des fréquences disponibles serait attribué à RTL-Télévision et à Télé-Montecarlo pour conforter leur diffusion sur le territoire, ainsi qu'aux différents candidats à la télévision locale selon des procédures très proches de celles préconisées par M^{me} Bredin. Pour le reste, les propositions étudiées en concertation interministérielle reprennent l'essentiel du rapport Bredin.

Ce ne sont encore que des propositions, et leur acceptation dépend au moins de deux arbitrages importants. Le premier concerne Canal Plus. Son président, M. André Rou-

L'AVENIR DE LA TÉLÉVISION PRIVÉE

Le sort de Canal Plus et du satellite TDF 1 au cœur des derniers arbitrages

Les grands groupes de communication comme la presse nationale. On est loin du rapport Bredin qui préconisait le maintien de Canal Plus sous forme de chaîne payante et la constitution de deux réseaux nationaux desservant les grandes villes françaises.

La raison donnée à cette volte-face est essentiellement économique : une chaîne nationale vivant de la publicité n'aurait de rentabilité assurée que si elle touche la quasi-totalité des foyers français et utilise donc le réseau VHF attribué à Canal Plus. Pour ne pas enterrer définitivement la télévision payante, la nouvelle société privée pourrait continuer à exploiter un service de films, codé et payant, sur la même fréquence à partir de 22 h.

Une chaîne musicale

Un des réseaux « multivilles », repéré par le rapport Bredin, pourrait être affecté à une chaîne musicale. Cette télévision toucherait un public très ciblé de jeunes, colporterait moins de 20 millions de francs et ne ferait pas une concurrence publicitaire directe à la grande chaîne privée. Deux candidats ont déjà fait des propositions dans ce sens : Europe 1 et l'association Gaumont-NRJ. Le reste des fréquences disponibles serait attribué à RTL-Télévision et à Télé-Montecarlo pour conforter leur diffusion sur le territoire, ainsi qu'aux différents candidats à la télévision locale selon des procédures très proches de celles préconisées par M^{me} Bredin. Pour le reste, les propositions étudiées en concertation interministérielle reprennent l'essentiel du rapport Bredin.

Ce ne sont encore que des propositions, et leur acceptation dépend au moins de deux arbitrages importants. Le premier concerne Canal Plus. Son président, M. André Rou-

selet, acceptera-t-il de renoncer à son projet initial et de devenir minoritaire dans un nouveau montage ? Rien n'est moins sûr. Le président d'Havas s'en tient toujours à la lecture de sa concession de service public et à l'autorisation qui lui a été donnée d'accéder à un minimum de ressources publicitaires. Mais pourra-t-il résister, sans l'aide de l'Etat, à un déficit financier important ?

Le second arbitrage touche à l'avenir du satellite de télévision directe et au rôle que doit y jouer la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Cette dernière s'associera-t-elle à la grande chaîne commerciale en lui donnant du même coup toute sa crédibilité ou préférera-t-elle conserver ses deux chaînes, l'une française, l'autre allemande, sur le satellite ? D'autres candidats ont déjà fait connaître leur intérêt pour les canaux de TDF-1 : les télévisions indépendantes britanniques (ITV), Sky Channel, la chaîne de M. Rupert Murdoch, l'éditeur allemand Bertelsmann et même le géant italien de la télévision privée, M. Silvio Berlusconi.

Un FR 3 culturel ?

Le gouvernement français tient aussi à placer sur le satellite une chaîne culturelle européenne, conforme au projet de M. Pierre Desgraupes, qui compenserait un peu l'ouverture des ondes à la télévision commerciale. Certains recommandent même d'y associer le projet éducatif de M. Jean-Pierre Chevènement, cher au président de la République, et de marier le tout avec FR 3, transformée en un regroupement de vingt-deux stations régionales autonomes à vocation éducative et culturelle. Une façon de trouver de l'argent pour cet ambitieux projet sans trop alourdir la charge des finances publiques.

Quelles que soient les solutions retenues pour le satellite, le temps presse. La mise en service de l'engin est prévue pour le début de l'année 1987, et les industriels ont tout juste le temps de lancer leurs chaînes de fabrication pour fournir les équipements de réception. Ils ne le feront que si TDF 1 possède des programmes suffisamment attrayants pour mobiliser les acheteurs.

Reste - question subsidiaire mais non dénuée d'une certaine importance - le sort fait au service public. Menacé par une nouvelle concurrence, il est la victime désignée des partis d'opposition, qui ne rêvent que de le privatiser. Le gouvernement ne peut rien décider sur la télévision privée sans faire un geste significatif en faveur des chaînes publiques. Le plafonnement des ressources publicitaires est une donnée intangible si l'on veut laisser une chance à la télévision privée. Il faudrait alors se résigner à l'augmentation, toujours impopulaire, de la redevance.

Le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication prépare le terrain. Ces jours-ci, un stand d'information sur la redevance accueille toutes les demandes d'information à la Maison de la radio à Paris. Une étude très fournie sur la situation européenne, commandée à l'Institut national de la communication audiovisuelle, fait ressortir un certain nombre d'idées fausses. Le téléspéctateur français qui paye 4 centimes par heure de programme offert (2,6 centimes pour le titulaire d'un poste noir et blanc) est dans une très mauvaise moyenne vis-à-vis de ses voisins européens. La redevance couleur ne représente que 0,36 % de la consommation des ménages et 5,5 % de la consommation de loisirs. Un des taux les plus bas en Europe.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

A VOIR

L'homme et le travail moderne

L'introduction de nouvelles techniques qui obligent les salariés à suivre des stages, la nécessaire amélioration de la qualité des produits, les exigences de la compétitivité amènent les entreprises à se transformer. Cela permet-il pour autant aux salariés de mieux faire valoir leur intelligence, de mieux utiliser leur savoir-faire dans leur milieu de travail ?

La mise en place de technologies avancées est justement le thème de la seconde émission baptisée « Demain l'homme » qui est programmée le dimanche 23 juin dans le cadre du « Jour du Seigneur ». On y verra l'entreprise HB-Parin, située dans la région parisienne, où l'apparition de machines à commande numérique fait l'objet des commentaires des salariés et de la maîtrise. Si un travailleur immigré y voit l'enrichissement de ses tâches, le chef d'atelier, en revanche, a dû convaincre le personnel du progrès que représentent la nouvelle technique. Pour le chef d'entreprise, la mutation actuelle était une question de survie.

D'autres thèmes seront abordés par la suite : le robot, la communication, le génie génétique...

F.S.

★ Le jour du Seigneur, dimanche 23 juin, TF 1 à partir de 10 h 30.

« M. Rupert Murdoch vend le Village Voice ». Le milliardaire australien Rupert Murdoch vient de vendre le célèbre hebdomadaire new-yorkais Village Voice pour un peu plus de 55 millions de dollars. Il l'avait acheté en 1977 pour 16 millions de dollars. M. Murdoch, qui a récemment pris le contrôle des studios de la Twentieth Century Fox et de six grandes stations de télévision, doit aujourd'hui se mettre en conformité avec la loi américaine. Cette loi oblige M. Murdoch à vendre ses intérêts dans la presse dans les Etats où il possède une station de télévision. C'est le cas à New-York et à Boston.

M. Murdoch n'a jamais tenté d'influencer la politique rédactionnelle et la liberté de ton de l'hebdomadaire, qui n'aurait pas à faire du milliardaire australien une des cibles favorites. La rédaction du Village Voice se demande s'il en sera de même avec le nouveau propriétaire, M. Leonard Stern, dont le groupe, Hartz Mountain, a de très importants intérêts immobiliers à New-York et un véritable empire dans la nourriture pour animaux.

RADIO-TÉLÉVISION

Vendredi 21 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 30 DICTÉES POUR L'ÉTÉ

20 h 30 Droit de réplique. Réponses des partis politiques à l'intervention de M. Fabius. (Pour le RPR : M. Jacques Toubon.)

20 h 45 Le jeu de la vérité. Émission de P. Sabatier. Avec Raymond Poullidor.

22 h 15 Dictionnaire des Lieux de la France. D'après Choderlos de Laclos, réal. C. Brabant, avec J. Negroni, M. Simon... (Rediff.)

22 h 25 Journal. 22 h 50 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilletton : Châteaufort. Tandis que la justice s'intéresse à l'avion acquis deux ans plus tôt par Kovalev, Travers veut aller enquêter en Italie.

21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème « A quatre mains », sont invités : Anne et Noëlte Berthelette (les Rendez-vous de l'année), Carlo Fruttero et Franco Lucentini (Place de Saint, obé ombre), Patrick et Olivier Polvre d'Arvor (le Roman de Virginie), Anne et Pierre Rouquet (l'Inquiétude outre-mont du général de Gaulle), Ana et Caché Vasquez (Sebastião's Angel).

22 h 50 Journal. 23 h Ciné-club : Un Américain à Paris. Film américain de V. Minnelli (1951), avec G. Kelly.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série Agathe Christie : les Associés contre le crime. Un alibi en brezoze. Réal. C. Hodson, avec F. Amis, J. Warwick.

21 h 25 Quelques mots pour le dire. Émission de la sécurité routière.

21 h 30 Vendredi : Et toi, les vacances ? Magazine d'André Campana et Igor Barère. C'était en 1981 et l'été avait été chaud aux Minquiers (incendies et rochers de voitures volées). 1982 : dix mille jours de vacances sont en marche en vacances. 1984 : cent vingt mille cette fois sont concernés par l'opération. Ils témoignent, ils racontent : c'est la meilleure manière de voir la réalité.

22 h 25 Journal. 22 h 45 Concert international de jeunes solistes. Enregistré au grand auditorium du Conservatoire national de Bordeaux et dirigé par J. Pernon.

A l'occasion de la Fête de la musique, FR 3 propose un concert international de jeunes solistes, venus de nombreux pays d'Europe.

0 h 15 Décibels de nuit.

FR 5 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Mannequin, ou la vie simple ; 17 h 20, Woody Woodpecker ; 17 h 30, La mémoire de Larchant ; 18 h, Action 3, le magazine d'information ; 18 h 55, Annonces ; 19 h, La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

21 h 5, Streamers, film de R. Altman ; 13 h 5, Tricheurs, film de B. Schroeder ; 0 h 40, Warring, film de G. Clark ; 2 h 10, Athlétisme ; 3 h 10, Madame Claude n° 2, film de F. Mitter ; 4 h 45, Fête de la Pierre, film de M. Ferreri ; 6 h 25, Caisse-réglette, ballet de Tchikovski (par le Théâtre des Marionnettes de Salzbourg).

FRANCE-CULTURE

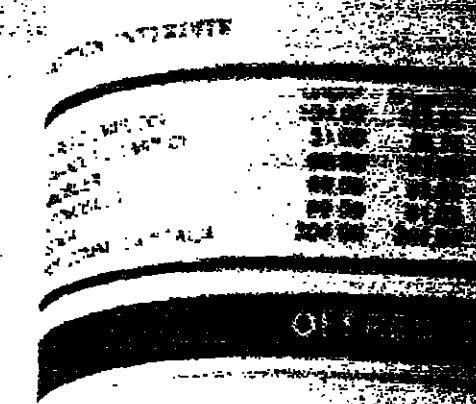
20 h 30 Le grand débat : intégrité, différences, racisme. 21 h 30 Black and blue : Soul bag. 22 h 30 Neits magiques : le « grand cirque » de la formule 1.

FRANCE-MUSIQUE

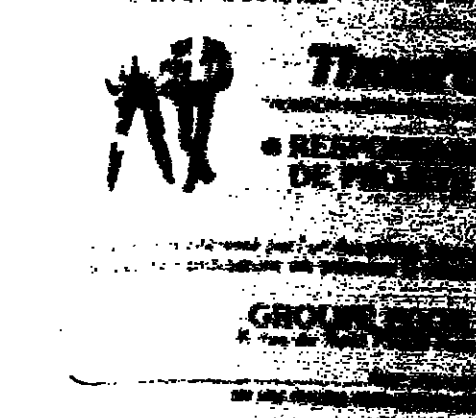
20 h 30 Concert : Horace victorien, de Haendel ; Bolide pour violoncelle et petit orchestre, de Martin ; Musique pour cordes, percussions et céleste, de Bartok ; par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. F. Sacher, sol. H. Schiff, violoncelle.

22 h 20 Les sources de France-Musique : « Fautes de la musique ».

Les programmes du samedi 22 et du dimanche 23 juin se trouvent dans « le Monde Loisirs »



DIRECTEUR ADJ. ET FINANCIER
DIRECTEUR COMM.
RESPONSABLE MARK.
ET TRAVAUX
INGENIEUR DE
INGENIEURS EL



un juriste

BILSON
MEXICAL ELECTRONICS

ADMINISTRATIVE
SERVICE DU PERSONNEL

automobile

les annonces classées

Le Monde
reçues par
du lundi au vend
de 9 heures à 18 heures
au 555-91-82

14-01-1550

économie

REPÈRES

Dollar : vive remontée à 9,40 F

L'annonce d'une progression « estimée » de 3,1 % du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985, plus forte que prévu, a provoqué une vive remontée du dollar, dont le cours est passé, à Paris, de 9,26 F à 9,40 F, et, à Francfort, de 3,0375 DM à 3,08 DM. Toutefois, les opérateurs restent prudents, car les chiffres « estimés » sur le PNB ont souvent été corrigés en baisse par la suite.

Conflits du travail : nouvelle baisse en avril

Selon les statistiques officielles du ministère du travail, les conflits localisés du travail ont touché, en avril 1985, 190 établissements, occupant habituellement 59 100 salariés, parmi lesquels 18 100 ont cessé le travail, entraînant la perte de 49 500 journées de travail. La baisse est sensible par rapport à mars 1985 (235 établissements concernés, 25 500 grévistes et 50 500 journées perdues) et surtout à avril 1984 (259 établissements, 30 700 grévistes et 70 500 journées perdues). Malgré un relatif allongement de la durée des conflits, l'affaiblissement de la « conflictualité » se poursuit : en moyenne mensuelle, l'évolution des journées non travaillées est de 56 000 de janvier à avril 1985, contre 109 000 en 1984.

Prix des logements anciens à Paris : + 7,3 % au mètre carré en 1984

La chambre des notaires de Paris vient de publier un nouvel indice pondéré de hausse du prix au mètre carré des logements anciens parisiens : il s'établit à 107,3 sur une base 100 en 1983. Calculé avec les conseils techniques de l'INSEE, cet indice prend en compte l'évolution du prix de quatre mille logements, construits il y a plus de cinq ans, vendus au cours de l'année (sur treize mille transactions totales) et sélectionnés sur des critères précis et constants. Cet indice sera publié une fois par an.

ÉNERGIE

La CEE va demander aux États-Unis et au Japon d'ouvrir leurs marchés aux produits raffinés du Golfe

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). Les ministres de l'énergie de la CEE, réunis le 20 juin au Grand-Duché, ont convenu de leur volonté d'accepter une partie des ventes de produits raffinés des pays du Golfe (le Monde du 20 juin). Les représentants des gouvernements européens qui participeront le 9 juillet, à Paris, à la session ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) - à laquelle la France n'a pas adhéré - demanderont aux délégations japonaise et américaine de prendre également leur part des quelque 50 millions de tonnes de produits qui seront mises sur le marché d'ici à 1990 par les pays arabes.

La France s'est opposée à ce que la Commission européenne - qui a un statut d'observateur à l'AIEA -

selon le ministre norvégien du pétrole

L'OPEP VA SE RESSAISIR

M. Kare Kristiansen, ministre norvégien du pétrole et de l'énergie, s'est montré confiant dans les capacités de l'OPEP à se ressaisir. « Je pense que les pays membres ont intérêt à maintenir la solidarité et le contrôle qu'implique l'OPEP, et qu'ils vont revenir au respect de l'accord », de limitation volontaire de la production, conclu en janvier dernier au sein de l'Organisation, a-t-il déclaré le mardi 18 juin.

Interrogé sur les mises en garde lancées récemment par M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, M. Kristiansen a dit qu'il « comprend » la réaction de l'Arabie saoudite qui, « tirant les conséquences de son rôle de producteur d'équilibre, a réduit sa production en dessous de son quota » et « a fortement réagi lorsque les autres membres de l'OPEP ont cherché à tourner l'accord » (1).

(1) La Norvège ne fait pas partie de l'OPEP.

● Électricité : des tarifs saisonniers pour les clients domestiques. - Les pouvoirs publics ont demandé à EDF de proposer à une partie de leurs clients domestiques des tarifs différents, selon la saison ; vingt-cinq mille abonnés d'EDF bénéficieront déjà à titre expérimental de l'option dite « Effacement jours de pointe ».

En contrepartie d'un abonnement annuel moins coûteux et de tarifs moins élevés la plupart du temps, ils acceptent de payer le kilowatt-heure six fois plus cher pendant les vingt-deux jours les plus froids de l'année. Cette option ainsi qu'un autre tarif saisonnier devraient être proposés dès l'été à tous les clients domestiques souscrivant une puissance d'au moins 9 kilowatts.

RECTIFICATIF. - Dans l'article intitulé « Gaz de France : des titris participatifs pour boucher des trous » (le Monde du 21 juin), une confusion nous a fait écrire : « Avec un déficit annuel dépassant 10 milliards de francs depuis 1981 ». Il fallait lire : « Avec un déficit cumulé dépassant 10 milliards de francs depuis 1981 ».

MONNAIES

Le dérapage de la masse monétaire risque de freiner la baisse du coût du crédit

La masse monétaire française augmente plus vite que prévu, et ce phénomène pourrait contraindre le processus de baisse des coûts du crédit engagé par les pouvoirs publics. A l'heure actuelle, la croissance de cette masse s'effectue au rythme de 8,4 % par an (fin mai), alors que, en début d'année, l'objectif officiel était de 4 % à 6 % pour 1985. Certes, un tel objectif ne devait être atteint que vers la fin de l'année, pour laisser à ce rythme le temps de décroître, alors qu'il s'élevait encore à 17,5 % en 1984. Mais la tendance actuelle est inquiétante, car elle traduit un « dérapage » de la masse tout à fait à l'inverse d'un processus de freinage. Or, comme on le sait, une relation constante existe entre la masse monétaire et l'inflation, l'excès de liquidités par rapport à l'offre de produits encourageant la hausse des prix. Tous les gouvernements et toutes les banques centrales effectuent le réglage de leur économie en accélérant ou en ralentissant le rythme de croissance de cette masse.

On a vu, en 1983, la Réserve fédérale des États-Unis distribuer davantage de liquidités pour relancer une économie en récession. A l'inverse, les pouvoirs publics français, engagés dans la désinflation, ont entrepris de diminuer les liquidités de l'économie.

D'où provient donc ce dérapage intempestif, fort surprenant, au premier abord, dans un pays encore soumis à un plan de rigueur ? Plusieurs facteurs peuvent être tenus pour responsables. Rappelons que la masse monétaire dans sa définition M 2 R (R pour résidents), utilisée habituellement pour mesurer la création de monnaie, comprend l'ensemble des moyens de paiements courants (pièces, billets et dépôts à vue dans les réseaux bancaires), regroupés sous l'appellation M 1, auxquels s'ajoutent les placements liquides ou court terme (dépôts à terme, comptes sur livrets et

CODEVI dans les banques, plans et comptes d'épargne logement et livrets d'épargne populaire dans les banques). Le tout s'élève à un peu moins de 2 000 milliards de francs. L'analyse de son origine, ou plus précisément de ses contreparties (au nombre de trois), est révélatrice : pour des raisons diverses, elles ont toutes progressé plus vite que prévu. La première est constituée par les emprunts à court terme contractés par le Trésor pour combler le déficit budgétaire (15 % à 20 % de la masse). Or, en dépit d'une exécution à peu près satisfaisante du budget, ce poste a dérapé au premier semestre en raison du retard pris par ce même Trésor pour émettre des emprunts à long terme, non créateurs de monnaie. Mais, après le règlement du dernier emprunt d'État (20 milliards de francs), les choses pourraient rentrer dans l'ordre.

Plus préoccupante est l'évolution des concours à l'économie sous forme de crédits bancaires financés par des ressources à court terme (dépôts à vue, comptes sur livrets, etc.). Selon des indications concordantes, les réseaux bancaires ont activement « poussé » les prêts aux particuliers et aux PME : on assiste notamment à une véritable explosion des prêts conventionnés au logement, dont les taux ont baissé à 12 % ou 13 %, avec, en tête, le Crédit agricole. Ce phénomène a deux causes : tout d'abord les grandes entreprises, plus riches en trésorerie, empruntent moins ou contractent des emprunts en devises à l'étranger, moins onéreux qu'en France. Ensuite les prêts aux particuliers et aux PME sont plus rentables que les prêts aux grandes entreprises, dont les conditions sont très « tirées ».

Enfin, la variation des avoirs en or et en devises, troisième contrepartie de la masse M 2 R, se traduit actuellement par des entrées de devises étrangères attirées par le niveau

encore élevé des taux d'intérêts français : une quinzaine de milliards de francs en chiffres nets, après déduction des engagements à court terme des banques sur l'étranger. Ces entrées, elles aussi, sont créatrices de monnaie, alors que dans le passé, surtout en 1981, 1982 et 1983, les sorties de devises étaient destructrices de monnaie.

Devant une telle situation, exposée aux banquiers en début de semaine par les experts de la Banque de France, la réaction serait de freiner la croissance de la masse monétaire en agissant sur celle de ses contreparties. Pour le Trésor, on l'a vu, une remise en ordre est en cours. Pour les entrées de devises, tant que le franc restera fort et les taux élevés, on n'y pourra pas grand chose. Pour le dérapage du crédit bancaire, principale source de création monétaire (plus des trois quarts), le problème est embarrassant, car le remède serait de réduire ces crédits en durcissant le système de régulation par les réserves obligatoires mis en vigueur au début de l'année, ou même, selon certains esprits audacieux, de relever le taux de base des banques. Très naturellement, la Banque de France y réfléchit, car ce serait compromettre la reprise de l'immobilier et de la construction, bien mal en point, et pénaliser l'activité des PME, seul espoir de l'économie.

Une autre solution, plus délicate et moins douloureuse, consisterait à diminuer la composante dépôts à vue et épargne fiscale liquide à court terme de M 2 R en favorisant l'épargne à long terme, dont le développement est un peu bloqué en ce moment : la baisse régulière des taux d'émission des obligations, qui sont tenues à l'écart des souscripteurs depuis trois ans, s'est arrêtée, car ces taux viennent buter sur ceux à court terme, stabilisés par la Banque de France dans l'attente d'une reprise de la désinflation, en retard sur l'horizon.

Il conviendrait donc de rendre l'épargne liquide moins attractive en réduisant sa rémunération, ce qui reviendrait à diminuer le taux d'intérêt sur les livrets des caisses d'épargne, ramené de 6,5 % à 6 %. Le fait que ce taux de 6,5 % soit actuellement supérieur à l'inflation, situation considérée comme anormale pour un placement à court terme, pourrait faciliter la décision, imminente, assure-t-on. Mais, pour la rendre totalement cohérente avec l'évolution de la masse monétaire, il faudrait élever de faire baisser davantage le coût du crédit et, notamment, le taux de base des banques. M. Bérégovoy saura-t-il y résister ?

FRANÇOIS RENARD.

CAISSES D'ÉPARGNE : Baisse probable de 0,5 % du taux du livret A

Une baisse de 0,5 % du taux de rémunération du livret A des Caisses d'épargne (fixé à 6,5 % depuis août 1984) sera probablement annoncée avant la fin du mois de juin.

[Un important débat se déroule actuellement au sein du gouvernement sur l'opportunité de baisser de 0,5 % ou de 1 % la rémunération des livrets d'épargne courants d'impôt. Conséquence logique de la baisse des taux constants depuis plusieurs mois et de l'alignement du rythme de l'inflation, cette décision se heurte toutefois à un obstacle de taille : la chute sévère de la collecte (des livrets A pour un montant de 15,5 milliards de francs sur les livrets A et B au cours des cinq premiers mois de 1985) et le fait que certains qu'elle représenterait pour la Caisse des dépôts chargée d'utiliser une partie de cette épargne liquide afin de financer le logement et les collectivités locales. (le Monde du 14 juin), deux ministères traditionnellement dévoués à cet organisme.]

AGRICULTURE

Les producteurs de blé proposent une taxe européenne pour financer les exportations de céréales

De notre envoyé spécial

Vichy. - Le blé est au centre de l'offensive commerciale des États-Unis. Il est au centre du débat européen sur les prix agricoles qui débouche sur une querelle institutionnelle. Il est le pivot de la politique agricole française. Il devient enfin l'objet d'un débat de société : doit-on, pour limiter la pollution, brûler du blé sous forme d'éthanol dans le moteur de nos automobiles ?

Pour l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), qui tenait son 61^e congrès les 19 et 20 juin à Vichy (Allier), l'actualité était riche. Trop riche même. Les céréaliers sont mal à l'aise. « L'aspect quantité », a dit leur président, M. Philippe Neeser, faisant référence à la récolte record de 1984 (1), « masque la baisse continue des prix ». Et d'expliquer qu'en

1985 le revenu, même chez les producteurs les plus performants, sera en chute.

Ainsi vont les paradoxes : la France a réussi à exporter 18 millions de tonnes de blé, dont 14 vers la CEE, 5 millions de tonnes d'orge, soit une vente de 40 milliards de francs (5 % des exportations totales) avec un solde net de 33 milliards, et pourtant les producteurs s'interrogent sur leur revenu et sur la concurrence internationale.

Les spécialistes s'attendent certes à des rendements nettement moins élevés cette année qu'en 1984.

On parle de 50 quintaux en moyenne à l'hectare, contre 64. Mais l'environnement international n'en sera pas modifié pour autant. Une mutation profonde s'est opérée : la Chine est devenue le premier producteur mondial de blé ; l'Inde exporte. Dans un marché mondial stable, l'augmentation « naturelle » due à la sélection est inexorable (un quintal par hectare et par an en France). Les États-Unis ont perdu des parts de marché au profit de l'Australie, du Canada, de l'Argentine, de la CEE enfin. Et cette dernière, dans un marché mondial stable, l'augmentation « naturelle » due à la sélection est inexorable (un quintal par hectare et par an en France). Les États-Unis ont perdu des parts de marché au profit de l'Australie, du Canada, de l'Argentine, de la CEE enfin. Et cette dernière, dans un marché mondial stable, l'augmentation « naturelle » due à la sélection est inexorable (un quintal par hectare et par an en France).

La France dit oui. La RFA, qui n'a pas les mêmes structures agricoles, et qui, comme l'a souligné le président Neeser, préfère faire des concessions agricoles plutôt qu'industrielles dans les négociations commerciales multilatérales, dit non.

La baisse, c'est terminé

Maintenant la vocation exportatrice de la France, c'est la thèse commune à l'AGPB et au ministre de l'Agriculture. Comment ? En acceptant la baisse des prix proposée par la Commission. M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, faisait un geste plus politique que technique dans le contexte de l'offensive commerciale américaine. Cette mesure de baisse n'a pas en effet de portée réelle sur l'exportation. Pour la RFA, non seulement cette diminution est sans objet (hormis sa répercussion sur les finances communautaires), mais, en outre, la hausse du prix des céréales est inévitable, compte tenu des coûts de production.

Dilemme pour les céréaliers français : ils sont d'accord sur ce point avec l'Allemagne. La baisse, pour nous, c'est terminé, et nous irons dans la rue s'il le faut pour défendre notre niveau de vie », a déclaré M. Neeser, qui a engagé les producteurs à ne plus lâcher leur marchan-

dise au-dessous de 120 F le quintal (2). Seulement, les céréaliers français ne suivent plus leurs collègues d'outre-Rhin quand le ministre allemand envisage une limitation des volumes : quota par producteur ou mise en réserve de terres.

Contre les quotas, on retrouve M. Nallet, qui déclare : « Mathématiquement et plus élevés ont toujours fait bon ménage ». Et des prix élevés, il n'en veut pas. Retour à la case départ.

Comment sortir du cercle vicieux ? L'AGPB propose que les producteurs participent au financement des exportations. Le calcul est simple. La baisse de 1 % des prix du blé se traduit par une économie dans le budget communautaire de 200 millions de francs seulement. En revanche, une taxe de correspondance de 1 % appliquée à l'ensemble de la production européenne permettrait d'alimenter un fonds spécial de développement céréalière et rapporterait près d'un milliard de francs. Les céréaliers veulent bien de cette taxe de correspondance, dite active, à la différence de celle imposée aux producteurs laitiers, et dont la gestion leur échappait.

Circospection pour l'éthanol

Mais cette proposition est assortie de nombreuses conditions : que le budget de la CEE consacré aux céréales soit maintenu à son niveau actuel ; que les taxes parafiscales qui, en France, s'appliquent au blé soient réduites ; que les importations de produits de substitution des céréales soient bloquées ; enfin qu'un coup de pouce soit donné pour les débouchés nouveaux avec, notamment, des contrats à long terme pour l'exportation. Le ministre envoie une fois et d'accord. L'exportation ira croissant.

Quant aux débouchés industriels du blé, le ministre est plus circonspect. Pour l'AGPB, le dossier technique de l'éthanol est bouclé. C'est lui sur toute la ligne. La décision qui reste à prendre est politique, et « la lenteur française, le blocage, notamment de la direction des carburants, sont scandaleux », estime le président Neeser. Pour M. Nallet, des études techniques restent à faire et il faudra en tout état de cause rendre l'éthanol compétitif. La profession agricole a cependant décidé de mettre en route une unité pilote qui pourrait absorber 4,5 millions de quintaux de blé.

La Commission européenne, elle, fait comme si rien ne s'était passé, et gère le marché des céréales conformément à sa proposition de baisse de prix refusée par la RFA. M. François Guillaume, président

de la FNSEA, qui a tenu à être présent à Vichy, trouve cette attitude « scandaleuse ». La FNSEA dépose un recours devant la Cour de justice de Luxembourg. M. Guillaume n'aime pas que les fonctionnaires européens s'arrogent un droit supranational. En outre, il se déclare heureux de la position allemande sur le droit de veto, car, dit-il, les agriculteurs n'ont rien à espérer de votes à la majorité qualifiée.

On peut se demander cependant, si la Commission, qui aurait pu prendre des mesures moins voyantes, ne commet pas une erreur grave en s'obstinant en fait dans une politique de baisse des prix. Toujours, dans l'histoire de la CEE, la Commission a cherché à affirmer son pouvoir. Elle prend ici le risque de faire de la Cour de justice de la Communauté l'arbitre de choix politiques qui appartiennent aux gouvernements. Que peut faire la RFA si la décision, certes, « technique », de gestion des marchés, avec une baisse effective des prix de 1,8 %, est validée par la Cour ?

En fait, la Commission comme les États membres sont devant une nouvelle donne. « On n'impose pas une diminution de prix », nous disait à Vichy un haut fonctionnaire français. Pour juguler les dépenses communautaires, il faudra sans doute plus d'imagination. En ce sens, la proposition de l'AGPB d'une taxe de correspondance est un élément à prendre au sérieux. Mais la Commission acceptera-t-elle, après bientôt cinq mois de négociations, de relâcher sa copie ?

JACQUES GRALL.

(1) 28,8 millions de tonnes de blé collecté en 1984 contre 21,2 millions de tonnes en 1983.

(2) Le prix moyen du blé d'août 1984 à avril 1985 était de 118,5 F le quintal contre 128,9 pour la période 1983-1984 correspondante.

MÉDECINE
JAMA
LA REVUE CLINIQUE MONDIALE
L'Édition française du « Journal of the American Medical Association » est jugée par ses lecteurs (enquête CAM) : « Le fait qu'elle soit américaine est une qualité très importante si l'on considère le niveau et la façon positive et neuve de concevoir la médecine aux USA. » M.G.
J'ai abandonné toutes les autres revues. » M.G.
(A suivre)
A LIRE CETTE SEMAINE : JAMA N° 83
Spécial sur G.E.S.M.S.
RESERVE AU CORPS MÉDICAL

MONNAIES

La réu

Le 22 juin 1985, le franc français a subi une nouvelle baisse de 0,5 % par rapport au dollar, passant de 9,26 F à 9,20 F. Cette baisse est la conséquence d'une remontée du dollar, provoquée par une forte croissance du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985.

Le 22 juin 1985, le franc français a subi une nouvelle baisse de 0,5 % par rapport au dollar, passant de 9,26 F à 9,20 F. Cette baisse est la conséquence d'une remontée du dollar, provoquée par une forte croissance du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985.

Le 22 juin 1985, le franc français a subi une nouvelle baisse de 0,5 % par rapport au dollar, passant de 9,26 F à 9,20 F. Cette baisse est la conséquence d'une remontée du dollar, provoquée par une forte croissance du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985.

Le 22 juin 1985, le franc français a subi une nouvelle baisse de 0,5 % par rapport au dollar, passant de 9,26 F à 9,20 F. Cette baisse est la conséquence d'une remontée du dollar, provoquée par une forte croissance du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985.

Le 22 juin 1985, le franc français a subi une nouvelle baisse de 0,5 % par rapport au dollar, passant de 9,26 F à 9,20 F. Cette baisse est la conséquence d'une remontée du dollar, provoquée par une forte croissance du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985.

Le 22 juin 1985, le franc français a subi une nouvelle baisse de 0,5 % par rapport au dollar, passant de 9,26 F à 9,20 F. Cette baisse est la conséquence d'une remontée du dollar, provoquée par une forte croissance du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985.

Le 22 juin 1985, le franc français a subi une nouvelle baisse de 0,5 % par rapport au dollar, passant de 9,26 F à 9,20 F. Cette baisse est la conséquence d'une remontée du dollar, provoquée par une forte croissance du PNB américain pour le deuxième trimestre 1985.

120 F le quintal

MONNAIES

La réunion internationale de Tokyo

(Suite de la première page.)

Encore le chiffre de ces capitaux japonais ne donne-t-il qu'une idée très incomplète du volume des sommes impliquées, puisqu'il s'agit d'une estimation nette qui suppose des sorties et des entrées d'argent d'un montant beaucoup plus considérable. Aussi, les Américains font-ils remarquer encore : aujourd'hui les opérations de change concernant des transactions de caractère purement financier sont dix fois plus importantes que celles relatives à des opérations commerciales traditionnelles d'exportation et d'importation. C'est chaque jour l'équivalent en devises diverses de 50 à 60 milliards de dollars qui se traitent à New-York et à Chicago. Comment s'imaginer que les banques centrales puissent par leurs interventions influencer sérieusement le cours des monnaies ?

De l'eau dans le vin

Les Européens et notamment les Français ne sont pas insensibles à ce raisonnement, et c'est pourquoi ces derniers ont, au fil des mois, mis beaucoup d'eau dans leur vin, comme on dit, en témoignant des propos très modérés tenus sur ce chapitre par M. Mitterrand au sommet de Bonn. Au nom du réalisme, Paris a abandonné en douceur l'idée initiale qui consistait tout simplement à proposer une extension à l'échelle du monde industrialisé des méthodes et des procédures du SME.

On s'est rabattu sur un projet encore relativement ambitieux, mais beaucoup plus vague de « *taux de change objectifs* » entre la zone dollar, la zone constituée par le SME et le yen. Il s'agit de faire évoluer le dollar sur les grandes places d'Europe à l'intérieur d'une certaine plage (entre, mettons, 8,50 F et 9 F), étant entendu que les cours plafond et plancher choisis de concert seraient révisables au gré des données « fondamentales » (rapport des prix, état des balances des paiements). Ce qu'appellerait de véritablement neuf un tel dispositif n'apparaît pas très clairement.

Il semble bien, à s'en rapporter notamment aux déclarations

récentes faites par M. Camdessus, que l'objectif recherché par les Français n'est actuellement que le suivant : accorder l'idée que la coopération internationale doit s'étendre le cas échéant aux taux de change et que le cours du dollar doit cesser d'être un tabou.

Reste la question de fond qui n'est absolument pas abordée : quelle est la raison d'être de cette domination du financier sur le commercial ? L'instabilité permanente qu'elle engendre n'est-elle pas à son tour une incitation puissante aux placements de caractère purement spéculatif et à l'échec court terme ? Tant qu'il s'agit des capitaux flottants, du *hot money* que les trésoriers des grandes entreprises et les gérants des grandes institutions financières, privées ou publiques, déplacent d'un marché à l'autre, le phénomène semble lointain et quasi abstrait. Cependant, il n'est pas difficile d'en trouver la transposition à sa porte. A l'intérieur de chaque pays, fût-il hautement réglementé, on est en présence de la même évolution, et les acteurs en sont des épargnants de toutes catégories et de toutes fortunes, y compris les plus modestes.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe en France. On assiste à un essor très rapide de ce que l'on appelle l'« épargne financière » des ménages. Mais dans quelle proportion se dirige-t-elle vers des investissements directement productifs ? Ce qui draine une partie, la plus importante, de cette « épargne financière » ce sont des organismes du type SICAV court terme. Or ceux-ci, en simplifiant à peine, servent avant tout de relais au financement du déficit budgétaire. Les liquidités qui leur sont confiées par les déposants sont en majorité investies en obligations émises par le Trésor. On achète massivement des obligations parce qu'on spéculé sur la poursuite de la baisse des taux. Le marché est à la merci du retrait des déposants.

Un mouvement de panique vient-il à se produire comme en novembre et décembre 1984, les taux montent et les titres dégringolent, comme sur les grands marchés internationaux...

On peut ainsi s'apercevoir de la formidable concurrence faite au sec-

teur productif par les besoins de financement de l'Etat. C'est ce que les économistes appellent l'effet d'éviction.

Paradoxalement, c'est aux Etats-Unis que cette dernière expression a été forgée (*crowding out*) alors que, malgré l'énormité du déficit budgétaire, les effets de ce phénomène y sont beaucoup moins perceptibles qu'ailleurs, comme l'atteste l'envolée des investissements industriels financés sur emprunt en 1984. La raison en est sans doute qu'une partie très importante, peut-être la tiers, des besoins de financement du Trésor américain sont couverts par l'afflux des capitaux étrangers, notamment japonais.

Le manque de capital

Or il se pourrait bien que le mal profond dont souffre l'économie mondiale soit aujourd'hui le manque de capital, et que ce soit dans cette direction qu'il faille chercher la cause principale du chômage. Un consensus est en train de s'établir sur l'explication de l'inégale répartition de ce dernier à travers le monde industrialisé. L'Europe serait particulièrement touchée parce que les salaires y sont à la fois élevés et rigides. Devantage de flexibilité à la baisse et moins de réglementation concernant le licenciement (en France et aux Pays-Bas notamment) se traduiraient par un grand nombre d'embauches que M. Yvon Gattaz, président du CNPF, a en un jour l'imprudence de chiffrer. L'argument, répété à l'envi par l'OCDE, la BRI, le Fonds monétaire, etc., est que les partis conservateurs s'en sont emparés et la gauche, malgré ses blocages, l'admet elle-même du bout des lèvres. Cependant, il convient de pousser plus loin l'analyse, et cela permet, entre autres, de relativiser cet argument.

Que, sur les grands marchés, les taux d'intérêt à long terme baissent beaucoup moins vite que les taux à court terme est un indice supplémentaire de la rareté du capital. C'est parce qu'il est très difficile d'emprunter et d'être imbuible de se procurer des fonds propres par

émission d'actions nouvelles, et cela malgré la hausse de la plupart des Bourses, que les entreprises n'embauchent pas et continuent d'économiser au maximum sur leurs dépenses, et notamment sur leurs dépenses de personnel. L'argument vaut tout particulièrement pour l'Europe, où il semble bien que, depuis de longues années, les investissements n'aient pratiquement porté que sur la rationalisation. On a installé des machines pour se passer des hommes, ce qui veut dire, si on regarde le phénomène par l'autre bout, que l'emploi d'un homme supplémentaire exige une importante charge d'investissement. Aux Etats-Unis, au contraire, le gros des emplois nouveaux ont été, on le sait, créés dans des activités de services, souvent humbles, qui appellent peu d'investissement en capital.

Dans ces conditions, un abaissement des salaires réels, tel qu'il se produit dans plusieurs pays européens dont la France, ne peut sans doute que ralentir la progression du chômage.

Pour renverser le courant, il faudrait que les énormes ressources latentes d'épargne, dont une partie croissante cherche des placements aussi liquides que possible et, dont la destination toute trouvée est le financement des déficits, reprennent le chemin des investissements productifs. Voilà la raison essentielle, pour laquelle on doit approuver les politiques qui visent à l'assainissement des finances publiques. Mais rien ne pourrait plus puissamment contribuer à la réussite des efforts entrepris dans ce sens dans beaucoup de pays européens, dont la France, qu'une remise en ordre du système monétaire. Il y aurait beaucoup moins de capitaux flottants et beaucoup plus de capitaux pour produire des richesses réelles - et donc indirectement pour améliorer les recettes fiscales - si les changes étaient stabilisés. Aussi longtemps que les négociations monétaires ne seront pas menées dans cette perspective, elles ne mériteront guère qu'on s'y attarde.

PAUL FABRA.

De grandes divergences sur les taux de change

Les onze ministres des finances du « groupe des Dix » (1) se réunissent, vendredi 21 juin à Tokyo, pour tirer les conclusions du rapport de leurs suppléants (hauts fonctionnaires du Trésor) sur le fonctionnement du système monétaire international. Ce rapport, commandé il y a deux ans par les sept grands pays industrialisés (2), sera présenté aux autres Etats membres du FMI, et notamment aux pays en voie de développement, en octobre à Séoul, où se tiendra l'assemblée générale de cette institution.

Elaboré sous la présidence de M. Lamberto Dini, le rapport traite de quatre thèmes essentiels : les taux de change, la surveillance des politiques économiques, les liquidités internationales, les rôles du FMI et de la Banque mondiale.

■ Taux de change : Paris et Washington font des analyses différentes.

C'est sur le sujet des taux de change que les divergences entre pays industrialisés sont les plus profondes. Les Etats-Unis estiment que des changes flottants n'ont pas eu d'effets défavorables sur le commerce mondial et les investissements, mais que, en revanche, ils ont apporté aux pays une souplesse que n'aurait pu fournir un régime de parités fixes. La France se fait plus sévère : si elle reconnaît que le système de Bretton-Woods n'aurait pu résister aux chocs pétroliers et récessionnistes, elle considère que des taux de change très instables découragent les chefs d'entreprise.

De même, les Etats-Unis estiment qu'une plus grande stabilité des taux de change résulterait de la convergence des politiques économiques des pays industrialisés. Selon la France, cette condition nécessaire n'est pas suffisante. Il faut qu'un fixe, en plus, des objectifs souples et des moyens pour les appliquer. La France suggère que, pour le dollar, le yen, le franc, la livre et le deutschemark, soient définis des taux d'équilibre et des marges de fluctuations larges (10 % par exemple autour d'un taux pivot). Lorsqu'une monnaie s'approcherait du seuil de divergence, il y aurait réunion des pays industrialisés et, éventuellement, intervention.

Les Etats-Unis se sont montrés très réticents à l'égard de cette proposition, faisant notamment remarquer que les taux de change n'étaient pas un instrument de poli-

tique économique mais une résultante, ajoutant que l'ampleur des flux financiers par rapport aux flux commerciaux était telle qu'elle rendait inopérantes les interventions.

■ Surveillance des politiques économiques : plus de cohérence et de discipline.

Les auteurs du rapport souhaitent que le FMI ait plus de moyens de surveillance et surtout d'action sur les politiques économiques des pays industrialisés. Ses rapports seraient rendus publics. Un large consensus s'est fait sur ce point.

■ Les liquidités internationales : les DTS en question.

La France considère que la distribution des crédits bancaires est trop inégale (les trois quarts des pays du monde n'y ont pas droit, et l'Afrique n'obtient rien). Elle estime donc que le FMI doit maintenir ses concours, alors que les Etats-Unis estiment que la distribution des crédits par le système bancaire est jugée excessive car elle subordonne les prêts à des politiques économiques.

■ Rôles du FMI et de la Banque mondiale : retour aux sources.

Certains pays, dont les Etats-Unis, considèrent que le FMI pousse trop loin son rôle de banquier (devait-il emprunter à l'Arabie saoudite ?) et demandent qu'il revienne sur sa vocation première, qui est d'apporter des soutiens à court terme aux pays ayant des difficultés de balance des paiements. Dans cette optique, c'est la Banque mondiale qui assurerait plus complètement les prêts pour le développement. Tous les pays, sauf les Etats-Unis, estiment que la Banque mondiale doit augmenter son capital.

M. Pierre Bérégovoy a indiqué, avant son départ pour Tokyo, qu'il attendait peu de chose de cette réunion sur le problème des taux de change. A l'exception de l'Italie, les pays du « groupe des Dix » sont très réservés sur les propositions françaises de discipline de change.

(1) Le « groupe des Dix » comprend en réalité onze pays, depuis l'adhésion récente de la Suisse ; les autres membres sont les Etats-Unis, la RFA, la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et le Canada.

(2) Etats-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada.

ÉTRANGER

En Espagne

La grève générale a été un succès pour les Commissions ouvrières proches du Parti communiste

De notre correspondant

Madrid. — C'est, paradoxalement, à un gouvernement socialiste qu'il revenait d'affronter la première grève générale de l'Espagne démocratique. Quelques quatre millions de travailleurs de source syndicale, un million selon le gouvernement, ont en effet observé, le jeudi 20 juin, un débrayage de vingt-quatre heures pour protester contre un projet de loi réduisant les pensions de retraite, qui vient tout juste d'être approuvé par le Congrès des députés (le Monde du 26 avril).

La grève avait été organisée par la centrale Commissions ouvrières, proche du Parti communiste, et avait l'appui du syndicat nationaliste basque ELA et de quelques petites organisations. En revanche la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs) avait refusé de s'y associer.

Si l'arrêt de travail a été inégalement observé suivant les secteurs, il semble, toutefois, avoir été pratiquement total dans les grandes entreprises des principales régions industrielles. A Madrid, à Barcelone, à Valence, à Bilbao, à Oviedo et à Jijón la sidérurgie et la métallurgie en général, l'automobile, la construction navale, les mines ont été paralysées. La grève était notamment totale dans la ceinture industrielle de la capitale et de Barcelone.

Au Pays basque l'arrêt de travail a touché l'ensemble de l'activité économique. Dans le reste du pays, par contre, il n'a été que partiel dans le commerce, l'administration et l'enseignement. Dans plusieurs villes des piquets de grève ont tenté de forcer les grands magasins à fermer leurs portes, ce qui a donné lieu à quelques affrontements avec la police, notamment en Andalousie. Mais les incidents les plus sérieux ont touché les transports publics.

Le gouvernement avait publié, aussitôt les protestations des syndicats, un décret obligeant les travailleurs des autobus, du métro et des chemins de fer à effectuer une série de services minimum équivalant souvent à plus de 70 % des prestations normales. Des piquets de grève ont tenté de s'y opposer, lapidant et attaquant notamment les autobus qui seraient de leurs entrepôts à Madrid. Cent vingt-cinq personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles figurent de nombreux dirigeants locaux des Commissions ouvrières. Toutefois aucun incident grave n'a été enregistré.

Au-delà des habituelles controverses sur l'ampleur réelle du mouvement, la grève du 20 juin représente un succès, sinon complet, en tout cas appréciable, pour les Commissions ouvrières. Elle a placé dans une situation inconfortable la seconde grande centrale syndicale, l'UGT. Cette dernière avait certes, elle aussi, organisé, le 4 juin, diverses manifestations contre le projet de loi de réduction des retraites (le Monde du 6 juin). Tout en étant décidée désormais à se démarquer publique-

ment du gouvernement socialiste, l'UGT n'était pas prête toutefois à engager avec lui, aux côtés des Commissions ouvrières, une véritable éprouve de force.

A un an des élections législatives, aucun parti politique ne semble à même de disputer victorieusement aux socialistes l'hégémonie dans les urnes. Mais ces derniers n'en doivent pas moins, désormais, compter avec une forte opposition sociale qui s'exprime dans la rue et qui traduit un malaise de plus en plus perceptible parmi les travailleurs.

Au-delà de la réforme des retraites, c'est toute la politique d'austérité mise en œuvre depuis deux ans et demi par le gouvernement socialiste qui fait l'objet de la vindicte syndicale. Jamais, depuis la fin du franquisme, les salariés n'avaient accepté une réduction aussi substantielle de leur pouvoir d'achat.

Cette politique est d'autant moins facilement acceptée qu'elle tarde à produire les effets escomptés : la compression des salaires et la reconstitution des marges des entreprises qu'elle a permises n'ont jusqu'ici provoqué ni une relance de l'investissement privé ni un recul du chômage qui dépasse aujourd'hui 21 % de la population active, le taux le plus élevé d'Europe occidentale.

Depuis l'arrivée au pouvoir des socialistes, qui avaient promis la création de 800 000 emplois nouveaux, l'Espagne compte au contraire 700 000 chômeurs supplémentaires.

Le moment choisi par les Commissions ouvrières pour lancer son offensive n'est pas le fruit du hasard. M. Boyer doit, en effet, faire face aujourd'hui à la grogne de certains secteurs de sa propre formation. Ce ne sont pas seulement l'UGT et l'aile gauche du Parti socialiste qui critiquent certaines de ses options, quelques membres du gouvernement s'interrogent, eux aussi, sur les dangers d'une politique de contraction excessive de la demande intérieure et sur le faible rôle imparté à l'investissement public dans la relance, malgré l'atonie du secteur privé.

Face à ces critiques, M. Boyer affirme qu'il n'existe pas d'autre stratégie possible que la sienne et qu'il est encore prématuré d'attendre des résultats tangibles de la politique d'austérité. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, vient lui-même d'intervenir publiquement dans le débat, en réaffirmant avec force son appui à M. Boyer. Tout porte à croire d'ailleurs qu'un imminent remaniement ministériel devrait renforcer la position du ministre de l'économie, en écartant ses détracteurs du gouvernement.

THIERRY MALINIAK.

Selon l'OCDE

L'ISLANDE DOIT DIVERSIFIER SON ÉCONOMIE

La lutte contre l'inflation en Islande a obtenu des résultats impressionnants en 1984, selon la dernière étude de l'OCDE. Grâce à la déindexation des salaires, la stabilisation du taux de change et l'accroissement des profits, les prix n'ont augmenté que de 15 % au troisième trimestre 1984, au lieu de plus de 130 % au début de 1983.

Ces progrès se sont accompagnés à l'automne 1984 en raison de l'absence de politiques monétaire et budgétaire appropriées. L'OCDE souligne en particulier la nécessité, d'une part, d'un contrôle plus strict de l'expansion du crédit et d'une plus grande liberté des taux d'intérêt réels afin de juguler la demande, et, d'autre part, celle d'une réduction des dépenses publiques afin de diminuer la dette extérieure.

Le poids du endettement extérieur menace le redressement - son niveau plaçant déjà l'Islande au deuxième rang des pays membres de l'OCDE - et il en résulte l'exigence d'une plus grande stabilité du taux de change et de l'augmentation de l'épargne intérieure.

La diversification de l'économie a contribué à stimuler l'appel aux capitaux extérieurs. Elle reste pourtant nécessaire pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis du secteur de la pêche. Cette diversification passe notamment, selon l'OCDE, par la valorisation du vaste potentiel énergétique du pays.

TRANSPORTS

AIRBUS REND BOEING « PARANOÏAQUE »

Le président de Boeing Commercial Airplanes Co. M. Dean Thornton, a déclaré, le 20 juin, devant le Washington Council on International Trade, que sa société était en train de devenir « paranoïaque » en raison de la concurrence faite à ses avions par le consortium européen Airbus Industries.

« Nous avons affaire à un constructeur qui dessine un bon appareil, en fixe le prix sans tenir compte des coûts de production et le construit avant même d'en avoir reçu la moindre commande », a affirmé M. Thornton.

Pour contrebalancer cette concurrence, qui menace ses exportations, prévues pour atteindre 60 % de sa production, Boeing demande à l'Écrist-Bank, qui prête aux sociétés américaines exportatrices, des bonifications spéciales des taux d'intérêt. — (AFP.)

[Paranoïa : « psychose caractérisée par un orgueil exagéré, de l'égoïsme, de la susceptibilité, de la méfiance » (Petit Larousse). Boeing a reçu, en 1984, 169 commandes d'appareils et Airbus 35.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U	9,3840 9,3890	+ 200	+ 215	+ 415 + 445
Scm	6,8782 6,8844	+ 5	+ 26	+ 57 + 94
Yen (100)	3,7783 3,7818	+ 117	+ 128	+ 250 + 268
DM	3,6829 3,6899	+ 187	+ 117	+ 234 + 249
FR	2,7830 2,7840	+ 71	+ 78	+ 153 + 166
FL (100)	15,1265 15,1387	+ 176	+ 224	+ 376 + 473
ES	3,6443 3,6476	+ 139	+ 153	+ 382 + 423
LI (100)	4,7766 4,7818	+ 265	+ 239	+ 434 + 482
C. franc	11,9812 11,9944	+ 382	+ 215	+ 478 + 594

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	5/8	7/16	7/16	7/16	7/16	7/16	7/16	7/16
SE-U	5 1/2	5 3/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
FR	8	8	8	8	8	8	8	8	8
ES	1/2	1/2	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
LI (100)	13 1/2	14 1/2	13 3/4	14 1/4	13 3/4	14 1/4	13 3/4	14 1/4	13 3/4
C. franc	12 3/4	13	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
FL (100)	10	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le monétaire risque de freiner le coût du crédit

Encore le chiffre de ces capitaux japonais ne donne-t-il qu'une idée très incomplète du volume des sommes impliquées, puisqu'il s'agit d'une estimation nette qui suppose des sorties et des entrées d'argent d'un montant beaucoup plus considérable. Aussi, les Américains font-ils remarquer encore : aujourd'hui les opérations de change concernant des transactions de caractère purement financier sont dix fois plus importantes que celles relatives à des opérations commerciales traditionnelles d'exportation et d'importation. C'est chaque jour l'équivalent en devises diverses de 50 à 60 milliards de dollars qui se traitent à New-York et à Chicago. Comment s'imaginer que les banques centrales puissent par leurs interventions influencer sérieusement le cours des monnaies ?

On s'est rabattu sur un projet encore relativement ambitieux, mais beaucoup plus vague de « *taux de change objectifs* » entre la zone dollar, la zone constituée par le SME et le yen. Il s'agit de faire évoluer le dollar sur les grandes places d'Europe à l'intérieur d'une certaine plage (entre, mettons, 8,50 F et 9 F), étant entendu que les cours plafond et plancher choisis de concert seraient révisables au gré des données « fondamentales » (rapport des prix, état des balances des paiements). Ce qu'appellerait de véritablement neuf un tel dispositif n'apparaît pas très clairement.

Il semble bien, à s'en rapporter notamment aux déclarations

proposent une taxe européenne sur les exportations de céréales

Le ministre de l'Agriculture, M. Raymond Marcellin, a annoncé, vendredi 21 juin, que le gouvernement français proposait une taxe européenne sur les exportations de céréales. Cette mesure, qui vise à protéger les producteurs français, sera soumise au Conseil européen des ministres de l'Agriculture, prévu pour le 27 juin à Bruxelles. M. Marcellin a précisé que la taxe serait appliquée à partir du 1er juillet 1985. Elle s'appliquerait à toutes les céréales destinées à l'exportation, à l'exception des céréales destinées à la consommation humaine. Cette mesure est destinée à compenser la baisse des prix des céréales sur le marché international, due à l'augmentation des récoltes dans les autres pays de la Communauté européenne.

Le ministre de l'Agriculture, M. Raymond Marcellin, a annoncé, vendredi 21 juin, que le gouvernement français proposait une taxe européenne sur les exportations de céréales. Cette mesure, qui vise à protéger les producteurs français, sera soumise au Conseil européen des ministres de l'Agriculture, prévu pour le 27 juin à Bruxelles. M. Marcellin a précisé que la taxe serait appliquée à partir du 1er juillet 1985. Elle s'appliquerait à toutes les céréales destinées à l'exportation, à l'exception des céréales destinées à la consommation humaine. Cette mesure est destinée à compenser la baisse des prix des céréales sur le marché international, due à l'augmentation des récoltes dans les autres pays de la Communauté européenne.

SOCIAL

SELON UN RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Les préretraités coûtent plus cher que le chômage

Le coût des préretraités est plus élevé que celui du chômage, souligne un rapport du Conseil économique et social, préparé par M. Ragot, qui recommande, en conséquence, « de ne pas généraliser » cette mesure et plus encore « de ne pas pérenniser » la préretraite à cinquante-cinq ans. La préretraite FNE (Fonds national de l'emploi) devrait être réservée aux seuls salariés licenciés des entreprises « ayant des difficultés économiques réelles ».

Depuis une vingtaine d'années, 1,2 million de personnes ont été concernées par une cessation anticipée d'activité, dont plus de la moitié depuis 1977. En France 1984, 200 milliards ont été consacrés à la préretraite entre le 1^{er} janvier 1973 et le 31 décembre 1984. Pour la seule année 1984, 44670 milliards ont été dépensés pour l'indemnisation des 700 000 préretraités, contre 40836 milliards pour les différentes allocations de chômage.

Les garanties de ressources représentent encore 68 % des dépenses,

420 000 personnes âgées de 60 à 65 ans en bénéficiaient en mars 1983, alors que, dans la même tranche d'âge, 250 000 personnes seulement demeuraient en activité. En mars 1985, le nombre des garanties de ressources était inférieur à 400 000. Les préretraités, sous couvert d'un contrat de solidarité, comptaient pour 18 % des dépenses et les préretraités FNE pour 13 %.

Il est à noter que les garanties de ressources et les contrats de solidarité sont des mesures qui ont été abandonnées, sauf pour les personnes ayant acquis des droits. En raison justement de leur coût, le décret de novembre 1982 mit fin à la garantie de ressources. Pour partie, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans fut décidé pour limiter les dépenses de préretraite, plus dispendieuses.

Aujourd'hui, seul demeure le dispositif des départs en préretraite FNE, selon des conditions moins intéressantes que par le passé et qui sont réservées aux licenciés pour raison économique.

LES ACTIONS DE LA CGT ET DE FO DANS LA FONCTION PUBLIQUE N'ONT EU QU'UNE AMPLIEUR LIMITEE

Les actions de la CGT et de FO dans la fonction publique, le 20 juin, n'ont eu qu'une ampleur très limitée. A l'appel de la CGT, près de 5 000 personnes (près de 15 000 selon les organisateurs) ont manifesté entre l'Hôtel de Ville et le Palais-Royal aux cris de « Mitterrand, tu es traître les fonctionnaires ! ». Le temps est court, le gouvernement aussi ! M. Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de l'Union générale des fonctionnaires UGFF-CGT, a affirmé que cette action « pourrait connaître de nouveaux prolongements à l'automne ». Les débrayages auxquels appelait la CGT ont été sans conséquences pour les usagers. Le 14 juin, la CGT avait mieux mobilisé chez les électriciens et les gaziers, une manifestation à Paris des agents d'EDF-GDF ayant rassemblé 10 000 personnes (25 000 selon les organisateurs).

FO de son côté a rassemblé de 300 à 400 personnes à Paris, rue du Bac. M. André Giauque, secrétaire général de l'Union FO de la fonction publique, a critiqué les budgets 1985 et 1986, « qui aboutissent à supprimer 3 400 emplois cette année et 25 000 l'année prochaine pour les fonctionnaires ». Dans les caisses d'épargne, le mouvement de grève de vingt-quatre heures contre le projet de la direction sur la nouvelle classification des emplois a été bien suivi : 50 % des 30 500 agents selon la direction et 80 % selon les syndicats. Le siège de la direction du réseau a été occupé par environ 1 000 personnes.

AFFAIRES

Nominations

- A Mastercard International, M. SERGE ROBERT, cinquante ans, administrateur de Mastercard International, New York, a été nommé vice-président exécutif international de cet organisme émetteur de cartes de paiement et de chèques de voyage. A compter du 1^{er} septembre 1985, il sera chargé des affaires internationales de cette association interbancaire qui regroupe actuellement 25 000 établissements (dont 11 000 en Europe), situés dans cent cinquante pays. Il était, depuis 1975, directeur au Crédit agricole, chargé des affaires internationales.
- A Europcar International, M. JACQUES WIRZ, cinquante-trois ans, vient d'être nommé président-directeur général. Il remplace, à la tête de cette filiale du groupe Renault, spécialisée dans la location de véhicules, M. Gérard Brenier. M. Wirz a effectué toute sa carrière dans le groupe Renault, où il a occupé notamment les postes de directeur commercial et de directeur général de la Compagnie d'entretien et des transports.
- Chez Procter et Gamble, M. CLAUDE MEYER, quarante-deux ans, président-directeur général de Procter et Gamble France, sera appelé, à compter du 1^{er} août 1985, à la direction européenne du groupe américain, où il assumera la responsabilité des activités des filiales française, espagnole et italienne. Il sera remplacé dans ses fonctions de président-directeur général par M. Herbert Schmitz.
- A l'Association européenne des agents de publicité, M. ARNAUD DE MALHERBE, soixante ans, a été élu à la présidence, en remplacement de M. John Bernbach, directeur international de l'agence américaine DDB. M. de Malherbe est président de Ted Bates (filiale d'une agence américaine) en Europe. L'ESAA (Euro Advertising Agencies Association) regroupe dix-sept associations nationales et vingt réseaux internationaux de publicité.
- Au GIMELEC (Groupe des industries de matériels d'équipement électrique et de l'électronique industrielle), M. GILBERT PASQUET, cinquante-sept ans, membre du directoire et directeur général de la télévision, a été désigné à la présidence de ce groupement professionnel avec effet en janvier 1986, pour une durée de trois ans.
- A l'association le Point Mulhouse, M. MAURICE FREUND, trente-sept ans, vient d'être réélu président. M. Freund s'était retiré de ce poste en 1984 pour raison de santé. Cette association de tourisme, qui compte 250 000 adhérents, est propriétaire de la compagnie aérienne Point Air, spécialisée dans les vols charters, qui exploite un Boeing-707 et un DC-8.
- A l'ordre des géomètres-experts, M. JACQUES BRETON, quarante-huit ans, a été élu président en remplacement de M. Claude Guidex, récemment nommé inspecteur général de la construction. M. Breton est membre du conseil supérieur de l'ordre depuis 1974.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Précision mécanique Labinal

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires s'est réunie le 14 juin 1985 sous la présidence de M. Jean-Louis Cler.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1984. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Précision mécanique Labinal s'est élevé à 2 203 MF, en progression de 5,5 % sur celui de 1983.

Le résultat consolidé a atteint 70,66 MF, contre 69,46 MF en 1983. La capacité d'autofinancement consolidée a été de 154,8 MF (7 % du chiffre d'affaires) contre 165,2 MF (7,9 % du chiffre d'affaires) en 1983.

La rentabilité du groupe au cours de l'exercice 1984 s'est donc maintenue à un niveau satisfaisant. La légère diminution de la capacité d'autofinancement est due à la baisse d'activité de la Division aéronautique électronique, dont le surcoût a pesé sur le résultat d'exploitation, malgré les mesures prises dès le début de l'exercice.

Dividende aux actionnaires 20 242 275,00 F
Réserve de plus-value à long terme 532 989,30 F
Réserve facultative 2 000 000,00 F
Report à nouveau 21 022 801,95 F

Les actionnaires recevront ainsi un dividende de 12,50 F par action d'une valeur nominale de 100 F donnant droit à un avoir fiscal de 6,25 F, soit un revenu global de 18,75 F.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1985 contre remise du coupon numéro 73.

Dans son allocution, le président a souligné l'importance des succès remportés à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis, en matière de turbines à gaz et en matière de câblages automobiles, ainsi que les espoirs qu'on peut actuellement fonder sur l'issue favorable des négociations dans divers pays.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINÈRE (C.M.M.)

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 19 juin 1985, sous la présidence de M. Roland HAAS, a approuvé les comptes de l'exercice 1984 ainsi que les résolutions qui lui étaient présentées.

Tenant compte du résultat net consolidé de l'exercice (part du Groupe) qui s'élève à 3,5 millions de francs contre 1,8 MF en 1983, et du résultat net de la société mère qui ressort à 2,4 MF contre 2,2 MF en 1983, l'Assemblée a approuvé la proposition du Conseil de mettre en distribution un dividende de 15 F par action, soit 22,50 F avec l'avoir fiscal. Le paiement de ce dividende sera effectué, à compter

du 1^{er} juillet 1985, aux guichets de la banque Paribas et de la B.N.P. contre remise du coupon n° 17.

Dans son allocution, le président a notamment rappelé les acquisitions récentes de nouvelles participations et a souligné la détermination de la société à poursuivre une politique de développement et d'expansion.

Une Assemblée générale extraordinaire, tenue à l'issue de l'Assemblée ordinaire, a approuvé les modifications des statuts permettant leur mise en harmonie avec les nouvelles prescriptions légales.

Situation du Crédit Lyonnais

au 2 mai 1985

La situation au 2 mai 1985 s'établit à 702 925 millions au 2 avril 1985. Au passif, les comptes d'instituts d'Emprison, Trésor Public, Comptes Courants Postaux et chèques, à 38 503 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 314 847 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle s'élevaient à 256 134 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élevaient à 289 292 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 280 160 millions de francs et les comptes courants et chèques des débiteurs de la Clientèle à 38 072 millions de francs.

Europariétaires : Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Commerzbank.

LE CREDIT LYONNAIS LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

IMMUNEST

L'Assemblée générale ordinaire du 12 juin 1985, tenue sous la présidence de M. Bernard Clerc, a approuvé les comptes de l'exercice 1984 et a fixé le dividende à 15 F par action, contre 14 F l'année précédente, soit une augmentation de 7,14 %.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du vendredi 28 juin 1985.

Le bénéfice de l'exercice s'est élevé à 17,95 millions de francs, comprenant 1,75 million de francs de plus-values exceptionnelles, qui ont été intégralement affectées à la réserve spéciale. Ces plus-values proviennent de cessions d'appareils réalisés dans le cadre de la politique d'arbitrage poursuivie en vue d'améliorer la rentabilité du périmètre.

Après déduction des plus-values nettes d'impôts, le bénéfice de l'exercice s'établit à 16 193 000 F.

Lisez Le Monde

docteurs et documents

CHARGEURS S.A.

Les actionnaires de la société se sont réunis le 19 juin 1985 sous la présidence de Jérôme Seydoux aux assemblées générales, ordinaire et extraordinaire.

L'Assemblée ordinaire annuelle a approuvé les comptes de l'exercice 1984 qui se soldent par un bénéfice de 41,2 millions de francs et décidé la distribution à chacune des 5 268 750 actions composant actuellement le capital d'un dividende de 9 F, avoir fiscal compris, payable en espèces le 26 juillet.

Toutefois, les actionnaires ont la faculté d'opter pour le paiement de ce dividende en actions sur la base de 570 F par action nouvelle à condition d'en faire la demande à compter du 28 juin 1985 et jusqu'au 19 juillet 1985 auprès de leur banque ou agent de change.

Cette assemblée a nommé administrateur M. René Lapastrolle, président de l'UTA, et renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Dominique Boyer, Francis C. Fabre, A. Ribaud et J. Seydoux et de conseil de M. Albert C. Fabre.

L'Assemblée extraordinaire, tenue à l'issue de la précédente, a autorisé le conseil d'administration à consentir pendant un délai de cinq ans au profit de certains membres du personnel salarié de la société et de ses filiales des options donnant droit à la souscription de cent cinquante mille actions au maximum ; elle a, en outre, procédé à une mise des statuts en harmonie avec les récentes dispositions légales.

Au cours de ces assemblées, J. Seydoux a indiqué que les baisses des carburateurs, des soutes et du dollar, des éléments favorables pour l'exercice en cours, mais que le transport maritime et les croisières continueraient encore en 1985 une année déficitaire en raison de pertes d'exploitation et de charges exceptionnelles. En conclusion, il a confirmé qu'en 1985 le résultat consolidé de Chargeurs S.A. devrait progresser de façon satisfaisante.

Les perspectives de développement, conjuguées avec les prévisions d'amélioration des marchés français, aéronautique et automobile, nécessitent de toute évidence des investissements dont l'augmentation de capital en cours assure partiellement le financement.

Compte tenu des circonstances exposées ci-dessus, on peut envisager avec sérénité l'évolution de la société dans les années qui viennent.

A l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, une Assemblée générale extraordinaire a été tenue pour décider la mise en harmonie des statuts de la société avec les nouvelles textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Le résultat consolidé de Chargeurs S.A. devrait progresser de façon satisfaisante.

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 17 juin 1985

Réunie le 17 juin 1985, l'Assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1984. Le bénéfice de l'exercice s'est élevé à 35 868 150 F après des plus-values nettes long terme de 1 140 076 F (contre 33 030 309 F après déduction de 7 355 864 F de plus-values nettes à long terme en 1983).

L'Assemblée a décidé de mettre en distribution, le 1^{er} juillet 1985, un dividende de :

- 18 F par action « A », assorti d'un avoir fiscal de 9 F (soit un revenu global de 27 F (contre 22,50 F l'an dernier)).

- 4,50 F par action « B », assorti d'un avoir fiscal de 2,25 F, soit un revenu global de 6,75 F (contre 5,63).

A l'issue de cette assemblée, les actionnaires réunis en Assemblée générale extraordinaire et en Assemblée spéciale, ont décidé l'assimilation des actions « A » amorties de 4 F aux autres actions « A », la mise au porteur des actions « A », jusqu'à leur obligation nominative, la possibilité, pour les administrateurs, de fournir à l'avenir leurs actions de garantie indéfiniment en actions « A » ou « B », l'aménagement de l'objet social, la modification des statuts en conséquence de ce qui précède et en vue de leur mise en harmonie avec la législation en vigueur. Ils ont, d'autre part, autorisé le conseil d'administration à porter, en une ou plusieurs fois, pendant une durée de cinq ans, le capital social à un montant maximum de 1 100 000 000 F par incorporation de réserves.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 246-72-23, poste 2412

1983 SOUS LE SIGNE DE L'INNOVATION.

1984 LES REALISATIONS

En 1983, édité élaboré le plan d'entreprise prévoyant notamment la mise en place d'une informatique avancée et le développement d'un nouveau positionnement face à la concurrence. 1984 a été une année de réalisations.

Des moyens renforcés

Capacité financière : les fonds propres se sont accrus de 347 millions de francs, pour atteindre 1564 millions, grâce à la mise en réserve de l'intégralité des résultats de 1983, à une augmentation de capital contre espèces de 200 millions de francs et à une émission de titres participatifs de 100 millions de francs. Suffisant pour financer normalement les investissements que nécessitent la modernisation et le développement de l'entreprise, cet ensemble a également permis de renforcer la structure du bilan.

Structures : le raccourcissement des lignes hiérarchiques et la spécialisation de nos collaborateurs permettent une circulation plus rapide de l'information, une plus grande vitesse de réaction et de décision, une décentralisation qui donne au Crédit du Nord la souplesse propre aux petits établissements sans qu'il perde sa force de grande banque. Adoptées aux deux grands types de clientèle, particuliers et entreprises, ces structures nous rapprochent du marché et des attentes spécifiques de chacun de nos clients.

Informatique : fin 1984, 600 ordinateurs personnels multi-fonctions (OMF) et une centaine de réseaux locaux étaient installés. Les modalités de connexion avec les bases centrales de données sont au point. Le programme d'équipement sera poursuivi et les premières applications interactives seront bientôt disponibles : traitement de transactions, etc. La familiarisation de notre personnel avec ce matériel permettra d'atteindre notre objectif de 3000 OMF fin 1986.

Formation : combinée avec l'utilisation de vidéo-disques interactifs, l'informatique nous permet de démultiplier l'effort de formation et de mettre en œuvre dans ce domaine des techniques d'avant-garde. Parallèlement, la communication interne de la banque a été renforcée pour mieux préparer au dialogue commercial avec nos clients.

Communication : à l'extérieur, nous nous sommes attachés à faire connaître notre véritable personnalité, fondée sur une longue tradition en matière financière et sur la volonté clairement exprimée de mettre cette compétence au service d'une large clientèle. Une importante campagne de publicité a été lancée dans cette optique.

Une activité soutenue

Ressources et crédits : 90 000 nouveaux comptes et une augmentation de nos parts de marché sur les dépôts non rémunérés et les comptes d'épargne à régime spécial ont sensiblement amélioré la structure de nos ressources. L'activité d'octroi de crédits est restée soutenue tout au long de l'année 1984 par rapport à des normes d'encadrement très rigoureuses.

Opérations en devises : leur volume s'est fortement développé : +44 %. Elles constituent désormais plus du tiers du bilan tandis que les succursales à l'étranger représentent plus de 20 %.

Nouveaux services : nous avons continué à développer nos services thématiques : Nordrest pour gérer à domicile des comptes bancaires est complété par Norvalor qui facilite le suivi et la gestion de portefeuilles titres ; Norestel permet aux entreprises de gérer leur trésorerie et Norestat titres de consulter leurs portefeuilles. D'autres produits ont été créés pour améliorer l'information de nos clients, élargir la gamme des placements proposés ou faciliter la solution de problèmes de haut de bilan : par exemple convention de compte Norplus, Finord-Valorisation, fonds commun de placement à risque Cofidex.

Des résultats en nette progression

Le produit net bancaire qui s'élève à 3 497,7 millions de francs en 1984, progresse de 10 % sur l'an dernier soit, pour la première fois depuis deux ans, plus vite que l'inflation et que nos charges. Le bénéfice d'exploitation a plus que doublé : 119,8 millions au lieu de 40 millions de francs en 1983. Après paiement d'un impôt sur les sociétés de 80 millions de francs, l'exercice 1984 se solde par un bénéfice net de 25,3 millions de francs, entièrement mis en réserve. Hors plus-values exceptionnelles (5 millions), c'est le double de celui de 1983 (10,1 millions).

Le Crédit du Nord se donne ainsi les moyens pour progresser sur plusieurs terrains à la fois : ceux du professionnalisme, de la qualité du service, de la productivité et des parts de marché.

Crédit du Nord

MARCHÉS

PARIS

Marchés financiers, boursiers, monétaires, etc.

AUTOUR DE L'

Autour de la monnaie, des changes, etc.

NOTES QUOTIDIENNES

Tableaux de données financières quotidiennes.

AGENTS DE CHANGE

Tableaux de données sur les agents de change.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Tableaux de données sur le marché monétaire.

LE DOLLAR A TOKYO

Tableaux de données sur le dollar à Tokyo.

LE DOLLAR A NEW YORK

Tableaux de données sur le dollar à New York.

LE DOLLAR A LONDRES

Tableaux de données sur le dollar à Londres.

LE DOLLAR A PARIS

Tableaux de données sur le dollar à Paris.

LE DOLLAR A BRUXELLES

Tableaux de données sur le dollar à Bruxelles.

LE DOLLAR A ZURICH

Tableaux de données sur le dollar à Zurich.

LE DOLLAR A GENÈVE

Tableaux de données sur le dollar à Genève.

LE DOLLAR A BASEL

Tableaux de données sur le dollar à Basel.

LE DOLLAR A BERN

Tableaux de données sur le dollar à Bern.

LE DOLLAR A SOLOTHURNE

Tableaux de données sur le dollar à Solothurne.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

- LIBAN : « La paix ne peut être imposée par des tiers », par Michel Calvo ; « Aider les chrétiens », par Boutros Hallo.
- LU : la Cité grecque, d'Henri Van Effenterre.

ÉTRANGER

- PROCHE-ORIENT
- ASIE
- AMÉRIQUES
- CANADA : après la démission de M. Lévesque.
- EUROPE
- AFRIQUE

POLITIQUE

- Le différend entre M. Fabius et M. Jospin.
- Les travaux parlementaires.

CFM

de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
VENDREDI 21 JUIN
M. Jean-Michel Baylet
secrétaire d'État
auprès du ministre
des relations extérieures
est

Face au « Monde »
avec
Jean-Pierre PÉRONCEL-HUGOZ
Débat conduit
par CHRISTIAN VILLAIN

LUNDI 24 JUIN
Aïô « le Monde »
sera consacré à
Catastrophes naturelles
et périodes estivales
avec M. HAROUN TAZIEFF

SOCIÉTÉ

- ÉDUCATION : le projet de loi sur l'enseignement professionnel.
- RELIGION : le cardinal Ratzinger et Vatican II.

CULTURE

- Le Couronnement de Poppée, à Nancy.
- COMMUNICATION : l'avenir de la télévision privée.

ÉCONOMIE

- 20-21. MONNAIES : le dérapage de la masse monétaire.
20. AGRICULTURE : les producteurs de blé proposent une taxe européenne.
21. ÉTRANGER.
22. SOCIAL.
22. AFFAIRES.

RADIO-TÉLÉVISION (18)
INFORMATIONS
« SERVICES » (14):
Météorologie ; « Journal officiel » ; Loto.
Annonces classées (19):
Mots croisés (XIV); Carnet (14); Programmes des spectacles (16-17); Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde »
daté 21 juin 1985
a été tiré à 435 624 exemplaires

SOLDES D'ÉTÉ

le bazar à tissus,
le plus chic,
le plus grand,
le plus étonnant.

TISSUS
"COUTURE"
ET
"DÉCORATION"
RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

APRÈS LA MORT DE SIX AMÉRICAINS

M. Reagan décide d'accroître l'aide militaire au Salvador

M. Reagan a décidé d'accroître immédiatement l'aide militaire au Salvador à la suite de l'attentat qui a coûté la vie à six Américains, dont quatre « marines », dans la capitale salvadorienne (le Monde du 21 juin).

Sept civils ont été également tués au cours de cette action terroriste dans un restaurant, qui a été attribué par les autorités salvadoriennes aux insurgés du Front Farabundo de libération. Un porte-parole du gouvernement a cependant indiqué qu'il ne disposait pas de preuves formelles.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes n'a pas précisé le montant exact de cette aide supplémentaire décidée par M. Reagan.

Une assistance militaire de 125 millions de dollars pour l'année fiscale en cours a déjà été approuvée à Washington, et le chiffre officiel des « conseillers » militaires américains au Salvador est évalué à moins de soixante. Il est généralement admis qu'il est nettement supérieur. M. Speakes a ajouté que les États-Unis pourraient aussi apporter une « assistance technique » aux autorités salvadoriennes « pour renforcer leur capacité de recherche de renseignements » afin de prévenir de tels attentats. Et il a en tout cas exclu toute action militaire américaine

directe, tout en ajoutant qu'elle serait « justifiée » face à de telles actions de terreur.

L'attentat a été commis par des hommes revêtant des uniformes de l'armée salvadorienne utilisant des fusils M 16 pour tirer sur les personnes qui dînaient sur la terrasse du restaurant dans un quartier résidentiel de San-Salvador. A l'ambassade des États-Unis, un haut fonctionnaire a déclaré qu'il « suspectait » les guérilleros du Front Farabundo mais qu'il n'excluait pas une « provocation » de l'extrême droite.

« A MANAGUA le gouvernement du Nicaragua s'est déclaré, jeudi 20 juin, préoccupé par ce qu'il estime être une tentative des États-Unis de « l'impliquer » dans l'attentat de San-Salvador. Le régime sandiniste affirme dans un communiqué publié par la présidence de la République avoir « pris connaissance avec préoccupation des affirmations du président Reagan ».

« AU HONDURAS le cadavre d'un ressortissant américain abattu par balles a été découvert jeudi 20 juin par une patrouille de l'armée hondurienne près de la frontière avec le Salvador. Le communiqué des forces honduriennes ne fournit aucune précision permettant de localiser l'endroit exact où il a été découvert ni les auteurs de l'assassinat.

VISITE D'ÉTAT DU ROI D'ESPAGNE EN FRANCE DU 8 AU 10 JUILLET

Le roi d'Espagne Juan Carlos doit effectuer une visite d'État en France du 8 au 10 juillet prochain, à l'invitation du président de la République, a annoncé, jeudi 20 juin, un communiqué de l'Élysée. La première visite du souverain espagnol à Paris avait eu lieu en octobre 1976. M. Mitterrand s'est rendu en visite officielle en Espagne au mois de juin 1982.

« Le premier ministre irlandais à Paris - M. Garrett Fitzgerald, premier ministre d'Irlande, est arrivé vendredi matin 21 juin à Paris pour une brève visite, au cours de laquelle il doit s'entretenir avec le président François Mitterrand.

M. Fitzgerald devait quitter Paris en début d'après-midi. Mercredi, il avait rencontré à Rome le président du conseil italien, M. Bettino Craxi, pour préparer le Conseil européen de Milan, les 28 et 29 juin prochains.

PROGRESS-24 VA REJOINDRE SALOÛT-7

L'Union soviétique a lancé, vendredi 21 juin, un cargo spatial, Progress-24, qui doit rejoindre dimanche la station Saloût-7, occupée depuis le 8 juin par les cosmonautes Vladimir Djanibekov et Victor Savinyk.

Progress-24 leur apporte deux tonnes de matériel : du carburant, des appareillages scientifiques et d'autres équipements.

Les deux cosmonautes viennent de passer dix jours à remettre en état la station. Ils ont remplacé divers éléments « ayant fait leur temps ».

M. JACQUES TOUBON invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, député de Paris, sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 23 juin, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le responsable du mouvement que préside M. Jacques Chirac vient de rendre public le programme politique du RPR sous le titre « Le Renouveau », et il répondra aux questions d'André Passeron et de Thomas Fereczi, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Church's
famous English shoes
collection complète en plusieurs largeurs
PRÉVOST
chasseur pour homme
42, rue Vivienne, Paris 2^e - tél. 236.22.82

En vue d'une participation à Euréka

MATRA SIGNE UN ACCORD AVEC LA SOCIÉTÉ NORVÉGIENNE NORSKDATA

Matra a signé le 21 juin un accord avec la société d'informatic norvégienne Norskdata, en vue de fabriquer « d'ici à quelques années » des ordinateurs d'une nouvelle génération dite « vectorielle ». Les deux partenaires - déjà réunis pour la commercialisation des machines actuelles - espèrent que ce projet sera retenu dans le cadre du programme Euréka en cours d'élaboration.

MORT DE PIERRE PERRIN CRÉATEUR DU « CLAIR DE LUNE A MAUBEUGE »

Pierre Perrin, créateur du *Clair de lune à Maubeuge*, est mort le 20 juin dans un hôpital parisien, des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

[Né au Havre, Pierre Perrin, évadé avec sa famille pendant la guerre, suit ses études à Paris. En 1948, il fait un numéro de danseurs, les *Frères Eliot*, avec un camarade également du Havre. En 1962, il se présente à Europe 1 avec sa chanson *Clair de lune à Maubeuge* qui sera diffusée à deux millions d'exemplaires, et chantée dans toutes les langues, y compris le japonais. La même année, Pierre Perrin remporte le prix de la poésie inédite. Mais les chansons qui suivent n'auront aucun succès. Pierre Perrin a été dépassé par la légende de Maubeuge.]

« Grève et occupation de l'usine des ARCT à Roanne. - En difficulté depuis dix ans, et ayant déjà connu deux plans de redressement, la Société des ARCT (Ateliers roannais de construction textile) de Roanne (Loire) risque de déposer son bilan le 24 juin. Depuis le 20 juin, à l'appel de la CGT et de la CFTD, 500 des 700 salariés de l'usine occupent l'entreprise pour protester contre cette décision. Plusieurs grilles ont été soudées et les grévistes se sont organisés en quatre équipes qui vont se relayer toutes les vingt-quatre heures et bénéficieront ensuite de trois jours de repos, indique la CGT, pour souligner la détermination du personnel.

Gérard Coulon
Les Gallo-Romains
Au carrefour de deux civilisations
La vision globale et suggestive de cinq siècles de notre histoire.
« Civilisations », un vol : 85 F
ARMAND COLIN

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel
615.91.77 + I S L M

En URSS

UN REMBRANDT DE L'ERMITAGE EST DÉTRUIT PAR UN NATIONALISTE LITUANIEN

(De notre correspondant)

Moscou. - Un nationaliste lituanien aurait irrémédiablement endommagé, par un jet d'acide chlorhydrique, un des plus célèbres tableaux du musée de l'Ermitage à Leningrad, ont indiqué jeudi 20 juin à Moscou des témoins de la scène. Le Lituanien, dont on ignore le nom, mais dont la motivation serait politique, visitait le musée le 9 juin. Il a demandé aux gardiens quelle était la toile la plus célèbre. Ceux-ci lui ont indiqué le tableau de Rembrandt, *Danaë*, qui date de 1636 et dont une reproduction occupe une pleine page de la Grande Encyclopédie soviétique. L'homme aurait alors arrosé le tableau avec une bouteille d'acide. Aucun travail de restauration ne peut, semble-t-il, remettre cette œuvre en état. L'incident a, selon les témoins, été arrêté.

La Lituanie, une des trois Républiques baltes, longtemps associée au royaume de Pologne puis incorporée dans l'empire russe, a été brièvement indépendante, de 1919 à 1939, attribuée à l'URSS par le pacte germano-soviétique, puis définitivement annexée, en 1944. La répression frappe régulièrement les petits groupes nationalistes qui refusent le pouvoir soviétique.

D. Dh.

Sur le vif

Révisionniste

Ca se passe à Pékin. C'est l'histoire vraie d'un jeune travailleur accusé par le *Quotidien des ouvriers* de balayer au lieu de brosser. Il invoque, pour se défendre, l'exemple du Très Haut : Marx a connu l'amour à dix-sept ans. Du coup, lui, il a pris deux ans de retard sur le grand ancêtre. Commentaire du journal : oui, bon, enfin, admettons. Mais ce péché de jeunesse, Marx l'a regretté toute sa vie, et il n'a cessé de prouver par ses écrits qu'on ne pouvait pas à la fois seuter les nénettes et épouser la cause de l'humanité.

doublé d'un bourreau des coeurs. Avec un faible pour les amours anacréontiques. Ça fait perdre moins de temps et une grosse peur de qu'en-diro-t-on. Le fils qu'il a eu de la brave et fidèle Lénchen, le bonhomme à tout faire qui a suivi le Marx en exil, c'est Engels qui l'a reconnu pour donner le change.

Plus bourgeois que lui, ça n'existe pas. Il avait toutes les mesquineries, toutes les lâchetés, tous les défauts, tous les préjugés de sa classe, ce héros de la classe ouvrière dont les communistes continuent imperturbablement à épouser le statut, celle d'une figure sainte dont la vie sert de modèle et de caution à l'idéal socialiste imposé aux militants.

Moi, je vais vous avouer un truc. Marx, je ne l'ai jamais lu. J'ai essayé. J'ai pas pu. C'était trop dur, je ne comprenais pas. Je suis comme le jeune Chinois, ce que je comprends très bien, et ce qui me rend plutôt sympa, c'est ce qu'il a fait, pas ce qu'il a dit. Je préfère le vice à la vertu.

CLAUDE SARRAUTE.

EXCLUSIF

PARIS MEXICO

VOL DIRECT

Aeroméxico vous propose l'exclusivité de ses trois vols directs par semaine vers Miami et Mexico au départ de Paris-Orly à prix spéciaux.

Vols directs de Miami à Mexico sans changer d'avion.

"Vols Evasions" aller et retour Paris-Mexico : 5685f.*

les mercredi, vendredi, dimanche
DEPART DE PARIS à 13 h 30, ARRIVÉE à MEXICO à 19 h 10

Deux exemples de vacances au Mexique :

Viva Cancun Aller et retour Paris - Mexico + 2 nuits à l'hôtel à Mexico + 6 nuits à l'hôtel à Cancun. Prix par personne 9320 f.t.*	Mexico-Acapulco Aller et retour Paris - Mexico + 3 nuits à l'hôtel à Mexico + 3 nuits à l'hôtel à Acapulco, tarif groupe. Prix par personne 6820 f.t.*
--	--

MIAMI NON STOP

Quitter Paris à l'heure de l'apéritif et arriver en Floride à l'heure du café (grâce au décalage horaire) pour découvrir la Floride, base de départ de toutes les **Evasions américaines** : le Sud des États-Unis, les Bahamas, les croisières Caraïbes, Epcot Center, Disney World, Cap Kennedy, les Everglades : un paradis pour tous ceux qui, comme "Alice", ont conservé une âme d'enfant.

DEPART DE PARIS à 13h30, ARRIVÉE à MIAMI 17h

"Vols Evasions" aller et retour Paris-Miami : 5275f.*

RESERVATIONS :
AUPRÈS DE VOTRE AGENT DE VOYAGE
et **aeroméxico**
(1) 742.40.50
* Pour un voyage de 14 jours à 2 mois.
Prix révisibles sans préavis.
** Prix jusqu'au 15/12/85



aeroméxico

هكذا من الأصل

Le Monde LOISIRS



Dublinien d'un jour

Un Français sur la piste irlandaise de James Joyce.

Il pleut sur Grafton Street. Mais ce ne sont pas trois gouttes qui vont empêcher les employés des bureaux du centre-ville de faire leur shopping dans l'artère la plus commerçante de Dublin. Ils en profitent, la rue leur étant réservée tous les jours de 11 h à 19 h. Après, la voiture reprend ses droits. Comme ailleurs. Il pleut sur Dublin, d'accord ; mais dans ce domaine, la réputation de la capitale irlandaise est plutôt surfaite. Le pays dispose de coins autrement plus humides. A l'ouest, par exemple, l'herbe est encore plus verte.

Au bout de l'Europe, à l'écart des grandes métropoles dévotieuses d'hommes, il y a Dublin. Une capitale à l'allure provinciale. Une ville nature qui s'offre sans frime. Dublin, c'est la cité coup de cœur. On l'aime d'emblée, pour le charme désuet et populaire de ses quais dickensiens, pour l'ambiance de ses rues, de ses pubs ; pour quelque chose d'indéfinissable qui remplace avantageusement une architecture défaillante. « Il y a partout une juxtaposition de teintes uniques, dans les tons cerise, vert-de-gris, brun foncé, caramel délavé, bleu déteint », écrit Frédéric Dard dans une des innombrables aventures du commissaire San Antonio (1).

« A chaque pas, poursuit-il, on découvre des volumes bizarres, plus ou moins en ruine ou inachevés ; chaque carrefour offre une perspective poétique pour film de Tatï. Dublin, l'une des dernières capitales « basses » au monde... (2). C'est à deux pas, et de l'autre côté de la planité. Un ailleurs fabuleux. Une sorte d'étrange rêve de buveurs de bière saouls. Cela sent la pomme rotée et le bac à plongeur pendant le coup de feu au pub. C'est beau, c'est très beau... »

Entendue des deux côtés de la Liffey, cette rivière couleur de Guinness, la ville est à elle seule un paradoxe. Peuplée à 95 % de catholiques, elle possède deux cathédrales... protestantes. Elle arrive aussi à réunir, en l'espace de quelques centaines de mètres, les éléments les plus disparates. Le centre historique voisine avec les quartiers populaires, et les grands musées sont à deux pas des libertés où s'entassaient, autrefois, les catholiques les plus pauvres du pays.

Cette capitale aux dimensions humaines se visite à pied. Le nez au vent ou plongé dans un exem-

plaire de *Ulysse* de James Joyce. L'ouvrage décrit, en effet, avec une précision méticuleuse, la journée de Leopold Bloom dans Dublin. Autour de Parnell Square, sur les quais de la Liffey, près de Halfpenny Bridge, les puristes s'acharnent à retracer l'itinéraire imaginaire du héros de Joyce. Mais l'absence de réglementation sérieuse en matière architecturale a déjà contribué à la disparition de quelques-uns des lieux évoqués dans le livre. Les bulldozers ont taillé des parkings dans les vieux bâtiments du centre-ville, et certaines images appartiennent définitivement au passé.

Mais Dublin se conjugue aussi au présent. Dans la rue, dans les boutiques, et, bien sûr, dans les pubs. On pourrait dissenter à perte de vue sur le rôle sociologique de ces lieux de rencontre dans le quotidien irlandais. En fait, chacun y trouve ce qu'il y apporte. Le pub, c'est l'auberge espagnole, avec, en plus, une bière rousse unique au monde et une musique qui joue sur la corde sensible. Pour vivre comme un Dublois, il suffit de pousser la porte d'un de ces établissements, de commander une Guinness (au comptoir, évidemment) et d'attendre. Attendre que le barman tire la bière caramélisée lentement, en deux fois ; attendre aussi qu'on vous adresse la parole. Ce qui se produit inévitablement. A Dublin, grâce aux pubs, toutes les sociétés se côtoient.

Brian Lockney, le patron de Kitty O'Shea, passe plus de temps dans la salle que derrière son bar. Son pub est un modèle du genre. On y rencontre aussi bien des ministres que deux conseillers des étudiants et des journalistes. Pratique, Kevin Myers, chroniqueur à l'*Irish Times*, en a fait son quartier général. Les personnages de sa rubrique quotidienne, « An Irishman's Diary » (journal d'un Irlandais) sont là, à portée de stylo... A Dublin, il faut prendre son temps ; et celui des autres. Ils vous l'accorderont généreusement, d'ailleurs. Parce que, ici, on aime parler, boire et chanter. Au risque de devoir user de clichés, le visiteur est obligé d'admettre que les Irlandais pratiquent les relations humaines avec la chaleur joviale souvent montrée au cinéma.

Pour découvrir Dublin, il suffit de se laisser porter par le rythme de la ville. Un rayon de soleil vous

conduit vers Saint Stephen's Green. Un grand parc, en centre-ville, pour balades amoureuses et révisions estudiantines. Tout près, Trinity College, justement. On pénètre sous la voûte de ce campus universitaire de pierres grises, noircies par le temps. Des étudiants qui se souhaitent bonne chance pour les examens, de la verdure qu'on vous prie de ne pas piétiner, et des vélos qui envahissent l'espace. La bibliothèque, avec sa célèbre « pièce longue » (65 mètres), est un « must ». Elle renferme le livre de Kells, un somptueux manuscrit enluminé des quatre Évangiles (écrit et peint au début du neuvième siècle), et le plus ancien exemplaire de harpe irlandaise.

La promenade culturelle passe, inévitablement, par la National Gallery — impressionnistes français et grandes écoles européennes (anglaise et flamande, notamment) — et débouche sur Merrion Square. Cette place qui abrite, derrière des grilles, un parc plus ou moins privé, est bordée, sur trois côtés, de maisons du dix-huitième siècle, célèbres pour leurs portes d'entrée. Les fameuses portes georgiennes, encadrées de colonnes doriques, protègent désormais des sièges sociaux d'entreprises et des cabinets d'avocat. Il n'y a plus d'hôtels particuliers dans cet ancien quartier chic où vécut Bernard Shaw.

Par contre, la pauvreté n'a pas quitté les libertés. Autrefois à l'extérieur des murs de la ville, et de sa juridiction — ce qui explique son nom, — l'endroit a été traditionnellement habité par les catholiques les plus démunis. Il s'étend sur un secteur compris entre les deux cathédrales, Christchurch et Saint-Patrick, au sud de la Liffey. Les logements sociaux construits par la famille Guinness pour ses ouvriers donnent aux blocs un caractère d'une autre époque. C'est Dickens transposé au vingtième siècle : briques rouges, cours pavées, gosses livrés à eux-mêmes et linge aux fenêtres. Un quartier à l'écart des circuits touristiques mais qu'il est indispensable de visiter si l'on veut vraiment connaître Dublin. Et, peut-être, comprendre ses habitants.

Swift, qu'on connaît plus en France comme auteur de *Gulliver* que comme pamphlétaire, a mis toute son ardeur à dénoncer la misère des gens des libertés. En tant que doyen de la cathédrale

Saint-Patrick, il était, il est vrai, bien placé pour constater le dénuement de cette population laissée pour compte.

Aujourd'hui, les jeunes du quartier, sans doute lassés par les petits coups sans envergure, ont inventé un nouveau passe-temps. Pour jouer à se faire peur, ils volent des voitures et les précipitent à toute vitesse dans les vitrines des magasins. Ces *Joy riders*, qui ont entre dix et quinze ans, sont la hantise des policiers de Dublin. Leurs expéditions, inspirées de la *Fureur de vivre*, ont déjà coûté la vie à plusieurs piétons, fauchés par certains pilotes manquant d'expérience. Récemment, une équipe de *Joy riders* s'est même payée le luxe de raturer une voiture de patrouille de la police locale...

La passion des paris

Au bord des libertés, sur Inchicore Road, la masse sombre de la prison de Kilmainham rappelle que l'histoire de l'Irlande a été marquée, elle aussi, par des événements tragiques. C'est là qu'ont été emprisonnés les patriotes irlandais ; et l'on peut voir la cour où furent exécutés les dirigeants de l'insurrection de Pâques. Le quartier de Kilmainham abrite un autre monument historique, certainement le plus remarquable d'Irlande : le Royal Hospital. Construit sur les plans des Invalides de Paris par Sir William Robinson, il était destiné à héberger les soldats blessés. Pour son tricentenaire, le Royal Hospital vient de se refaire une beauté. Après plus de cinq années de travaux, il est, en partie, ouvert aux visites. Le gouvernement irlandais, qui a injecté plus de 16 millions de livres (160 millions de francs environ) dans la remise en état des boiseries, des toitures et de la chapelle, n'a pas encore défini son utilisation future. On s'oriente vers un centre mixte — expositions-salles de conférences — qui permettrait de redonner un peu de vie à ce coin isolé de la capitale. C'est, du moins, ce qu'espère l'architecte responsable du projet, M. John Costelloe.

A Dublin, chaque pas peut réserver une surprise. Comme une église désaffectée transformée en magasin de luminaires, ou un atelier de tissage — à l'ancienne —, caché dans le creux d'une colline,

au pied du Royal Hospital. Les *Weavers Shed Ltd* se sont installés au siècle dernier à l'emplacement d'un moulin où, depuis 1150, on tissait les robes des moines du monastère de Kilmainham. Damien Shine a racheté l'ensemble, bâtiments et matériel, il y a quelques années, après des études à la Sorbonne... Sur des machines antédiluviennes mais magnifiques, il a recommencé à produire ces tweeds exceptionnels qui font la réputation de l'Irlande. Un pari insensé, mais qui pourrait bien être gagné.

Le pari, c'est d'ailleurs une des passions des Irlandais. Au point que les organisateurs des courses de lévriers de Shelbourne Park n'hésitent pas à retarder d'une heure leur réunion les soirs de concours hippique à Phoenix Park, de l'autre côté de la ville. Histoire de laisser aux joueurs le temps de traverser l'agglomération. Deux chances, cela vaut mieux qu'une...

Sur la piste de James Joyce, le visiteur curieux retrouvera des traces de la présence française en Irlande. Celle des huguenots. Dans *Finnegan's Wake*, l'écrivain irlandais fait référence à un boucher de Portlannington, Mr Blong, descendant d'une famille réformée, les Leblond. G.B. Shaw, lui, s'est servi de noms relevés sur les tombes du cimetière huguenot de Dublin. Le Dubedat de *The Doc-*

tor's Dilemma était, en fait, un émigré originaire de Bordeaux. Quant à Richard Dudgeon, son nom a été utilisé deux fois à titre posthume : la première dans son intégralité, comme personnage de *The Devil's Disciple*, la seconde dans *The Doctor's Dilemma*, où il devient Ridgeon.

Les maisons de Molesworth Street, construites au dix-huitième siècle par les huguenots, prouvent que les émigrés n'étaient pas essentiellement les pauvres tisserands qu'on a complaisamment décrits. Dès 1660, on commence à voir des protestants français s'installer à Dublin, à l'instigation du vice-roi d'Irlande. Ils réussissent rapidement à s'intégrer, puisque Jean Desminières est élu lord-maire en 1666, et que son cousin Louis, originaire également du Poitou, lui succède en 1669.

Financiers, comme les Dignes La Touche, industriels du tissage, comme Louis Crommelin, ils ont cependant laissé un héritage culturel à Dublin. C'est en effet à un huguenot français, Elie Bouhéreau, que l'on doit la création de la bibliothèque Marsh où sont conservés des ouvrages essentiels sur le siècle de Louis XIV.

CHRISTIAN-LUC PARISON.
(Lire la suite page 11.)

(1) Laissez pousser les asperges. San Antonio. Fleuve noir.

LIRE

3-6. MONTAGNE

Les stations de sports d'hiver à l'heure d'été

7-11. GASTRONOMIE

L'assiette au profit

15. VACANCES

L'Armorique tonique

Supplément au numéro 12564.
Ne peut être vendu séparément. Samedi 22 juin 1985.

Balade irlandaise

RENDEZ-VOUS

● **Musée James Joyce** : Tour Martello. A Sandycove-Point, à 2 kilomètres de Dun-Laoghaire, à quinze minutes de Dublin par le train. C'est le point de départ de Stephen Dedalus dans *Ulysse*. Joyce et quelques amis y ont passé trois semaines, un été. Le jeune conservateur, Robert Nicholson, a rédigé un guide des lieux décrits par Joyce dans son roman.

● **Royal Hospital** : A Kilmahon, un quartier de Dublin. Réalisé vers 1680 sur les plans des Invalides.

● **Bibliothèque de Trinity College** : Dans l'enceinte de l'université. Elle renferme le fameux livre de Kells, une merveille d'enluminures. Visite de la bibliothèque et de ses deux millions cinq cent mille volumes ; du lundi au vendredi, de 10 h à 16 h 45. Samedi : de 10 h à 12 h 45. Entrée 50 pence. Gratuit du 1^{er} novembre au 31 mars.

● **Marsh's Library** : Bridge Street, derrière la cathédrale Saint-Patrick. Jusqu'à la fin juin, une exposition organisée à l'occasion du tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes rappelle la présence des huguenots en Irlande.

● **Courses de lévriers** : Du lundi au samedi, en alternance un soir sur deux à Shelbourne Park et Harold Cross. Première course à 20 heures.

● **Courses hippiques** : Champ de courses de Phoenix Park. Polo à Phoenix Park.

● **Brasserie Guinness** : Saint-James's Gate. On ne visite plus la brasserie (entièrement automatisée), mais on peut assister à une projection de diapos sur l'histoire de cette bière unique au monde. Du lundi au vendredi, de 10 h à 15 h. En prime, une dégustation...

● **Guinness Hop Store** : Rainsford Street. L'ancien entrepôt de houblon transformé en salle d'exposition, sur quatre étages. Premier artiste invité : le Français Tomi Ungerer, qui vit dans les environs de Cork. Il vient de réaliser l'affiche officielle de la fête de la musique.

● **Irish Distillers** : Les Irlandais ont inventé le whiskey. Ils le disent, et pour le prouver vous invitent à découvrir la différence. A goûter donc, après avoir visité le musée du whiskey, au siège de la Fédération des distilleries, qui réunit, depuis vingt ans, les quatre principales marques irlandaises : John Power's, Jameson, Old Bushmills et Tullamore Dew. Et, comme on dit en gaélique, « Sainte ! » (santé !)

RESTAURANTS

● **The Bailey** : Duke Street, Dublin. Derrière la porte d'entrée, au fond du couloir, une autre porte. C'est celle du 7, Eccles Street, la « maison de Leopold Bloom ». Cette maison, qui a été détruite en 1967, était en fait la demeure d'un ami de Joyce, J. F. Byrne.

● **The Lord Edward** : 23, Christchurch Street Place, Dublin. Au rez-de-chaussée, le pub, au premier, la brasserie, et au second, le restaurant. Spécialités de poissons.

● **Powerscourt** : South William Street, Dublin. Une grande maison géorgienne transformée en centre commercial (80 boutiques) avec des restaurants. Repas rapides et pas très chers.

● **The Abbey Tavern** : A Howth, sur la côte, au nord de Dublin. Une belle auberge avec éclairage au gaz et feu de tourbe dans la cheminée. De 22 h à 23 h, le pub, au rez-de-chaussée, accueille un groupe musical tous les soirs.

● **Guinea Pig Restaurant** : A Dalkey, sur la côte, au sud de Dublin. Fruits de mer servis par le propriétaire, Mervyn Stewart, qui est aussi maire de la commune depuis 1981.

CAFÉS

● **Bewley's** : Il y en a plusieurs à Dublin : boisées sombres, décor années 20 et self-service.

HOTELS

● **The Westbury** : Grafton Street. Flambant neuf et dans le quartier commerçant de la ville.

● **Shelbourne** : 27, St-Stephen's Green. « L'adresse la plus prestigieuse d'Irlande », dit le pub. Vue sur St-Stephen's Green. La classe victorienne.

AUBERGE DE JEUNESSE

Une super-auberge indépendante vient d'ouvrir ses portes en plein centre de Dublin. Confortablement aménagée dans un bel immeuble du dix-huitième siècle, elle peut héberger deux cent cinquante personnes, jeunes et moins jeunes. La direction entend y soigner l'accueil (de juin à septembre, la réception est ouverte toute la journée), l'information et l'animation. Pub tous les soirs et cuisine « ouverte » pour préparer ses repas. Logement en chambre simple, double ou en dortoir (environ 35 F pour la nuit). Sur place, boutique, restaurant et vélos à louer. Renseignements auprès de l'Office du tourisme irlandais à Paris.

MUSIQUE

● **National Concert Hall** : Earlsfort Terrace, Dublin. Ne pas manquer les *lunchtime concerts* du mardi, de 12 h 50 à 13 h 45. Un sandwich, une salade et cinquante-cinq minutes de musique par l'orchestre de la RTE (Radio-télé irlandaise).

LES PUBS

● **Mulligan's** : Poolbeg Street. C'est le pub. L'un des plus anciens de Dublin, et certainement celui qui a conservé l'ambiance la plus authentique.

● **Ryan** : près de Heuston station. Pour un panorama complet, se reporter au *Guide du routard*. Ils les ont tous testés !

LIGNES AÉRIENNES

— Aer Lingus : 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : (1) 742-12-50.

— Air France : 119, Champs-Élysées 75008 Paris. Tél. : (1) 535-61-61 (ou agences de voyages). Ces deux compagnies pratiquent des tarifs identiques.

A signaler un tarif « jeunes », 2 050 F l'aller-retour Paris-Dublin. Possible toute l'année. Il faut avoir moins de vingt-six ans, réserver son billet la veille du départ. Valable un an. Du « Super-Pex », 2 000 F. Valable un mois, pour passer un samedi en Irlande.

USIT : 1690 F aller-retour Paris-Dublin. Départ du 28 juin au 30 août. Il faut avoir moins de vingt-huit ans ou être étudiant de moins de trente-deux ans. 6, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : (1) 329-85-00.

OFFICE DU TOURISME IRLANDAIS : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-84-26.

GUIDES

● Le guide *Irlande* de Nagel avec un atlas sur Dublin (165 F).

● Le *Guide du routard Grande-Bretagne - Irlande* (Hachette).

SUR PLACE : In Dublin, chez tous les libraires de Dublin. Un magazine branché, sur la vie culturelle et les loisirs. Pour savoir quel spectacle choisir en priorité.

Les marches aux Skelligs

Deux îles monacales.

DEUX îles ancrées à huit milles au large de la côte atlantique du Kerry. Deux îles posées sur la mer. Les Skelligs ont un aspect étrange, une forme abrupte, inattendue, en rupture avec l'horizon de collines rondes de la côte et des îles plus au nord, les Blaskets, très plates. Debout sur l'Océan, crêtes déchiquetées explosant en bouquets de rochers striés, fendus verticalement, parfois jusqu'à l'eau où se forment des cavernes profondes. Deux masses sombres rappelant celles de cuirassés immobiles, elles sont aussi étranges l'une à l'autre qu'au reste du paysage.

Skellig Michael et Petite Skellig sont beaucoup plus importantes que leur taille et leur situation ne le laissent imaginer. Connues des voyageurs depuis l'Antiquité et des archéologues depuis que l'archéologie existe, elles sont le rendez-vous des ornithologues, des naturalistes et des amateurs de plongée sous-marine, qui viennent explorer les fonds alentour (profonde de 70 mètres) peuplés d'espèces multiples de poissons, de langoustes, d'algues et d'éponges rouges et jaunes, d'anémones de mer turquoise et vertes... et de phoques amicaux.

On peut visiter Skellig Michael, encore qu'il ne soit pas simple d'y aborder : on n'y va que l'été, les jours propices, lorsque la mer n'est pas trop grosse. Incertitude qui la rend plus désirable encore.



L'histoire des Skelligs est celle des fous de Bassen, fous de Dieu et autres fous venus visiter ces îles, les premiers en 1400 avant Jésus-Christ. Deux cent cinquante mille oiseaux les habitent, dont quarante mille fous de Bassen sur la Petite Skellig, soit la deuxième colonie de ces oiseaux dans le monde.

Loin des grandes villes et de la pollution industrielle, le site est un refuge idéal pour les macreux, puffins anglais, pétrels-tempête, mouettes tridactyles, guillemots, petits pingouins et fous de Bassen. Ces trois derniers nagent aussi sous l'eau, et les plongeurs peuvent les rencontrer à plus de 15 mètres de fond. Peu sauvages, ils se laissent approcher tout comme les phoques, plus curieux que timides.

L'atmosphère étonnante de l'île est accentuée par une flore d'une grande richesse : plus de quarante espèces différentes sur Skellig Michael, une dizaine seulement sur la Petite Skellig, très nue et couverte seulement de plumes. Un diction de la région affirme qu'un fou abandonné à lui-même s'embarque inévitablement pour les Skelligs. Sans l'être tout à fait, on perçoit la force qui attire et retient sur Skellig Michael, la plus grande des deux îles, les moines venus, au sixième siècle, y fonder leur monastère.

Le mieux conservé parmi les monuments de la même époque du sud-ouest de l'Irlande, c'est aussi le plus impressionnant. On y

accède par un long escalier vertigineux de six cents marches, taillées dans le rocher, qui conduisent à 15 mètres du sommet de l'île. Là, sur un étroit plateau protégé par un mur construit à pic sur le vide, se trouve l'enceinte monastique où l'on pénètre par une étroite et basse porte. En pierres sèches non taillées, six cellules en forme de ruches un oratoire en forme de bateau renversé, les ruines d'une église, un petit cimetière ainsi que de nombreuses croix rudimentaires en pierre taillée, debout ou couchées, ça et là.

Architecture archaïque, rude, grossière, témoin de la vie primi-

tive et pauvre que ces hommes avaient choisie. Il reste encore deux des réservoirs de pluie, mais toute trace de culture a disparu : la terre abandonnée peu à peu le rocher. Les moines aussi ont quitté l'île au quatorzième siècle.

Par la fenêtre arrondie du seul mur de l'église resté debout, on aperçoit Petite Skellig, écho à la solitude extrême de ce lieu du bout du monde ouvert au ciel et au vent, à la dérive entre les étoiles, bercé par la monotone mouvement de la mer.

ÉLISABETH SZIGETI

Dublinien d'un jour

(Suite de la première page.)

Dublin, c'est aussi une capitale au bord de la mer. En un quart d'heure, le train vous conduit au petit port de Dun-Laoghaire (on prononce Dan-Liri) avec ses plages et ses restaurants chics. Un peu plus bas, à 30 kilomètres de la ville, Bray semble endormie au soleil. La petite ville balnéaire a connu des jours meilleurs. Autrefois fréquentée par la bourgeoisie de Dublin, elle vit maintenant au ralenti, passée de mode. C'est Atlantic City avant l'arrivée des casinos. Mais Dublin, c'est surtout la campagne à deux pas. Pour les grands espaces verdoyants, inutile d'aller bien loin. Powerscourt Gardens, près d'Enniskerry, c'est déjà l'Irlande profonde. Les jardins en terrasses donnent sur un fabuleux décor de

collines et de plaines immenses. Un paysage superbe qui a servi de cadre au film *Barry Lyndon*. Le château où se déroulait l'action appartient à la famille Slazenger (les raquettes et balles de tennis). Il a brûlé accidentellement, un an après le tournage. On peut toutefois visiter le parc et admirer la cascade de 120 mètres de haut. Impressionnant. Et comme toute balade irlandaise se termine au pub, laissons la parole à Ronnie Drew, le chanteur des Dubliners : « Notre musique n'est pas seulement l'image d'un folklore ; et si elle commence à se vendre correctement à l'exportation, c'est là qu'elle prend toute sa signification, à Dublin. »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

« The » guide

Amoureux des Skelligs, Des Lavelle en a escaladé et quadrillé chaque pouce. Autodidacte passionné de botanique, d'ornithologie, de géologie, d'archéologie et d'histoire, il a écrit sur elles le seul livre qui leur soit consacré. C'est avec lui qu'il faut y aller. Son bateau part de Portmagee à 11 h. La traversée dure environ une heure et demie. Son numéro de téléphone est le 24 à Valentia. S'il n'est pas libre, il vous indiquera un autre marin. Il vit sur l'île de Valentia où il a installé un petit centre de plongée sous-marine très bien équipé. Dans leur grande maison blanche de Knightstown, petit port de Valentia, sa femme a installé des chambres d'hôtes confortables, aussi chaleureuses que la maîtresse de maison, qui est aussi, chose inattendue, un véritable cordon-bleu.

● « Skelligs : Island outpost of Europe » : Des Lavelle ; The O'Brien Press.

Arthur Spencer Les Lapons Peuple du renne

Chasseurs habiles, sorciers fameux jadis et artisans accomplis, qui savent s'adapter à un hiver long et froid où règne l'obscurité.

« Civilisations », n° 101, 69 F
ARMAND COLIN



VIVEZ CORFOU
A SON PLUS HAUT NIVEAU.
Au Hilton Corfou, vous dominez d'un côté la mer Ionienne et la célèbre île Soudis, de l'autre le lac Haliktopoulou et son écrin de collines.
Piscines, plage, courts de tennis, club de sport... tout est sur place au Hilton Corfou.

Demandez le programme
Cruise Air à votre agence
de voyage ou à Hilton
Réservation Service
Paris : 687.34.80

HILTON INTERNATIONAL CORFOU
CHEZ VOUS, PARTOUT DANS LE MONDE.

RÉSIDENCES

300 m du LAC LÉMAN,
30 m des PISTES
YVOIRE - VILLAGE MÉDÉVAL
SCT Les Cypres de Lac
STUDIO à partir de 268 000 F
Agence du Lac Léman - (50) 34-08-57

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Région SISTERON
Locations meublées et gîtes ruraux
disponibles en juillet et août 1985
Renseignements :
OFFICE DU TOURISME
B.P. 42 - 04200 SISTERON
Tél. (92) 61-12-03

RÉGUSSE (Var)

Près les Saintes-Croix (Verdon)
Belle MAISON de village en pierre
entièrement restaurée avec terrasse et
mezzanine, 180 m² sur 2 étages, belle vue,
meublé rustique
Prix 475 000 F
RG IMMOBILIER (94) 70-42-22

Aux quatre coins de France

Vins et alcools
SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
BOMMES 33210 LANGON
Tél. : 16 (56) 43-61-55
Tarif sur demande - Vente directe

VIN de CHATEAUNEUF-DU-PAPE
VIN de PAYS - VINS DE MARQUE
embouteillés par le récoltant
TARIF sur demande. Vente à la cave.
DUFFONTY & FILS - B.P. N° 33
Route de Courthézon
34230 - CHATEAUNEUF-DU-PAPE

CAMPAGNE MER MONTAGNE

VAR
BARJOIS - Maison provençale
Belle de 120 m², 10 ch, 300 m² jard. de
3 ch, 2 SdB, 1 s. m., 4 ch. et. et. 65000 F
2G IMMOBILIER (94) 70-42-22

MANOIR XVII^e siècle
12 pièces, cadre ancien, très belles décor
et dépendances, colombier ancien, puits,
chapellet. Superf. 1 ha 74.
M. GIBON, notaire à AUMALE (76).
Tél. : (35) 93-40-05.

FRONT DE MER

Votre studio 2 pers à part, de 169 000 F
Dans une station unique à
PORT-BARCAZÈS
Directement sur la plage, secteur
résidentiel. Demandez-nous, sans
engagement, une documentation.
SÉPÉ, 16, rue Clément-Fauré,
63000 SAINT-ETIENNE
ou gratuite, en PCV 68, (77) 32-57-64.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS

A la propriété LES ALMANACHES
VENTEIL 51200 EPERVY. Tél. 58-48-37
Vin vieill. en fût. Tarif sur demande.

Produits régionaux

HUILE D'OLIVE VIERGE EXTRA
Catalogue et tarif M. gratuits.
Produit naturel de renommée millénaire.
Distribué à SITE-HÉCULEINE, B.P. 37
SALON-DE-PROVENCE, 13632 Cedex

Les Skelligs sont deux îles ancrées à huit milles au large de la côte atlantique du Kerry. Elles ont un aspect étrange, une forme abrupte, inattendue, en rupture avec l'horizon de collines rondes de la côte et des îles plus au nord, les Blaskets, très plates. Debout sur l'Océan, crêtes déchiquetées explosant en bouquets de rochers striés, fendus verticalement, parfois jusqu'à l'eau où se forment des cavernes profondes. Deux masses sombres rappelant celles de cuirassés immobiles, elles sont aussi étranges l'une à l'autre qu'au reste du paysage.

Skellig Michael et Petite Skellig sont beaucoup plus importantes que leur taille et leur situation ne le laissent imaginer. Connues des voyageurs depuis l'Antiquité et des archéologues depuis que l'archéologie existe, elles sont le rendez-vous des ornithologues, des naturalistes et des amateurs de plongée sous-marine, qui viennent explorer les fonds alentour (profonde de 70 mètres) peuplés d'espèces multiples de poissons, de langoustes, d'algues et d'éponges rouges et jaunes, d'anémones de mer turquoise et vertes... et de phoques amicaux.

On peut visiter Skellig Michael, encore qu'il ne soit pas simple d'y aborder : on n'y va que l'été, les jours propices, lorsque la mer n'est pas trop grosse. Incertitude qui la rend plus désirable encore.

L'histoire des Skelligs est celle des fous de Bassen, fous de Dieu et autres fous venus visiter ces îles, les premiers en 1400 avant Jésus-Christ. Deux cent cinquante mille oiseaux les habitent, dont quarante mille fous de Bassen sur la Petite Skellig, soit la deuxième colonie de ces oiseaux dans le monde.

Loin des grandes villes et de la pollution industrielle, le site est un refuge idéal pour les macreux, puffins anglais, pétrels-tempête, mouettes tridactyles, guillemots, petits pingouins et fous de Bassen. Ces trois derniers nagent aussi sous l'eau, et les plongeurs peuvent les rencontrer à plus de 15 mètres de fond. Peu sauvages, ils se laissent approcher tout comme les phoques, plus curieux que timides.

L'atmosphère étonnante de l'île est accentuée par une flore d'une grande richesse : plus de quarante espèces différentes sur Skellig Michael, une dizaine seulement sur la Petite Skellig, très nue et couverte seulement de plumes. Un diction de la région affirme qu'un fou abandonné à lui-même s'embarque inévitablement pour les Skelligs. Sans l'être tout à fait, on perçoit la force qui attire et retient sur Skellig Michael, la plus grande des deux îles, les moines venus, au sixième siècle, y fonder leur monastère.

Le mieux conservé parmi les monuments de la même époque du sud-ouest de l'Irlande, c'est aussi le plus impressionnant. On y accède par un long escalier vertigineux de six cents marches, taillées dans le rocher, qui conduisent à 15 mètres du sommet de l'île. Là, sur un étroit plateau protégé par un mur construit à pic sur le vide, se trouve l'enceinte monastique où l'on pénètre par une étroite et basse porte. En pierres sèches non taillées, six cellules en forme de ruches un oratoire en forme de bateau renversé, les ruines d'une église, un petit cimetière ainsi que de nombreuses croix rudimentaires en pierre taillée, debout ou couchées, ça et là.

Architecture archaïque, rude, grossière, témoin de la vie primitive et pauvre que ces hommes avaient choisie. Il reste encore deux des réservoirs de pluie, mais toute trace de culture a disparu : la terre abandonnée peu à peu le rocher. Les moines aussi ont quitté l'île au quatorzième siècle.

Par la fenêtre arrondie du seul mur de l'église resté debout, on aperçoit Petite Skellig, écho à la solitude extrême de ce lieu du bout du monde ouvert au ciel et au vent, à la dérive entre les étoiles, bercé par la monotone mouvement de la mer.

ÉLISABETH SZIGETI

CHRISTIAN-LUC PARISON.

CHAMONIX
Le confort sublime dans
les hauts cols du monde
de la Grande, retentit, à

GUIDE
l'au
indis
devo

30 grands
VIO

هكذا من الأصل

s aux Skelligs



Le monde des Skelligs est un monde à part. C'est un monde où le temps s'écoule différemment. C'est un monde où la nature est à l'honneur. C'est un monde où l'homme a su trouver son équilibre. C'est un monde où l'on peut se ressourcer et se reconnecter avec la nature.

Dublinien d'un jour... C'est une expérience unique de vivre quelques jours dans une ville étrangère. Dublin, la capitale de l'Irlande, est une ville charmante et accueillante. Elle offre une atmosphère unique, une cuisine délicieuse et une culture riche. C'est une ville où l'on peut se laisser aller et profiter de chaque instant.

RÉSIDENTIEL... C'est un projet de vie qui consiste à acheter ou louer un logement dans une zone résidentielle. Cela offre de nombreux avantages, tels qu'une tranquillité absolue, une sécurité accrue et une proximité avec les écoles et les commerces.

REPOUNSE... C'est un service qui permet de retrouver des documents ou des informations perdues. Cela peut être très utile pour les entreprises ou les particuliers qui ont besoin de retrouver rapidement des données importantes.

سكيا من الصيف

MONTAGNE

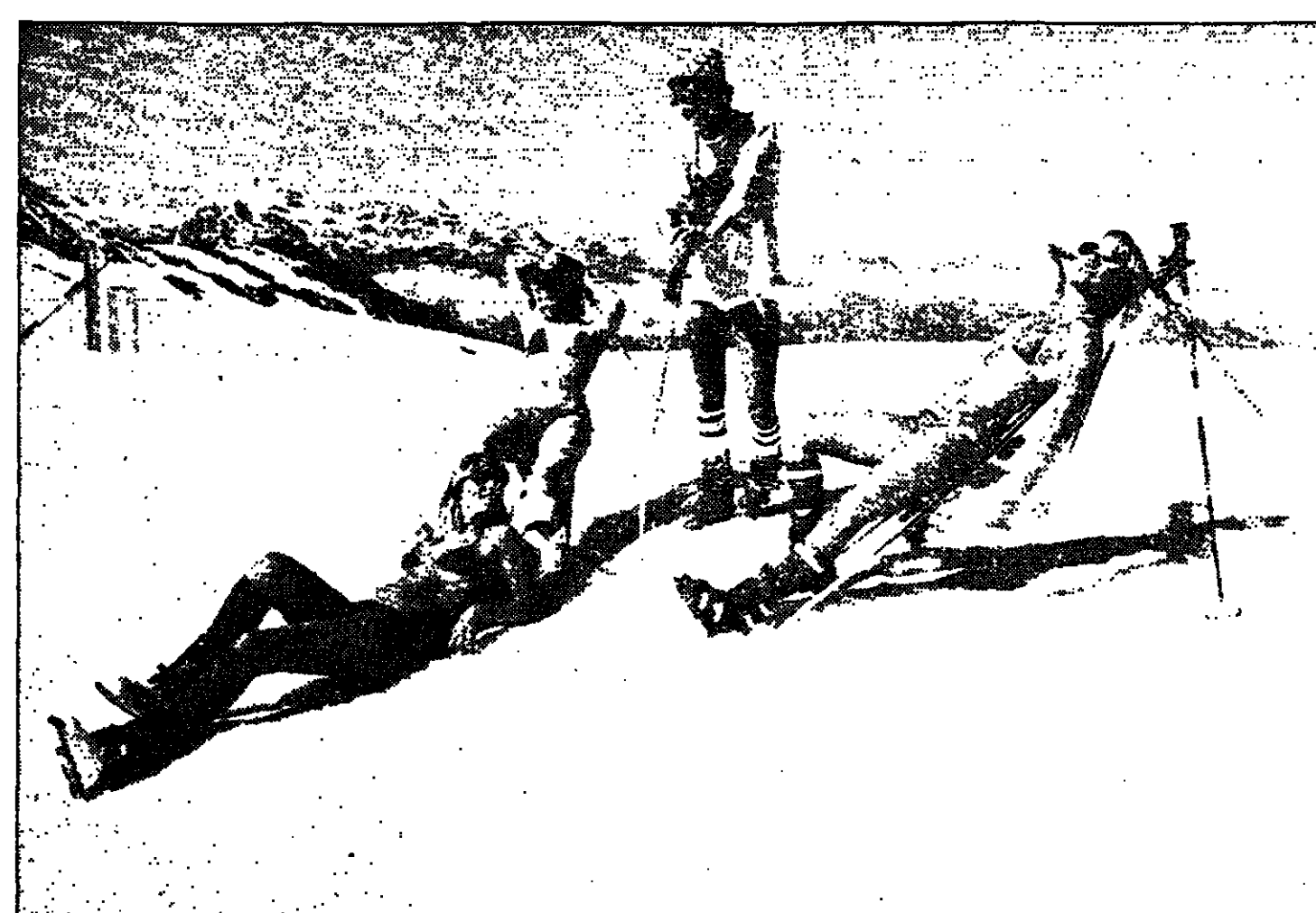
LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 22 JUIN 1985 III

Soupe et glace

Le ski d'été recommence sur sept domaines français.

RETOUR sur les planches. Le ski redémarre cette semaine dans plusieurs stations, notamment Tignes, Val-d'Isère, les Deux-Alpes et Val-Thorens... Mais il faudra monter au-dessus de 2 500 mètres d'altitude, sur les glaciers aménagés spécialement pour le ski d'été. Praticable par quelques dizaines de milliers d'adeptes, ce sport parvient difficilement à mobiliser les cinq millions de skieurs français. Ceux-ci, après une saison hivernale parfois prolongée par le ski de printemps, préfèrent le maillet de bain et les espadrilles au pantalon et aux lourdes chaussures.

Le ski d'été trouve sa principale clientèle parmi les débutants et les skieurs de haut niveau. Les premiers s'initient ici, sans les contraintes du froid et d'une météo instable, aux premiers plaisirs de la glisse, grâce notamment aux cours réaménagés de l'école de ski française. Les seconds peuvent poursuivre, entre 2 500 et 3 300 mètres d'altitude, leur ascension dans la pratique d'un sport qui réclame la perfection du geste et la meilleure forme physique possible. Les mordus de la « fraîche » trouveront, entre 7 heures du matin et 14 heures toutes les conditions possibles de neige, de la neige gelée, pendant les premières heures de la matinée, à la « soupe » presque insaisissable du début d'après-midi. Entre les deux, la couche, réchauffée par les rayons du soleil mais refroidie par la masse de glace, présentera une palette de neige successivement dure et douce.



d'altitude. Situé à proximité du parc de la Vanoise, il permet parfois, au tout début de l'été, de faire des incursions à ski sur les quelques névés non encore fondus du premier parc national français.

Comme à Tignes, le tennis (21 courts) et la voile (un lac) se combinent à travers une multitude de stages.

Prix du forfait ski : un jour 85 francs ; six jours 490 francs (donne droit quotidiennement à trois quarts d'heure de tennis ou à une heure d'équitation). Renseignements : (79) 06-10-83.

Stage de ski de vitesse : une piste de « KL kilomètre lancé » a été aménagée sur le glacier du Pissailles. Entraînement plus remontées mécaniques : 1 260 francs.

VAL-THORENS

Trois glaciers — Peclot, Thorans et Chavière — ont été aménagés pour recevoir des skieurs. La plus haute remontée mécanique atteint l'altitude de 3 300 mètres. Au total ce sont neuf appareils qui desservent la douzaine de pistes tracées sur les glaciers. Le ski se pratique de 7 h 30 à 13 heures entre 2 650 mètres et 3 300 mètres d'altitude. Forfait : 1 jour 80 francs ; 6 jours 402 francs. Le forfait remontées mécaniques inclut trois quarts d'heure de tennis par jour. Renseignements : (79) 00-08-08.

Les stages : stage semi-intensif pendant six jours comprenant trois heures de ski par jour plus remontées mécaniques 740 francs ; stage compétition avec ski le matin et activités sportives diverses l'après-midi : prix 1 588 francs (remontées mécaniques incluses) ; ski plus tennis : trois heures de ski et deux heures de tennis, six jours 1 670 francs ; ski-tennis-golf : pour « super sportifs », ce stage associe trois heures de ski le matin, deux heures de tennis l'après-midi et deux heures de golf (pratique) en soirée. Six jours 2 500 francs.

LE « CLUB DES SIX »

Six stations — L'Alpe-d'Huez, les Deux-Alpes, La Plagne, Tignes, Val-d'Isère et Val-Thorens — offrent désormais un forfait unique pour skier l'été sur leurs glaciers. Une semaine en studio de trois personnes coûte 880 francs par personne, y compris le forfait remontées mécaniques. En hôtel deux étoiles et en demi-pension, le prix de la semaine est de 1 870 francs (hôtel trois étoiles à partir de 2 090 francs). Le forfait « Club Six » permet de pratiquer le ski d'été en journée dans chacune des six stations.

En France, sept glaciers sont aménagés pour la pratique du ski d'été. Généralement situés au-dessus de 2 500 mètres d'altitude, ils sont équipés pour recevoir, chaque matin, entre 8 heures et 14 heures, plusieurs milliers de skieurs.

L'ALPE-D'HUEZ

On skie sur le glacier de Saranne, entre 2 500 et 3 000 mètres d'altitude, où sont installées sept remontées mécaniques. Le nouveau téléski du « refuge », d'une longueur de 1,3 kilomètre, multiplie par trois le domaine skiable d'été de la station dauphinoise. Il rend également le glacier de Saranne accessible à ceux qui chassent les skis pour la première fois.

Prix du forfait : un jour : 70 F ; 5 journées non consécutives : 290 F. Date d'ouverture du glacier : du 1^{er} juillet au 15 août. Renseignements : (76) 80-35-41.

CHAMONIX

Un petit domaine skiable dans l'un des plus beaux sites du monde, le glacier du Géant, reçoit, à

3 500 mètres d'altitude, son lot de skieurs. Deux téléskis seulement équipent ce glacier qu'on atteint après un voyage exceptionnel entre ciel et rochers, puis entre ciel et glace grâce, successivement, au téléphérique de l'aiguille du Midi et au télécabine de la pointe Helbronner. Il faut plus d'une heure pour rejoindre le glacier du géant. Le prix élevé du trajet — 141 F — auquel s'ajoute celui du forfait — 50 F — ralentit généralement l'ardeur des amateurs de godille.

LES DEUX-ALPES

Les 200 hectares du glacier du Jandri, situé au-dessous de la Meije, se développent entre 2 800 et 3 500 mètres d'altitude. Les dix pistes tracées sur cette calotte glacière sont desservies par neuf remontées mécaniques. La neige, ici, est généralement de très bonne qualité, la barrière des Ecrins et la Meije assurant un rempart naturel aux précipitations qui pendant l'été recouvrent plusieurs fois le glacier de neige... poudreuse.

Prix du forfait : un jour 86 F ; six jours 457 F (le forfait donne droit à la pratique du ski sur herbe, à l'entrée de la piscine, de la patinoire ainsi qu'à une heure par jour de tennis ou d'équitation).

Renseignements : (76) 79-22-00.

Date d'ouverture du glacier : du 22 juin au 8 septembre.

Stage : ski-tonique : ce stage marie le ski à la pratique d'activités sportives comme la musculation et l'aérobic, 865 F la semaine.

Stage de compétition : 1 100 F, encadrement plus forfait.

LA PLAGNE

Le ski d'été se pratique ici sur le massif de Belledune, qui culmine à 3 416 mètres et sur le glacier de la Chiaupe, 3 000 mètres. Equipé de huit remontées mécaniques, le glacier peut être parcouru, selon les années, sur cinq à neuf pistes différentes. Une télécabine permet, depuis la station de La Plagne-Belledune, de se retrouver, en un peu plus d'une demi-heure, les pieds dans la neige.

Prix : un jour, 43 francs. Ouverture du domaine skiable du 29 juin au 25 août.

Renseignements : (79) 09-79-79 et à Paris au (1) 727-22-22.

Stage « ski champion ». Il s'adresse aux skieurs de niveau « classe 3 » pour les adultes et 3 étoiles pour les enfants. Le programme : 4 ou 5 heures de ski par jour, pendant six jours, avec initiation au slalom et préparation à la compétition. Stage plus remontées mécaniques : 990 francs.

TIGNES

La station savoyarde, qui s'enorgueillit de pouvoir proposer 365 journées de ski par an, dispose d'un glacier qui culmine à 3 656 mètres. Aux cinquante kilomètres de pistes de ski alpin s'ajoute une boucle de ski de fond de 10 kilomètres. Treize remontées mécaniques, dont un téléphérique, servent le glacier de la Grande-Motte où peuvent évoluer quotidiennement 3 000 à 4 000 skieurs.

Ici le ski peut se conjuguer avec le golf (9 trous), le tennis (50 courts) et la voile (2 lacs).

Forfait : un jour 106 francs ; 6 jours 590 francs (le forfait donne droit l'après-midi à la pratique du tennis, de la planche à voile et de la natation). Renseignements : (79) 06-15-55.

Stages : 6 jours avec 4 heures de ski par jour plus remontées mécaniques : 983 francs. Stage de ski de fond, 6 jours : entre 600 et 700 francs.

Ski plus tennis : 4 heures de ski plus 2 heures de stage de tennis, 1 247 francs.

Ski plus golf : 4 heures de ski plus 2 heures de golf, 1 700 francs.

Ski plus planche à voile : à partir de 1 800 francs.

Stage ski acrobatique : 7 jours. Le stage seul : 800 francs.

VAL-D'ISÈRE

Plus ancien des glaciers aménagés pour le ski d'été, le glacier du Pissailles dispose de sept remontées mécaniques qui élèvent le skieur de 2 700 à 3 000 mètres

CIS de la montagne
CENTRE INTERNATIONAL DE SÉJOUR
73480 Lanslebourg Mont-Cenis
Tél. : (79) 05-92-38

**C'EST LES VACANCES !
RAJEUNISSEZ !**

- De la randonnée à la course de glacier en Vanoise
- Du stage informatique aux stages artisanaux

A partir de 1 300 F la semaine
Pension complète + activités
Renseignements et documentation au CIS.

**GUIDES FODOR :
l'auxiliaire
indispensable
de vos voyages**

30 grands succès mondiaux

VIO
Hall d'exposition
102, avenue Victor-Hugo
75116 PARIS - Tél. : 504.26.30.
En vente dans toutes les librairies

LES LIAISONS "OLYMPIQUES"

ATHÈNES

RÉSEAU INTÉRIEUR EN GRÈCE

LE JUSTE CHOIX

Trois départs de France pour la Grèce : Paris-Athènes, Lyon-Athènes, Marseille-Athènes. Avec correspondances internationales vers Chypre, le Moyen-Orient, les Pays du Golfe, le Kenya, l'Afrique du Sud et l'Australie via Singapour. Ainsi que 31 villes et îles sur le réseau intérieur en Grèce, sans changement d'aéroport à Athènes. Consultez votre agent de voyage.

OLYMPIC AIRWAYS
3, rue Aubert, 75009 PARIS
Adm. : 742.87.99 - Rés. : 265.92.42.

La montagne l'été à Val d'Isère

retrouver l'énergie, remonter un moral qui flanche, s'aérer le corps et l'esprit

Une semaine d'épanouissement et de bien-être en haute montagne à Val d'Isère

Un choix d'animations et de prestations exceptionnelles :

- Stages ou safaris photo : leçons de photo, développement 3 h., chasse-photo ; passage de cols, ascensions de sommets, nuits en refuge, mais aussi flânerie, macro-photo de plantes médicinales, etc.
- Balades, randonnées : La Vanoise, le Grand Paradis : Val d'Isère est au centre de ce vaste espace de part et d'autre de la frontière franco-italienne.
- Ski d'été : stages tous niveaux. Groupe de 8 personnes maximum. Prise de vue vidéo...
- Tennis : stages tous niveaux

Dossiers de renseignements :

CLUB IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE
BP 47 73150 VAL D'ISÈRE
Tél. : (79) 106-00-03. Téléc. : 980296 F

Fond et forme

Les stations de sports d'hiver à l'heure d'été.

VAL-D'ISÈRE

La championne toutes catégories des stations de sports d'hiver dispose, aussi, d'un très beau palmarès estival. Un glacier, un parc national, l'Isère (2 770 mètres), et, dans la vallée, un lac et cours de tennis ; tous les atouts sont ainsi réunis pour offrir aux sportifs de « Val » un large éventail d'activités. L'air tonique, enfin, donnera la forme physique indispensable à ceux qui mènent ici, pendant une ou deux semaines, un véritable marathon sportif.

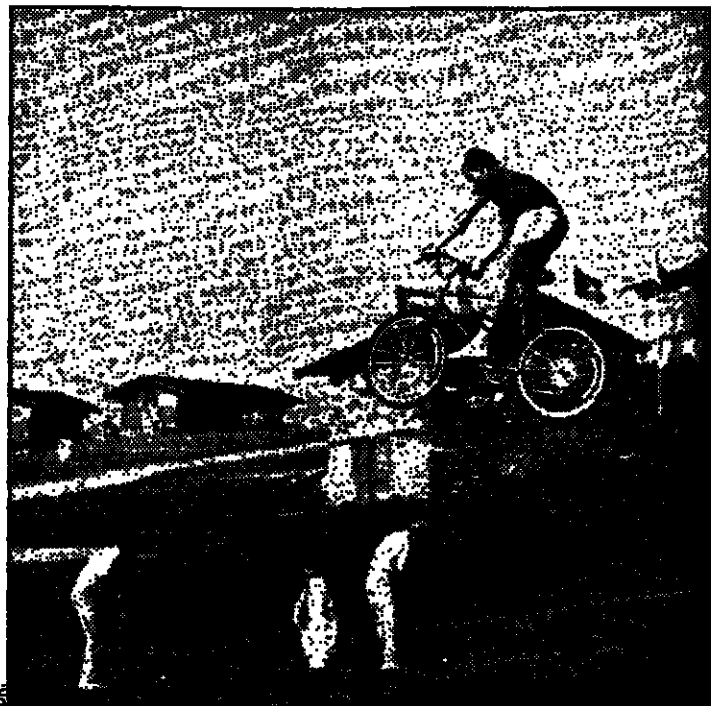
Celui-ci peut débuter dès 8 heures du matin, à 3 000 mètres, sur la neige alors gelée qui recouvre le glacier du Pissailas ; schuss ensuite, le guidon entre les mains, vers le fond de la vallée pour saisir une raquette et peaufiner, pendant deux heures, ses mouvements de tennis ; un bol d'air frais mêlé à quelques chutes dans l'eau, vous voilà déjà sur une planche à voile au milieu du lac du barrage de Tignes, où le vent s'engouffre dans un étroit goulet. Enfin, s'il vous reste encore un peu d'énergie, vous pouvez effectuer un jogging sur les sentiers du parc national de la Vanoise.

Dans ce paradis de la nature, Val-d'Isère a fait également appel à des spécialistes des sports mécaniques. René Metzger, double vainqueur du rallye Paris-Dakar, initie ainsi ses élèves à la conduite d'un 4 x 4. Chemins abrupts, dévers, névés, crevasses, bosses et torrents sont autant de défis à relever (prix du stage : 1 900 F). Quant à l'école d'enduro, qu'encadrent François Crespo et Marc Morales, elle installera cet été son QG à 2 000 mètres d'altitude, sur le plateau de Tignes (stage de cinq jours : 1 900 F).

Renseignements : (79) 06-10-83.

VALMOREL

Station d'hiver la mieux réussie des Alpes françaises du point de vue architectural, Valmorel est aussi l'une des mieux adaptées



aux sports d'été. Installée à 1 400 mètres d'altitude, dispersée en plusieurs hameaux autour d'un centre vivant et chaleureux, Valmorel est un véritable village de vacances avec ses jeux, ses animations et ses fêtes. Le pittoresque a, ici, droit de cité, comme l'exubérance des couleurs qui ornent les façades du centre-ville. La musique occupe également une place importante à Valmorel, où vingt concerts sont programmés entre le 18 juillet et le 22 août dans les villages et les églises de la vallée. Donner une âme et de la chaleur à une station moderne était un pari difficile, que Valmorel gagne pourtant chaque été.

Si le tennis, la randonnée et l'alpinisme sont les principales activités sportives du village, la pêche en rivière et en lac de montagne, comme le cyclotourisme sur les pentes du col de la Madelaine (2 000 mètres) fidélisent chaque année de nombreux amateurs d'air pur et de dépaysement.

Valmorel la Belle dispose ainsi de charme et d'atouts incontestables, qui en font l'une des stations de sports d'été les plus prisées.

Renseignements : (79) 09-84-44 ; à Paris : (1) 545-67-00.

CHATEL

A la montagne tonique agrémentée de stages sportifs, Chatel associe la montagne insolite, celle qui vous conduira dans les galeries creusées dans le flanc de la montagne, où travaillent les derniers ardoisiers, ou encore dans les alpages, avec les gens « d'en haut ». Rapprocher la nature des citadins, les imprégner de sensations nouvelles et fortes, leur faire découvrir la vraie montagne, telles sont les ambitions des animateurs de Chatel.

Le mariage est ici parfaitement réussi entre les activités sportives et l'approche culturelle du milieu montagnard. Ainsi, les randonnées à but géologique permettent de s'initier à la morphologie de la

région et d'expliquer, par exemple, le jaillissement des Dents du Midi au milieu du paysage franco-suisse des Portes du Soleil.

Les sorties « flore » donnent un aperçu de la richesse des pentes alpines, où poussent plus de 2 000 plantes différentes. Partir à la découverte des oiseaux est également inscrit au programme riche et varié de la station de Chatel.

Renseignements : (50) 73-22-44.

MONTCHAVIN

Des promoteurs astucieux et respectueux du cadre montagnard ont fait revivre ici un authentique village de montagne. Aux fermes restaurées et aux maisons rénovées sont venues s'ajouter des constructions récentes, à l'architecture agréable, qui se fondent au milieu de vieilles bâtisses.

A 1 200 mètres d'altitude, Montchavin est très vite devenu un haut lieu de vacances estivales, capable de rivaliser, par la qualité des séjours proposés, avec de grandes stations concurrentes de la vallée de la Tarentaise.

Cet été, Montchavin met en place ses premiers stages multi-montagne d'une durée de quatre jours, véritables stages d'initiation à la connaissance des sports de montagne. Le premier jour, les guides et accompagnateurs de Montchavin emmènent les alpinistes pour une randonnée en moyenne montagne et leur dispensent les premiers rudiments techniques pour la progression sur neige, glace et rochers. Le deuxième jour, c'est l'ascension d'un sommet glaciaire facile qui



est au programme. Le lendemain, ski sur glacier, à La Plagne ou à Tignes, en compagnie d'un moniteur. Le stage s'achève par une descente de l'Isère en canot pneumatique. Le coût de ce stage (y compris le prêt du matériel nécessaire à chaque activité) est de 760 F.

Renseignements : (79) 07-12-31.

VAL-THORENS

Val-Thorens (2 300 mètres) s'arme de mieux en mieux, cha-

tions souvent importantes à partir de la deuxième semaine de séjour, voire la gratuité totale pour la troisième semaine. A titre indicatif, un studio pour quatre personnes se loue de 1 000 F à 1 600 F la première semaine.

Renseignements : (79) 00-08-08.

LES ARCS

Par le nombre et la qualité des stages qu'elle organise, la station des Arcs est l'une des plus appréciées par les amateurs de sports d'été. Elle a toutefois deux grandes spécialités : le tennis (45 courts) et le golf (un 18 trous et un 9 trous). Outre les stages intensifs ou semi-intensifs d'initiation ou de perfectionnement, des formules plus « ciblées », comme le « stage clinic » de tennis, qui permet, lorsqu'on a déjà un bon niveau mais un point faible qui trouble son jeu, de passer une semaine (stage mi-temps) à le corriger.

Les Arcs veulent être également la station de l'aventure et des sensations fortes ; sur rivière, par exemple, en descendant des torrents en rafts pneumatiques ; ou encore « entre ciel et terre », grâce à l'école de haute montagne des Arcs, qui encadre des alpinistes aussi bien en moyenne montagne que dans les faces rocheuses et glaciaires de la Vanoise et du massif du Mont-Blanc.

Ouverte pendant les mois de juillet et août, la station des Arcs réussit parfaitement, chaque année, sa reconversion estivale. Pendant plusieurs semaines, les dix-huit mille lits des trois villages sont occupés à plus de 80 %.



SOURNET/GAMMA

Renseignements : (79) 07-26-00 et Paris (1) 322-43-32.

LES DEUX-ALPES

Usine à skier l'hiver, la station des Deux-Alpes se transforme l'été en un complexe sportif de haut niveau, offrant 100 kilomètres de sentiers balisés, 43 courts de tennis, une école d'équitation, une autre de trial, une troisième d'escalade, une patinoire de 1 800 mètres carrés en plein air, un lac - situé à 9 kilomètres - pour la voile, un parcours de tir en campagne, enfin, pour couronner le tout, un glacier sur lequel se pratique le ski d'été.

Le paysage trop urbain des Deux-Alpes s'est, depuis quelques années, un peu estompé. La station champignon s'est, en effet, assagie, et les architectes qui opèrent ici ont, enfin, repensé leur façon de concevoir leur art, en montagne. Mais leurs ouvrages resteront longtemps encore inscrits dans l'environnement des Deux-Alpes, qui dégage un certain malaise lorsque l'on découvre, pour la première fois en été, la station dauphinoise.

Cependant, l'aspect esthétique du site sera vite oublié par ceux qui s'engageront corps et âme dans l'un des trente stages à dominante sportive et qui viennent ici refaire leur plein d'énergie.

Les tarifs spéciaux, ça donne des ailes.

J'ai à nouveau 20 ans. Je vais voir mes petits-enfants, ma fille, mon gendre. Mon gendre surtout : j'adore voir sa tête lorsque j'arrive par surprise.

Mais que voulez-vous, aujourd'hui, le train ça donne des ailes à presque tout le monde.

Il y a des tarifs pour les petits, les grands, les gros... Bien sûr, il vaut mieux quand même se renseigner.

Merci à train SNCF

Henri Lhote

Les Touaregs du Hoggar

Guerriers, nomades, pasteurs et marchands, un peuple rude et fier dont l'histoire se confond avec celle d'un désert fabuleux.

"Civilisations", n° vol. : 69 F

ARMAND COLIN

HEUREUX COMME MOI

SUR LA COSTA BRAVA

à partir de 2 700 F

3 semaines, la 4 gratuite pour 4 à 5 personnes

association arcenciel

825-11-44

de 9 à 19 heures sans interruption



Nouveau cet été aux Deux-Alpes, le stage « super-women » consiste en une semaine de vacances sportives où la détente et la relaxation ont une large part, mais où l'on vous distillera également des informations sur la mode et des conseils pour le choix d'un meilleur « look ». Ses initiateurs prétendent qu'il s'agit d'une « méthode pour renforcer sa personnalité et son pouvoir de persuasion... ».

Office du tourisme : (76) 79-22-00.

LES KARELLIS

Au cœur de la Maurienne, sur l'axe Chambéry-Turin, à portée de TGV (Saint-Jean-de-Maurienne), la première station de l'économie sociale a résolument joué la carte des vraies vacances familiales en mettant à la disposition des parents tous les services permettant d'apprécier, en toute tranquillité, les multiples activités d'été qui y sont proposées. Pour l'été 1985, quatre quinzaines à thème ont été organisées. Du 24 juin au 12 juillet : découverte du milieu montagnard, de la forêt, de la grande faune et de la flore alpine, au cours de sorties-découvertes en moyenne montagne. Du 15 au 27 juillet : festival du théâtre burlesque et café-théâtre. Du 29 juillet au 10 août : le cirque, avec trois grands spectacles et la possibilité de s'initier aux différents arts pratiqués sous le grand chapiteau. Enfin, du 12 au 23 août : les sports et loisirs, avec pratique du judo, de l'aïkido, de l'escrime, du volley, de la natation, de la gymnastique, du foot, de l'équitation, du tennis, du tir à l'arc, du ski sur herbe, de l'escalade, du ping-pong, etc.

Renseignements : Les Karellis, Montricher-Albanne, 73870 Saint-Julien-Mont-Denis. Tél. : (79) 59-50-36.

LA PLAGNE

Les efforts menés depuis cinq ans à La Plagne pour redonner à la station pendant l'été le dynamisme qu'elle génère l'hiver ont porté leurs fruits. Désormais La Plagne se place parmi les villages de montagne les mieux équipés pour recevoir une clientèle jeune et sportive, en juillet et en août. En faisant appel à une dizaine de champions, comme Eric Lolié pour le tennis (ex-international juniors), Eric Lauro, qui a, en courant, traversé les États-Unis sur 3 500 km et en cinquante-six jours, pour la remise en forme et le training

dans les Alpes : Emmanuel Finda, champion du monde de karaté en 1984, ou encore Brigitte Deydier, championne du monde 1984 de judo, La Plagne choisit la qualité et le sérieux pour retenir à 2 000 m d'altitude ses stagiaires.

La Plagne veut être un véritable « campus du sport et des loisirs », où se pratiquent aussi bien le modern jazz, la boxe française, l'informatique, le ragtime, le tennis, l'artisanat, le ski...

Pas question, donc, de chômer ici un instant, à La Plagne transformé l'été en un véritable « tremplin » pour la forme. On n'aura de cesse de vous divertir et de vous occuper. Bon voyage au pays du tonus et du punch...

Office du tourisme : (79) 09-79-79.



Stages en l'air

Aviation : Seul pilote au monde à avoir posé un avion au sommet du mont Blanc, Henri Giraud organise des stages de qualification pour le vol en montagne. Dix à quinze heures de vol sont nécessaires pour décrocher cette spécialité aéronautique.

Prix : 600 francs l'heure. Stage organisé à L'Alpe d'Huez. Renseignements : 16 (76) 80-41-15.

Randonnées avec mule de bât dans le Vercors : au rythme paisible des mulets, on traverse, en sept jours, le Vercors, de refuge en bergerie et de bivouac en ferme.

Prix : 1 480 francs. Renseignements à la Maison du Dauphiné, Paris (1) 296-09-56 ou à Grenoble : 16 (76) 54-34-36.

Cyclotourisme dans l'Oisans : la conquête à vélo des grands cols alpins - Lautaret, Galibier, Glandon, Croix-de-Fer. Ces stages sont destinés à des sportifs déjà bien entraînés.

Sept jours avec hébergement en gîte : 1 600 francs. Renseignements : Maison du tourisme du Dauphiné.

Toujours à vélo, la grande traversée des Alpes par les grands cols... pour les branchés du brquet.

Dix jours : 2 500 francs. Renseignements : CIMES-GTA 16 (76) 54-34-36.

Mountainbike : Isola 2000 vit cet été à l'heure de ces vélos tout terrain. Nombreuses randonnées, dont une échappée d'une journée en Italie (200 F), un véritable safari d'une journée dans le parc national de Mercantour (200 F), et, pour les débutants, une mini-échappée d'une demi-journée (80 F).

A signaler également des rencontres de horse-ball, mariage du basket et du polo (80 F). La station propose un passeport multi-loisirs pour 150 F par jour, 500 F par semaine (1 300 F par famille). Renseignements Club 2000 : Patrice Cottin (93) 79-15-27. Hébergement : Pierre et Vacances, 54, avenue Mercœur, 75008 Paris. Tél. : (1) 720-70-87.

Pêche : dans les Hautes-Pyrénées, une initiation à la pêche à la truite avec un pêcheur local, dans les lacs et gaves de montagne : 1 400 F une semaine en pension complète. A la journée (250 F), pêche à la truite dans les lacs d'altitude de la vallée d'Aure, où l'on vous propose également six jours d'activités sportives (canoë-kayak, spéléologie)

pour 1 980 F, hébergement compris. Renseignements : Maison des Pyrénées, 15, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél. : (1) 261-58-18.

Triathlon : à Val-d'Isère, un camp d'entraînement en altitude, avec, pour encadrement, des champions comme Alain Mosconi (natation), Dominique Chauvelier (vélo) et Jean-François Guiborel (course à pied). Perclus et paresseux s'abstenir, car la journée (levé à 7 h) enchaîne natation (objectif : 3 km), vélo (40 à 80 km) et petit cross de 10 à 20 km... Prix : 1 930 F. A partir de dix-huit ans.

Inscription au Club des sports de Val, tél. : (79) 06-03-49. Renseignement hébergement, Val Hôtel, tél. : (79) 06-11-88.

Escalade : du 7 au 14 juillet à Mouries et à La Palud-sur-Verdon avec Jean-Baptiste Tribout, Fabrice Guillot et la section de Paris du Club alpin français. Huit jours d'escalade pure en falaise pour les plus de dix-huit ans capables de passer du 5 sup. en tête. Prix : 600 F comprenant le matériel d'assurance (cordes) et l'encadrement. Logement sous la tente. Voyage et nourriture en sus. Renseignements : Club alpin français. Tél. : (1) 742-38-77. et J.-B. Tribout (1) 281-43-46.

A noter que le CAF organise cet été de très nombreux circuits de randonnées ainsi que des stages d'alpinisme et d'escalade. Renseignements au 9, rue de la Bodie, 75008 Paris. Tél. : (1) 742-38-46 (poste 48).

Tennis : à Méribel, Jean-Claude Barclay propose une série de stages (modéré, fana, mini-tennis) et des camps de jeunes de onze à dix-sept ans avec encadrement permanent et hébergement. Possibilité de coupler avec golf (stage G. Watine) et équitation.

Renseignements : Clubs J.-C. Barclay, 33, villa Curial, 75019 Paris. Tél. : (1) 240-99-86. En juillet : (79) 08-50-04.

Stages culturels : Théâtre et communication, à 2 300 mètres d'altitude. Ces stages incluent naturellement le ski et le tennis, mais l'objectif principal est l'apprentissage de la prise de parole en public, l'initiation à la diction, au jeu dramatique et à la mise en scène. Ces stages sont organisés du 27 juillet au 17 août, et ils sont encadrés par des membres de la Compagnie Sganarelle, compagnie régionale d'Île-de-France.

Renseignements : Val-Thorens. Tél. (79) 00-09-08. Prix : une semaine, 855 F ; deux semaines, 1 350 F.

Stages de langues à Courchevel, combinés avec des stages de tennis.

Stages de musique de chambre et de technique vocale à Courchevel ; d'orgue à Saint-Gervais ; de chant choral à Val-moral ; de guitare classique et moderne à Samoëns.

Stages d'artisanat : linogravure, sérigraphie et céramique à Combloux ; sculpture au couteau aux Gets, sur bois au Grand-Bornand ; peinture sur soie à Paisey-Nancroix ; aquarelle à Super-Dévoluy et travail du cuir à Autrans.

Aviation et astronautique : du 15 au 21 juillet à Méribel, dans le cadre du désormais traditionnel Festival international, de nombreuses festivités et des ateliers sur la fabrication et le lancement de micro-fusées, la fabrication de lunettes et télescopes et la construction de maquettes. En ouverture, une conférence de Patrick Baudry sur son vol orbital.

Renseignements à l'Office du tourisme de Méribel. Tél. : (79) 08-60-01.

Informatique : évasion informatisée de six jours dans un hameau des Pyrénées aréogées. Vingt-cinq à trente heures de micro-informatique, alternées avec des balades en moyenne montagne. Séjour dans une ferme confortable. Table d'hôte. Bonne chère et bon humeur. Prix : 1 940 F (enfants de neuf à douze ans, 1 700 F) tout compris.

Renseignements : Le Manupied, hameau de Madranque, Le Bosc, 09000 Foix. Tél. : (81) 02-71-29.

Photographie : Festival d'Avoriaz, du 20 au 27 juillet. Des stages pour tous, sous la conduite de professionnels : des soirées-rencontres avec des personnalités du monde de la photo et des expositions. Prix des stages : 1 800 F sans hébergement et 2 250 F avec hébergement.

Musique : un bain de musique de trois semaines (du 5 au 25 août) à Flaine : enseignement et concerts. Inscription (260 F). Piano (2 150 F, 1 500 F jusqu'à douze ans), autres instruments (1 600 F). Renseignements : Flaine information, 23, rue Cambon, 75001 Paris. Tél. : (1) 261-55-17.

Nous aimerions devenir votre hôtel préféré!
Savourez le soleil et les montagnes dans le « Pays d'en-haut » au-dessus de Gstaad.

Alpin nova

Hôtel de première classe avec ambiance détendue et personnelle pour une clientèle sportive.

skier, 69 remontées mécaniques, ski de fond, randonnées hivernales, piscine, sauna, solarium, fitness, bain saun 35°C vis-à-vis de l'hôtel, grandes chambres, télévision couleur, radio, minibar, divers restaurants, bar, dancing avec orchestre.

Demandez nos offres avantageuses pour vos vacances de neige.

Hôtel Alpin nova
3778 Schönried, tél. 030/8 33 11

VOYAGES ÉVASION
L'ART DE LA PUGLIA

Vus dans la brochure Évasion printemps-été 85, disponible chez votre agent de voyages :

- PUGNOCHUSO à Vieste 1 semaine (7 nuits) : à partir de 5.250 F (Avion Paris-Paris ; pension complète ; assurance Évasion).
- HOTEL DEI TRULLI (cat. 1) à Alberobello 1 semaine (7 nuits) : à partir de 4.935 F (Avion Paris-Paris ; logement et petit déjeuner ; voiture de location ; assurance Évasion).
- HOTEL DEL LEVANTE (cat. 2) à Torre Canina di Fasano 1 semaine (7 nuits) : à partir de 4.855 F (Avion Paris-Paris ; demi-pension ; voiture de location ; assurance Évasion).
- OLIO RESIDENCE (locations) 1 semaine (7 nuits) : à partir de 840 F.

ÉVASION
L'ART DE L'ITALIE ET DE LA PUGLIA

SUIVEZ LES CONSEILS DES BOUQUINS FUTÉS.

Où faire du canoë-kayak dans la Somme ? De la poterie dans le Puy-de-Dôme ? Du vol à voile dans le Lot ? Le lézard dans l'Isère ?

Toutes les réponses sont dans le Guide des Loisirs et des Vacances en France : un compagnon de route indispensable pour sortir des sentiers battus, éviter les lieux communs et organiser son temps libre.

Les Guides Touristiques Bordas.

France : Guide de la pêche, Guide des musées, Guide des bords de mer, Guide des voyages, Guide de la nature, Guide des loisirs et des vacances.

Etranger : Guide des voyages (Belgique - Pays-Bas - Luxembourg).

Bordas

هكذا من الأصل

سكوا عن الأصل

des doigts

SEMAINE DU 22 AU 28 JUIN 1985

Le Monde

LE MONDE LOISIRS VII
SAMEDI 22 JUIN 1985

TELEVISION

Deux auteurs en quête de trois personnalités

Pierre Beuchot adapte Pierre-Jean Jouve et son « Monde désert ».

TOUJOURS la question, et même la ritournelle, de l'adaptation cinématographique d'une œuvre littéraire. En général, on simplifie de la manière suivante : les livres médiocres sont de bons supports de grands films. Les grands livres sont intraduisibles, ne sauraient être que traduits ou bien déformés. Il y a des variantes, assez justes elles aussi, qui consistent à excuser les ouvrages courts, les nouvelles façon Buzzati, plutôt que les monuments en six tomes du genre de *Guerre et Paix*, de la *Recherche du temps perdu*, etc. Le problème est la manière de le résoudre sont d'autant plus difficiles que l'œuvre est plus poétique, que la langue de l'écrivain prend plus de part à l'action. On se souvient, au cinéma, d'*Au-dessous du volcan*, d'*Un amour de Swann*.



Jacques (Jean-Louis Vitrac) se réfugie dans un amour peu simple pour Baladine (Olympia Carlisi).

Avec Pierre-Jean Jouve, on touche à l'acrobatie, à la haute-volte. Jean-Louis Bertucelli s'y était risqué en 1972 avec *Paulina 1880*. Mais l'ambition du cinéma, ses moyens, rendaient l'entreprise d'autant plus périlleuse. L'intelligence du réalisateur ne lui permit pas de résister à la pesanteur mortifère de son personnage. Paulina lui échappa. Les moyens plus légers de la télévision, la fluidité aquatique du petit écran, ont donné à Pierre Beuchot l'occasion d'une jolie réussite.

mière qui apportera une coloration nouvelle à l'idée qu'ils peuvent se faire de l'essence de l'amour et de la mort. Eros et Thanatos, toujours. Jouve, marié à une psychanalyste, nourrissait son œuvre avec marmelles, si je puis dire, et de Freud et de ses mystiques, autre versant de sa réflexion, qui lui fournissaient comme la résolution torturée des deux pôles de son œuvre. Mais c'est plus fin que cela dans ses romans comme dans sa poésie.

rité, c'est-à-dire la complexité d'une âme écartelée. Olympia Carlisi, créature cinématographique des meilleurs réalisateurs italiens, a pris le rôle de Baladine, un miroir où se brisent les amours narcissiques. Elle est plus éternelle qu'amoureuse, peut-être, tirillée entre Jacques et Luc. C'est une jeune Russe divorcée, ce qui lui donne une expérience certaine de la vie, et comme une ambiguïté maternelle à l'égard des angoisses des deux hommes. Elle est digne et sexy, elle fera une éblouissante carrière un peu nuchée, à Genève, dans une banque. Elle a perdu Jacques, elle fuit Luc. Un rôle lisse, comme les passions inaccessibles, mais auquel Olympia Carlisi prête de belles asperités.

dire que le désert est l'état d'adantissement à quoi aspirent nos trois héros, par des voies et avec une conscience différentes. Jouve avait émerveillé Bachelard par sa « technique du drame » : « Mettre en ordre des âmes en désordre, en ligne des incidents inattendus, voilà où vous êtes maître, écrivait le philosophe. C'est mentalement extraordinaire, et cependant c'est vrai. » L'adaptation de Pierre Beuchot, Jean-Pierre Kremer et François Porcile retrouve, recrée ces qualités du roman, et aussi son écriture exigeante, ses façons de dire les choses sans les montrer.

Pierre-Jean Jouve est mort en 1976, à quatre-vingt-neuf ans. Un écrivain discret, mal aimé, difficile, honoré sans doute par toutes sortes de prix, mais auquel seule la mort donna toute son ampleur médiatique. Un poète de la mort justement, et de l'amour — l'amour physique, torride, qui suscitait l'ennui chez les lecteurs au souffle rapide, ou alors la passion. Bernard Privat nous la communique. Le directeur des éditions Grasset parlait sur France-Musique, en 1967, de cet auteur du *Marche de France* : « Ce que je voudrais, c'est que, parmi les auditeurs qui m'écoutent parler de ce romancier que j'aime avec tant de ferveur, il s'en trouve qui ne connaissant pas encore son œuvre — laquelle est loin d'avoir l'audience qu'elle mérite — me fassent assez confiance pour accepter de l'aborder avec le sentiment qu'elle peut changer quelque chose dans leur façon de sentir, qu'elle rayonne une lu-

Le Monde désert (1927) est un des cinq romans que Jouve écrivit après le rejet de son œuvre antérieure, c'est donc maintenant un film, et qui révèle bien l'univers de l'écrivain. L'action, passez-moi l'expression, se situe entre 1911 et 1925, essentiellement en Suisse. Le bruit montant de la première guerre mondiale est couvert par celui, silencieux mais puissant, formidable, des passions de trois personnages. Jacques, fils de pasteur, qu'un amour assez incontrôlable pousse vers les jeunes gens de son sexe, se réfugie dans un difficile amour pour Baladine, jeune femme il est vrai attirante, pour se jeter finalement à l'eau, la vraie, et s'y noyer. Jacques est joué par Jean-Louis Vitrac qui donne à son personnage le calme le plus riche de tempêtes, la jeunesse la plus lourde d'inquiétude, l'émotion, la rage la mieux contenues. Dans l'esprit de Jouve, Jacques avait un modèle bien réel. Jean-Louis Vitrac montre la vé-

Le Monde désert était, selon Jouve, « un opéra de chambre à trois personnages ». C'est assez dire que le désert est l'état d'adantissement à quoi aspirent nos trois héros, par des voies et avec une conscience différentes. Jouve avait émerveillé Bachelard par sa « technique du drame » : « Mettre en ordre des âmes en désordre, en ligne des incidents inattendus, voilà où vous êtes maître, écrivait le philosophe. C'est mentalement extraordinaire, et cependant c'est vrai. » L'adaptation de Pierre Beuchot, Jean-Pierre Kremer et François Porcile retrouve, recrée ces qualités du roman, et aussi son écriture exigeante, ses façons de dire les choses sans les montrer.

Contraintement à ce qu'on pourrait imaginer, le Roi de la chine, tiré du récit de Grégoire Vartanau, n'évoque pas la mémoire du dernier descendant morganatique de la célèbre dynastie Ming qui régna sur le Céleste Empire de 1368 à 1644. La chine, c'est le nom donné à l'activité de chiffonniers qui, dans les années 50, gravitent autour d'un curieux personnage, Grégoire (Jean-François Balmer), qui les aide à survivre en organisant leur pitoyable négoce, en même temps qu'il les exploite. Elément caractéristique du téléfilm réalisé par Fabrice Cazeneuve : dans les scènes de groupe, les figurants sont d'authentiques « biffins », derniers survivants de ces chiffonniers qui, avant la dernière

Vu pour Vous

Loukoums électroniques

Documentaire : Vidéo sur sable, A 2, mercredi 26 juin, 22 h (60 mn).

Omar Amiray est ce cinéaste syrien qui a réalisé cette superbe émission diffusée en février dernier sur Antenne 2. *Sarcophages de l'amour*, sur la situation des femmes en Egypte. On aimait son regard de « peintre », ces images extrêmement cadrées qui enregistraient les lignes droites, les couleurs bords. Caméra imbibée par l'humour, le climat, l'heure orientale, les mille bruits de la rue du Caire, les klaxons, les cris, la musique qui traînait d'une fenêtre à l'autre...

heures par jour devant leur poste : les Koweïtiens s'installent des heures, au bord du désert, dans leur voiture, en regardant des matches de foot, des films de karaté, des mélodrames doucereux comme des loukoums. Installations hyper-sophistiquées, que tout un chacun doit avoir, le chauffeur de taxi comme le chauffeur de « maître ».

« Vidéo sur sable » est beaucoup moins « travaillé », il est moins « peint » que *Sarcophages de l'amour*, il est même un peu brouillon, mais c'est le fond qui intéresse. Ce qu'on voit — ce que l'on ressent intimement plutôt, car il n'est pas dans la manière d'Omar Amiray de dire. — c'est la formidable bouleversement des mœurs, et cette totale inadéquation des images — déversées par tonnes, dévorées et tétées — avec la réalité d'un peuple. Les pays du Moyen-Orient vivent en plein fantasme, à côté de leur propre histoire.

CATHERINE HUMBLLOT.

La chine sans visa

Téléfilm : le Roi de la chine, samedi 22 juin, 20 h 40 (90 mn).

guerre, peuplaient certaines zones de la périphérie de Paris.

L'héroïne de l'histoire, Génie (Marylin Even), fait une entrée fracassante, à la faveur d'une scène érotique qui ajoute encore au sordide de la situation. Survient alors le véritable héros du film, Emile (Roger Jendly), qui va donner une tout autre dimension au récit : ce clochard-vroque est aussi aventurier, philosophe, désintéressé, généreux, séduisant en diable. Grégor tombe sous le charme, Génie également, ce qui va les entraîner dans des aventures et transformer, temporairement au moins, leur misérable. Au-delà de l'histoire, l'intérêt de l'émission réside dans la peinture sociologique d'une communauté humaine, selon la technique de toile de fond utilisée jadis par la célèbre série policière « Les cinq dernières minutes ».

CLAUDE DURIEUX.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques SICLIER.

DIMANCHE 23 JUIN

Les Quatre Fils de Katie Elder ■
Film américain de Henry Hathaway (1986), avec J. Wayne, D. Martin.
TF 1, 20 h 35 (110 mn).

Quatre frères reviennent au Texas pour l'enterrement de leur mère. Ils découvrent que le ranch familial fut volé et leur père assassiné. De là à chercher la vengeance, il n'y a qu'un pas. C'est bien le sujet de ce western mis en scène avec l'efficacité habituelle de Hathaway, un des piliers du genre. John Wayne mène l'action, et ça berce. Mais il y a aussi de la psychologie et des intentions moralisatrices. Les quatre frères étaient des chenapans, le devoir filial va les régénérer. On aime moins l'aspect du film.

La Duchesse de Langeais ■
Film français de Jacques de Baroncelli (1941), avec E. Faullière, P. Richard-Wilm (N.).
FR 3, 22 h 30 (90 mn).

Dans les salons parisiens de 1821, la duchesse de Langeais est une coquette qui fait des ravages sans rien accorder aux hommes. Elle joue avec le cœur d'un officier et, pour une fois, se prend à son jeu. L'intrigue furieusement romantique de Balzac a été adaptée et dialoguée pour l'écran par Jean Giraudoux. A la fin de 1941 c'était, pour le cinéma français cherchant sa renaissance artistique, un grand prestige littéraire. On dégustera un texte superbe, fidèlement servi par le réalisateur et le couple idéal de l'époque : la grande Faullière, Richard-Wilm le beau ténébreux.

LUNDI 24 JUIN

C'était demain ■
Film américain de Nicholas Mayer (1979), avec M. McDowell, D. Warner.
TF 1, 20 h 40.

En 1893, pour échapper à la police, Jack l'éventreur vole la machine à explorer le temps inventée par H. G. Wells. Celui-ci réussit à retrouver le trace du criminel à San-Francisco en 1979. Ce scénario très astucieux permet à Nicholas Mayer, un fan des personnages de l'époque victorienne, une savoureuse comparaison entre le vieux Londres où sévissait Jack l'éventreur et la moderne Californie où le crime est devenu chose courante. Les utopies de Wells en prennent du plomb dans l'aile. L'alliance de l'angoisse et de l'humour rappelle Hitchcock (période anglaise I).

Le Fausseur ■
Film franco-allemand de Volker Schlöndorff (1981), avec B. Genz, H. Schygulla.
FR 3, 20 h 35 (105 mn).

Un journaliste allemand, en difficultés conjugales, part en reportage au Liban et se trouve confronté à la guerre civile dans Beyrouth ravagée. Schlöndorff s'est inspiré d'un roman de Nicholas Born (l'auteur était mort d'un cancer en 1979) répondant à ses propres préoccupations d'intellectuel européen : comment comprendre les problèmes du monde moderne, comment échapper à soi-même ? A Beyrouth, la vérité se dérobe aux méthodes d'information et d'analyse du journaliste occidental. Bruno Ganz, interprète idéal du personnage, parcourt une ville en ruines, rencontre

des gens appartenant à tous les camps et une compatriote (Hanna Schygulla, ou l'illusion de l'intégration), veuve d'un Arabe, se cogne aux impasses de la mauvaise conscience. Ce film, magnifiquement réalisé, est moins un témoignage qu'une fiction donnant à réfléchir sur l'état d'homme dans la guerre et le mécanisme de la violence.

MARDI 25 JUIN

L'Indiscrétion ■
Film français de Pierre Lary (1982), avec J. Rochefort, J.-P. Marielle.
A 2, 20 h 40 (95 mn).

Un ingénieur pétrolier passant des vacances à Paris est pris aux pièges de la technologie et d'un complot occulte et découvre que son voisin est, peut-être, son double. Marielle, double de Rochefort, avec Dominique Sanda entre les deux, c'est étrangement séduisant. On regrette d'autant plus que le scénario compliqué, invraisemblable, et la mise en scène incertaine ne tiennent pas les promesses annoncées par le début du suspense.

Aguirre, la colère de Dieu ■
Film allemand de Werner Herzog (1972), avec K. Kinski, R. Guerra.
FR 3, 20 h 35 (90 mn).

1560, dans la forêt vierge amazonienne. La recherche éperdue de l'Eldorado mythique par un conquistador bossu, fou de pouvoir, en proie à la fièvre de l'or. Un livre d'aventures mit Werner Herzog sur la trace d'Aguirre, qui voulait se tailler un royaume chez les Indiens, et dont l'expédition fut consignée dans le journal d'un moine, Gaspar de Carjaval. Le film fascine par sa démesure, une constante mise en scène de

l'impossible : hommes en armes escaladant les montagnes, radeaux lancés sur le fleuve, défi à la nature sauvage qui engloutit les Blancs et fait de l'Eldorado l'instrument de leur perte. Le masque de l'épopée historique tombe, pour laisser voir la colonisation féroce, les rivalités et les meurtres. Les ombres des tragédies de Shakespeare rôdent sur l'Amazonie. Contrefait, grimé, horrible et grandiose dans ses fantasmagories et ses hallucinations, Klaus Kinski — il gagna là ses galons de vedette internationale — brûle de la démesure d'Aguirre.

VENREDI 28 JUIN

Thérèse Desqueyroux ■
Film français de Georges Franju (1962), avec E. Riva, P. Noiret (N.).
A 2, 23 h 00 (105 mn).

La femme d'un propriétaire des Landes a voulu empoisonner son mari. Au procès, elle a bénéficié d'un non-lieu grâce au témoignage qu'il a rendu en sa faveur. Dans la voiture qui les ramène au domaine, Thérèse revivait le passé, cherche ce qui lui permettra d'expliquer à Bernard. Mais il ne la comprendra jamais. François Mauriac a participé, avec son fils Claude, à l'adaptation de son roman. On a beaucoup discuté à propos de ce film, réalisé par un cinéaste agnostique qui, a priori, ne pouvait se soucier de la perspective mystique du romancier. Eh bien, il est admirable, et fidèle à Mauriac par la vision noire et calcinée d'une société sans âme où les niais bourgeois et les sages de l'honneur sont plus forts que la charité à l'égard de la « criminelle », où la femme frustrée, révoltée, est sauvée de la justice pour être mise sous séquestre au sein de la famille. Le réalisme de Franju est toujours traversé par le fantastique social. Cela ne manque pas ici. Emmanuel Riva est admirable, face à la pesanteur ténue et torpide de Philippe Noiret.



Promenade de luxe dans la « cité de l'amour »

Carnaval de Venise. Orgie de costumes, de couleurs, de masques, de coiffures alambiquées où l'extravagance le dispute au raffinement. Foule mêlée, sillonnant tout au long du jour et de la nuit, la cité des Doges en une liesse d'apparement commune. Simple apparence. Car la fête n'est pas tout à fait la même pour tous dans cette ville magique revenue, pour un instant, à ses fêtes d'antan. Aux célébrités, aux milliardaires débattant du confort moelleux de l'Orient Express, d'autres privilèges sont réservés. A eux les bals, les soirées dans des palais somptueux où rivalisent les plus belles festivités. A eux, l'envers doré du carnaval de la rue, celui qu'ils sont un tout petit nombre à partager, chaque année, dans le secret de leurs habitudes, de leurs rites mondains et de leurs gestes justes ce qu'il faut de provoquant pour ne pas heur-

ter le bon goût. Monde à part, dont Jean Labib nous entrouvre les portes avec *Venise sous les masques*.

Promenade de luxe qui se devait d'avoir un guide dans le ton. Jean-Claude Brialy en fait office. Témoin attentif et initié, il nous entraîne dans un tourbillon sans fin... parfois lassant, aussi. Dommage que les haltes de la mémoire, du retour aux sources y soient trop rares. On écouterait, plus longtemps, l'homme masqué — il n'est autre que Gérard Gaussen, ancien consul de France — nous conter la Venise « aimable », devenue « cité de l'amour » quand, il y a près de deux siècles, elle s'est arrêtée de faire la guerre.

ANTA RIND.

● Venise sous les masques, le 22, à 17 h, le 24, à 15 h 15, nuit du 26 au 27, à 1 h 35, le 28, à 11 h 50.

Sélection

DOCUMENTAIRES

L'école des chefs (la cuisine, art total : une émission sensuelle et sophistiquée de Jean-Louis Cornoli et quelques recettes de grands chefs), le 22 à 7 h.

TÉLÉFILMS - VARIÉTÉS

Lace (suite et fin du film tiré du roman de Shirley Conran : une star recherche sa mère dans la haute société américaine et veut lui faire payer son abandon), le 22 à 20 h 35, le 24 à 13 h 35, le 26 à 15 h 10.

Les enfants stars d'Hollywood (la vie et les déboires des plus célèbres vedettes enfantines, depuis les années 20 jusqu'à nos jours), le 28 à 16 h 30.

Les films

LES DOIGTS DU DIABLE

■ — Film américain d'Alfred Zecharias (1980), avec S. Egger, S. Whitman. — Le 22 à 22 h 50, le 24 à 9 h, nuit du 28/29 à 4 h 55.

Un ingénieur et sa femme achètent une mine d'argent désaffectée et découvrent un coffret en forme de main dans ce qui fut un temple satanique. La peur naît d'un irrationalisme que le réalisateur aurait dû pousser plus loin.

SUNBURN

■ — Film américain de Richard C. Sarafian (1979), avec F. Fawcett-Majors, C. Grodin. — Le 23 à 17 h 10, le 25 à 10 h 20, le 27 à 15 h 30.

Enquête, à Acapulco, d'un détective privé et d'un mannequin qui passe pour sa femme. Pastiche sophistiqué d'un sujet emprunté à Stanley Ellin. Les acteurs font très série.

SIGNES EXTERIEURS DE RICHESSE

■ — Film français de Jacques Monnet (1983), avec C. Brasseur, J. Balasko. — Le 23 à 21 h 5, le 26 à 22 h 25, nuit du 28/29 à 3 h 25.

Un vétérinaire play-boy contrôlé par une inspection des impôts, débutante, qu'il considère comme un « bou-din ». Cela n'empêchera pas l'amour. Une comédie de caractère où Josiane Balasko change son image café-théâtre.

LE ROI DES CONS.

■ — Film français de Claude Confortes (1981), avec F. Perrin, B. Lafont. — Le 25 à 20 h 35, le 27 à 9 h.

Les aventures amoureuses d'un séducteur stupide. D'après Wolinski, une suite de gags mornes mis au bout à bout au petit bonheur la chance.

LE SURVIVANT D'UN MONDE PARALLELE

■ — Film australien de David Hemmings (1980), avec R. Powell, J. Agutter. — Le 26 à 21 h, le 28 à 10 h 30.

Ce qui arrive à un pilote, seul rescapé d'un mystérieux accident d'avion. Mise en scène de phénomènes surnaturels auxquels on se laisse prendre. Un acteur étonnant.

LITAN

■ — Film français de Jean-Pierre Mocky (1981),

avec M.-J. Nat, J.-P. Mocky. — Le 27 à 20 h 35.

Carnaval de la fête des trépassés et cauchemar de la réalité dans un village de montagne. Egaré entre le fantastique et la dérision, Mocky atteint, hélas, au ratage intégral.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

TRIPLE CROSS

■ — Film français de T. Young (1966). Avec C. Plummer, R. Schneider. Le 22 à 9 h 25, le 28 à 23 h.

L'HISTOIRE DE PIERRA

■ — Film italien de M. Ferreri (1982). Avec I. Huppert, H. Schygulla. Le 22 à 11 h 10, le 27 à 0 h 20.

STREAMERS

■ — Film américain de R. Altman (1983). Avec M. Modine, M. Wright. Nuit du 22/23 à 2 h 25.

MADAME CLAUDE NUMERO DEUX

■ — Film français de F. Mille (1981). Avec A. Stewart, B. Fresson. Nuit du 22/23 à 4 h 20, le 27 à 22 h 40, le 28 à 0 h 45.

TRICHEURS

■ — Film français de B. Schroeder (1983). Avec J. Dutronc, B. Ogier. Nuit du 22/23 à 5 h 55, le 25 à 13 h 55.

A MORT L'ARBITRE

■ — Film français de J.-P. Mocky (1983). Avec M. Ser-nault, E. Mitchell. Le 23 à 9 h, le 24 à 10 h 30.

RAGTIME

■ — Film américain de M. Forman (1981). Avec J. Cagney, B. Dourif. Le 23 à 10 h 25, le 25 à 22 h 15, le 26 à 10 h 25, le 28 à 14 h.

DANS LA VILLE BLANCHE

■ — Film suisse d'A. Tanner (1982). Avec B. Ganz, T. Madrugá. Le 23 à 23 h 50, le 15 à 0 h 50, le 27 à 10 h 45.

PASSEUR D'HOMMES

■ — Film anglais de J. Lee Thompson (1978). Avec A. Quinn, J. Mason. Nuit du 23/24 à 1 h 35, le 25 à 15 h 25, le 28 à 0 h.

RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR

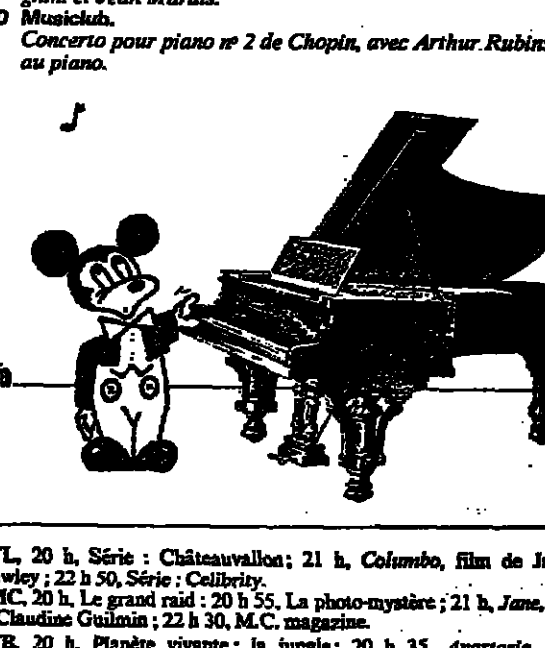
■ — Film français de M. Gérard (1983). Avec J. Lewis, M. Blanc. Le 24 à 20 h 35, le 27 à 14 h, le 28 à 9 h.

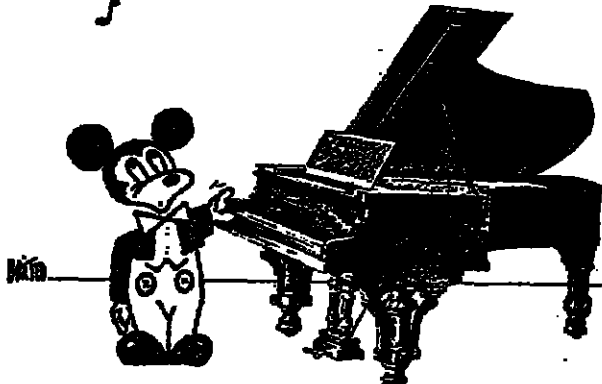
TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1

ANTENNE
2

FRANCE
RÉGIONS
3

PÉRIPHÉRIE

Samedi 22 juin		Dimanche 23 juin	
<p>8.00 Journal.</p> <p>9.00 Reprise : L'Enjeu (diffusé le 20 juin).</p> <p>10.15 Cinq jours en Bourse.</p> <p>10.30 Musicalement. <i>Symphonie n° 9, « Nouveau Monde », d'Anton Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. Seiji Ozawa.</i></p> <p>11.30 De A à Z.</p> <p>12.15 Les rendez-vous des champions.</p> <p>12.30 Bonjour, bon appétit : salad de riz et de concombre.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.35 Variétés : rencontre avec Alain Souchon.</p> <p>14.20 Série : les Barria.</p> <p>15.15 Dessin animé : Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.</p> <p>15.45 Casques et bottes de cuir, magazine du cheval et du tir.</p> <p>16.20 Temps X.</p> <p>17.05 Série : La dame de Monsoreau.</p> <p>18.00 Trente millions d'amis.</p> <p>18.35 Magazine auto-moto.</p> <p>19.05 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>19.10 Jeu : Anagram.</p> <p>19.40 Cocoricocoboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Tirage du Loto.</p> <p>20.40 Téléfilm : Le Roi de la Chine. De Fabrice Cazeneuve, d'après G. Vartanian, scénario, J.-M. Terrasse, F. Cazeneuve et M. Giney. Avec J.-F. Balmer, R. Jendly, M. Even.</p> <p>(Lire notre article).</p> <p>22.10 Droit de réponse : La guerre des polices. Émission de Michel Polak. Avec G. Moreas, ancien commissaire, P. Octavio, ex-commissaire général de la police, E. Ceccaldi, ex-préfet de police, P. Barril, capitaine de gendarmerie, J. Rochet, ex-directeur de la DST, J.-L. Gonneau, conseiller PS de Paris, J.-P. Chabrol, G. Perrault, écrivains.</p> <p>0.00 Journal.</p> <p>0.15 Ouvert la nuit. Au nom de la loi : La route de la prison. Extérieurs nuit : la Madeleine Proust en forme de convection dans le Doubs.</p>		<p>8.00 Journal.</p> <p>9.00 Émission islamique.</p> <p>9.15 A Bible ouverte.</p> <p>9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.</p> <p>10.00 Présence protestante.</p> <p>10.30 Le jour du Seigneur : L'homme et le travail.</p> <p>11.00 Messe à l'Imitation Saint-Joseph de Memmies-en-Bray (Seine-Maritime), par Mgr Joseph Duval.</p> <p>12.02 Météo France, de P.-L. Séguin.</p> <p>12.30 La séquence du spectateur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.25 Série : Agence tous risques.</p> <p>14.20 Sports dimanche.</p> <p>Cyclisme : championnat de France sur route, Thiercé à Autueil.</p> <p>16.30 Variétés : La belle vie. De Sacha Distel (avec Michel Lobb).</p> <p>17.30 Les animaux du monde.</p> <p>18.05 Série : Guerre et paix.</p> <p>19.00 7 sur 7. Le magazine de la rédaction présente cette semaine par Anne Sinclair. Avec Jean-François Kahn, directeur de « l'Événement du Jeudi ».</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : les Quatre Fils de Katie Elder. Film d'Henry Hathaway.</p> <p>22.35 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end et le Grand Prix de formule 1 à Detroit.</p> <p>23.50 Journal.</p> <p>0.05 C'est à lire.</p>	
<p>10.15 Journal des sourds et des malentendants.</p> <p>10.30 Reprise : Super-platine.</p> <p>11.05 Les carnets de l'aventure. « Rd 2 » (odyssée en radeau de papyrus, du Maroc aux Antilles).</p> <p>12.00 A nous deux.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.25 Série : Lou Grant (une nouvelle série américaine).</p> <p>14.15 Terre des bêtes.</p> <p>14.50 Les jeux du stade.</p> <p>15.00 Golf : US open.</p> <p>17.00 Récré A2. Les Schtroumpfs : Watoo-Watoo ; Téléchat.</p> <p>17.25 Série : Poigne de fer et séduction.</p> <p>17.55 Le magazine d'information de la rédaction. Le défi français pour l'America cup (une régate qui a lieu tous les quatre ans) ; Nuits d'enfer chez Lucifer (le ténébreux sentier des sorcières : cérémonies, envoûtements), papiers d'Arménie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.10 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Variétés : Champs-Élysées, de Michel Drucker. Avec Pierre Bachelet, Marcel Amont, Laurent Voulzy, Dalida, Claude Nougaro, Adamo.</p> <p>22.05 Magazine : les enfants du rock. Sex Machine : parodies de King Kong, des Rolling Stones, d'Amadeus... Vidéo clips de B.-B. King, Jesse Johnson, David Bowie, Stevie Wonder...</p> <p>23.00 Journal.</p>		<p>9.35 Journal et météo.</p> <p>9.40 Les chevaux du tir.</p> <p>10.05 Récré A2.</p> <p>10.40 Gym tonic.</p> <p>11.15 Dimanche Martin.</p> <p>12.45 Journal.</p> <p>13.15 Dimanche Martin (suite).</p> <p>Si j'ai bonne mémoire : 14.25, Série : L'homme qui tombe à pic ; 15.15, L'école des fans ; 16.00, Dessins animés ; 16.15, Téléchat.</p> <p>17.00 Série : Secret diplomatique.</p> <p>17.55 Studio 2 (à 20 h 20).</p> <p>19.00 Série : Et la vie continue.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.45 Jeu : Le grand raid. Par J. Antoine et R. Lamine.</p> <p>Dernière étape : Lago Argentino, Terre de feu.</p> <p>21.45 Documentaire : La splendeur des Moghols. Série en quatre parties de F. Gall, réal. B. d'Angeon. N° 3. Femmes et guerriers. Dans l'art de la miniature, on perçoit le luxe, le raffinement de la vie quotidienne, bijoux, vêtements, petits palais, jardins, cinq fontaines normantes, cloisons incrustées de pierres semi-précieuses... Une série aux belles images et au commentaire un peu grandiloquent.</p> <p>22.30 Magazine : Désir des arts. De P. Daix, réal. P. Collin et P.-A. Boutang. Les Delaunay. Avec Sonia et Robert Delaunay, on entre dans un des laboratoires les plus étonnants des années 1910 à Paris, au temps des scandales du cubisme, des tours Eiffel en morceaux, d'Apollinaire...</p> <p>23.05 Journal.</p>	
<p>12.15 Samedi vision et ticket pour... magazines en direct de la Martinière (joins, détente, tourisme et voyages).</p> <p>13.15 Spécial vacances. Magazine de l'association Village vacances familles.</p> <p>Horizon. Magazine des armées.</p> <p>Le porte-avions Foch : être pilote de chasse ; le miroir d'appontage.</p> <p>16.15 Liberté 3. Émission des associations.</p> <p>17.30 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.</p> <p>20.04 Disney Channel. Cocktails de dessins animés et divers programmes de Walt-Disney Channel.</p> <p>La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins animés sur les plus grands « tubes » des vingt dernières années.</p> <p>21.50 Journal.</p> <p>22.15 Feuilletton : Dynastie.</p> <p>Blake et Krystel éprouvent des sentiments de plus en plus profonds l'un pour l'autre.</p> <p>23.00 La vie et l'été.</p> <p>Jean-Claude Brialy reçoit le mime Marceau, Mauro Bolognini et Jean Marais.</p> <p>23.30 Musichuck.</p> <p>Concerto pour piano n° 2 de Chopin, avec Arthur Schnabel au piano.</p>		<p>8.00 Bonjour les enfants.</p> <p>Disney Channel. <i>Inspecteur Gadget</i>.</p> <p>10.00 Musique. Émission de l'ADRI.</p> <p>Spécial livres : le logement ; concert de SOS Racisme ; Tout l'ouest multiples : paroles de filles ; reportage de Justine Serok et variétés.</p> <p>12.00 D'un soleil à l'autre. Magazine agricole.</p> <p>13.00 Magazine 85. Émission de la Garantie mutuelle des fonctionnaires.</p> <p>15.00 Musique pour un dimanche (à 16 h 50).</p> <p>17.00 Téléfilm : Tant qu'il y aura des enfants, il y aura des cloches (rediff.). De F. Reichenbach. Avec R. Gonzales et M. Guezon. Ricardo Gonzales est un clown qui aime faire rire les enfants. De ville en village, il amuse les riches et les pauvres, et rencontre un jour Ricky dans un centre de rééducation. Le clown et l'enfant vont parcourir le Mexique, et commencent une nouvelle histoire.</p> <p>18.00 Émission pour les jeunes.</p> <p>L'Agence Labricole. Il était une fois l'homme, l'ours Colargol.</p> <p>19.00 Au nom de l'amour, de Pierre Bellemare.</p> <p>20.00 RFO Hebdo.</p> <p>20.35 Série : Méditerranée.</p> <p>Sous la direction de F. Brando et G. Vallet. N° 1. La Terre, réal. F. Quillet (rediff.). Non pas « une mer », mais « un complexe de mers, encombrées d'îles, coupées de péninsules, entourées de côtes ramifiées », dit Fernand Braudel, professeur au Collège de France, qui a survécu avec Georges Vallet, directeur de l'Ecole française de Rome, cette nouvelle grande série documentaire qui fera découvrir les paysages, les climats, les civilisations de la Méditerranée. Premier personnage et premier volet, la Terre : jeune, instable, volcanique, au relief abrupt, qui a façonné un type d'habitat, des mondes cloisonnés... des Méditerranées.</p> <p>21.30 Aspects du court métrage français.</p> <p>« Le Visteur », de Michel Reilhac ; « Concertino », d'Yves Benoit ; « Paysage de rêve », de Paul Dopff.</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : la Duchesse de Langeais. Film de Jacques de Baroncelli. (Cycle Edwige Feuillère.)</p> <p>0.05 Prélude à la nuit.</p> <p>« Toccata en mi mineur », de J.-S. Bach, par Blatrice Egnell au piano.</p>	
<p>● RTL, 20 h, Série : Châteauneuf ; 21 h, Colombo, film de James Frawley ; 22 h 50, Série : Célébrité.</p> <p>● TMC, 20 h, Le grand raid ; 20 h 55, La photo-mystère ; 21 h, Jane, film de Claudine Guimard ; 22 h 30, M.C. magazine.</p> <p>● RTL, 20 h, Planète vivante : la jungle ; 20 h 35, Anastasia, film d'Anastole Litvak ; 22 h 15, Face au public : Henri Tachon.</p> <p>● TSR, 20 h, Série : le Paris ; 21 h, Variétés : la grande chanson (finale) ; 22 h 50, Journal ; 23 h 5, Sport ; 0 h 5, La Malédiction de la veuve noire, film de Dan Curtis.</p>		<p>● RTL, 20 h, Melinda, film de V. Minelli ; 22 h 10, Mega-ventures (en direct du Luxembourg) : le feu d'artifice de la fête nationale.</p> <p>● RTL, 20 h 5, Face au public : Robert Charlebois ; 21 h, Téléfilm : le Rabat-Joie, de J. Lantieri.</p> <p>● RTL-TELE 2, 19 h, Grand Prix de formule 1 de Detroit.</p> <p>● TSR, 20 h, Le grand raid ; 21 h, Tickets de premières ; 21 h 55, Ragnarek ; 22 h 25, Journal.</p> <p>● TMC, 19 h, Automobile : Grand Prix de Detroit F1 ; 21 h 15, Journal ; 21 h 25, Aventure Express, film de Mark Robson ; 23 h, Forum RMC.</p>	



سكنا من الأصل

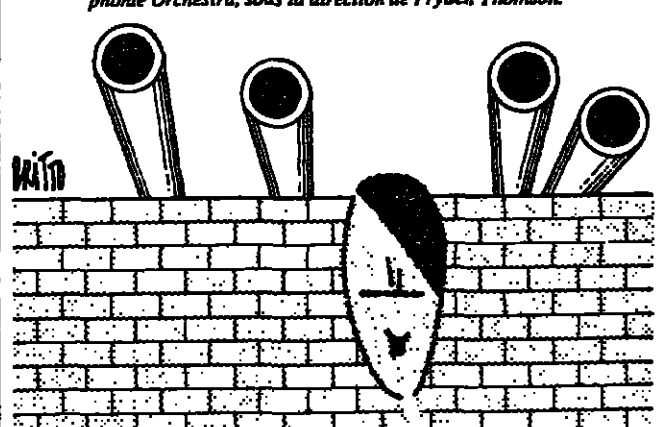
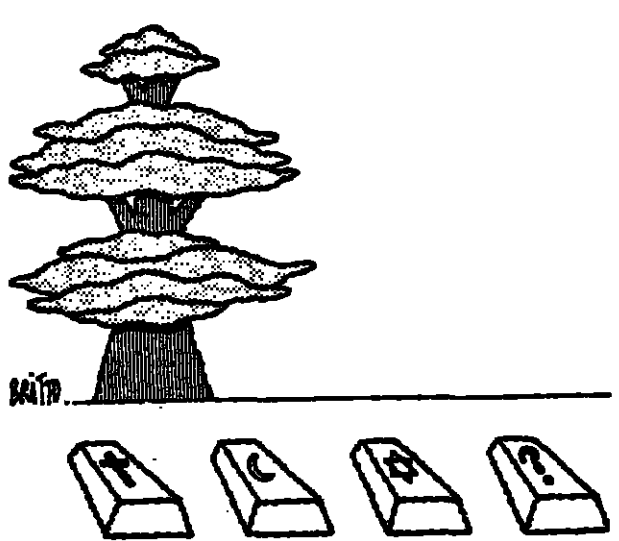
150 من الال

Dimanche

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 22 JUIN 1985 IX

Lundi 24 juin	Mardi 25 juin	Mercredi 26 juin	
<p>10.30 ANTIOPE 1. 11.00 La Une chez vous. 11.15 Pic et Poka. 11.30 Challenges 85. Y. Mouroussi reçoit F. de Wassecq, PDG de Cogema. 12.00 Feuilleton : Joyeux Bazar. 12.35 La bouteille à la mer. Invités de la semaine : Eddie Barclay. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série : Michel Strogoff ; à 14 h 45, la Maison de TF 1 ; à 15 h 15, Santé sans nuages : l'équilibre alimentaire ; à 16 h 15, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; à 16 h 30, reprise : l'Aventure polaire. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.20 Mini-journal pour les jeunes. 18.30 Série : Cœur de diamant. 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Feuilleton : Les Bargeot. 20.00 Journal. 20.35 L'avenir du futur. 20.40 Cinéma : C'était demain Film de Nicholas Meyer. 22.30 Débat : la machine à remonter le temps. Qu'est-ce que le temps ? Comment la théorie de la relativité d'Einstein explique-t-elle qu'un siècle sur la Terre équivaut à une minute pour un astronaute filant presque à la vitesse de la lumière ? Nous nous des temps personnels ? Sur toutes ces questions, et d'autres, débattent les professeurs Jean-Marie Leblond, du laboratoire de physique théorique, Alain Reinberg, chronobiologiste, directeur de recherches au CNRS. 23.25 Journal. 23.40 C'est à lire.</p>	<p>11.15 ANTIOPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Joyeux Bazar. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. Série : Michel Strogoff ; à 14 h 45, la Maison de TF 1 ; à 15 h 15, Santé sans nuages : l'équilibre alimentaire ; à 16 h 15, Portes ouvertes, le magazine des handicapés ; à 16 h 30, reprise : l'Aventure polaire. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.20 Mini-journal pour les jeunes. 18.35 Série : Cœur de diamant. 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Emission d'expression directe. APPCI, Force ouvrière. 20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Les grands écrans de TF 1 : Un adolescent d'autrefois. D'après le roman de François Mauriac. Adapt. : M. Saffran, Réal. A. Michel, avec M. Robinson, C. Salviat, J.-P. Klein... (Redif.) Dans le domaine familial de Maltaverne, un jeune homme fait son éducation sentimentale en découvrant la cruauté puis « le tourment de la solitude ». Purification par la douleur dans une bourgeoisie terrienne repliée sur elle-même et imprégnée de culpabilité chrétienne. Tous les thèmes de Mauriac, adaptés pour le petit écran. 22.05 Magazine des faits divers d'Anne Hoang Chasseurs et chassés ; La mort qui brûle ; L'arbitre ; Le plongeon de la mort ; Des os et du vin... 23.05 Journal. 23.30 C'est à lire.</p>	<p>8.00 Régie française des espaces. 8.30 ANTIOPE 1. 9.00 La une chez vous. 9.15 Vitamine. Dessin animé, variétés, feuilletons... (et à 13 h 40) 10.35 Téléfilm : la Dernière Girafe. Réal. J. Couffer. Avec S. Ward, S. Hanspach... 12.02 Dessin animé : Tom et Jerry. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 15.15 Jeu : Enigmes du bout du monde. 16.05 Série : Arnold et Willy. 16.35 Star trek. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.20 Mini-journal pour les jeunes. 18.35 Série : Cœur de diamant. 19.10 Jeu : Anagram. 19.40 Feuilleton : Les Bargeot. 19.55 Tirage du Tac-a-Tac 20.00 Journal. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Série : Dallas. 21.25 Série : l'histoire secrète du pétrole. Réal. J.-M. Charlier. N° 7. Le temps des règlements de comptes. Début 1973, une nouvelle dévaluation du dollar déclenche de nouvelles exigences de l'OPEP. La guerre du Kippour, l'embargo pétrolier, le marché libre de Rotterdam... La crise d'insulte dans le monde industrialisé, les réunions de l'OPEP se succèdent. Une série historique très documentée. 23.30 Cote d'amour. Emission de G. Foucault et L. Toton, présentée par Sydney. China Crisis, les Bandits, Serge Gainsbourg, Lone Justice... 23.10 Journal. 23.25 C'est à lire.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>6.45 Télématin. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila. 13.45 Aujourd'hui la vie. Le Marché aux puces de Saint-Ouen a cent ans. 14.50 Tennis à Wimbledon : Internationaux de Grande-Bretagne (en direct). C'est la vie. 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Document : les Captifs de l'an 40. De J.-A. Cherasse, avec la collaboration de G. Gaizex et Y. Durand. Entre 1940 et 1945, plus d'un million et demi de Français ont connu la captivité en Allemagne. Cette émission, consacrée à la « condition humaine » de la captivité, se veut une étude rigoureuse : elle rassemble archives et documents de cinématheques, actualités, extraits de films de fiction, dessins et photographies de collections privées, fragments reconstitués de petites scènes de la vie quotidienne, mais aussi restitution du vécu de la captivité par les anciens prisonniers de guerre. Soixante d'entre eux, du prisonnier de base à M. François Mitterrand, sont venus de toutes les régions de France, avec leurs souvenirs personnels — lettres, photos. Ils racontent. 23.20 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila. 13.45 Aujourd'hui la vie. Le temple des inventeurs. 14.50 Découverte du golf. 14.55 Tennis à Wimbledon : Internationaux de Grande-Bretagne, (en direct). C'est la vie. 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC) 20.40 Cinéma : l'Indiscrétion. Film de Pierre Lary. 22.15 Mardi cinéma. Avec Carole Bouquet, Richard Berry, Paul Préboist et Véronique Genest. 23.20 Journal. 23.45 Bonsoir les clips.</p>	<p>6.45 Télématin. 10.00 Récré A 2. Judo Boy ; Tchao et Grado ; Pac Man ; Johan et Pirlouit ; Albatour ; Les petites canailles. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila. 13.45 Récré A 2. Les Schtroumpfs ; Latulu et Lirel ; les cités d'or. 14.55 Tennis à Wimbledon : Internationaux de Grande-Bretagne, (en direct). C'est la vie. 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : le Monde dessert. D'après le roman de P.-J. Jouve, réal. P. Bouchot. Avec O. Carli, D. Olbrychski, J.-L. Vireux. (Lire notre article.) 22.00 Document Vidéo sur sable. Réal. O. Amiralay. (Lire notre article.) 23.00 Journal. 23.15 Bonsoir les clips.</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : le Faussaire. Film de Volker Schlöndorff. 22.25 Journal. 22.55 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Pernoud. Hawaï : tant qu'il y aura des vagues, reportage de J. Loiseau, J.-P. Bourdon et J.-J. Oppel. 23.40 Etat des lieux. Série sur l'architecture, de R. Nador. 23.25 Prélude à la nuit. Octave de J. Haydn, interprété par l'Orchestre du Conservatoire de Cambrai, sous la direction de V. Martin.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Cinéma : Aguirre, la colère de Dieu. Film de Werner Herzog. 22.10 Journal. 22.40 Urbia. Magazine de la ville de Dominique Baillaud. Les villes utopiques (des architectes aux idées folles) ; les anthropologues de la ville ; une ville en crise, Beley ; les villes nouvelles (quel résultat ?) ; la gare de Perpignan... une série de reportages en patchwork pour réfléchir aux villes d'aujourd'hui. 23.15 Etat des lieux. Série sur l'architecture, de Robert Nador. 23.15 Prélude à la nuit. Sonate op. 101 n° 28 de Beethoven, par Erik Heidsieck au piano.</p>	<p>14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Il était une fois l'homme. 20.05 Les jeux. 20.35 Série : Manimal. De G.A. Larson. Réal. R. Mayberry. Avec S. Mac Corkindale, M. Anderson, M. D. Roberts et R. Santoni. Premier numéro d'une série qu'on retrouvera ensuite, le vendredi. Un professeur de criminologie qui a le pouvoir de se transformer en animal aide la police de New-York avec une ravissante détective. Un grand succès télévisé aux Etats-Unis en 1984. 21.45 Journal. 22.05 Le Mur de l'Atlantique. Emission de J.-J. Mallemanche. Réal. J. Poulloux. Fin 1942, l'entrée en guerre des Etats-Unis accentue la probabilité, à plus ou moins longue échéance, du débarquement allié sur les côtes européennes. Hitler décide de faire construire la plus spectaculaire des lignes fortifiées : près de quinze mille ouvrages bétonnés de la Norvège à Hendaye. L'émission cherche à expliquer le pourquoi et le comment du mur de l'Atlantique, à mettre en lumière la désagrégation d'un système de défense réputé inexpugnable. Traiter en quarante-cinq minutes une période aussi complexe est un pari impossible à tenir. Pourtant ce document mêle avec bonheur archives, interviews et analyses... 22.50 Etat des lieux. Série sur l'architecture, de Robert Nador. 23.30 Prélude à la nuit. Symphonie écossaise, F. Mendelssohn, par The BBC Welsh Symphony Orchestra, sous la direction de Fryden Thomson.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<p>● RTL, 20 h, Fantomas, film de J.-L. Bunnuel ; 21 h 35, Journal ; 21 h 45, Feuilleton : Nana (d'après Zola). ● RTL, 20 h, Feuilleton : la Châtelaine ; 21 h, Au nom du Führer, film de Lydia Chagall. ● TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 23 h, Journal ; 23 h 15, Frano-parler. ● TMC, 20 h, Dallas ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Tout ça ne vaut pas l'amour, film de J. Tourneur ; 22 h 50, M. C. magazine.</p>	<p>● RTL, 20 h, De l'influence des rayons gamma sur le comportement des marguerites, film de Paul Newman ; 21 h 45, Journal ; 21 h 55, Série : la Guérilla. ● RTL, 20 h, Sentiers du monde : Kamitaga : la puissance de l'or ; 21 h 5, Téléfilm : La manipulation, de D. de La Patellière. ● TSR, 20 h 10, Starsky et Hutch ; 21 h 15, Le Procès de Nuremberg (document historique) ; 22 h 25, Octo-puce. ● TMC, 20 h, Huit, ça suffit ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, l'Oiseau bleu, film de G. Cukor ; 22 h 50, M.C. magazine.</p>	<p>● RTL, 20 h, Hits des clubs, spécial Newport ; 21 h 15, Journal ; 21 h 25, Document : les enfants de la guerre (les enfants du Liban). ● RTL, 20 h, Jeu : Le grain de sable ; 21 h 35, Série : les Rues de San-Francisco ; 21 h 45, Portraits musicaux : Images d'un opéra ; 22 h 10 : Document : Paul de Delvaux ou les rêves d'un peintre solitaire. ● TSR, 20 h 10, A nous les petites Anglaises, film de Michel Lang ; 22 h, 25 ans de prose : l'Amérique dans toute sa splendeur ; 23 h, Journal. ● TMC, 20 h, Série : Cosmos 199 ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Tous comptes faits, film de Michel Wya ; 22 h 50, M. C. magazine ; 23 h 05, TMC Sports.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>



مكتبة من الأصول

Informations toutes les deux heures de 5 h à 10 h et :
21 h 30, 14 h, 10 h, 4 h,
12 h 15, 0 h, 1 h, 2 h, 3 h 30.
L'annonce du journal de 14 h, le
24 juin, est le plus important.
Vers Courcier à propos de son
libre sur Joseph Kessel.

Par les magazines signa-
lés :
Carrefour, magazine de
actualité politique et culturelle,
à 24 h 15 h 15 h : l'index
à la culture les dernières éven-
tuelles le mercredi 28, 28 h 15 h
à 1 h et à l'ouest.

Le prochain week-end

Samedi 29 juin

Dimanche 30 juin

Samedi 29 juin

Dimanche 30 juin

Samedi 29 juin

Dimanche 30 juin

A Ecouter

Michel Guérard se met à table

Célèbre chef cuisinier, Michel Guérard s'est installé il y a une dizaine d'années dans une station thermale vieillotte et oubliée mais juchée dans les Landes verdoyantes : Eugénie-les-Bains. Il en a fait aujourd'hui un des lieux les plus prisés de la région pour son calme, son charme dénué et sa table inventive. Car, dans une province gourmande s'il en fut, où le foie gras figure traditionnellement sur les menus les plus fins, il professe la cuisine-minceur, en débarrassant l'un des plus subtils péchés capitaux de ses châtimements les plus cruels...

Mais cette station luxueuse où l'on vient changer de peau à moindre risque ainsi que la demeure dix-septième siècle que Michel Guérard vient d'acheter à quelques kilomètres de là ne sont que les vitrines de projets plus vastes : c'est ainsi qu'il se passionne aujourd'hui pour la cuisine industrielle, et il n'a pas peur de comparer son métier à celui du coursier automobile ou du torero qui se colle au danger, le danger toujours présent : le danger de la réputation.

Au « menu » de l'émission mitonnée par Marie-Paule Vettes et Pamela Doussaud : MM. Henri Emmanuel, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation et président du conseil général des Landes ; Philippe Tiry, directeur de l'ONDA (Office national de diffusion artistique) au ministère de la culture ; Georges Dubois, critique taoumarchique ; M^{me} Madeleine de Lamotte, journaliste à Marie-France et grand reporter ; MM. Joël Robuchon, chef propriétaire du restaurant Jamin ; Alain Sendebrandt, chef propriétaire du restaurant Lucas Carton ; et MM. Ortiz et Sanset, antiquaires.

■ FRANCE-CULTURE. — Le bon plaisir de... Michel Guérard, samedi 22 juin, 15 h 30.

Les chasseurs de musique

Si un samedi soir, dans une discothèque, vous apercevez un homme, la cinquantaine, feutre mou, complet foncé, la main droite un peu nerveuse fouillant trop souvent dans la poche droite de son veston, si ce même monsieur est accompagné d'une belle panthère blonde, fraîche et jeune, et s'il semble plus préoccupé par la musique que par la danse, alors n'hésitez pas, courrez prévenir le patron de la discothèque qu'il est en présence d'un inspecteur de la Société des auteurs, compositeurs, éditeurs de musique (SACEM).

Une demi-heure durant, Marion, la panthère blonde, va filer pour l'émission hebdomadaire « Tabou » un des huit inspecteurs de la SACEM. Pour dévoiler l'homme, ses astuces, ses petits secrets professionnels, et entendre quelques anecdotes, même si cet inspecteur n'a pas connu dans sa carrière de « gros coups ». Par exemple : comment ne pas se faire remarquer dans un petit magasin et rester pourtant une demi-heure devant le rayon sardine, tout en notant dans sa poche les titres des musiques diffusées, puis sortir sans rien acheter ?

Ces hommes, tous premiers prix du Conservatoire, sont impressionnants, ils ont dans la tête un répertoire musical inépuisable. Et, si d'aventure il leur arrive de ne pas reconnaître une œuvre, ils notent — toujours

dans leur poche — le thème en sténographie musicale. Rentrés chez eux, ils retranscrivent leurs « grimoires » sur papier à musique en écriture traditionnelle. Des employés de la SACEM en quelques minutes, pourront, grâce à un dictionnaire musical, retrouver le titre...

Moins spectaculaire, la deuxième partie — reprise d'une émission de Radio Bleue, — La SACEM dans tous ses états, n'en est pas moins passionnante, même si celle-ci s'oriente vers le plaidoyer ou la réhabilitation de la SACEM. Côté discothèque, organisateurs de fête, radios locales privées... on s'assimile souvent au fisc, côté SACEM, on se définit comme le grand syndicat des auteurs : « Si les tarifs sont effectivement un peu élevés, c'est tout à l'honneur de la France, qui sait défendre ses créateurs ».

Pourquoi avoir consacré la troisième partie à un tout autre sujet (les confidences d'un pianiste de bar) ? L'auditeur reste frustré de ne pouvoir entendre le point de vue des « payeurs ». Pourquoi le procès entre Castel, Régine et la SACEM (Le Monde du 11 mai 1983) ? Est-il avantageux, facile pour un jeune chanteur d'entrer à la SACEM ? Autant de questions qui restent en suspens.

■ FRANCE-INTER. — Tabou, dimanche 23 juin, de 12 h 50 à 14 heures.

Redécouvrir Hélène Boschi

Elle a été l'élève d'Alfred Cortot, d'Yvonne Lefebvre, elle a joué avec les plus grands et pourtant, de nos jours, Hélène Boschi est plus connue comme un grand professeur de piano que comme la remarquable interprète qu'elle demeure. Interprète des plus grands compositeurs, Bach, Mozart, Schubert et Schumann, sur les œuvres desquelles elle a réalisé d'excellents enregistrements, Hélène Boschi n'a pas moins été parmi les premières, après la guerre, à jouer des œuvres d'auteurs moins connus : Bartok, Janacek ou Martinu.

Depuis vingt ans, professeur au Conservatoire national de région de Strasbourg, elle a formé de nombreux élèves. D'autre part, ces dernières années, elle s'est penchée sur le problème de la formation des

enseignants, à qui elle consacre de nombreux cours spéciaux.

Cette série d'émissions signée Alain Jomy, permettra de donner à ceux qui ne connaissent pas Hélène Boschi, une idée de son talent, à l'aide d'enregistrements réalisés pour la radio et de ses disques plus récents. En effet, après un temps pendant lequel elle a peu enregistré, elle vient, en un peu plus de deux ans, de graver cinq disques : un magnifique Schumann, des Brahms, un Haydn inconnu et — révélation — deux disques d'œuvres de Clara Schumann.

■ FRANCE-MUSIQUE. — Rendez-vous avec Hélène Boschi : du lundi 24 au jeudi 27 juin, de 16 heures à 17 heures.

Radio-France internationale

Informations toutes les demi-heures de 5 h à 10 h et à 12 h 30, 14 h, 14 h 45, 21 h 15, 0 h, 1 h, 2 h, 3 h 30. L'invité du journal de 14 h, le lundi 24 juin, est le journaliste Yves Courrière à propos de son livre sur Joseph Kessel.

Parmi les magazines signés :

Carrefour, magazine de l'actualité politique et culturelle, le lundi 24 à 15 h 15 ; l'Inde vue à travers les écrivains français ; le mercredi 26, l'état de crise à l'Est et à l'Ouest.

Parmi les émissions en langues étrangères :

En anglais, le mardi 25 à 18 h, dans le cadre de « Paris calling Africa », un entretien avec le président de la Fédération internationale des industries pharmaceutiques, M. Peter Cunliffe.

France-Culture

SAMEDI 22 JUIN	LUNDI 24 JUIN	MERCREDI 26 JUIN	VENREDI 28 JUIN
0.00 Les nuits de France-Culture. 7.00 Fréquences bulsonnières. 8.05 Littérature pour tous, « La république se meurt », de Michel Winock. 8.30 Voix du silence : les Roumains. 9.05 Mémoires du temps qui change : la crise insolite 1974-1984. 10.30 Musique : la mémoire en chantant (1 ^{re} fête de la musique, juin 1982). 11.00 Grand angle : poèmes, et d'une richesse infinie le mouvement Aïda à tous déesses. 12.00 Panorama : insolite et érotique. 14.00 Lucifère Visconti, la beauté au cœur du temps. 15.30 Le bon plaisir de... Michel Guérard : une certaine idée de la gourmandise. 19.20 Passage du témoin, par T. Fenecci. Avec Martine Storti et Carmen Castillo. 20.00 L'insolite : l'esthétique du labyrinthe. 20.30 Nouveau répertoire dramatique : « Yvonne et le Guerrier » de Corinne Hurel, précédé d'un enregistrement avec l'auteur. 22.10 Démarches avec... Jean-Louis Scheffer. 22.30 Musique : Ricercare : « De concert », création de Louis Roussier. 0.00 Clair de nuit.	7.00 Le goût du jour. 8.15 Les enjeux internationaux. 8.30 Les chemins de la connaissance : l'or dans le feu, la spiritualité de la passion chrétienne (et à 10 h 50 : lire Gracien aujourd'hui). 9.05 Les lendis de l'histoire : jeunes médiévistes, à propos de : « Les deux âges de la seigneurie banale » et « Les Justices du pape ». 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h). 11.10 Passeport pour l'avenir : le théâtre hors scène. 11.30 Feuilleton : la Célestine. 12.00 Panorama : avec G.-E. Clancier. 13.40 Le quatrième coup. 14.00 Un livre, des voix : « L'épervier d'Amérique », de Claude Chebel. 14.30 Histoire illustrée des pirates. 15.30 Les arts et les gens : mise au point (Hartung) : périscope : à 16 h 15, itinéraires baroques en France. 17.10 Bo-de-France, au musée Carnavalet. 18.00 Subjectif : Agnès (Joseph Czapkai) : à 18 h 35, lire la langue... 19.30 Perspectives scientifiques : causalité formative et science avancée. 20.00 Musique, mode d'emploi. 20.30 « Le Différend » de G. Aubert. Avec F. Walzer, D. Mac Avoy, P. Méron. 21.30 Lettres, musiques traditionnelles. 22.30 Nuits magnétiques : ça suit son cours.	0.00 Les nuits de France-Culture. 7.00 Le goût du jour. 8.15 Les enjeux internationaux. 8.30 Les chemins de la connaissance : l'or dans le feu, la spiritualité de la passion chrétienne (et à 10 h 50 : lire Gracien aujourd'hui). 9.05 Médiéval : la science et les hommes, ignorance, sciences, irrationalité. 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h). 11.10 Le livre, ouverture sur la vie : les livres scientifiques pour la jeunesse. 11.30 Feuilleton : la Célestine. 12.00 Panorama : avec G.-E. Clancier : à 12 h 45, émission spéciale : Simon et Magret. 13.40 Avant-première : le Théâtre du Quai de la Gare. 14.00 Un livre, des voix : « Aeneas », d'Emmanuel Hocquard. 14.30 Passage du témoin, Martine Storti et Carmen Castillo. De l'émission du 22 juin. 15.30 Lettres ouvertes, magazine itinéraire. 17.10 Le pays d'ici, à Boulogne-sur-Mer. 18.00 Subjectif : Agnès (Joseph Czapkai) : à 18 h 35, lire la langue... 19.30 Perspectives scientifiques : la mycologie, une science en plein essor. 20.00 Musique, mode d'emploi. 20.30 Antipodes : écriture au Québec. 21.30 Pulsations : bande à part à propos du réseau cassette. 22.30 Nuits magnétiques : bruits du monde.	0.00 Les nuits de France-Culture. 7.00 Le goût du jour. 8.15 Les enjeux internationaux. 8.30 Les chemins de la connaissance : l'or dans le feu, la spiritualité de la passion chrétienne (et à 10 h 50 : lire Gracien aujourd'hui). 9.05 Matinée du temps qui change : un système d'économie mixte est-il efficace ? 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h). 11.10 L'école hors les murs : du théâtre à l'entreprise. 11.30 Feuilleton : la Célestine. 12.00 Panorama : littérature anglo-saxonne. 13.40 On commence. 14.00 Un livre des voix : « La montagne morte de la nuit », de Michel Bernanos. 14.30 Sélection prix Italia : le Cercle de craie ou le jugement de Salomon. 15.30 L'échappée belle : à rampe, à voile et à moteur. 17.10 Le pays d'ici, à Boulogne-sur-Mer. 18.00 Subjectif : Agnès (Joseph Czapkai) : à 18 h 35, lire la langue... 19.30 Les grandes avenues de la science moderne : les images du Big Bang. 20.00 Musique, mode d'emploi. 20.30 Le grand défilé : inégalités, différences, racisme. Avec Y. Christian, H. Delar, G. Faye, P.-A. Taguieff, et J. Ruffid. 21.30 Black and blue : voyage aux Etats-Unis. 22.30 Nuits magnétiques : redécouverte.

France-Musique

<p>SAMEDI 22 JUIN</p> <p>2.00 Les nuits de France-Musique : Diablos et sorciers.</p> <p>7.03 Avis de recherche : œuvres de Mozart, Roussel, Darsasse, Milhaud.</p> <p>9.05 Carnet de notes.</p> <p>11.00 Mises à jour.</p> <p>12.05 Le temps du jazz : Jazz s'il vous plaît ; Hexagonal.</p> <p>13.00 Opéra : « The Turn of the Screw », de Britten, par l'English Opera Group.</p> <p>16.00 Désaccord parfait : Un siècle d'interprétation du « Don Juan » de Mozart ; à 16 h, Débat ; à 18 h, récital Pierre Armand, violon, et Florence Viala, piano ; à 19 h, Les cinglés du muséo-hall : Les revues montées au Palais entre les deux guerres.</p> <p>20.04 Avant-concert.</p> <p>20.30 Concert : Symphonie n° 3 avec orgue en ut majeur, de Saint-Saëns ; « Le Tombeau de Couperin » ; « La Valse », de M. Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. S. Ozawa, sol. P. Lefebvre, orgue de France.</p> <p>22.45 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5, Les sonates bien tempérées ; œuvres de Satie, Migot, Chaynes, Haller, Mahler, Haydn, Chopin ; à 1 heure, L'arbre à danser.</p>	<p>2.00 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.</p> <p>9.05 Le matin des musiciens : Paul Dukas ; œuvres de Dukas, Berlioz, Wagner, Beethoven, Franck, Brahms.</p> <p>12.05 Le temps du jazz : feuilleton Louis Prima.</p> <p>12.30 Concert : récital Bertrand Roulet, pianiste ; œuvres de Schubert, Scriabine.</p> <p>14.02 Répertoire contemporains : W. Rihm, F. Bayle.</p> <p>14.45 Les sonates de Scarlatti, par Scott Ross.</p> <p>15.00 Les après-midi de France-Musique : Jean-Louis Barrault : œuvres de Debussy, Delmet, Honegger, Adès ; à 16 h, Hélène Boschi, pianiste ; œuvres de Soler, Mozart, Passion et fidélité : la saga d'Eugène Ormandy ; œuvres de Mahler, Liszt.</p> <p>18.02 Musique légère.</p> <p>18.30 Jazz d'aujourd'hui : Vient de paraître.</p> <p>19.15 Suite lyrique : magazine de la voix et du chant — les chanteurs russes.</p> <p>20.04 Avant-concert.</p> <p>20.30 Concert (donné à la salle Pleyel à Paris le 7 mai 1985) : « La Mer », de Debussy, Concerto pour clarinette et orchestre n° 2 en mi bémol majeur, de Weber, Symphonie n° 9 en mi mineur, de Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maza, sol. G. Dargin, clarinette.</p> <p>22.40 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5, Mélodies : Sérénade italienne.</p>	<p>20.04 Avant-concert.</p> <p>20.30 Concert (donné à la salle Pleyel à Paris le 18 avril 1985) : « O cecilia del misero mortale », de Rossi ; « Le Reniement de saint Pierre », de Chaperiot ; « Ombra di la Seta, tma santa », de Rossi par Les Arts florissants, dir. W. Christie.</p> <p>22.30 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5, Jazz-couloir (en direct du Petit Opéra).</p>	<p>Orchestra philharmonique, dir. E. Tchakarov, sol. N. Gutman, violoncelle.</p> <p>14.02 Répertoire contemporains : « Jacob Lenz » de Mozart.</p> <p>14.45 Sonates de Scarlatti, par Scott Ross.</p> <p>15.00 Les après-midi de France-Musique : Jean-Louis Barrault ; œuvres de Mozart, Legrand, Lehar ; à 16 h, Hélène Boschi, pianiste ; œuvres de Bach, Schumann, Mozart ; à 17 h, Passion et fidélité : la saga d'Eugène Ormandy ; œuvres de Bartok, Walton.</p> <p>18.02 Côté jardin, magazine de l'opéra.</p> <p>18.30 Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes.</p> <p>19.15 Récital : magazine de la guitare.</p> <p>20.00 Concert (en direct de la Philharmonie de Berlin) : Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur, de Beethoven ; Symphonie n° 9 au ut majeur, de Schubert, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. R. Muti, sol. E. Güels, piano.</p> <p>22.30 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5 Judy Garland : les introuvables ; à 24 h, escalas américains-latinos : Buenos Aires.</p>
<p>DIMANCHE 23 JUIN</p> <p>2.00 Les nuits de France-Musique : Djalal-Od-Din Rumi.</p> <p>7.03 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère : œuvres de Moschies, Muller, Mozart, Offenbach, Chopin...</p> <p>9.05 Cantate : de Bach, Schein, Bernhart.</p> <p>10.00 Les voyages musicaux du docteur Burney : « On luit le docteur Burney admirer un théâtre bien peu fait pour la musique » : œuvres de Bach, Sammartini, Piccini, Stravinski.</p> <p>12.05 Magazine International.</p> <p>14.04 Disques compacts : œuvres de Respighi, Poulenc, Janacek, Moussorgski, Scriabin, Copland.</p> <p>17.00 Comment l'entendez-vous ? Haendel par Jean Galois, critique musical et musicologue.</p> <p>19.05 Concert enregistré les 18 et 20 juin 1985 à Nancy : le Couronnement de Poppée, de Monteverdi, par l'Orchestre baroque de Lunéville, dir. G. Leclercq, sol. J. Elwes, M. Duist, G. Banditelli, R. Lindt...</p> <p>0.00 Les soirées de France-Musique : Ex libris (des secrets de la musique ancienne).</p>	<p>MARDI 25 JUIN</p> <p>6.00 Musique légère : œuvres de Gérard, Claudic, Balakirev.</p> <p>7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.</p> <p>9.08 Le matin des musiciens : Paul Dukas ; œuvres de Dukas, R. Schumann, Schubert.</p> <p>12.05 Le temps du jazz : feuilleton Louis Prima.</p> <p>12.30 Concert : œuvres de Bird, Chostakovich, Beethoven par le Quatuor Suk.</p> <p>14.02 Répertoire contemporains : W. Rihm, K. Szepietz, V. Slavov.</p> <p>14.45 Sonates de Scarlatti, par Scott Ross.</p> <p>15.00 Les après-midi de France-Musique : Jean-Louis Barrault : œuvres de Debussy, Debussy, R. Schumann ; vers 17 h, Passion et fidélité : la saga d'Eugène Ormandy ; œuvres de Gerchen, Lalo, R. Strauss.</p> <p>18.02 Acousticaouche : les Soties de l'électroacoustique ; œuvres de Clavier, Parmegiani, Reibel, Kagel.</p> <p>18.30 Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser.</p> <p>19.15 Premières loges : César Vezzani, ténor, chants des airs de Verdi, Gounod, Wagner, Lalo.</p>	<p>JEUDI 27 JUIN</p> <p>2.00 Les nuits de France-Musique : Eugène Iminvial.</p> <p>7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.</p> <p>9.08 Le matin des musiciens : Paul Dukas ; œuvres de Rameau, Dukas, Balakirev, d'Indy.</p> <p>12.05 Le temps du jazz : feuilleton Louis Prima.</p> <p>12.30 Concert : œuvres de Berlioz, Chostakovich, Beethoven par le Nouvel</p>	<p>VENREDI 28 JUIN</p> <p>2.00 Les nuits de France-Musique : James Joyce.</p> <p>7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.</p> <p>9.08 Le matin des musiciens : Paul Dukas ; œuvres de Dukas, Debussy, Ravel, Schmitt, Stravinski.</p> <p>12.05 Le temps du jazz : feuilleton Louis Prima.</p> <p>12.30 Concert : œuvres de Haendel, Bellini, Rossini, Schumann, Berg, Fauré, Chabrier, Lalo par Rachel Yakar, soprano, Magali Damonte, mezzo-soprano, Claude Lavoix, piano.</p> <p>14.02 Répertoire contemporains : W. Rihm, M. Püg.</p> <p>14.45 Sonates de Scarlatti, par Scott Ross.</p> <p>15.00 Verveine-Scotch : Verveine-Scotch en spot.</p> <p>17.00 Histoire de la musique.</p> <p>18.02 Les chants de la terre.</p> <p>18.30 Jazz d'aujourd'hui : dernière édition.</p> <p>19.15 Les musées en dialogue, magazine de musique ancienne.</p> <p>20.04 Avant-concert.</p> <p>20.30 Concert (donné à la salle Pleyel le 22 juin 1984) : Symphonie n° 5, de Haydn ; Concerto pour piano et orchestre n° 14, de Mozart ; Symphonie n° 6 en la majeur, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. F. Letnar, sol. O. Gardon, piano.</p> <p>22.20 Les soirées de France-Musique : les pêcheurs de perles ; à 24 h, Musique traditionnelle : Hefaz et la musique.</p>

Pont-à-Mousson, carrefour de la communication sociale

Du 24 au 26 juin, l'Association nationale pour la promotion et le développement de la télécommunication (ASTEC) organise à Pont-à-Mousson, en Lorraine, les premières rencontres internationales de la communication sociale (1). Le thème peut paraître déconcertant à l'heure des grands débats sur la télévision privée. Mais à trop vouloir focaliser sur la télévision, on risque d'oublier que les problèmes de la communication ne se ramènent pas à la multiplication des chaînes.

Il serait naïf de croire que câble, vidéo ou satellites se nourriront exclusivement de films ou de divertissements pour le grand public. Pour trouver leur équilibre, les nouveaux réseaux

techniques devront croiser le maillage plus subtil des réseaux sociaux, qu'ils soient locaux, professionnels ou simplement conviviaux. Ils devront relier ces partenaires à part entière de la communication que sont les entreprises, les associations ou les collectivités territoriales. La communication sociale a sa propre logique qu'elle développe déjà autour de la télématique, des quelques radios locales, des répondeurs téléphoniques ou de l'audiovisuel d'entreprise. Mais ces expériences restent encore trop peu connues et isolées. C'est pour en dresser un premier bilan, une première évaluation que l'ASTEC organise les rencontres de Pont-à-Mousson autour d'un grand nombre de réalisations françaises et du compte-rendu d'expériences

belges, québécoises ou italiennes. Un groupe de chercheurs du CNRS, du centre national d'études des télécommunications (CNET) et de l'institut national de la communication audiovisuelle (INA) encadre les débats qui devraient donner naissance à une iconothèque, une banque de données et une association internationale de la communication sociale.

Les rencontres sont patronnées par le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) et ont reçu le soutien d'une vingtaine d'institutions dont le Carrefour international de la communication et la mission « TV câble ».

● Renseignements à l'ASTEC : 9, rue de Blairville, 75005 Paris (Tél. : 633-54-82).

Sacilor « schtroumpfe » la sinistrose

UN parc d'attractions de 290 hectares avec les Schtroumpfs pour héros, des campagnes de publicité régionales et nationales ayant recours à l'humour et aux clins d'œil pour des messages sérieux, et — qui sait ? — une télévision régionale d'entreprises — tout à fait originale dont le projet est déjà bien avancé... Le groupe sidérurgique Sacilor découvre les vertus de la communication et l'utilise à grande échelle. « Nous passons de la guerre de 14 à la guerre de 14 », résume M. Pierre Julien, secrétaire général, assumant également les fonctions de directeur de la communication depuis la mort subite, le 30 avril dernier, du responsable de ce secteur, M. François Desmottiers. « Guerre de 14 » ? L'image n'est pas excessive. Sauf exception, la plupart des patrons de la sidérurgie réduisaient la communication d'entreprise à quelques encadrés publicitaires froids, formels, sans images et sans couleurs. « Ils participaient à des manifestations et rencontres internationales technico-commerciales mais n'avaient pas de messages cohérents », explique M. Jacques Thomas, responsable de la publicité des produits. « La sidérurgie était une vieille dame ne voulant pas montrer ses bijoux et n'éprouvant pas le besoin de communiquer. » Aujourd'hui, celle-ci est en passe de devenir une « vieille dame indigne » et cela par nécessité.

Le nom de Sacilor évoque toujours la sidérurgie de Lorraine, une étiquette trop étroite pour l'immense groupe sidérurgique qu'il est devenu progressivement depuis sa nationalisation en 1981. Immense par le nombre d'entreprises qu'il rassemble sous son aile (170 en 1984), par sa production en volume et par la diversité de

ses produits, allant des rails du TGV aux supports de puces électroniques, en passant par les boîtes métalliques de boissons. Immense, enfin, par sa répartition géographique, puisque ses sociétés dépassent largement les frontières de la Lorraine, se dispersant sur le territoire français et même à l'étranger. Comment, dans ces conditions, faire passer les messages ? Donner à toutes ces constellations la certitude qu'elles appartiennent à la même galaxie ? « Les rapports interpersonnels étant impossibles, il faut créer d'autres modes de communication médiatique », explique M. Julien, et concevoir cette dernière autrement. L'envisager comme une véritable politique culturelle.

Vaincre une image désastreuse

C'est à Leo Scheer, de Publicis, qu'a été confiée la coordination de cet ambitieux projet. « Quand, dit-il, Sacilor a décidé de réagir au plan acier de mars 1984, Publicis était en train de rassembler plusieurs agences spécialisées dans un groupe d'intérêt économique : Publicis Constellation. Nous partions de la constatation selon laquelle la communication devient un véritable outil de management pour faire partie intégrante de la stratégie de l'entreprise. Jusqu'à présent, les entreprises faisaient appel à des agences spécialisées suivant des besoins spécifiques et ponctuels ; nous avons eu l'idée de nous regrouper pour être à même de proposer une véritable politique globale de communication s'étendant dans le temps et touchant plusieurs secteurs à la fois. »

C'est Intelligences (Georges Peninou) qui, au sein de Publicis

Constellation, s'occupe de l'élaboration des stratégies de communication. Elle vient de rendre un important rapport qui servira de base aux actions à venir. Success (Henri Baché) se charge de la publicité institutionnelle ; Idées Dialogue Conseil, des relations publiques ; Média System, du recrutement (offres d'emploi) ; Média Finance, de la communication financière, et Editions Mudpont, de l'édition publicitaire (plaquettes).

La communication s'appuyant sur un tel concept ne peut être efficace que si tous les hommes, à tous les échelons, y adhèrent. Pas de doute en ce qui concerne la direction. Le PDG, M. Claude Dollé, a choisi comme secrétaire général M. Julien, un homme du sérail formé à Havas. Le directeur de l'information et de la communication du groupe, M. Desmottiers, venait du Crédit agricole, où il avait été l'auteur de la campagne

quant des produits disparates, perdant de l'argent et qui jouissait d'une image désastreuse liée surtout au déclin lorrain. Sur le moment, on pouvait se demander si on allait réussir : tout message de communication nous semblait indécrottable. Mais, en même temps, il fallait que le « management » s'exprime, pour que le groupe vive. C'est sur cette idée de « Sacilor vit » qu'a été construite — en urgence — la première campagne institutionnelle du groupe. « Il nous fallait faire comprendre que, si on perd de l'argent, on a tout de même le droit de s'exprimer et que, cet argent venu de l'Etat, on ne le gaspille pas », souligne M. Julien. « Ce fut une campagne franche où on affirmait : Sacilor va mieux, car des efforts sont faits. » Explications pour l'extérieur mais aussi à l'intérieur, où il est indispensable de remobiliser les troupes sur le

mot simple de rentabilité. Même nationalisée, Sacilor n'en est pas moins une entreprise qui a les mêmes impératifs financiers. Le groupe ne veut pas vivre aux crochets de la nation, il doit rapidement équilibrer ses comptes et dégager une marge bénéficiaire.

Un parc d'attractions

La deuxième phase de campagne institutionnelle imaginée par Success bat actuellement son plein. Elle vise à installer l'image du groupe tant à l'extérieur qu'à l'intérieur et pour cela met en avant les qualités reconnues de cinq filiales phares : « Car citer la famille c'est faire reconnaître la famille », souligne M. Julien. Son thème, l'esprit d'industrie en marche : avec la force de conviction commerciale représentée par Ugine, qui a su vendre des fûts en inox aux propriétaires de grands

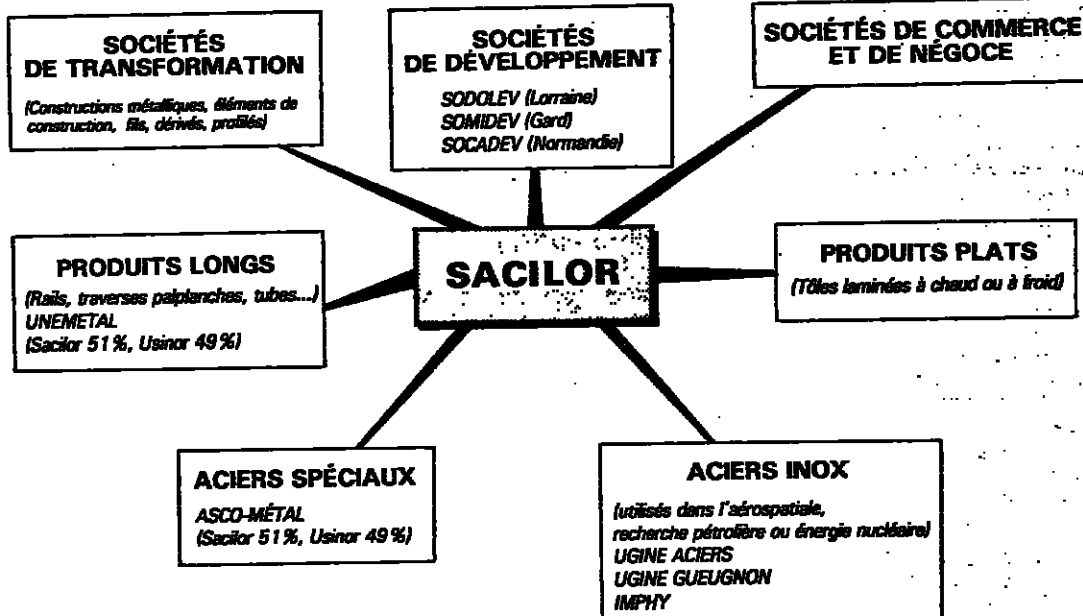
s'en chargent en racontant des histoires d'« anciens », aujourd'hui patrons ou bien reconvertis dans d'autres filières. Cela ne suffit pas : « Il nous fallait inventer quelque chose de neuf et de concret permettant de sortir de la sinistrose et de donner à la Lorraine une culture autre que celle de la sidérurgie, dans laquelle elle était enfermée depuis le dix-neuvième siècle. » Ainsi est née l'idée d'un parc d'attractions de 290 hectares sur le site abandonné des laminoirs d'Hagondange (Moselle) : le monde des Schtroumpfs (le Monde daté 5-6 mai). Non seulement ce parc redonnera vie à ce coin de Lorraine, mais il procurera environ trois mille emplois (mille permanents, quatre cents dans l'hôtellerie et mille six cents dans des activités induites).

« En faisant ce parc, dit M. Baché, nous allons au-delà de la communication pour passer à l'acte. On crée une symbolique : on montre un groupe (Sacilor) qui prend ses responsabilités vis-à-vis d'une région qui l'a fait vivre pendant un temps ; aujourd'hui, c'est ce groupe qui l'aide à vivre en implantant notamment ce parc d'attractions. » Ce n'est pas un acte de bienfaisance mais une démarche d'entreprise. Success a, par la suite, repris ces Schtroumpfs dans deux campagnes institutionnelles, l'une pour inviter les Lorrains à créer leurs propres entreprises grâce à la SOLODEV (« Vous voulez vous lancer dans le soft ? Avec lui (le Schtroumpf) ce sera moins dur » ; « Vous voulez que vos enfants puissent vivre en Lorraine ? Elle aussi (la Schtroumpfette) »). L'autre campagne incite les Français à investir en Lorraine : « Inutile de faire le Schtroumpf pour bénéficier de nos aides financières ». Le Schtroumpf est utilisé pour faire passer un nouveau message ; en même temps, ces campagnes permettent d'assurer la promotion du futur parc.

Avec l'aide d'implantation d'une nouvelle culture en Normandie a germé celle, tout à fait neuve, d'une télévision régionale d'entreprises (le Monde du 25 septembre 1984). Il ne s'agit pas d'une télévision où chaque marque se contenterait de sponsoriser des émissions, mais, au contraire, elle serait productrice et présente dans les émissions. Une maquette très originale sera présentée en juillet par Melody Movie et Publicis Constellation. Un exemple : au lieu d'une carte météorologique monotone montée par un spécialiste, les concepteurs ont imaginé une grande carte de France sur laquelle se promènera un mannequin dont les vêtements, manteau chaud, robe, imperméable, indiqueront le temps selon les régions.

« Pendant les deux prochaines années, il nous faudra continuer à mener des campagnes institutionnelles pour asseoir l'image du groupe », explique Léo Scheer. Sacilor aura gagné quand toutes les sociétés qui marchent ou voient le bout du tunnel utiliseront systématiquement le logo du groupe.

CHRISTIANE CHOMBEAU.



Sortir les associations de leur tour d'ivoire

ASSOCIATIONS : comment vous faire connaître et vous développer ? Comment gagner et fidéliser vos adhérents ? Comment trouver vos mécènes et vos sponsors ? Autant de questions auxquelles Mutation conseils, une agence de communication nouvellement créée (mars 1985) pour les entreprises de l'économie sociale, tente de répondre.

Avec six cent mille salariés, les associations et fondations représentent un poids économique et social important. Mais rencontrent de grosses difficultés pour communiquer avec le public. « Il ne suffit plus de savoir faire, il faut impérativement faire savoir. Aujourd'hui, toutes les institutions font d'énormes efforts pour parler à leurs publics. Les associations et fondations doivent, elles aussi, se mettre à l'heure de la communication si elles veulent promouvoir leurs idées, diffuser leur message, gagner de nouveaux donateurs. »

Les yeux fermés, c'est une voix au débit rapide. Les yeux ouverts, vous êtes devant un homme de vingt-sept ans, dynamique, accueillant et passionné par son travail. Pascal Chicard, directeur de Mutation conseils, était un enfant précoce : à douze ans, il fondait sa première association dans le domaine de l'environnement.

Lauréat de la Fondation de France, médaillé de la qualité de la vie et animateur de radio à ses heures, Pascal Chicard est aussi un homme de terrain. Il a orchestré diverses campagnes comme « Adoptez un arbre » en 1982, « SOS Mont-Saint-Michel » en 1983, « Le Retour du Père Denis » en 1985...

Mutation conseils a déjà plusieurs clients. Et non des moindres : le Comité français des maisons de pays qui cherche un label, Espaces pour demain, dont Pascal Chicard est le délégué général, la Fondation Couteau et de l'environnement, la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente (qui regroupe 45 000 associations) et le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Plus qu'une agence de relations publiques ou de publicité, Mutation conseils organise aussi la communication interne, la recherche de nouveaux adhérents et la formation des cadres. Et veut inventer des formes de communication originales pour aider les associations à sortir de leur tour d'ivoire.

MARION MEISEL.
● Mutation conseils, 7, place Fraaz-Liszt, 75010 Paris. Tél. : (1) 874-00-78.

gne « Le bon sens près de chez vous ». Son service, enfin rassemblée sur un même étage, s'étend progressivement pour couvrir les secteurs de la communication institutionnelle ; des relations extérieures, de la communication interne ; de la publicité des produits ; et des foires et manifestations extérieures...

Deux publications s'adressant plus particulièrement aux cadres expliquent et transmettent les messages du groupe au sein des entreprises. La première, *Faits et chiffres*, ressemble à une lettre interne et donne des nouvelles brutes, comme son nom l'indique. La seconde, *Actiers*, est plus attrayante. Elle se présente sous la forme d'une plaquette en couleurs et sur papier glacé et parle surtout de la vie des entreprises. Deux outils très classiques, donc, mais dont le contenu est toujours en harmonie avec les campagnes publicitaires et les grands axes stratégiques du groupe.

« Sacilor, en venant à nous, nous lançait un défi, raconte M. Leo Scheer. Souvenez-vous de la situation il y a un an. C'est en effet en 1984 que le gouvernement a lancé un nouveau plan acier stoppant des investissements prévus, fusionnant des activités communes Sacilor-Usinor, élargissant Sacilor et laissant prévoir d'autres licenciements. » Nous avions en face de nous un jeune groupe pas encore achevé, fabri-

Le groupe Sacilor

Chiffre d'affaires consolidé 1984 : 30,6 milliards de francs. Effectifs : 63 000 personnes.

Pertes : 3,6 milliards de francs plus 4 milliards de charges exceptionnelles dues à la restructuration (fermeture de sites, retraitements anticipés, congés de formation).

HISTORIQUE

29 décembre 1981 : restructuration de la sidérurgie menant à la nationalisation de Sacilor.

1982 : arrivée dans le groupe de :
— la métallurgie de Normandie (SMN) ;
— la Société des aciers fins de l'est (SAFE) ;
— UGINE-Aciers.

La reconversion industrielle mène à la création de SOLODEV (Société lorraine de développement), SOMIDEV (Gard), SOCADEV (région Normandie).

1983 : arrivée dans le groupe d'Imphy, des Forges de Guéugnon, d'Erism, de Monttherme et des Visseries de Fourmies.

Mars 1984 : nouveau plan acier. Les produits longs et aciers spéciaux de construction fabriqués par Usinor et Sacilor sont regroupés dans Unimétal et Asco-Métal, qui sont confiés à Sacilor, majoritaire à 51 %.

crus. L'effort de recherche est personnalisé par Imphy, qui produit des alliages pour toutes les technologies avancées (électronique, énergie nucléaire...). L'exigence de compétitivité, par Solac. La volonté d'exportation, par Daval, qui a su s'imposer à l'étranger, et la modernisation des savoir-faire, par Unimétal et Asco-Métal. « Nous nous présentons comme délibérément commerçants et accrocheurs, et nous n'avons pas peur de jeux de mots », commente M. Julien.

Ce même thème « l'esprit d'industrie en marche », est repris pour la campagne de recrutement organisée par Média System. Une entreprise ne peut vivre sans sang neuf, et, afin d'attirer de jeunes cadres, des ingénieurs, on fait prévaloir les avantages d'un groupe : les possibilités de carrière grâce aux multiples filiales, et une certaine sécurité au sein d'une entreprise qui lutte et se diversifie : « Sacilor vous attend là où vous ne l'attendez pas ».

« Lorsque nous avons été chargés de la communication de Sacilor, nous nous sommes tout de suite trouvés devant le vaste problème de la Lorraine avec ses drames humains et ses reconversions », poursuit Léo Scheer. Là, impossible de se remettre uniquement aux moyens de communication classiques. Impossible également de s'en tenir à des incitations de créations de PME et de

PMI. Des publications internes

« En fait, les rencontres de Pont-à-Mousson ont été une véritable réussite. Elles ont permis de rassembler des acteurs de la communication sociale de tous horizons. Les échanges ont été riches et constructifs. L'ASTEC a joué un rôle central dans l'organisation de ces rencontres. Les thèmes abordés sont d'actualité et ont suscité de vifs débats. Les conclusions de ces rencontres seront prises en compte dans les actions futures de l'ASTEC. »

Deux ténors : Enrico C

Enrico C... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Laszlo Hunyadi

Laszlo Hunyadi... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

Récital E

Récital E... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte.)

سكزا من الأصل

échecs

N° 1130

Une folle décision

(Tournoi international de Linares, 1985)

Blancs : LJUBOJEVIC
Noirs : KORTCHNOI
Défense française.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. c3 c4 4. d4 d5 5. a3 fxe3+ 6. bxc3 c2 7. d4 c3 8. c3 c4 9. f4 f5 10. e3 f4 11. f3 f4 12. d5 d4 13. d4 d5 14. f2 d3 15. f2 c3 16. d5 f4 17. g4 f3 18. f4 f5 19. d3 f4 20. h3 g4 21. f4 g5 22. c3 d4 23. c4 d5 24. c5 d6 25. c6 d7 26. e4 e5 27. d3 d4 28. f3 f4 29. f4 f5 30. d4 d5 31. Ra2 Dd5 32. Dxd5 Dxd5 33. Ce7+ Rg7 34. Cxd5 Fxg2 35. Cxb6 Fxd1 36. Cxg4 Fxg4 37. Cxg4 Fxg4 38. Cxg4 Fxg4 39. Cxg4 Fxg4 40. Cxg4 Fxg4 41. Cxg4 Fxg4 42. Cxg4 Fxg4 43. Cxg4 Fxg4 44. Cxg4 Fxg4 45. Cxg4 Fxg4 46. Cxg4 Fxg4 47. Cxg4 Fxg4 48. Cxg4 Fxg4 49. Cxg4 Fxg4 50. Cxg4 Fxg4 51. Cxg4 Fxg4 52. Cxg4 Fxg4 53. Cxg4 Fxg4 54. Cxg4 Fxg4 55. Cxg4 Fxg4 56. Cxg4 Fxg4 57. Cxg4 Fxg4 58. Cxg4 Fxg4 59. Cxg4 Fxg4 60. Cxg4 Fxg4 61. Cxg4 Fxg4 62. Cxg4 Fxg4 63. Cxg4 Fxg4 64. Cxg4 Fxg4 65. Cxg4 Fxg4 66. Cxg4 Fxg4 67. Cxg4 Fxg4 68. Cxg4 Fxg4 69. Cxg4 Fxg4 70. Cxg4 Fxg4 71. Cxg4 Fxg4 72. Cxg4 Fxg4 73. Cxg4 Fxg4 74. Cxg4 Fxg4 75. Cxg4 Fxg4 76. Cxg4 Fxg4 77. Cxg4 Fxg4 78. Cxg4 Fxg4 79. Cxg4 Fxg4 80. Cxg4 Fxg4 81. Cxg4 Fxg4 82. Cxg4 Fxg4 83. Cxg4 Fxg4 84. Cxg4 Fxg4 85. Cxg4 Fxg4 86. Cxg4 Fxg4 87. Cxg4 Fxg4 88. Cxg4 Fxg4 89. Cxg4 Fxg4 90. Cxg4 Fxg4 91. Cxg4 Fxg4 92. Cxg4 Fxg4 93. Cxg4 Fxg4 94. Cxg4 Fxg4 95. Cxg4 Fxg4 96. Cxg4 Fxg4 97. Cxg4 Fxg4 98. Cxg4 Fxg4 99. Cxg4 Fxg4 100. Cxg4 Fxg4

NOTES

a) On 7... cxd4; 8. Dxc7, Tg8; 9. Dxc7, Dg7; 10. Cc2 comme dans la partie Ljubovjevic-Beliavsky (Olympiades de Trossello, 1984, cf. n° 1104). Le petit roque des Noirs a longtemps été considéré comme une variante inférieure mais ce jugement doit actuellement être nuancé.
b) Mençant 10. Fxh7+.
c) Bien meilleur que 11. Dd5, h6; 12. 0-0, d4; 13. Fd2, Dd5; 14. Fd2, Fd7; 15. Tt-b1, Dd7; 16. Cb4, Ta8; 17. f4, Fd8; 18. Dg4, Cg6; 19. Cxg6, Fxg6; 20. Ta2, Cc7; 21. Ta2, Dd5; 22. Dd3, Cc5; 23. Td1, Dd7; 24. Td2, Cc6; 25. Fd3, Cc4 avec avantage aux Noirs (Mecking-Kortchnoi, Wijk aan Zee, 1978).

d) Une position que les deux joueurs connaissent bien : Ljubovjevic gagna avec les Blancs contre Beliavsky à Tbilissi 1985 et Kortchnoi gagna avec les Noirs contre Mestel à Londres. La suite de ces deux parties fut 12. Fxh7, Tg8; 13. Dd4, g6; 14. 0-0, c4; 15. Fd2. Kortchnoi poursuivit faiblement par 15... Rg7 et commit de sérieuses difficultés après 16. Tt-e1, Fd7; 17. Ff1, Tt7; 18. Cg5, h5; 19. g3, Tt5; 20. f4 alors que Ljubovjevic-Beliavsky continuèrent par 15... Dd6; 16. Tt-e1, Fd7; 17. Ff1, Ta8; 18. Dd5, Tt7; 19. Dd2, Dd6; 20. Cc5, Cx45; 21. Txc5, Td8; 22. Td2, Df4 avec une position équilibrée. Le coup du texte semble être une amélioration.
e) Et non 12... h6 à cause de 13. Fb7+! Rf8; 14. Fg6 (si 13... Rf8; 14. Dxc7, h5; 15. Cxg5+! Rb6; 16. Cx66).

f) Bien que les Noirs aient quelques faiblesses en c6-g6, le fort Cc5 réduit l'attaque de leur adversaire. Malgré la paire de F, la domination de la case e5, l'affaiblissement du roque des Noirs, il n'est pas facile aux Blancs de renforcer leur initiative. Par exemple, sur 17. h4, coup qui semble fort, les Noirs peuvent répliquer 17... h6; si 18. Dxc6+, Tg7; 19. Dd5, Fd8 on 19. Dd6, Tt8 avec gain de la D et si 18. Dg4, e5! et les Noirs dominent. 17. 0-0 est jouable mais ne change rien quant à la stratégie à suivre. L'attaque du Cc5 a l'inconvénient de chasser le C-R sur la case e4 mais permet d'envisager une offensive sur le R ennemi.
g) Logique mais les Noirs pouvaient s'emparer de l'initiative par 19... e5!

20. dxc5, Ta8 (si 20... Fxg4; 21. Cg5! avec des complications favorables aux Blancs) et si 21. h5, g5! Kortchnoi pensait peut-être qu'il valait mieux renforcer la pression sur la colonne f que de lancer dans cette variante peu claire après 22. h6, Cx45; 23. Cx45, Txc5; 24. f3, d4; 25. cxd4, Cxd2; 26. dxc5, Cxf3+; 27. Rd1.
h) Ce sont donc les Blancs qui prennent l'initiative en menaçant 21. hxc6 et 22. Dd6.
i) En faisant sauter le Cc4, les Blancs prennent l'avantage.
j) 22... Cxd2; 23. Rxd2, e5; 24. dxc5, de échoue après 25. Fxh7+, Rb8; 26. Dd3!, Dxc3; 27. Dxc3, dxc3+; 28. Rxc3, Cx45; 29. Cxh7!
k) Après 24... Rxc7; 25. gxc5, Txc2; 26. Ff3!, Txc2; 27. Fx64, Td4; 28. h6+, Rf6; 29. Fxh7 les Blancs sont proches du gain mais 27... Td3 est à examiner.
l) Essayant de passer en h2 mais 25... Fx5; 26. gxc5, Rb8 paraît meilleur.
m) Profitant du départ de la D, les Blancs, en effectuant le grand roque, prennent une décision courageuse, même folle.
n) Une odeur de mat plane sur le grand roque des Blancs, commandement appelé « obéïssance ».
o) Quel sang-froid!
p) Il faut absolument laisser le passage à la T6 en h6. 26... Cd8 est moins brillant et plus passif mais peut être le plus résistants après 29. Fx64, dxc4 (si 29... Td6+; 30. Ra2, Dd5; 31. Fxd5+); 30. Dxc4, Tb6+;

31. Ra2, Dd5; 32. Dxd5+, Dxd5; 33. Ce7+, Rg7; 34. Cxd5, Fxg2; 35. Cxb6, Fxd1; 36. Cxg4, Fxg4 37. Cxg4, Fxg4 38. Cxg4, Fxg4 39. Cxg4, Fxg4 40. Cxg4, Fxg4 41. Cxg4, Fxg4 42. Cxg4, Fxg4 43. Cxg4, Fxg4 44. Cxg4, Fxg4 45. Cxg4, Fxg4 46. Cxg4, Fxg4 47. Cxg4, Fxg4 48. Cxg4, Fxg4 49. Cxg4, Fxg4 50. Cxg4, Fxg4 51. Cxg4, Fxg4 52. Cxg4, Fxg4 53. Cxg4, Fxg4 54. Cxg4, Fxg4 55. Cxg4, Fxg4 56. Cxg4, Fxg4 57. Cxg4, Fxg4 58. Cxg4, Fxg4 59. Cxg4, Fxg4 60. Cxg4, Fxg4 61. Cxg4, Fxg4 62. Cxg4, Fxg4 63. Cxg4, Fxg4 64. Cxg4, Fxg4 65. Cxg4, Fxg4 66. Cxg4, Fxg4 67. Cxg4, Fxg4 68. Cxg4, Fxg4 69. Cxg4, Fxg4 70. Cxg4, Fxg4 71. Cxg4, Fxg4 72. Cxg4, Fxg4 73. Cxg4, Fxg4 74. Cxg4, Fxg4 75. Cxg4, Fxg4 76. Cxg4, Fxg4 77. Cxg4, Fxg4 78. Cxg4, Fxg4 79. Cxg4, Fxg4 80. Cxg4, Fxg4 81. Cxg4, Fxg4 82. Cxg4, Fxg4 83. Cxg4, Fxg4 84. Cxg4, Fxg4 85. Cxg4, Fxg4 86. Cxg4, Fxg4 87. Cxg4, Fxg4 88. Cxg4, Fxg4 89. Cxg4, Fxg4 90. Cxg4, Fxg4 91. Cxg4, Fxg4 92. Cxg4, Fxg4 93. Cxg4, Fxg4 94. Cxg4, Fxg4 95. Cxg4, Fxg4 96. Cxg4, Fxg4 97. Cxg4, Fxg4 98. Cxg4, Fxg4 99. Cxg4, Fxg4 100. Cxg4, Fxg4

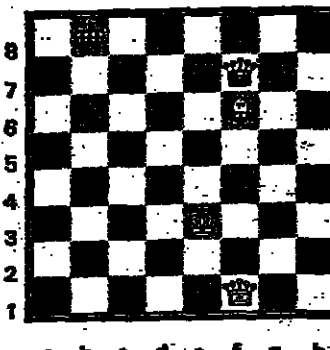
q) Le prix du grand roque : le sacrifice de la D.
r) 32... Dxb6 permettrait de réactiver plus longtemps mais après 33. Fd3, Dd6; 34. Td6+, Rf7; 35. Cb6+, Rg7; 36. Fg5! les Noirs sont en zugzwang; par exemple, 36... Dxc6; 37. Tg8 mat; 36... e5; 37. f4, e2; 38. f5 avec gain ou 36... Ff8; 37. Cc5+, Rg6; 38. Ff6! avec gain.
s) Ou 33... Dd6; 34. Td6.
t) Tt-c2 sont supérieurs ici à la D.
u) Il n'y a plus de défense.
v) Si 41... Dd5+; 42. Re1 et si 41... Fg6; 42. Txc7. Une partie magnifique.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1129
N. KRALIN, 1972.
(Blancs : Rb8, Dd7, Fd4, Ff2, f5, h6. Noirs : Rg6, Dd3, Tg4, Cf7.)

1. Dd6+, Rb8; 2. Dd3+, Cb6+ (seule défense); 3. Dxc6+, Rb7 (si 3... Rg8; 4. Ff6+, Rb7; 5. Dg6+, Rb8; 6. Dg7+); 4. Dg6+, Rb8; 5. Dg7+, Txc7; 6. hxc7+, Rb7! à cause de 3... f6+; Dd5+; 3. Rb8! (et non 8. Ff7, Dd2+; 9. Rf8, Rb8; 10. g8D, Dd7+; 11. Rxc7, pat.); Dd6; 9. Fg8 mat.

ÉTUDE

V. HALBERSTADT
(1988)



BLANCS (3) : Ra3, Dd1, Ff6.

NOIRS (2) : Rb6, Df7.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1128

Le championnat d'Europe

Les Français ont de bonnes chances de conserver, à Salsomaggiore, le titre européen qu'ils avaient remporté à Wiesbaden en 1983. Voici une des donnes qui ont contribué à la victoire contre les Suédois au précédent championnat d'Europe.

♠ A8432
♥ 10
♦ A9875
♣ K
N 109
O 104
E 92
S 92
RD 652
AD 764

Ann : O. dom. Tous vuls.
Ouest Nord Est Sud
Soulé Alston Label Halberg
passe 1 ♠ passe 2 ♣
passe 2 ♠ passe 3 ♣
passe 4 ♠ passe 4 ♣
passe 5 ♠ passe 6 ♣

Quelle a été l'entame de Soulé ? Comment le déclarant peut-il

gagner ce PETIT CHELEM A TRÈFLE sur l'entame du singleton à Cœur ?

Réponse

Sur l'entame du Roi de Carreau de Soulé, le Suédois Björn Axelsson a chuté de deux levées (200) car, la rentrée de l'As de Carreau ayant sauté, il n'a plus été en mesure d'utiliser tous les Piques.

En revanche, sur l'entame à Cœur, il aurait pris le Roi d'Est avec l'As, et il aurait tiré Roi et Dame de Pique et Roi et Valet de Trèfle; ensuite il aurait coupé un Pique pour les affranchir, puis, après As Dame de Trèfle et la Dame de Cœur, il serait revenu au mort grâce à l'As de Carreau pour faire l'As de Pique et le cinquième Pique.

Sur l'entame d'atout, il faudrait faire l'impasse à Cœur à la fin : le déclarant réalise le Valet de Trèfle, Roi Dame de Pique, le Roi de Trèfle, l'As de Pique, une coupe à

Pique, As Dame de Trèfle, l'As de Carreau, le 8 de Pique affranchi et deux Cœurs (avec l'impasse au Roi). La défense fera un Cœur à la treizième levée.

UNE SÉCURITÉ INVISIBLE

Savoir assurer son contrat est souvent un art difficile comme dans cette donne du fameux expert anglais Hugh Kelsey. Pour ne pas vous laisser influencer par les mains adverses, cachez soigneusement les jeux d'Est-Ouest et faites votre plan de jeu :

♠ ARD6
♥ AR63
♦ R94
♣ 95
N 852
O 107
E 7652
S A643
743
V54
A108
D1082

Ann : O. dom. Tous vuls.
Ouest Nord Est Sud
passe 1 ♠ passe 1 SA
passe 3 SA passe passe...

Ouest entame le Valet de Pique pris par la Dame, Est fournissant le 2. Le déclarant joue le 9 de Trèfle pour le 4, le 2 et le Valet de Trèfle d'Ouest qui a continué avec le 10 de Pique. Sud a mis le Roi du mort, puis il a tiré l'As de pique sur lequel tout le monde a fondu. Le déclarant a rejoint le 5 de Trèfle pour le 3 et le 8 pris par le Roi de Trèfle d'Ouest, qui a contre-attaqué le Valet de Carreau. Comment Kelsey propose-t-il de gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères
Dans le système de la Majeure par Cinq utilisé par la plupart des joueurs français, Nord est obligé d'ouvrir de « 1 Carreau » s'il joue la

meilleure mineure et de « 1 Trèfle » (ce qui est encore pire) s'il joue le « Carreau quatrième ». Il s'agit là du plus gros défaut de la méthode et la raison pour laquelle elle a mis si longtemps à être adoptée. Or, à l'usage, ce défaut est beaucoup moins grave qu'il n'en a l'air, et il est largement compensé par la simplicité du système au moment de l'ouverture.

BRIDGE RAMA A DEAUVILLE

Pendant une semaine, du 19 au 26 juillet, au Festival de Deauville, quelques-unes des meilleures équipes européennes (la France, l'Italie, la Pologne) disputeront une série de matches chaque soir au meilleur mineur et de « 1 Trèfle ».

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 218

Une prière exhaussée

N°	TIRAGE	MOT TROUVÉ	RÉF.	PTS
1	AENRTU	URANITE (a)	H3	66.
2	AEEFNOS	AERONEFS	4 F	72
3	JLLOOPY	POLYOL	2 A	74
4	JAANNST	ENIAM (B) AS	2 A	118
5	DEGLST	DEYS	D1	32
6	EGLT+AQ	QAT	10 J	26
7	AEGLT+EN	DÉGELANT	1 D	80
8	AEEINRX	ANOREXIE (b)	B1	124
9	AELNNUZ	CANULEZ	A6	118
10	EELNPOF	KIP	A1	77
11	EEIOF+SW	IMPOSE (c)	8 J	36
12	EW+BIORU	WON	6 F	32
13	BEIRU+EF	RUBIFIÉE	O1	92
14	EHORU	ZERO	14 A	26
15	HRU+AIT	AFURIT	15 C	82
16	U+BEIMST	SURU(L)IMES	N8	32
17	DEMTU	WISE	15 L	33
18	DMTU+CGH	HIC	7 G	24
19	DMTU+LT	MUD	12 L	16
20	GLIT+ARS	ASTRAL	9 A	25
21			Total	1158

(a) ou TAURINE, RUAIENT; (b) l'anagramme EXONÉRAI perd 36 pts; (c) ou EMPLOIS.
1. M. Duguet, 1158 (100 %). - 2. B. Grellet, 1092. - 3. F. Maniquant, 1088.
Le club FLM redéménage et s'installe 190, rue Lecoq. Tournais mardi à 21 heures, lundi, jeudi et samedi à 14 h 30 et 17 heures.

La demi-finale du championnat de France d'orthographe a été disputée le 1^{er} juin, et nous aimerions que tous les licenciés de la FFSc qui y ont participé nous indiquent le centre où ils ont « composé » afin que nous nous enquérions de leurs résultats. En eux-mêmes, les mots de la dicée ne présentent guère de difficulté, sauf peut-être OCCURRENCE, à rapprocher du neuf lettres OCCURRENT.E.

En revanche les scrabbleurs ont souffert sur le genre de certains mots : APOGÉE et AÉRONEF (mass.), ÉCHAPATOIRE (f.), et surtout sur les mots composés comme LAURIERS-TINS : ce dernier petit mot est la transcription de l'adjectif latin tins et non, comme le TIN que l'on joue au scrabble, une pièce de bois soutenant un bateau en construction. Il fallait aussi être vigilant à propos de certains réalisateurs « qui priaient, exhaussés sur une échelle ». Assez curieusement, l'homophone EXAUCER a la même étymologie : exaucer quelqu'un, c'est le porter en haut, de manière que sa prière soit entendue des puissances supérieures. EXHAUSSER a, bien entendu, un deuxième doublet, EXALTER, sans h puisque dérivé directement du latin altus.

Signalons enfin, pour être EXHAUSTIF, qu'EXHAUSSER a un autre homophone, EXOCET, poisson volant avec des nageoires pectorales développées qui lui permettent de planer. Echappant ainsi aux prédateurs marins, il devient la victime des oiseaux de proie.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

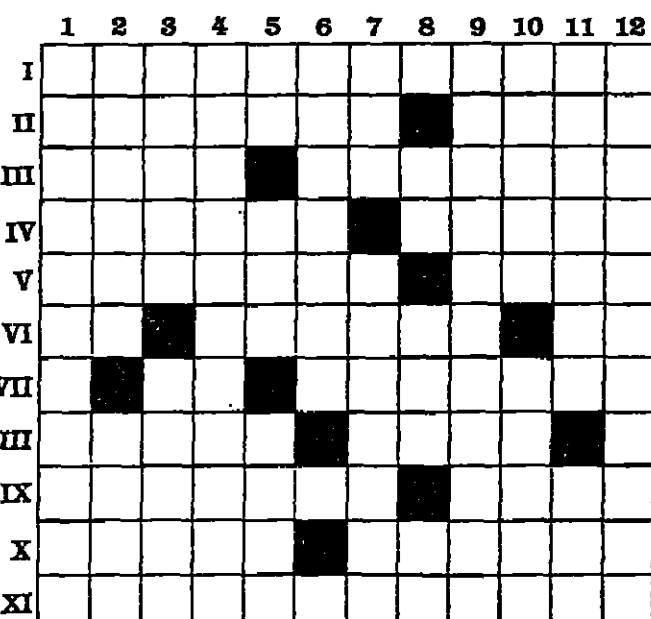
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

© Prière d'adresser toutes correspondances concernant cette rubrique à M. Charlemagne, FFSc, 96, boulevard Pasteur, 75017 Paris.

MICHEL CHARLEMAGNE.

MOTS CROISÉS

N° 359



Horizontalement
I. Il promet les fleurs et les fruits.
II. Ils se décideront demain. Dans les tubes. - III. Prend de la valeur. Remis à demain et parfois à jamais.
IV. - vit. Fit une très désagréable lièvre. - V. Toujours derrière. Il demande à être enfoncé. - VI. Interpelle. Fit l'instruction. Dans le navet. - VII. Au club. Mit quelque licence. - VIII. Fit une pesée à vide. Usa de son droit mais passera probablement de la droite à la gauche. - IX. Syndrome parasitaire. Une Irlande en pleine guerre

Verticalement
1. A la guerre comme aux élections. - 2. Tout bien pesé. Pour une messe. - 3. Fondateurs. Poète, il est un peu sorcier. - 4. On ne connaît pas sa valeur. - 5. Conjonction. Il est très agité. Possessif. - 6. Rayonnant. - 7. Direction. C'est assez surprenant. - 8. A la fin. Possessif de bas en haut. Note dans le même sens. - 9. Prend le ciel à témoin. - 10. Capitale. Des lésions dans un sens. - 11. Elles sont admirables chez Renoir. Dans un reflet. - 12. Pourvu qu'elles ne soient pas, en plus, catégorisées.

SOLUTION DU N° 358

Horizontalement
I. Démonstratif. - II. Egalité. Mipo. - III. Célé. Ardents. - IV. Ors. Erronées. - V. Niais. Or. Tril. - VI. Feintement. - VII. Ni. Visée. - VIII. Testées. Osé. - IX. Ur. Ignés. Ré. - X. Récentes. Lin. - XI. Embrassément.

Verticalement
1. Déconfiture. - 2. Egérie. Erem. - 3. Malsains. CB. - 4. Oie. Inlier. - 5. Ni. Est. Egna. - 6. Star. Events. - 7. Territoire. - 8. Doses. ESE. - 9. Amen. Née. - 10. Tinettes. Le. - 11. Inter. Erin. - 12. Fossiles.

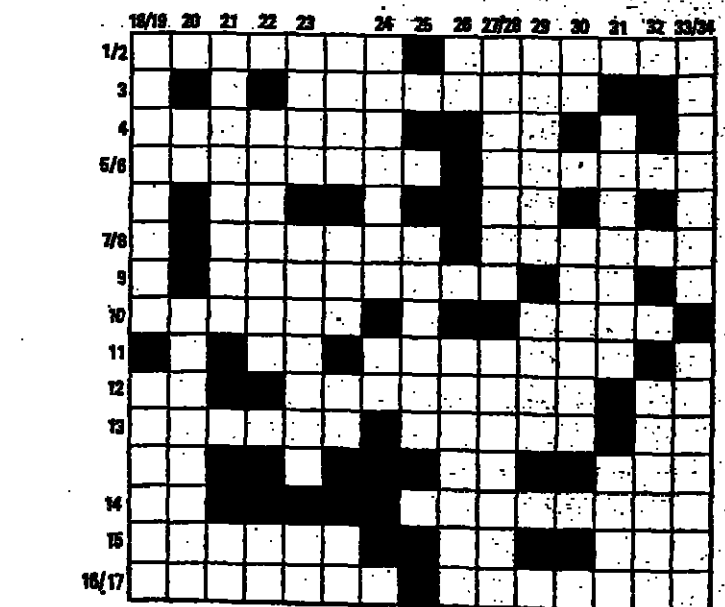
FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS®

N° 359

Horizontalement
1. SPONSOR. - 2. ACCABLA. - 3. OISELLE (OISEILLE). - 4. AEGYPTINE, sillon de fer et de sodium. - 5. MAILLON. - 6. ONREUX. - 7. FIOLES (FOLIES SOLFIE). - 8. MARITIME (MIMERAIT). - 9. EMPÊTE. - 10. ZODIACAL. - 11. DORADÉ (DÉDORA DÉRODÉ). - 12. RASSASIE (ARISASSE ASSIERAS SASSERAI). - 13. UNE-TELLE. - 14. RISIBLE. - 15. INEDITE. - 16. SASSIEZ. - 17. TISANES (NAS TAINTES SATINÉS SENTAIS TANISÉS). - 18. ACUTE. - 19. DEXTROSE. - 20. FUSAIN (INFUSA).

Verticalement
21. SOMMITE (TOMMIES). - 22. AMMONIAC. - 23. PARESSEUX. - 24. ETATISA (SAIETTA). - 25. STALOMS. - 26. DEBENER. - 27. OLEOLAT, solution huileuse. - 28. INDIVIS. - 29. MUASSÉS (ASSUMES MASSUES MUASSE). - 30. AVERSE (AVERES EVASSE). - 31. CAUDALES. - 32. BASSINE (BASSSE SABINES). - 33. LE GUAT. - 34. ANOXIE. - 35. ETE-SIEN.



Horizontalement
1. DEIPRRY. - 2. EENRTU (+1). - 3. EEEHRTY. - 4. AEGLNNU. - 5. EIOPRSSU (+1). - 6. ACEHNS. - 7. EELRS. - 8. BEIORT (+2). - 9. ENOOPSSU. - 10. EENRTU (+1). - 11. AENNOFT (+1). - 12. DEEITUV. - 13. EELSSU. - 14. EELSSU. - 15. CEINOS (+1). - 16. CEESOSU. - 17. EELMNT.

Verticalement
18. EELPRU. - 19. CEIRRS (+1). - 20. ACEEINUX. -

21. EEEILRRU. - 22. EEPSSU. - 23. EINOQU. - 24. EELNSKY. - 25. EELNO. - 26. AENOST (+4). - 27. AENOST (+1). - 28. AELMNRU. - 29. AELMNR (+4). - 30. BEOSTU (+1). - 31. CEHROS. - 32. EENRS (+8). - 33. EEPSSU (+5). - 34. AEPSSU (+1).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ

L'assiette au profit

Allons-nous vers une cuisine aseptisée ?

Je repois un petit ouvrage intitulé *Les Recettes des grands chefs lorrains*. Edité par les Presses universitaires de Nancy, je dois croire qu'il s'agit d'un ouvrage sérieux. Alors je me reporte à l'index des recettes et je trouve celle du saumon mariné à la scandinave; d'une terrine de ris de veau au homard; d'escalopes de foie gras « laquées » aux groseilles rouges; d'une soupe d'huitres au curry; d'un navarin de lotte et saint-jacques aux foies de volaille; du saint-pierre en papillote au citron vert sauce porto; de béatilles de lapereau aux champignons; des bananes à la brésilienne; des beignets de kiwis aux fruits de la passion, etc. Où est la Lorraine dans tout cela ?

Où ! certes, il y a bien, ici et là, les ficelles de Liverdun, des rognons de veau flambés à la mirabelle, une mousse lorraine, des michottes aux mirabelles et un garenne aux choux rouges. Ce sont presque toutes des recettes de cuisiniers. Bravo mesdames !

Mais revenons à l'énumération première. Imaginez un petit ouvrage consacré aux recettes des chefs bretons, ou normands, ou du Sud-Ouest, ou alsaciens... Ce seraient les mêmes. Exactement les mêmes : tartare de poisson cru, feuilleté de n'importe quoi, foie gras à la confiture et kiwis à gogo !

Voilà le grave, voilà la grande peine de la cuisine qui n'a plus de française que son nom : une cuisine uniformisée et déshumanisée !

J'ai sous les yeux une cinquantaine de cartes parisiennes. J'y trouve cinquante fois du ris de veau (entouré de diverses imitations, car il s'agit d'un produit coûteux à utiliser à dose homéopathique), cinquante fois des filets de rougets (crus, cuits, en salade, à la vapeur, mais eux aussi présentés de telle façon qu'un petit rouget puisse faire deux ou trois portions), et bien plus de cinquante fois (quelquefois trois par carte) des feuillets (d'asperges, d'escargots, de champignons, de rouget - bien sûr ! - de ris de veau, évidemment !) qui permettent de vendre le feuilletage au prix du produit. Partout encore quelque chose « au miel », et presque partout quelque chose « aux poireaux ».

J'aime fort le poireau. Et je me réjouis de le voir ainsi utilisé en cuisine (s'est-ce pas Jacques Bainville qui les disait encore inexploités ?). Mais partout à la fois, alors que les fèves fraîches, les brocolis, les topinambours, les crosnes, sont méprisés, n'est-ce pas un peu bien montomier ? Et les petits pois ? Ils ont disparu...

Non, l'exagère, on les trouve encore par demi-douzaine, à demi-crus, parmi les petits légumes (expression à la mode et stupide : une grosse carotte, une pomme de terre tournées ne sont pas des petits légumes, mais des légumes taillés petits, un haricot vert coupé en deux n'est pas un petit légume, mais un demi-légume !). Mais un pigeon aux petits pois, glorieuse aumône du printemps, n'est plus que légende : on nous balancera deux minces aiguillettes du volatile entourées de cinq petits pois doublés d'une carotte émincée. Pour la couleur.

Est-ce économie ? Possible. On économise sur la quantité du produit pour pallier le coût de sa qualité. Pallier aussi le prix de la main-d'œuvre. Le service à l'assiette n'a pas diminué le nombre de personnel en salle tout en multipliant celui de la cuisine. C'est qu'il en faut du monde pour aligner « à la japonaise » (pardon, à la japonaise !) le bouquet des petits légumes géométriquement disposés afin de cacher l'indigence du mets principal !

Ce n'est plus de la cuisine mais de la prestidigitation. Un éventail de mini-déchants de prix de revient minime autour d'une illusion de mets.

Et la cuisine dans tout cela ?

Vous me direz que le client est un peu complice. C'est vrai ! Le snobisme aidant, il a perdu le goût ancestral. Il mangear hier pour vivre et, de temps en temps, pour le plaisir de la fête. Il mange aujourd'hui pour le plaisir de croire qu'il a mangé comme il faut manger pour être connaisseur. Il devient, abruti par les médias, le précieux - combien ridicule - de la table à la mode. Riche ou pauvre, modeste ou puissant, il entend manger « à la mode ».

Tenez, M. Alain Roux, un des bons vignerons du Midi (Priuré de Saint-Jean-de-Bébian, à Pénzenas) en est arrivé à produire un vin moins tannique (son excellent 84 par exemple) parce que le consommateur croit que le tannin fait les vins lourds et qu'il a lu... Et Pierre Androuet se désolait parce que l'acheteur rechignait devant les vrais fromages fermiers, faits à point.

Le client cherche-t-il en tout la complaisance insipide ? Allons-nous vers une cuisine aseptisée chère aux Américains ? Edouard Herriot aimait à dire de l'andouillette que, comme la politique, elle doit sentir un peu la mer... mais pas trop. Il avait, quant à l'andouillette, raison. Et lorsque je vois sur les cartes : andouillette de loup, par exemple, je commande autre chose, trop certain sinon de me voir servir un fadasse rouleau de molle chair de poisson congelé.

Ces chefs-restaurateurs à la mode n'ont, en fait de cuisine, d'imagination que dans l'appellation. Et en avant pour les carolines de langoustines, les rusteaux de turbot, les arlequins de fruits de mer, les colimaçons de sole... Et ne croyez pas que j'exagère : je tiens les cartes à votre disposition !

S'ils y mettaient quelque génie, passe encore. On sourirait. Mais qu'un médiocre ayant passé six mois dans la cuisine d'un « 3 étoiles » à tourner les légumes se mette à les imiter, alors non ! Six mois à disposer en quinconce, dans les grandes assiettes, autour d'une ombre de chair mal cuite, quelques mini-légumes, est-ce un apprentissage ? Les écoles hôtelières apprennent la théorie. L'apprentissage en cuisine (j'ai parlé ici du bouquin si instructif de Ducoudré, le grand chef de Tournoux) conjugait alors les coups de pied aux fesses et la pratique. Nous avons changé tout cela...

Les chefs d'aujourd'hui seraient-ils de mauvais éducateurs ? Peut-être pas... Mais, pris entre les voyages de parade et les soucis de la succursale, ils n'ont plus le temps. Ils survolent.

La bonne cuisine coûte cher, dit-on. Ce n'est pas tout à fait exact. Même si les produits de qualité se payent, ce qui coûte cher est le rare - ou ce que la mode exalte et rarefie. Des exemples typiques : le loup (ou bar) ayant la cote valet quatre ou cinq fois plus que le cabillaud, bien meilleur de goût et plus apte à de savoureuses préparations. Mais le client voulait son loup (ou bar). Depuis quelque temps nos chefs « distingués » insistent à leur carte ledit cabillaud (sous le nom de morue fraîche, qui fait « ça n'aille » et chébran en diable !). La mode s'en mêle, le client en redemande. Et il paye son plat presque au prix du loup (ou bar) ! Tout bénéfice.

Autre exemple : rien n'est meilleur qu'un simple pied de cochon grillé, et ça ne devrait pas revenir cher à la clientèle, mais nos chefs, se croyant astucieux, en tirent des plats où un demi-pied, entouré d'inutilités inattendues, se vend au prix du caviar.

Alors, pour se nourrir, les petites bourses n'ont que la ressource du sémole-mangeaille, de l'entrecôte et ses frites-salade (viande de médiocre qualité, frites surgelées, salade fatiguée) ; de la pizza étouffée-chrétien, ou des mangeoires sino-vietnamiennes. Pour ces additions, un bon cuisinier devrait servir un petit salé savoureux, un bourguignon parfumé, un miroton de derrière les fourneaux. Cette

bonne cuisine ne coûterait pas cher. Mais il est vrai qu'elle ne rapporterait guère non plus. Ni en bénéfices ni en honneurs, en étoiles ou en toques. Tout le monde sait jouer la comédie, sauf quelques comédiens, disait Sacha Guitry. Tout le monde sait cuire le pot-au-feu, sauf nos cuisiniers à la mode, pourrait-on ajouter !

J'accuse les cuisiniers d'aujourd'hui, dans leur majorité, de rechercher le profit avant tout. A n'importe quel prix ! Pour une image médiatique, pour aller se faire voir ailleurs (en jet spécial, en yacht, en Mercedes), pour se faire tutoyer par Johnny, Mortimer ou tutti quanti, ils vendraient leur âme... Et leur Gringoire et Saulnier ! C'est misérable !

J'entends bien leur réplique : « Nous étions anonymes, on nous a fait sortir du ghetto ! »

Mais Escoffier, Nignon, Montagné, étaient-ils anonymes en leur temps ? Non, et les contemporains les plus illustres reconnaissent leur génie. Mais n'est pas génie qui veut, messieurs ! Ne vous boulez pas au portillon, et, pour un Bocuse, un Sanderens, un Robuchon (je survole là trois générations), combien d'ineffables dont on nous rabâche les noms dans les feuilles, devant qui l'on se prostorne en criant au génie et qui ne sont rien... que d'honnêtes artisans - peut-être de talent, ce qui n'est déjà pas si mal, rendus fous par l'encens balancé sous leur nez.

Aujourd'hui, ce n'est plus le mérite qui fait les vedettes, c'est le vedettariat publicitaire qui donne du mérite.

Revenez à plus de modestie, messieurs ! Redescendez vers vos casseroles. La sauce n'est pas forcément prise, les carottes sont trop crues encore que crues, et cela manque singulièrement de sel.

N'apprenez pas vos « trucs » à vos commis, mais la mesure, la sagesse et, surtout, le métier.

Ce n'est jamais facile, un métier !

Il y faut le temps, l'expérience, l'enthousiasme. L'amour de la cuisine est la meilleure des épices pour le plus humble des plats. Indispensable.

Je ne sais plus qui disait - peut-être Fernand Point : « Il est plus difficile de cuire juste un œuf à la coque que de faire un grand plat d'apparat » ? Allons, messieurs, apprenez à vos jeunes le secret de l'œuf à la coque... Et la cuisine sera sauvée.

Et vous avec !

LA REYNIERE

Les Tables de la Semaine

La Belle France

Bien sûr, le tour Eiffel gourmande, c'est le Jules-Vernes. Mais si vous ne pas dépasser le premier étage et une certaine somme, voici la brasserie panoramique la plus intéressante de Paris, tourstiquement parlant. Un menu promotionnel à 102,70 F (plus le vin) et un « children's menu » (36 F) pour les moins de douze ans : poulet rôti pommes frites ou jambon pommes frites et crème caramel. A la carte : des entrées, des grillades et autres plats de 62,60 F (andouillettes) à 89,30 F (la bouillotte). Le parking est sous la tour et gratuit. Les cartes de crédit acceptées. Service de 12 h à 14 h 30 et de 19 heures à 21 h 45.

• LA BELLE FRANCE, Champs de Mars, Paris-7. Tél. : 555-20-04.

Les Potiers

La rue de l'Arbre-Sec deviendrait-elle la rue gourmande par excellence ? Les nouveaux propriétaires de ce petit restaurant gentiment accueillant proposent une carte

courte où la compote de queue de bœuf (31 F) voisine avec le foie gras au naturel (66 F), les coeurs grillés aux fruits de mer (34 F), le steak de turbot aux échalotes (66 F), le foie de veau aux raisins (66 F), la giboulotte de lapereau (57 F), le navarin de gigot (55 F), un rognon gratiné à la purée d'ail (63 F). Arrosez le repas du saumur-champigny.

• LES POTIERS, 49, rue de l'Arbre-Sec, Paris-1^{er}. Tél. : 261-26-19 (fermé samedi midi et dimanche).

Le Globe d'Or

Vieille enseigne heureusement reprise par Christiane et Gérard Cousin. Dégustation d'auvergne et carte sud-occidentale : magrets, confit, tourin, étouffade et foie gras. Cassoulet de Castelnaudary le jeudi (78 F). Vins du Sud-Ouest à prix honnêtes : cahors, madiran, pécharmant, et le fameux coteau de Cocumont (58 F). Très belle collection d'armagnacs. On en repartira à la rentrée.

• LE GLOBE D'OR, 158, rue Saint-Hippolyte, Paris-1^{er}. Tél. : 260-23-37 (fermé samedi et dimanche).

Rive gauche

Miravile
(en vieux français : merveilleux)
« tant pour sa cuisine
que pour son accueil »
25 Quai de la Tourneffe
Réservez : 634.07.78

Rive droite

RESTAURANT NORMANDY
Table traditionnelle
Carte, Carte-menu à 130F
(service compris, vin en supplément)
REPAS D'AFFAIRES • SEMINAIRES
(cette semaine)
1, rue d'Argenteuil - PARIS-1^{er}
Tél. : 260-30-21
NORMANDY HOTEL ****

les gourmets
font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils
59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS
Tél. 343.70.17
M. DAUMESNIL (Félix Eboud)

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.

Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes paysannes.

LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris
avec orchestre bavarois tous les soirs
Salons de 10 à 150 couverts
Place du Châtelet
Réservation : 233.48.44

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer
Vieilles de l'océan et de la gascogne
Nouveaux plats « à la carte »
Réservation : 814.42.78

CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Alsace
3, place du 18 Juin 1940, Paris 9
Nouveaux plats « à la carte »
Réservation : 349.96.42

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES

AUBERGE DE RIQUERHOF, 12, r. de Fg-Montmartre (9^e), 770-62-39.

AUVERGNATES

ARTOIS ISIDORE ROUZEYROL, 13, r. d'Artois, 8, 225-01-10. F. sam.-dim.

BISTROTS A VINS

JACQUES MELAC, 42, r. Léon-Pot, 11^e. F. dim. Lun. Noct. mar. jeud. 74 F.

BOURGUIGNONNES

CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, 38-05-14/44. F. sam. dim. Cuisine bourgeoise.

BRETONNES

TY COL, 35, r. St-Georges, 878-42-95. F. dim. lun. dim.

FRANCAISES TRADITIONNELLES

L'AUBERGE DES DEUX SIGNES, 46, rue Calande (5^e). F. dim. 225-46-56. 00-44. Parking : rue Lagrange A déjeun. : 170 F (vin, café, ss.).

RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1^{er}, 723-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Centre élégant. F. samedi, dimanche.

LYONNAISES

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 325-77-66. Alex aux fourneaux.

SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet 74 F. Confit 74 F.

SUD-OUEST

LE PICHET, 174, r. Ordener, 627-85-28. F. dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.

LE REPAIR DE CARTOUCHE

700-25-86, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire (11^e). Fermé sam., dim.

POISSONS DE RIVIERE

ATHANOR, 344-49-15, 4, r. Crozatier, 12^e. 19 à 24 h, sauf dim. et lundi. S. réserv. CLAVECIN : concours mus. breton.

FRUITS DE MER ET POISSONS

LE LOUIS XIV, 4, bd Saint-Denis, 10^e. Dég. diners, soupers après minuit. Service jusqu'à 1 heure du matin. Huitres, crustacés, rôtisseries, gibiers. Parking privé assuré par voiturier. RÉOUVERTURE EN SEPTEMBRE.

DESSERTIER

9, pl. Fèreire, 225-52-14. T.L.I.

TOUR DE LYON

1, rue de Lyon (12^e), face à la gare. 343-88-30. Poissons, grillades. Banc d'huitres réfrigéré.

ALA BONNE TABLE

59-74-91. F. sam. dim. 354-87-61.

BRESILIENNES

GUY, 6, rue Mabillon, 6^e. 354-87-61.

CHINOISES-THAILANDAISES

DIEP, 22, rue de Fustatier, 8, 256-23-96. 35, rue P.-Charron, 563-52-76. Nouvelle spécialité thaïlandaise dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamite.

DANOISES ET SCANDINAVES

142, r. des Champs-Élysées, 339-28-41. COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.

ESPAGNOLES

EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-28-87. F. (mardi-mardi). Env. 130 F.

ETHIOPIENNES

ENTOTO, 143, r. L.-N. Nordmann, 13^e. Dorow, Boyayemeton av. l'Indjara.

INDIENNES-PAKISTANAISES

MAHARAJAH, 15, r. Chaplain (6^e). F. lundi. 325-12-84. Métro Vavin. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris.

MAHARAJAH

72, bd St-Germain, 354-26-07. T.L.J. M^{re} Maubert. PRIX KALI 84 : meilleur curry de Paris.

ISLAM-ARAB

ISLAM-ARAB, 11, rue Houdon, 257-76-76. T.L.J. TANDOORI-CURRY.

ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 13^e. 589-08-15. F. dim., lundi. ÉMILIE ROMAGNE.

MAROCAINES

AISSAFIS, 5, rue St-Denis, 548-07-22. 20 h à 9 h 15. COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES. F. dim.-sam. Rés. à part. 17 h. Carte blanc.

TIMGAD

21, rue Brunel, 17^e. F. dim. 374-23-70/72-96. «...Incrovable décor d'arabesques par ses... Un des meilleurs restaurants marocains de la capitale... Carte prestigieuse : Couscous garnis « rois du royaume » Variétés de Bricks. Ses merveilleux tagines. Art. « SIGNATURE » mai 1984.

PORTUGAISES

SAUDADE, 34, rue des Bourdonnais, 1^{er} (Châtelet), 236-70-71. Serv. j. 23 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 64.

VIENTNAMIENNES

NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e). 727-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

Salons pour déjeuners d'affaires et banquets

ALSACE A PARIS, 326-89-36. Tous les jours. Salon de 10 à 60 couverts. 6, pl. St-Amand-des-Arts (6^e).

CHATEAU DE LA CORNICHE

à Rueil-Malmaison (A13, sortie Boulogne). Panorama exceptionnel, table distinguée sur tous les guides. Salon des impressionnistes, fumoir, parc, piscine, tennis. Tél. (3) 093-21-24.

Ouvert après minuit

GUY, 6, rue Mabillon, 6^e. Tél. : 354-87-61. CUISINE ET ATMOSPHERE BRÉSILIENNES

Armorique tonique

Les quatre départements bretons en fête.

DEPUIS la mi-mai, les touristes étrangers (allemands, hollandais, belges et anglais) ont ouvert la saison en Bretagne. La mer reste toujours la principale attraction des visiteurs, mais de nombreux projets de diversification des loisirs sont devenus réalité.

Les amateurs de golf peuvent utiliser le tout nouvel équipement du Tronchet (Ille-et-Vilaine) ou le nouveau practice du Petit-Colombier à Paramé (Ille-et-Vilaine), alors que l'hôtel de La Repose, à Liffré, propose des stages d'initiation ou de perfectionnement sur son tout nouveau swing golf.

La route de Chateaubriand (1) conduit le visiteur épris d'histoire, de littérature et d'architecture dans dix-neuf châteaux d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord, qui jalonnent le pays où l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* passa une partie de sa jeunesse.

En juillet, les quatre départements bretons seront concernés par l'opération Châteaux en fête que prépare l'association régionale de coordination pour le développement des activités musicales, chorégraphiques et vocales (2) dans douze châteaux ; la journée de fête (de 17 heures à 24 heures) alliera la musique, la danse et les arts plastiques. Moment en fête aussi la célèbre abbaye de Landevennec (Finistère), qui célèbre cet été son quinzième centenaire.

Sur la côte, la base de vitesse de Brest, le Trophée de la torche (planche à voile) à Saint-Guénolé (Finistère) confirment, si besoin était, la vocation historique d'une Bretagne résolument tournée vers la mer. Dans le pays de Lorient, des croisières côtières et des sorties de pêche en mer avec un équipage expérimenté sont proposées tous les jours à partir du 1^{er} juin.

En matière d'hôtellerie, le Kastel-Mor de Benodet a fait peau neuve, tandis que Douarnenez retrouve un hôtel trois étoiles avec le Clos de la Vallombreuse. Près du barrage de la Rance, un hôtel Climat a ouvert ses portes début juin, alors que le nouvel hôtel des Alizés à Lamballe (Côtes-du-Nord) s'est spécialisé dans les séminaires, tout comme le château de Kérébaleis à Plomelin (Finistère).



FRANÇOIS GALLER

Les habitués du centre de thalassothérapie de Carnac constateront que l'établissement s'est agrandi et renouvelé avec un nouveau décor dans les thermes. Également à Carnac, le camping quatre étoiles des Menhirs ajoute des baignoires à remous à son ensemble piscine-sauna. A Saint-Cast (Côtes-du-Nord), un nouveau camping quatre étoiles s'est ouvert au Châtelet. Dans les Côtes-du-Nord et le Finistère, la nouvelle association Tables et gens de qualité regroupe cinquante-cinq hôteliers-restaurateurs pour la promotion de leurs produits, tant en France qu'à l'étranger.

L'association bretonne des Relais et itinéraires (3) propose tout l'été une série de randonnées pédestres, de promenades à vélo pour découvrir le Trégor et la Côte de granit rose, ainsi que, fin juin, une randonnée insolite sur le thème de la pêche à la truite en vallée de l'Elorn. La découverte de la Bretagne intérieure passe aussi par les promenades sur les canaux bretons, de plus en plus prisés par les touristes anglais.

Pour cet été 85, le Comité régional du tourisme (4) a entrepris une promotion des îles bretonnes, avec la diffusion d'une plaquette contenant tous les renseignements utiles aux visiteurs (liaisons, ca-

ractéristiques, hébergement et restauration, camping, etc.).

Dans le Finistère ou le parc d'Armorique, où le tourisme hippomobile a conquis ses lettres de noblesse, le comité départemental du tourisme (1) propose cet été un circuit trilingue des enclos paroissiaux, pour lequel une plaquette a été tirée à trente mille exemplaires.

Les professionnels du tourisme, qui constatent avec satisfaction l'impact du slogan « Bretagne tonique », ont quelque peu tremblé en raison des conditions météorologiques du printemps. Bien que tardive, l'arrivée des beaux jours

leur fait penser qu'en Bretagne la saison 85 pourrait être à l'image de la saison 84, c'est-à-dire bonne.

CHRISTIAN TUAL

(1) Association des amis de la route Chateaubriand, Comité départemental du tourisme, 1, rue Martenot, 35000 Rennes - Tél. : (99) 02-97-43.

(2) ARCODAM, 11, rue du Priem, 35410 Châteaugiron - Tél. : (99) 37-34-53.

(3) Association bretonne des Relais et itinéraires, 9, rue des Portes Mordelles, 35000 Rennes - Tél. : (99) 31-59-44.

(4) Comité régional du tourisme, 3, rue d'Espagne, BP 4175, 35041 Rennes Cedex - Tél. : (99) 50-11-15.

Partir

« Passeport Morbihan »

Huit ports morbihannais (La Roche-Bernard, Arzal-Camoël, Port du Crouesty, Arradon, l'Île aux Moines, Port-Blanc, La Trinité et Port-Halliguen) ont décidé de mettre en commun les services offerts par chacun d'eux aux navigateurs. Le « passeport Morbihan » se présente sous la forme d'un carnet à faire viser dans les capitaineries concernées. Ce passeport donne droit à un forfait qui propose notamment les escales gratuites dans les huit ports associés avec possibilité de prolonger son séjour, l'accès aux cales de carénage, 10 % de réduction sur les prestations de service et l'accès gratuit aux installations sanitaires et d'hygiène.

● SAGEMOR, BP 221, 56006 Vannes, Cédex. Tél. : (97) 63-42-00.

Pêche à la carte

Sur le beau lac de Jogan (côte du Nord) un week-end de pêche à la carte. Du 15 juin à la fin novembre. Quatre formules d'hébergement sont proposées selon que le pêcheur préfère la caravane, l'hôtel ou le gîte rural. Les prix varient donc de 450 F à 1 200 F.

● Comité départemental du tourisme des Côtes-du-Nord : 1, rue Chateaubriand, 22000 Saint-Brieux. Tél. : (97) 41-66-70.

La harpe des Celtes

Le deuxième concours international de harpe celtique aura lieu le 6 juillet prochain à Dinan. Les harpistes des dix sept pays ou cet instrument est encore vivant participeront à cette manifestation. Sur les bords de la Rance on attend donc le retour des luthiers.

● Office de tourisme de la ville de Dinan : Hôtel Kérity, 6, rue de l'Horloge (22100) Dinan. Tél. (97) 39-75-40.

Le Morbihan en fête

Agrémenter les journées des visiteurs de ce coin de France, tel est l'objet du dépliant *Fêtes et loisirs en Morbihan 85*, qui, comme chaque année, présente le calendrier des principales manifestations culturelles, sportives et traditionnelles qui se dérouleront dans ce département, durant l'été.

Outre les rubriques habituelles (pèlerins, fêtes de la Chrétienté notamment), ceux de la Saint-Jean, feux d'artifice, concours de pêche, liste des châteaux, parcs et musées), l'accent est mis tout particulièrement cette année, sur le Festival international qui se tiendra à Lorient du 2 au 11 août et sur... le Tour de France cycliste, qui y prendra son départ, à Vannes, le 29 juin, pour Lorient et dont le deuxième étape reliera Lorient à Vitré.

● *Fêtes et loisirs en Morbihan*, disponible sur simple demande au Comité départemental du tourisme, Hôtel du département, BP 400, 56005 Vannes Cedex.

MIACA et non MICA

L'abréviation est moins brillante mais plus exacte : le sigle de la Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine dont nous avons longuement parlé dans « le Monde des loisirs » du 15 juin est MIACA et non MICA, comme nous l'avons écrit par erreur.

JEAN-PIERRE CHANIAL

Musique

à Saint-Pair

UN livre pour un orgue. Une idée originale de quelques « paroissiens » de Saint-Pair-sur-Mer (Morbihan) qui espèrent que la vente d'un livre relatant l'histoire de ce bourg normand permettra l'achat d'un orgue pour l'église dont la partie ancienne date du douzième siècle.

Saint-Pair-sur-Mer, une commune et une station balnéaire. Deux mille habitants l'hiver, dix mille l'été. A droite, en regardant la mer, Grandville. En face, l'archipel de Chausey et Carcès. A gauche, mais caché par la pointe de Carcès, le Mont-Saint-Michel.

Fondé par des religieux, rattaché au Mont, siège d'une baronnie, bled par la guerre de Cent Ans et ressuscité avec la naissance de la station balnéaire, Saint-Pair a une riche histoire, joliment racontée dans le livre écrit par Michel Colombier.

Après les abbés, les seigneurs et les bourgeois, voici les estivants. Le 1^{er} juin 1873 un arrêté municipal précise « les mesures de sûreté et de décence à observer à l'égard des baigneurs et nageurs ». Les « cabanes » pour « se désaltérer ou s'habiller » apparaissent. Il est précisé : « Les hommes stationnant sur cette partie de la plage devront se tenir à une

distance convenable ou 80 mètres au moins de la partie de la plage réservée pour les femmes seules, pendant le bain de celles-ci ». Enfin, « les guides chargés de conduire à la mer les baigneurs qui la réclameront devront être entièrement revêtus de laine. Ils devront porter secours à la moindre alarme, même à ceux qui n'auraient pas demandé leur aide pour se baigner » (art. 30). Souvenirs.

Mais ici, en cette « terre des saints », on aime bien son église. On regrette que l'orgue à tuyaux ait brûlé il y a plusieurs décennies. Restaurer l'instrument ? Trop coûteux pour des résultats incertains. Alors quelques amis de Saint-Pair se regroupent et lancent une association pour éditer un livre dont les bénéfices de la vente seront exclusivement consacrés à l'achat d'un orgue. Une initiative qui s'inscrit dans l'histoire de ce pays où l'on n'a jamais manqué de caractère. L'aventure de Saint-Pair continue.

J. P.

● *La terre, le ciel, la mer. Saint-Pair-sur-Mer, histoire et légendes*, 240 pages. Prix : 100 francs.

● *Musique à Saint-Pair*, boîte postale n° 4, 56380 Saint-Pair-sur-Mer.

Un conservatoire du littoral

LE crabe à bec rouge reviendra-t-il picorer la lande bretonne ? Les guillemots à miroir et la mouette rieuse survoleront-ils, plus nombreux encore, les dunes de Kemmara ? Le dernier pingouin du cap Sizun retrouvera-t-il une compagnie ? L'hypothèse qui faisait rêver les écologistes en 1970 et sourire pétroliers, industriels et campeurs sauvages n'est plus absurde grâce à l'action conjuguée du Conservatoire du littoral et des communes bretonnes.

Avec 5 500 kilomètres de façade maritime, la France est une des premières réserves d'écologie marine en Europe. La Bretagne (1 832 kilomètres de côtes longeant le Finistère, les Côtes-du-Nord, le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine) en est la précieuse illustration : paysage diversifié, des dunes de Kemmara à la pointe de Castelmeur, du marais de Moustierlin aux îles de Houat et de Hoëdic, aux rias verdoyantes, auquel répond une faune abondante, composée de près de 80 000 couples d'oiseaux. Inversement, la dégradation du paysage breton est spectaculaire : marées noires, afflux touristique saisonnier mal contrôlé, abandon des activités économiques traditionnelles, pollution industrielle... Pour endiguer le menace qui pesait sur les côtes françaises, les pouvoirs publics décidaient, le 10 juillet 1975, la création d'un

établissement public, le « Conservatoire du littoral et des rivages lacustres », dont la mission était de « mener dans les cantons côtiers et dans les communes riveraines une politique fondée de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique ».

Dans ce cadre, le Conservatoire se porte acquéreur des terrains dont il estime nécessaire d'assurer la protection. Ce sont les communes qui assurent gestion, entretien, aménagement du site et, éventuellement, créent un emploi de garde.

Résultat : à la veille de son dixième anniversaire, le Conservatoire a posé son emblème, le chardon des sables, sur 330 kilomètres de côtes, soit 27 000 hectares ou 181 domaines, aussi divers que les Agriates en Haute-Corse (4 500 ha), le site de la Gryère au bord du lac Léman (1,5 ha), les plages du débarquement, l'anse Couleuvre en Martinique, etc.

En Bretagne, le Conservatoire protège 42 domaines couvrant 1 570 hectares. Cette action doit s'amplifier puisque 50 sites (4 500 ha) rejoindront bientôt ce patrimoine. L'action du Conservatoire est cependant loin d'être purement administrative. Ainsi que le rappelle son président, M. Louis Le Penecq, ancien ministre de la mer, « il ne servirait à

rien d'acquiescer des portions du littoral si c'était pour le laisser à l'abandon. Elles doivent être vivantes, conserver leur originalité propre, accueillir sans dommage le public ». Grâce au balisage des sentiers de promenade, à l'information des visiteurs, à la reconstitution de la flore (plantation d'oyats pour maintenir les dunes, par exemple) et au travail des communes, au besoin soutenues par les experts du Conservatoire et les budgets de la région, les côtes bretonnes changent rapidement : la lande couvre à nouveau certains camps, l'océan ne dévore plus les dunes, et les nids se multiplient dans les marais. Le résultat justifie la formule de M. Louis Le Penecq : « Protéger les rivages, c'est protéger la vie », mais surtout fait du Conservatoire plus qu'une réponse institutionnelle au courant écologiste. Il prouve que commence à être maîtrisée une richesse essentielle pour la région, pour le pays. Une richesse représentée par les pingouins qui bientôt peut-être reviendront plonger dans les eaux limpides du cap Sizun, plus vertes qu'un lagon tropical ; par le retour du petit montou breton, suivi du crabe à bec rouge qui ne picore que la lande tondue ; par les pétrels, sternes et autres guillemots qui se jouent du vent, des dunes et des genêts dorés.

JEAN-PIERRE CHANIAL

Athènes : la culture en l'Europe

spécialité

« C'est devenu le lieu de rencontre mondial des cultures... »

« C'est devenu le lieu de rencontre mondial des cultures... »

« C'est devenu le lieu de rencontre mondial des cultures... »

« C'est devenu le lieu de rencontre mondial des cultures... »

« C'est devenu le lieu de rencontre mondial des cultures... »

« C'est devenu le lieu de rencontre mondial des cultures... »

هكذا من الأصل